

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

---

FACULTÉ DE DROIT

---

---

**Le Problème National de la Catalogne**  
**et**  
**sa solution par le Statut de 1932**

---

**THÈSE**

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

**Jean LESAFFRE**

Licencié ès Sciences Mathématiques

Diplômé d'Histoire du Languedoc

**POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT**

---

**MEMBRES DU JURY**

MM. DUPEYROUX, professeur, président.

MOYE, doyen honoraire.

AMADE, professeur à la Fa- } *Assesseurs*  
culté des Lettres.

---

MONTPELLIER

IMPRIMERIE MARI-LAVIT

1, Rue de Sauvages, 1

1934







**LE PROBLEME NATIONAL DE LA CATALOGNE  
ET  
SA SOLUTION PAR LE STATUT DE 1932**





UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

**Le Problème National de la Catalogne**  
**et**  
**sa solution par le Statut de 1932**

**THÈSE**

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

**Jean LESAFFRE**

Licencié ès Sciences Mathématiques

Diplômé d'Histoire du Languedoc

**POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT**

**MEMBRES DU JURY**

MM. DUPEYROUX, professeur, président.

MOYE, doyen honoraire.

AMADE, professeur à la Fa- } *Assesseurs*  
culté des Lettres.

**MONTPELLIER**

**IMPRIMERIE MARI-LAVIT**

**1, Rue de Sauvages, 1**

**1934**



# FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

---

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International  
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTES, professeur de Droit Commercial.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

PETRAU-GAY, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

---

## JURY

MM. DUPEYROUX, professeur, *Président*.

MOYE, Doyen honoraire.

AMADE, professeur à la Faculté des Lettres. } *Assesseurs*

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*





A LA MEMOIRE  
DES 8.000 VOLONTAIRES CATALANS  
TOMBES SUR LE SOL DE FRANCE DE 1914 A 1918  
ET QUI REPOSENT COTE A COTE  
AVEC NOS MORTS

---

MEIS







# LE PROBLEME NATIONAL DE LA CATALOGNE ET SA SOLUTION PAR LE STATUT DE 1932

---

## AVANT-PROPOS

---

*L'étude des œuvres de Frédéric Mistral, l'examen attentif de sa doctrine, si profondément latine par ses qualités de mesure, de bon sens, d'équilibre, la fréquentation de ses continuateurs et la lecture de leurs ouvrages, ceux de Charles Maurras et de Charles-Brun en particulier, nous ont amené à faire nôtres les théories qui, s'élevant contre cette centralisation anémiant dont souffre depuis trop longtemps la France, préconisent pour notre pays le retour, compte tenu des nécessités de la vie moderne, à ce régime, qu'elle connut jadis, d'une autonomie provinciale basée sur des considérations ethniques, géographiques, linguistiques, historiques. Elles nous ont déterminé à apporter, pendant cinq ans, notre modeste contribution à la propagation des idées mistraliennes dans les milieux languedociens, principalement dans les milieux estudiantins.*

*Notre aversion pour les méthodes centralisatrices ne pouvait que nous rendre sympathique le sort de ces groupements nationaux qui, inclus dans un Etat né, à la faveur des circonstances historiques, de l'assemblage de diverses*



nations, tiennent à affirmer leur personnalité et revendiquent leur droit à une existence indépendante.

Or, tout près de nous, un peuple qui s'exprime en un parler semblable à notre langue d'oc, et qui possède une mentalité et un génie souvent voisins de la mentalité et du génie occitans, un peuple qui a été uni au cours de l'histoire à nos provinces méridionales par des liens étroits et qui ne ménage pas sa sympathie à la France et au Midi de la France, le peuple catalan, a voulu, le siècle dernier, recouvrer son originalité longtemps mise en péril par l'hégémonie castillane, développer ses caractéristiques et réclamer la liberté de vivre d'une vie autonome.

Tout naturellement, nous fûmes conduit à étudier le problème que pose l'existence d'un nationalisme catalan et à présenter les résultats de notre travail devant la Faculté de Droit de l'Université de Montpellier.

Avant nous, l'étude de la question catalane avait fourni la matière des thèses soutenues par MM. Lavondès (Montpellier, 1908) et Freixe (Paris, 1911), à une époque où aucune solution légale n'avait été apportée au problème par l'Espagne. Depuis, bien des événements sont survenus : la Catalogne a été dotée, de 1914 à 1925, du régime « mancomunautaire » ; puis est venue la Dictature et l'oppression d'une Catalogne, qui puisa dans les persécutions une vigueur patriotique plus grande ; ce fut ensuite la Révolution, et enfin la concession aux Catalans d'une autonomie régionale prévue et réglée par la Constitution espagnole de 1931.

Nous avons tenté d'exposer les dispositions contenues dans le Statut de 1932, après avoir retracé l'historique du mouvement catalaniste que M. Freixe avait envisagé jusqu'en 1911, et après nous être efforcé de prouver, en nous appuyant sur les conceptions d'Enric Prat de la Riba, l'existence d'une nationalité catalane.

Nous avons été fortement aidé dans notre tâche par la précieuse documentation (livres, journaux, revues, textes



officiels) que, depuis trois ans, nos amis catalans nous font parvenir avec une amabilité que nous ne pourrions oublier.

Au cours de nos deux voyages en Catalogne (août 1932 et décembre 1933), nous avons pu accroître sur place notre documentation, et surtout recueillir les impressions et les opinions de diverses personnalités. Nous avons ainsi approché Francesc Macià, Président de la Généralité de Catalogne et chef du parti républicain d'Esquerra, devant la mémoire duquel nous nous inclinons profondément ; on pouvait ne pas partager toutes ses idées politiques ; on ne pouvait pas ne pas respecter en lui le patriote désintéressé qui avait tout sacrifié à son pays et qui, en des temps où le dévouement pour un idéal se rencontre de plus en plus rarement, a voulu combattre et souffrir pour une cause très noble. Nous avons pu aussi interviewer MM. Francesc Cambó, Député aux Cortès de Madrid, ancien Ministre des Finances, chef du parti de Lliga regionalista, Pere Coromines, Conseiller de Justice, ancien Député aux Cortès, Ventura Gassol, Conseiller de Culture, alors Député aux Cortès, Carrasco i Formiguera, Conseiller du premier gouvernement catalan, Député aux Cortès, J. Dencàs, Conseiller de Santé publique, l'un des rédacteurs, ainsi que Coromines, du Statut de Nùria, Joan Estelrich, Député aux Cortès, le Docteur Solé i Pla, Député au Parlement catalan, Président des volontaires catalans de la Grande Guerre, un grand ami de la France, F. Valls-Taberner, Député au Parlement catalan, Directeur des Archives de la Couronne d'Aragon, Bosch Gimpera, Recteur de l'Université de Barcelone, Pompeu Fabra, l'éminent philologue, Hostenchs, Directeur de l'Université Industrielle, Folguera i Duran, ancien Président de l'Association Protectrice de l'Enseignement, le Docteur Girona, Président de l'Union Catalaniste, J. M. Capdevila, Directeur du journal « El Matí », Ramon d'Alos, professeur à l'Institut d'Estudis Catalans, le Docteur Gabarró i Garcia, Miquel Ferrer, bibliothécaire du Collège des Avocats de Barcelone, Salà et Nicol, secrétaires à la Fondation Bernal Metge. Dans



notre souci d'impartialité, nous avons voulu recueillir les impressions de Français résidant à Barcelone ; nous avons pu entrer en relations avec MM. J. Bertrand, le distingué Directeur de l'Institut français, Cazes, professeur à cet Institut, correspondant de « La Dépêche » de Toulouse, P. Vilar, agrégé de l'Université, membre de l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques, J. Bachès, correspondant de « l'Eclair », Nos remerciements très sincères s'adressent à toutes ces personnalités, catalanes et françaises, qui ont bien voulu nous apporter une aide le plus souvent très précieuse.

L'accueil que nous avons reçu auprès des hommes politiques, des professeurs, des hommes de lettres, des journalistes, et aussi auprès de nos amis de la Fédération des Etudiants de Barcelone, de Palestra, de Manresa, les témoignages de sympathie que nous ont réservés les publics de Barcelone et de Manresa, devant lesquels nous avons eu l'honneur d'être invité à prendre la parole au cours de réunions catalanistes, l'empressement à nous être agréable que nous ont manifesté tous les Catalans avec lesquels nous avons été amené à entrer en relations, nous ont montré que l'hospitalité catalane n'est pas un vain mot.

Nos sentiments particulièrement reconnaissants vont à l'adresse de MM. Maspons i Anglasell, Josèp Carbonell, Batista i Roca, secrétaire-fondateur de Palestra, Joaquim Granados, Président de la Fédération Nationale des Etudiants, qui se sont mis à notre entière disposition pour faciliter nos recherches et nos études. Pendant trois ans, Josèp Carbonell, Directeur de l'Office des Relations méridionales à la Généralité, n'a cessé de nous fournir tous les matériaux susceptibles de nous intéresser. Pendant nos séjours à Barcelone, M. Maspons i Anglasell, le savant juriste de l'Académie de Jurisprudence et de Législation, ancien Président de la Délégation catalane à Genève, avec un dévouement auquel nous avons été très sensible, a bien voulu nous introduire dans les cercles, les bibliothèques, les groupements divers de Barcelone et auprès de plu-

siieurs personnalités. Grâce à MM. Maspons et Carbonell nous avons eu toutes facilités pour travailler à la Bibliothèque du Collège des Avocats, à l'Institut d'Etudes Catalanes, aux Archives de la Couronne d'Aragon et de la Municipalité, à l'Athénée barcelonais, — nous avons pu visiter l'Université, l'Institut Industriel, Palestra, divers groupements catalanistes, des maisons d'édition, la Bernat Metge, les musées de Montserrat, le Parlement catalan, dans les couloirs duquel nous avons pu circuler librement et nous entretenir avec quelques députés.

Que MM. Maspons et Carbonell, et aussi MM. Granados et Batista i Roca, veuillent bien trouver ici l'expression de notre affectueuse gratitude, en même temps que l'assurance que nous gardons précieusement dans notre cœur le souvenir des heures passées avec eux, dans une atmosphère de cordiale amitié, à Barcelone, à Barcelonette, à Sitges, à Manresa ou au pied du Montserrat.

Nous serions satisfait si, en échange de toutes les marques d'amabilité qui nous ont été prodiguées par nos amis de Catalogne, cette étude pouvait contribuer à faire comprendre et aimer leur patrie et à rendre leur cause sympathique à ceux qui nous liront.

---





## INTRODUCTION

« Tenter de détruire l'un des trois termes de cette trinité la terre, la race et la langue, même sous prétexte d'unité nationale est une œuvre impie et chimérique. On ne peut pas plus niveler les peuples qu'on ne peut niveler toute la terre ».

Mgr DE CARSALADE DU PONT  
*Evêque de Perpignan*

### I

## LE PROBLEME POSE PAR L'EXISTENCE DE GROUPEMENTS NATIONAUX

Si l'on doit penser avec M. Ludwig Bauer, l'auteur de *La guerre est pour demain*, que les problèmes résultant de l'existence de minorités nationales ne sont pas les seuls susceptibles de figurer à l'origine d'une nouvelle conflagration mondiale, il reste permis de leur accorder, parmi toutes les causes de conflit, une importance toute particulière. L'exemple encore récent de la grande guerre nous y autorise : les questions de minorités soulevées en Autriche-Hongrie et dans les Pays Balkaniques contribuèrent, en effet, largement à créer une atmosphère de malai-



se européen et fournirent le prétexte d'où devait sortir la plus sanglante des mêlées que l'histoire ait connue.

Sans aller jusqu'à provoquer une lutte semblable, une question minoritaire peut susciter seulement un conflit à l'intérieur même d'un Etat. C'en est pourtant assez pour que la paix se trouve troublée en un point du monde et que l'on accorde au problème toute la considération que méritent ses conséquences.

Si l'on en croit M. de Monzie, les minorités nationales ne cesseront pas de si tôt de présenter des cas épineux. Bien au contraire, car « le nationalisme réel s'accroît dans la proportion où l'internationalisme idéal se répand. Il y a et il y aura d'autant plus de contestations entre les nationalités qu'elles seront apparemment plus fusionnées en Etats ou groupements fédératifs. La vie est et sera de moins en moins unitaire à mesure que la pensée l'est et le sera davantage. » (1).

Il est donc facile de concevoir l'importance, chaque jour plus actuelle, de la question des minorités nationales qui, depuis un siècle, retient l'attention des juristes et des hommes d'Etat.

Qu'il s'agisse d'une nationalité entière incluse dans un Etat formé de la réunion de plusieurs peuples, ou bien qu'il s'agisse d'une minorité nationale (2), les revendica-

---

(1) A. de Monzie. Le problème des Minorités en Europe. *Le Petit Méridional* 1931.

(2) Ainsi que le notait J. Estelrich (La question des minorités et la Catalogne), le terme de *minorité* utilisé dans les traités de 1919-1920 a été admis par la Société des Nations sans que celle-ci ait pris soin d'en définir le sens. Il s'ensuit des confusions et des malentendus ; aussi l'expression a-t-elle été justement combattue. On hésite à l'appliquer à des groupements nationaux compacts tels que l'Irlande. Mais le terme de *nationalité* que l'on a proposé parfois en échange ne donne pas davantage satisfaction notamment lorsqu'il s'agit de fragments de nationalités (Allemands de Tchéco-Slovaquie) ou de populations mélangées (Juifs dans les divers pays du monde).

Le seul terme convenable pour désigner un *groupement natio-*

tions de l'une et de l'autre s'appuient sur le fameux principe dit *Principe des Nationalités*.

L'écrivain catalan Rovira i Virgili énonce son contenu sous une double formule, l'une politique, l'autre spirituelle (3). Formule politique d'abord : *toute nationalité a le droit de constituer un Etat indépendant ou autonome*. Un tel Etat pourra vivre absolument seul, totalement indépendant ou bien au sein d'une fédération d'Etats. Dans ce dernier cas, abandonnant une partie de ses attributions au pouvoir fédéral, il jouira d'une certaine autonomie lui permettant d'affirmer son originalité.

Quant à la formule spirituelle, elle revient à ceci : *toute nation a le droit de conserver et de développer son génie propre*, c'est-à-dire son âme nationale et sa culture sous ses divers aspects.

---

*nal compact* eût été celui de *nation*, l'expression *minorité nationale* étant alors réservée aux *divers tronçons d'une même nation répartis entre divers états*. C'est ainsi qu'avec cette terminologie les Catalans et les Irlandais, groupés en collectivités nationales homogènes, unes, compactes, eussent formé les nations catalane et irlandaise tandis que les Allemands de Tchéco-Slovaquie eussent constitué la minorité nationale allemande au sein de l'Etat tchéco-slovaque.

La Conférence de la Paix et la S. D. N. se sont refusé à employer le mot *nation* dans le sens que nous veons de lui attribuer ; elles voulurent en faire un synonyme de *état*. Pour les rédacteurs des traités de 1919 et 1920, la notion de Nation semble s'être confondue avec celle d'Etat alors qu'en réalité il en est bien autrement, l'Etat englobant parfois plusieurs nations ou tronçons de nations et la Nation pouvant se trouver morcelée entre plusieurs états.

Notons enfin que, à côté de l'expression *minorité*, on a vu apparaître celle de *groupement national* employée par certains délégués à ces Congrès annuels dits « de Nationalités ». Chaque groupement est une minorité nationale par rapport à l'état majoritaire qui l'enclave.

(3) A. Rovira i Virgili. *El Principi de les Nacionalitats*, pp. 11 et 12.



Il s'ensuit que toute collectivité nationale qui, ayant conscience de son particularisme, veut « conserver et développer son génie propre », doit pouvoir revendiquer la possibilité de rester elle-même et, en second lieu, réclamer son élévation à la dignité étatique. De ces deux revendications, la première, qui correspond à la formule spirituelle, est évidemment la plus importante. Que deviendrait, en effet, une nation dotée d'une organisation politique si le sentiment national, le génie national venaient à lui manquer ? Exactement un corps sans âme.

Mais à quels signes va-t-on reconnaître qu'un groupement humain désireux d'affirmer son particularisme et d'être doté d'un régime politiquement et administrativement autonome, constitue bien une nationalité et non, par exemple, une collectivité régionale ou provinciale ? Il importe de faire la distinction car, en dépit de certaines théories modernes qui mésestiment un peu trop les bases traditionnelles des nationalismes, on ne saurait accorder aux aspirations provinciales ou régionales les mêmes satisfactions qu'à des aspirations nationales.

Mancini définissait la nationalité « une communauté naturelle d'hommes, unis en une vie commune par l'unité de territoire, d'origine, de coutumes et de langues, et conscients de cette communauté » (4). Nous trouvons là, réunis et énumérés, les divers éléments constitutifs d'une nation : le territoire, la race, la langue, l'histoire, la communauté de droits et de coutumes, la culture, et par-dessus tous ces facteurs, la conscience d'une personnalité que les membres de la nation ont le désir de maintenir et de développer. Bien que le rôle de ces divers éléments soit généralement bien connu, il ne nous semble pas inutile de le rappeler brièvement.

---

(4) Cité par Rovira i Virgili dans « El Principi de les Nacionalitats », p. 27.

Il est un facteur que M. Jean Amade juge inséparable de la race, le sol. Selon l'auteur de *L'Idée régionaliste*, si la race se trouve depuis des siècles à l'abri de déviations et de déformations altérant profondément son intégrité, c'est à la collaboration de l'élément géographique qu'il faut l'attribuer. C'est qu'en effet « le milieu crée à chaque instant la race, lui imprimant son caractère et lui conservant sa personnalité : la race trouve dans la terre le monde naturel où son type se fixe et se perpétue ; c'est là aussi que son génie s'inspire, là que son âme s'alimente et que sa vie s'enrichit » (5). Véritablement, « de la terre sort la culture, l'histoire et l'âme des peuples » (6).

La plus belle illustration de ces derniers mots, nous la trouvons dans « l'Ode à la Patrie », du poète catalan Ari-bau que l'on s'accorde à situer à l'origine de la renaissance catalane. C'est parce qu'elle chantait leur terre qu'elle sut faire vibrer chez les Catalans un sentiment patriotique endormi mais non disparu. Il suffit d'un modeste poème célébrant les beautés du sol natal pour que renaquit une nation.

Mistral avait bien compris l'importance de l'exaltation de la terre, lui dont l'œuvre entière constitue un hymne admirable à la gloire de la nature provençale. Et Maurice Barrès, qui aima passionnément sa Lorraine, voyait dans la patrie la somme de deux éléments : la terre et les morts...

C'est-à-dire la terre et la race. Celle-ci est, en effet, un facteur national essentiel. « Nier la valeur du concept de race, nier la race, ce fut le jeu de quelques intellectuels dont le positivisme voyait sans doute là un des nombreux méfaits de l'esprit métaphysique. » (7).

A une même race correspondent la même manière de penser et de sentir, les mêmes traditions, les mêmes coutumes et aussi les mêmes aspirations et, par contre-coup,

---

(5) J. Amade : *L'Idée régionaliste*, p. 25.

(6) A. Rovira i Virgili. *Catalunya i la República*, p. 25.

(7) J. Amade. *Op. cit.* p. 23.



bien souvent, le désir de vivre en commun, de former une nation.

L'acception du mot est, il faut l'avouer, fort élastique ; c'est, d'ailleurs, ce qui a conduit à méconnaître la valeur du concept. On parle de race noire et de race jaune, et aussi de races latines et de races anglo-saxonnes, et enfin de race bretonne et de race provençale. Le mot « embrasse plus ou moins d'humanité, au gré de celui qui l'emploie ». Il se produit pour lui quelque chose d'analogue à ce qui arrive pour le mot langue. On dit du parler montpelliérain qu'il est un sous-dialecte de la langue languedocienne laquelle est, elle-même, un dialecte de la langue d'oc qui appartient à la famille des langues latines. De même un Montpelliérain est de race languedocienne en même temps que de race occitane et aussi latine. Alors que le mot langue, malgré son élasticité, correspond dans chaque cas à une réalité que nous saisissons parfaitement, pourquoi n'en serait-il pas de même pour le mot race ? Lorsque nous l'employons « nous savons tous ce que nous voulons dire ; il offre chaque fois pour nous, un sens très précis et répond à une volonté de détermination et de différenciation. La question est seulement de savoir si dans la réalité quelque chose correspond à ce terme, c'est-à-dire donc si l'on n'est pas victime d'un mot. Nous affirmons, pour notre part, l'existence de la race avec des caractères bien marqués. » (8).

L'un de ses attributs essentiels c'est la langue. Si Mistral s'appliqua à chanter sa terre, il voulut aussi et avant tout défendre et illustrer son parler provençal parce qu'il voyait dans l'exaltation de l'idiome d'un peuple le moyen le plus sûr de susciter une renaissance nationale. Toute sa vie fut un long combat pour notre langue d'oc ; son œuvre en fut la glorification. Le maître de Maillane, savait qu'en elle réside une vertu incomparable et il pouvait s'écrier :

---

(8) J. Amade. Ibid.

Car, de mourre-boundoun qu'un pople  
tòmbe esclau,  
Se tèn sa lengo, tèn la clau  
Que di cadeno lou deliéuro (9).

Et ailleurs :

Lengo d'amour, se i'a d'arlèri  
e de bastard, ah ! pèr Sant-Cèri !  
Auras dòu terradou li mascle à toun cousta ;  
e tant que lou mistrau ferouge  
bramara dins li roco, aurouge  
t'apararen à boulet rouge  
car es tu la patrie e tu la liberta ! (10)

La langue, en effet, étant l'expression de l'âme, est l'un des caractères les plus précieux d'une nation. Aussi a-t-on toujours vu les peuples oppresseurs s'acharner contre le parler des vaincus. « La façon de penser, écrivait Torras i Bages, est la substance ; tout le reste est accidents externes qui dépendent d'elle, variables suivant les circonstances. Cela étant, entre la façon de penser et son expression, c'est-à-dire la langue, il y a une relation intime ; ce sont deux facteurs qui forcément sont homogènes, puisque du contraire ne pourrait résulter ce produit qui forme la philosophie et la littérature d'un peuple. » (11).

Pour Prat de la Riba, un autre artisan de la renaissance catalane, « chaque nation pense comme elle parle et parle comme elle pense » (12), cependant que Herder no-

---

(9) Car, face contre terre, qu'un peuple — tombe esclave, — s'il tient sa langue, il tient la clef — qui des chaînes le délivre. (Lis Iselo d'Or. I troubaire catalan, 1861).

(10) Langue d'amour, s'il y a des fats — et des bâtards, ah ! par Saint-Cyr ! — tu auras du terroir les mâles à ton côté ; — et tant que le mistral turbulent — soufflera dans les rocs, ombrageux — nous te défendrons à boulets rouges — car tu es la patrie et la liberté ! (Calendau. Ch. IV).

(11) Torras i Bages. Tradició catalana.

(12) Prat de la Riba. La nacionalitat catalana, p. 75.



tait déjà : « La langue d'un peuple est l'âme même de ce peuple sous une forme visible et tangible. »

Nous voilà loin de Renan déclarant que l'idiome ne signifie rien ! et nous nous en éloignons définitivement avec M. J. Amade qui affirme : la langue, c'est la race. Ils savent bien qu'elle signifie quelque chose, ceux qui connaissent le mécanisme de la restauration nationale de la Catalogne presque entièrement déterminée par la renaissance linguistique. Aussi les auteurs catalans ont-ils toujours été unanimes à reconnaître la primauté de la langue et à proclamer avec Torras i Bages : « Si c'est vérité que la maxime souvent répétée : le style, c'est l'homme, ce l'est aussi que le principe suivant lequel la langue, c'est le peuple ; identification chantée par le poète :

Un poble que sa llengua cobra  
Se recobra a si mateix ! (13) »

Autre facteur national non négligeable : le souvenir, par lequel se maintient dans l'âme populaire l'idée de patrie. Ce souvenir est souvent celui d'un passé commun fait de gloires et de souffrances partagées. Le lien historique rapproche ainsi les hommes qui se savent les descendants de ceux qui construisirent la patrie sous son aspect actuel et prennent conscience de la responsabilité qui leur incombe de maintenir intact l'héritage reçu.

Le peuple qui veut conserver son originalité s'applique à entretenir le culte du passé et le respect des traditions et des coutumes. Une nation qui oublie ses danses et ses chansons, qui délaisse ses costumes, qui abandonne les mœurs qui la distinguaient, n'est pas loin de sa ruine.

Parfois, le souvenir s'attache à un patrimoine littéraire et artistique que l'on sait apprécier et que l'on veut sauver parce qu'il est un reflet de la mentalité de la nation.

Parfois encore « le souvenir se condense autour d'ins-

---

(13) « Un peuple qui retrouve sa langue — se retrouve lui-même ».

titutions de droit jouissant d'une vénération particulière » (14). Pour la Suisse, cette institution est dans sa vieille constitution démocratique. Pour la Catalogne, dans son droit.

Suivant Prat de la Riba, « le droit est un fruit de la conscience du peuple qui le fait à sa ressemblance et selon ses nécessités ; il est un produit de l'esprit national, source de toute la vie de ce peuple, principe et origine de toutes les manifestations. Il n'est pas l'œuvre arbitraire de la raison abstraite, mais substance vive de l'organisme social. Chaque peuple a son droit propre qui est le seul à s'adapter à ses exigences et répond à son tempérament » (15).

Les institutions juridiques sont d'ailleurs l'expression fidèle de ce que nous avons déjà appelé l'âme, le génie d'une collectivité. Nous avons montré quels liens étroits unissent la race au milieu et à la langue ; des attaches aussi serrées la relient à ce génie que façonne la nature et que traduit l'idiome.

La personnalité d'un peuple, M. Amade l'a écrit, ne se borne pas à quelques caractères physiques ; « il y a des manières de sentir et de penser qui sont propres à une race, par quoi cette race peut se définir ; ...elle a sa philosophie et sa morale comme elle a son idéal, et elle a ses traditions comme elle a ses légendes et ses proverbes. » (16).

Récemment, le Catalan Rossell i Vila préconisait une classification ethnique basée sur les différences des caractères intellectuels dont la réunion forme la mentalité d'un peuple, qualité permanente et immuable qui peut traverser des périodes de sommeil sans perdre l'essentiel de son originalité. C'est en effet par sa mentalité qu'une nation exprime son particularisme ; c'est d'après leurs manifes-

---

(14) R. Redslob. Le principe des nationalités, p. 49.

(15) Prat de la Riba, op. cit.

(16) J. Amade. op. cit. p. 26.



tations de vie intellectuelle que l'on peut juger et distinguer les peuples.

L'âme d'une nation, il faut en particulier en rechercher l'aspect dans les sentiments religieux, facteur parfois puissant de particularisme. C'est au nom de leur foi que les Princes protestants d'Allemagne se séparèrent jadis du Catholique Empire et que les chrétiens des Balkans se dressèrent contre l'oppresseur musulman. En ce moment, les Pays Basques profondément catholiques, ont puisé dans l'attitude laïque de la jeune République espagnole un désir plus grand d'autonomie.

Milieu, race, langue, souvenir, mentalité, tels sont rapidement esquissés les éléments qui peuvent servir à l'affirmation d'une nationalité. Peut-on dire que l'un d'entre eux ait plus de valeur que les autres ? Peut-on les classer par ordre d'importance ? La chose est impossible. Ces caractères ne se manifestent pas toujours de la même façon ; parfois l'un des facteurs jouera un rôle considérable alors qu'ailleurs son influence sera minime. Il semble donc que le *critère national* certain, le critère d'ordre général et universel permettant dans tous les cas d'assurer qu'une collectivité mérite le qualificatif de nation ne doit pas être recherché parmi les facteurs dont nous venons de parler.

On ne peut, en effet, placer ce critère dans la race, à l'exemple de certains auteurs russes et allemands. Pour M. Redslob « elle est un fait d'ordre physique ; il n'y a plus de races parmi nous ; il n'y a plus que des vestiges de races » (17), alors que pour M. Giraud, la théorie de la race, élément essentiel de la nationalité, est « fausse, dégradante, dangereuse » ; le caractère ethnique est « un phénomène physique tandis que la nation est un phénomène complexe dans lequel entre beaucoup de spiritualité. » (18).

---

(17) R. Redslob. op. cit. p. 73.

(18) Giraud. Le Droit des Nationalités, sa valeur, son application, *Revue Générale du Droit International Public*, 1924, p. 31.

Sans être aussi sévère, nous devons admettre que le critère est, certes, insuffisant. Les Tchèques, les Polonais, les Serbes, tout en appartenant à la famille slave forment autant de nations distinctes, et l'on ne peut véritablement parler d'une race américaine des Etats-Unis alors qu'il existe une nation américaine.

Quant à la langue, elle est « un élément constitutif plus important, mais elle n'est pas non plus un critérium général » (19). Pour M. Redslob, bien qu'il reconnaisse « qu'elle est un phénomène d'où la nation peut dériver », ainsi que l'a suffisamment prouvé l'exemple catalan, « la langue n'est pas la nation. » (20).

Nous pensons avec M. Le Fur qu'elle « constitue un élément capital là, et là seulement, où les populations lui attribuent la valeur d'un critère de nationalité » (21). Il est, en effet, des Etats bilingues ou trilingues (Belgique, Suisse), qui présentent une profonde unité. En sens inverse, un idiome commun n'entraîne pas forcément le sentiment de communauté nationale.

La religion ne saurait pas mieux répondre à nos recherches : l'identité de croyances ne suffit pas pour grouper les hommes en nation ; inversement, une nationalité peut parfaitement comprendre des éléments appartenant à des confessions diverses.

Enfin, l'unité géographique, le souvenir d'un passé commun, la possession de traditions communes, d'un patrimoine intellectuel commun manquent trop de généralité et d'universalité pour pouvoir fournir le critérium désiré. Ces éléments peuvent exister en dehors de toute préoccupation nationale.

A quel critère allons-nous donc nous rallier ? Laissons répondre M. Eug. Baïé : « Qu'est-ce donc que le principe

---

(19) S. Friedman. Le problème des minorités ethniques, p. 10.

(20) R. Redslob. Op. cit. p. 52.

(21) Le Fur. Nationalités et Etats. *Revue de Droit International et de législation comparée*, 1924, p. 219.

des nationalités ? Renan appliquait à cette idée la méthode socratique et les détours d'une dialectique ondoyante et déliée. Une série d'éliminations l'amenait à conclure que les nations n'ont pour principe, en dernière analyse, ni un facteur économique, ni ethnique, ni linguistique, mais une âme, une et indivisible qui les porte à se constituer en un seul corps... Poursuivre en commun le développement d'une personne morale et d'une psychologie collective est donc à la fois le principe et le caractère des nationalités. » (22).

La poursuite en commun de ce développement ne peut être inconsciente. Elle est une manifestation de la volonté d'un peuple. C'est pourquoi il est définitivement établi et unanimement admis à l'heure actuelle que « l'élément prépondérant de la nation est la conscience, la *volonté* de vivre une vie collective distincte. » (23).

M. P. Mercier déclare dans sa *Formation de l'Etat Tchecoslovaque* : « La nationalité est avant tout un état de conscience », et il définit la nation, « toute agglomération qui présente dans son ensemble un vouloir-vivre collectif, réel et sincère, et paraît assez forte, riche, civilisée, pour pouvoir vivre de la vie internationale » (24).

A son tour, Joan Estelrich a pu écrire . « Au dogmatisme habituel des théoriciens échappait souvent le fait biologique essentiel : la volonté. La nationalité s'exprime en des faits historiques ou naturels, mais son droit politique se manifeste par la volonté collective. Et nous entendons par volonté collective la somme des volontés individuelles. » (25).

Tout récemment, M. Julien Benda, dans son *Histoire des Français dans leur volonté d'être une nation*, dont le titre est suffisamment évocateur, s'est appliqué à dé-

---

(22) E. Baie. Le Droit des Nationalités, pp. 5-6.

(23) S. Friedman. Op. cit. p. 12-13.

(24) P. Mercier. La formation de l'Etat tchéco-slovaque. p. 14 et 20.

(25) J. Estelrich. La qüestió de les minories nacionals, p. 14.



montrer comment la formation des Français en nation est le résultat d'une volonté de leur part, et non d'une succession de phénomènes mécaniques ou accidentels.

Ainsi donc, après avoir éliminé les caractères objectifs « dont la réunion n'arrive pas toujours à créer ou à maintenir une seule et même nationalité », il faut admettre, avec M. Redslob que la « quintessence de la nation » se trouve « *dans la conscience d'un génie commun, sentiment qui fait naître une volonté de conséquence politique* ».



Il ne nous appartient pas de retracer ici l'histoire des mouvements nationaux. On sait comment prit naissance, dès le 16<sup>e</sup> siècle, avec la chute du régime féodal, ce vaste courant d'émancipation des peuples qui entraîna les révoltes hollandaise et hongroise, les luttes des Princes protestants d'Allemagne contre la catholique Autriche et, plus tard, la révolte des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. On sait aussi que le 19<sup>e</sup> siècle fut le siècle des réveils nationaux, suivis avec sympathie par toute une partie de l'Europe et encouragés par le Romantisme qui s'appliquait à ressusciter le passé et à exalter le sentiment de patrie.

Nous n'avons pas davantage à décrire l'origine et l'évolution du Principe des Nationalités. Rappelons seulement que, né sous l'influence de la philosophie rationaliste des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles qui, « écartant le dogme ancestral de l'autorité préétablie, se mit à sonder les soubassements de l'Etat et à poser la question de la légitimité » (26), le Principe alimenta le mouvement d'émancipation qui « captant les peuples depuis la Renaissance, leur inspira la conscience d'eux-mêmes et la résolution de prendre en main leurs destinées » (27). Le courant rationaliste aboutira normalement à la Révolution française et triomphera

---

(26) R. Redslob. Op. cit. - p. 1.

(27) Ibid. p. 1.

avec la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Les nombreuses constitutions qui s'élaboreront en France et ailleurs à partir de 1789 découleront mathématiquement, pour ainsi dire, des principes scientifiques établis au cours des deux siècles précédents. Selon l'expression de M. Redslob, « on déduit les lois constitutionnelles et internationales. Les Chartes des peuples sont démontrées comme des théorèmes. »

Les « vérités premières » desquelles on extrait ainsi les lois des peuples peuvent se ramener à deux. Tout d'abord, le dogme de la liberté individuelle vient affirmer, à la suite de Rousseau, que l'homme naît libre et que c'est de son propre gré qu'il prend rang dans la société dont il accepte les règles. L'Etat et son autorité trouvent leur explication et leur justification dans la volonté concordante des citoyens ; « l'Etat est l'œuvre du peuple disposant de lui-même. » Et l'on voit apparaître là ce qui va constituer le deuxième principe fondamental, le dogme de l'autodétermination en matière politique qui renferme en lui-même l'affirmation du double postulat de la souveraineté du peuple et de la loi des nationalités.

Faire du peuple le détenteur de toute souveraineté nationale et lui reconnaître le droit de se gouverner conformément à ses désirs et à ses aspirations conduit tout naturellement à accorder à un groupement humain jouissant des caractères que nous avons appelés nationaux et exprimant sa volonté de former une nation, la liberté de se donner à lui-même ses lois. De l'affirmation de la liberté individuelle et de la thèse de l'autodétermination découle donc directement l'idée essentielle du Principe des Nationalités : le droit pour une nation de revendiquer son autonomie.

Mais toutes ces considérations sur la naissance et le développement du fameux Principe ne doivent pas nous retenir longtemps. Un seul fait importe : il existe des collectivités humaines qui, possédant les caractères ethniques, linguistiques, historiques, traditionnels, géographiques dont nous avons parlé, proclament leur volonté de mener

une existence autonome et réclament l'application du Principe des Nationalités. Comment va-t-on leur donner satisfaction ? Car il faut leur donner satisfaction. Nous ne sommes plus en des temps où seuls des procédés de violence pourraient être recommandés et utilisés pour faire taire les revendications des peuples. Comment va-t-on leur donner satisfaction ? Tout le problème posé par l'existence de nationalités incluses ou de minorités nationales est là.



La question, à en croire certains auteurs, n'aurait été débattue par la diplomatie internationale qu'en 1919. En réalité, elle se posa dès le Congrès de Vienne de 1815 et, plus tard, au Congrès de Berlin de 1878.

Le Principe des Nationalités fut officiellement affirmé à Vienne lorsque l'Autriche, la Prusse, la Russie promirent chacune aux Polonais des institutions assurant la « conservation de leur nationalité » (acte final du 9 juin 1815). Le Congrès alla même jusqu'à faire reconnaître par les puissances la garantie internationale des droits des nationalités. Mais « cette garantie n'était point une véritable protection des minorités ; c'était plutôt une protection d'une nationalité formant la majorité sur son propre territoire et susceptible de devenir un état constitué » (28). Autrement dit, il s'agissait de protection des nationalités compactes incluses, non des minorités nationales.

Le Congrès de Berlin, lui, s'occupa de ces minorités. Il organisa une commission de contrôle et obtint de la Turquie l'engagement de rendre compte de ses rapports avec les Arméniens. Le même Congrès fixa avec précision les droits personnels des nationaux, mais laissa dans l'ombre les droits collectifs et les libertés linguistiques. Il faudra attendre la Conférence de la Paix de 1919 pour assister à

---

(28) S. Friedman. Op. cit. p. 55.



un effort sur ces derniers points. Il appartiendra à cette Conférence d'introduire les nouveautés suivantes :

1. Créer un contrôle international permanent plus efficace que les précédents ;
2. Garantir les droits collectifs des minorités ;
3. Introduire dans le droit international les stipulations déjà formulées dans le droit public interne.

Quelques rares Etats s'étaient, en effet, préoccupés antérieurement d'apporter une solution aux graves problèmes soulevés par la présence en leur sein de minorités nationales. Les revendications de celles-ci portaient, en résumé, sur les trois points suivants : égalité des droits civils ou politiques ; liberté linguistique, c'est-à-dire droit d'employer librement la langue maternelle dans la vie privée et publique, devant les autorités officielles et dans les écoles ; autonomie territoriale.

En Russie et dans les Balkans, aucune satisfaction n'avait été donnée à ces aspirations, cependant qu'en Allemagne et en Autriche-Hongrie une timide tendance s'était fait jour en faveur des nationalités incluses. Les Constitutions austro-hongroises de 1848 et de 1867 proclamaient « le droit inviolable de chaque peuple à la conservation et à l'entretien de sa nationalité et de sa langue ». La loi prussienne du 28 août 1876 reconnaissait à titre provisoire les droits linguistiques des Polonais. La situation des minorités, avant guerre, n'était donc pas particulièrement brillante.

Les traités de 1919 et 1920 vinrent la modifier en un sens plus favorable et cherchèrent à préciser les droits nationaux. A partir de 1920, on peut convenir de l'existence « d'un droit positif des groupes nationaux » (29). Les Etats signataires des traités de paix sont formellement tenus à l'application du droit minoritaire. Quant aux autres puissances, libre à elles de concéder spontanément un régime

---

(29) J. Estelrich. *Op. cit.*, p. 19.

conforme aux clauses des conventions de 1919-20. De sorte que « le système de protection par la Société des Nations n'a qu'un caractère exceptionnel, malgré les conseils non obligatoires vers la généralisation » (30).

L'Assemblée de la S. D. N. s'est bornée à prendre, le 21 septembre 1922, une résolution ainsi conçue : « L'Assemblée exprime l'espoir que les Etats qui ne sont liés vis-à-vis de la Société des Nations par aucune obligation légale, en ce qui concerne les minorités, observeront cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de langue et de religion, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil. »

L'Assemblée exprime l'espoir... C'est vraiment peu ! Cet espoir vient s'ajouter à ceux des nationalités incluses et les choses ne vont pas plus loin. Les Etats liés par les accords d'après-guerre se sont souvent efforcés d'en réduire la portée ; les autres se sont bornés à des déclarations d'un contenu bien vague.

Les diplomates de 1919 et, à leur suite, le Conseil de Genève, n'ont eu ni l'autorité suffisante, ni les moyens, ni surtout le véritable désir d'apporter aux problèmes minoritaires des solutions définitives et d'ordre général. « L'idéal, écrivait Joan Estelrich, eût été de constituer des Etats purement nationaux, de voir chaque nationalité se gouverner elle-même suivant ses propres désirs. Une belle ambition, dont la pratique fut impossible à réaliser. En premier lieu, les Etats neutres n'eussent pas admis la moindre intervention qui ne leur eût pas été favorable. Les grandes puissances victorieuses désireuses de profiter de la victoire ne voulaient pas, non plus, de limitation de cet ordre. D'autre part, ces puissances, à la réfection de la carte d'Europe, s'arrêtèrent à des considérations d'équilibre politique, de sécurité militaire, de prospérité beaucoup plus que de droits des peuples. Et, enfin, il y avait des ter-

---

(30) J. Estelrich. Op. cit., p. 21.

ritoires à populations mélangées dans lesquels il était matériellement impossible d'appliquer le principe de la frontière juste. »

On se borna alors à apporter des solutions particulières sur des points spécialement névralgiques. On aboutit ainsi à un droit minoritaire dont les principes ont été posés par les conventions de 1919 et 1920. Si nous adoptons la classification de J. Estelrich, nous dirons que les individus appartenant à des nationalités incluses jouissent de trois sortes de droits : en tant que simples habitants ; en tant que citoyens ; en tant que membres d'un groupement national.

Comme simples habitants, ces personnes ont droit à la pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans aucune distinction de naissance, de nationalité, de langue, de religion ou de race. Ils se voient garantir le libre exercice aussi bien privé que public de toute foi, religion ou croyance compatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

En tant que citoyens, ces mêmes individus se trouvent dépendre de dispositions relatives à la nationalité. En général, il est permis aux membres d'un Etat disloqué d'opter non seulement pour la nationalité primitive mais aussi pour celle du nouvel Etat, ou encore pour celle du peuple auquel ils appartiennent par la race ou la langue.

D'autre part, l'égalité civile et politique est reconnue, quelle que soit la religion, croyance ou confession, la langue ou la race.

Enfin, comme membres de minorité nationale, ces sujets bénéficient de la liberté religieuse, du libre usage de leur langue et du droit à l'enseignement autonome.

L'introduction des droits linguistiques dans les traités de paix fut une véritable innovation en matière de Droit International. Les conventions décident qu'« il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit en réunions



publiques. Nonobstant l'établissement par le Gouvernement... d'une langue officielle, des facilités seront données aux ressortissants... de langue autre que la langue officielle... pour l'usage de leur langue soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.»

Il est à remarquer que ces dispositions affirment le principe de l'inégalité des idiomes et de l'existence d'une seule langue d'Etat. D'autre part, il n'est question de l'usage de l'idiome minoritaire que devant les tribunaux et nullement dans les relations avec les autorités publiques, au sein des corps politiques et des organes locaux.

La liberté linguistique va de pair avec la liberté de l'enseignement, privé ou public. Les sujets appartenant à une minorité, tout comme les autres sujets, ont le droit de créer et diriger à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y employer leur langue et d'y pratiquer leur religion. En matière d'enseignement public, les traités prescrivent l'emploi de l'idiome minoritaire dans les écoles de l'Etat et indiquent les moyens propres à assurer l'exercice de cette disposition.

Ces droits étant définis, il a fallu rendre efficaces les stipulations les concernant. A cet effet, on a placé celles-ci sous la garantie de la Société des Nations qui possède une Section des Minorités chargée d'examiner les requêtes minoritaires et de transmettre son opinion au Conseil de la S. D. N. qui statue solennellement.

Pratiquement, les questions minoritaires ont été résolues dans la très grande majorité des cas par ce Conseil des Trois qui fonctionne à Genève comme organe officieux et en dehors de toute publicité. Ne vont devant le Conseil de la Société des Nations qu'un très petit nombre de cas désespérés qui n'ont pu être réglés par le Conseil des Trois et pour la solution desquels l'Assemblée internationale parvient très rarement à un résultat heureux. La publicité, à peu près nulle pour les succès auxquels aboutit le Conseil des Trois, ne joue que pour les insuccès de la

S. D. N. De sorte que l'on a pu, à tort, douter de l'efficacité des doléances minoritaires portées devant la Cour de Genève.

D'autre part, les conventions de 1919-1920 et la Société des Nations se sont gardées d'édicter des principes généraux et d'élaborer un droit minoritaire universel et précis. Les traités déclarent que le Conseil « agira de telle façon et donnera telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance ». Il ne s'agit donc que de cas d'espèce. Il n'est pas possible de savoir si Genève, en réglant le sort de certaines minorités, entend établir une formule transactionnelle temporaire, les minorités devant être peu à peu assimilées par l'Etat qui les englobe, ou bien, entend prendre des mesures dont elle souhaite la généralisation et l'extension à toutes les minorités considérées comme devant toujours exister. C'est pour réagir contre l'insuffisance des dispositions des traités et contre l'incertitude des conceptions genevoises que les représentants des groupements nationaux européens répondant à l'appel du docteur Ammende, se réunissent, depuis 1925, en Congrès annuels. Ils se proposent de rechercher « une ligne de conduite, une inspiration, une doctrine pour le règlement de leurs problèmes », et de transformer « les solutions proposées pour le règlement de ces questions en solutions générales » (31).

Notons enfin que l'insuffisance des dispositions contenues dans les traités d'après-guerre et dans les règlements émanés de la Société des Nations vient en grande partie de ce que les uns et les autres se sont surtout préoccupés de garantir les libertés individuelles des membres appartenant à des groupements nationaux, mais pas les libertés collectives de ces communautés, sauf en quelques cas particuliers (Ruthènes, Russes Subcarpathiques). De sorte que l'on peut dire que les traités et les règlements internationaux ont réservé la question des groupements natio-

---

(31) J. Estelrich. Op. cit., p. 14.

naux considérés comme collectivités juridiques beaucoup plus qu'ils ne l'ont tranchée. Il faut donc chercher ailleurs les solutions susceptibles d'être apportées aux délicats problèmes que pose l'existence de pareils groupements au sein d'un Etat. Nous allons nous y essayer.

## II

### SOLUTIONS POSSIBLES DU PROBLEME

L'Etat, en présence de minorités nationales, peut adopter l'une des trois attitudes suivantes : ou bien entreprendre de briser la résistance des groupes nationaux et tenter leur dénationalisation ; ou bien rejeter ces groupes hors des frontières ; ou enfin reconnaître la légitimité des revendications et s'efforcer de les satisfaire. Les deux premières solutions sont appelées par M. Friedman négatives, la troisième, positive.

La méthode de dénationalisation ou de répression doit être immédiatement repoussée et considérée comme une véritable violation de conscience. Il n'y a d'ailleurs pas de moyen plus sûr de provoquer le développement des sentiments nationalistes d'un peuple que de tenter de les étouffer.

Le deuxième procédé, celui qui prévoit le rejet des minorités hors des frontières de l'Etat et que M. Redslob désigne sous le nom de « mutation radicale touchant à l'intégrité de la vie étatique », comporte deux genres de solutions : le transfert de territoire et le transfert de population.

Au premier mode appartiennent la cession et la sécession. Tantôt un Etat cèdera le territoire sur lequel se trou-



ve une minorité à un Etat voisin de même nationalité que cette dernière ; ou bien deux Etats renfermant des groupements de même nationalité décideront de les réunir en un nouvel Etat. Dans les deux cas, il y aura cession. Tantôt, soit avec le consentement de l'Etat, soit sans ce consentement et de force, la minorité se détachera pour former un Etat à part. Il y aura sécession.

Quant au second mode, celui de transfert de la population, il ne comporte pas de modifications de frontières. Il consiste en une véritable expulsion hors du territoire de l'Etat : on contraindra les membres d'une minorité à une migration. Cette solution, qualifiée par M. Friedman de « cruelle et bizarre », a été employée récemment. Déjà, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, en 1871, on avait vu l'Allemagne laisser à ses nouveaux sujets la faculté d'opter pour la nationalité française, à condition d'abandonner le territoire allemand. Il y avait là migration facultative. La convention gréco-bulgare de novembre 1919 a prévu l'échange réciproque volontaire des populations minoritaires respectives. La convention gréco-turque de janvier 1923 a stipulé l'échange obligatoire.

Transfert de territoire, transfert de population, aucune de ces solutions n'est satisfaisante : la première parce qu'elle est difficilement compatible avec les nécessités politiques et les désirs impérialistes de la majorité des puissances, — la deuxième parce qu'elle est aussi peu humaine que moderne.

Reste pour l'Etat une troisième attitude : reconnaître la légitimité des aspirations nationalistes et chercher à les satisfaire. Les solutions positives qui en découlent sont rangées par M. Redslob sous le nom de « mutations partielles par voie de réorganisation intérieure ». Elles sont applicables dans le cadre même de l'Etat, dont l'intégrité n'est pas atteinte.

Il importe d'introduire ici une distinction, suivant que la question minoritaire se pose d'une façon territoriale ou non, autrement dit suivant qu'il s'agit de droits à la fois territoriaux et personnels, ou bien uniquement personnels.

Pour la Catalogne, qui possède un territoire propre, pour les Allemands de Bohême, qui vivent dans une zone où ils sont en majorité, la solution ne peut être la même que pour les Juifs répandus dans le monde entier et qui ne sont nulle part, ou presque, en majorité. Dans le second cas, ou bien l'Etat laissera la minorité organiser son enseignement, son culte, ses œuvres de bienfaisance, ses entreprises sociales, et se contentera d'exercer son contrôle, — ou bien il voudra s'occuper lui-même de cette organisation et créera des organismes étatiques appropriés. On aboutira ainsi, soit à des systèmes d'autonomie, soit à des systèmes d'administration centrale.

Karl Renner et O. Bauer ont imaginé comme solution d'autonomie le système dit de la « personnification ». Ces juristes autrichiens ont voulu, suivant M. Redslob, « créer une ordonnance harmonieuse qui donne à chaque nation sa place dans l'Etat, et édifier ainsi un parallélisme qui supprimerait d'un groupe à l'autre la lutte pour la puissance politique » (32). A cet effet, Renner considère l'Etat comme constitué par une fédération d'entités nationales. Les membres de celles-ci forment dans chaque localité des communes liées entre elles et possédant des organes supérieurs, qui représentent l'union dans la vie publique de l'Etat.

Dans les systèmes dits d'administration centrale, l'Etat organise un service central chargé de toutes les questions concernant les minorités. C'est ainsi que la Lettonie a prévu au sein du Ministère de l'Instruction Publique un département des écoles minoritaires, alors qu'une partie du budget de l'Etat et de celui des communes est attribuée à ces établissements.

Passons aux solutions qui peuvent être préconisées lorsque le problème est d'ordre territorial. Ce sont surtout celles qui retiendront notre attention car, dans la suite de notre étude, nous aurons à nous occuper de la question catalane qui est une question de nationalisme territorial.

---

(32) R. Redslob. *Op. cit.* p. 180.



Avant de poursuivre cet exposé, arrêtons-nous un instant et résumons, afin de repartir sur des données précises, l'énoncé du problème à résoudre. Nous nous trouvons en présence d'un Etat, jusque-là unitaire et centralisé, formé par la réunion de divers peuples. A un moment de son histoire, l'une de ces collectivités, reprenant conscience de sa personnalité, manifeste son intention d'affirmer et de développer son particularisme. En vertu de la formule dite *spirituelle* du Principe des Nationalités, ce droit ne peut lui être contesté. Mais, transportant ses revendications sur le terrain politique, ce peuple, dont les caractères nationaux traditionnels permettent de dire déjà qu'il forme une nation, réclame la liberté de se gouverner lui-même. Cette autonomie ne peut lui être refusée, si l'on admet la formule dite *politique* du Principe des Nationalités.

Tout revient dès lors à la détermination du genre de *self-government* que l'Etat octroiera à cette nation, dont l'existence s'est manifestée sur une partie de son territoire. L'autonomie concédée devra, tout en assurant la sauvegarde de l'unité étatique, permettre le maximum de développement spirituel et politique compatible avec cette unité. Il faut évidemment la rechercher parmi les formes de constitution étatique qui s'opposent à la centralisation et qui, partant de la simple décentralisation, s'élèvent jusqu'au fédéralisme.

Si tous les juristes étaient d'accord pour reconnaître en ces divers modes d'autonomie les divers aspects d'un même phénomène juridique, autrement dit, s'il était unanimement admis que ces nombreuses variétés présentent des différences de degré et d'intensité, non de nature, il suffirait d'en déterminer l'essence profonde et de convenir qu'il appartient aux Etats de proportionner aux circonstances (et à leur bon vouloir), l'étendue de l'autonomie à concéder. Mais, précisément, les divergences se ma-



nifestent dans le camp des juristes lorsqu'il s'agit de savoir si les distinctions sont quantitatives ou qualitatives (33).

M. Hans Kelsen qui, le premier, a bâti la théorie du fédéralisme, en partant de la doctrine de la décentralisation, considère l'idée de décentralisation « comme le principe fondamental d'organisation des différentes communautés juridiques... qui, commençant à la simple communauté du contrat de droit civil, insensiblement aboutit à travers l'association, la commune, la province, l'Etat fédéral, l'Etat unitaire, les unions d'Etats, ou la communauté du traité international, à la communauté internationale universelle » (34).

M. Kelsen classe les communautés juridiques dans un ordre déterminé par le degré de décentralisation qu'elles présentent. Il distingue ainsi l'Etat *unitaire*, qui admet la décentralisation administrative, relative à l'exécutif seulement, — l'Etat *décentralisé* (*Durch Laender*), dans lequel il y a partage de compétences entre les organes centraux et les organes locaux, les *Laender* possédant leurs pouvoirs législatif et exécutif propres, cantonnés dans des limites variant avec les constitutions, — enfin, l'Etat *fédéral*, caractérisé par deux traits : l'autonomie constitutionnelle des Etats membres, qui peuvent se donner librement une constitution interne et la modifier, — la participation des

---

(33) On trouvera dans l'excellente thèse de M. Mouskhelichvili, « La théorie juridique de l'Etat fédéral » (1931), un exposé très net des diverses théories qui ont pu être émises relativement aux questions touchant à la nature de la décentralisation, du régionalisme et du fédéralisme.

(34) H. Kelsen. Aperçu d'une théorie générale de l'Etat. (Extrait de la *Revue du Droit Public et des Sciences politiques*) Paris 1927 p. 63.

Etats-membres à la législation et parfois à l'exécution centrales (35).

---

(35) L'autonomie constitutionnelle consiste « dans le droit d'une communauté juridique de se donner librement une Constitution et le droit de la modifier ». Elle peut être incomplète ou complète suivant que la Constitution fédérale peut ou ne peut pas déterminer le contenu des Constitutions particulières et les abroger ou les modifier.

La participation à la création de la volonté fédérale peut être indirecte ou directe. Dans le premier cas, elle se réalise grâce à l'existence d'une Chambre où les Etats-membres délèguent leurs représentants ; dans le second cas, par le rôle que ces Etats jouent dans la révision de la Constitution fédérale.

La participation indirecte est une des originalités essentielles que présente l'Etat-fédéral. C'est qu'en effet « deux forces gouvernantes distinctes » se rencontrent dans une pareille construction juridique, « chacune doit avoir sa représentation propre au Parlement » ; ce sont, « d'une part, la population fédérale, et d'autre part, les unités politiques plus ou moins autonomes et dont la réunion forme la délibération » (Duguit, *Traité de Droit Constitutionnel*, T. 2, p. 550-551). Va-t-on faire élire les députés des diverses collectivités particulières en nombre proportionnel au chiffre de leur population ? Or, certains Etats-membres sont beaucoup plus peuplés que d'autres ; les grands Etats seront donc représentés par un nombre de députés supérieur à celui des élus des petites collectivités. L'égalité entre Etats particuliers admise du point de vue juridique sera rompue. Faudra-t-il alors admettre que les Etats auront le même nombre de représentants ? Il y aura là une injustice flagrante : un grand Etat ne peut avoir la même représentation, la même influence qu'un Etat de dimensions inférieures, parfois très nettement inférieures.

Il a fallu adopter un système intermédiaire. On y est parvenu en établissant deux Conseils fédéraux : l'un élu par tout le pays et tous les citoyens en proportion du chiffre de la population, sans tenir compte des Etats ; — l'autre, au contraire, élu par chacun des Etats qui envoient à l'Assemblée un même nombre de délégués. Ainsi, « on aura évité les deux inconvénients et en outre créé une harmonie complète entre le fédéralisme et l'autonomie sans sacrifier aucune des deux. L'une des assemblées veillera à l'intérêt national et collectif et l'autre à l'intérêt particulier de chaque région » (La Grasserie, *Du Fédéralisme*, p. 14). L'existence des deux Chambres est bien la matérialisation de ce double carac-

Pour M. Kelsen, il ne saurait y avoir entre ces divers types d'Etats d'autres différences que de contenu dans la décentralisation qu'ils comportent. A ses yeux, l'Etat fédéral n'est, en somme, qu'une forme élevée de la décentralisation, un mode dans lequel les collectivités autonomes disposent du maximum de compétences compatible avec l'existence d'un lien fédératif.

Les idées du savant autrichien avaient trouvé la voie ouverte par les conceptions de son compatriote Georg Jellinek. Celui-ci, sans aller jusqu'à voir dans le fédéralisme un aspect particulier de la décentralisation, avait pourtant constaté l'existence d'Etats qui « ressemblent plutôt à une collection de provinces qu'à un Etat véritablement un », et dans lesquels « ces provinces peuvent avoir une organisation assez complète pour pouvoir se demander si elles n'ont pas le caractère étatique ». Et Jellinek concluait : « Au point de vue politique, les Etats qui comprennent des formations de cette sorte ne sont plus ordinairement considérés comme des Etats unitaires, mais comme des Etats à lien fédératif » (36). Le célèbre juriste se refusait à abattre la cloison qui, pour lui, compartimentait l'Etat unitaire et ses dérivés d'une part, et l'Etat fédéral d'autre part.

Dans le premier compartiment, il rangeait l'Etat centralisé dans lequel « toute l'activité étatique qui se sert de la puissance publique, dérive du centre et converge vers le centre, c'est-à-dire que toutes les affaires se rapportant au droit public sont réglées par les organes dont la com-

---

tère que possède un état fédéral d'être à la fois « un Etat et une fédération de collectivités publiques d'une nature particulière ». (Le Fur. Etat fédéral et Confédérations d'Etats - p. 679).

Quant à la participation dite directe des Etats-membres à la création d'une volonté fédérale, elle se traduit par la liberté pour ces Etats de prendre une part active à la révision de la Constitution fédérale. Il n'est pas besoin d'en souligner l'importance, la Constitution (ou Pacte) étant l'expression des bases sur lesquelles les Etats particuliers se sont entendus pour établir leur union.

(36) Jellinek, L'Etat moderne et son droit, p. 467 et 482.



pétence s'étend sur tout le territoire de l'Etat », — et l'Etat décentralisé dans lequel « les affaires publiques sont réglées avec plus ou moins d'indépendance par les autorités dont la compétence est territorialement restreinte » (37).

Jellinek distingue alors, dans ce dernier type d'Etat, la décentralisation *administrative*, qui apparaît sous deux formes : ou bien chaque partie de l'Etat possède ses autorités suprêmes, ou bien, au-dessus des autorités provinciales et locales se tient un gouvernement central unitaire ; le premier mode, qui s'étend à la fois à l'administration, à la législation et à la juridiction, ne peut être qu'exceptionnel et s'applique surtout aux territoires nouvellement annexés ; le second, d'application normale, ne s'étend généralement pas jusqu'à la législation ; — la décentralisation par l'*administration autonome*, celle-ci étant exercée par les intéressés eux-mêmes (par exemple, dans la commune), qui possèdent à la fois une compétence propre pour réaliser leur droit propre, et une compétence déléguée pour agir à la place de l'Etat, dans un domaine désigné par celui-ci ; — enfin, la décentralisation *provinciale* (*Durch Laender*), dont jouissent ces Etats « qui sont plutôt une réunion de provinces qu'un Etat véritablement un ». Au type provincial appartiennent ces régions généralement annexées depuis peu qui se trouvent dans une situation juridique particulière (Alsace-Lorraine, après 1871, Schleswig-Holstein et Bosnie-Herzégovine autrefois), ou encore ces parties d'un Etat qui possèdent « les rudiments d'une puissance étatique indépendante », pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, souvent très importants (colonies britanniques, Laender autrichiens avant 1920), ou aussi ces *pays* ou *Laender*, que M. Jellinek définit « une division de l'Etat, qui possède un ou plusieurs des éléments constitutifs de l'Etat indépendant, et qui, par là, se distingue des ordinaires circonscriptions administratives, et qui, d'autre part, manque d'une puissance étatique

---

(37) Ibid. p. 462-463.

basée sur la volonté propre » (38) (régions espagnoles prévues par la Constitution de 1931).

M. Mouskhelichvili s'étonne de ce que Jellinek n'ait point placé au rang des divers modes de décentralisation ainsi énumérés, « la décentralisation propre à l'Etat fédéral ». Le juriste autrichien en effet bien qu'il ait fait de cette dernière forme d'Etat une catégorie à part, en face de l'Etat unitaire, a souligné l'existence, ainsi que nous l'avons déjà dit, d'une série de collectivités dont la situation juridique se rapproche étrangement de celle des Etats-membres d'un Etat fédéral, créant ainsi une zone mal délimitée entre la décentralisation provinciale et le fédéralisme qui permet de passer insensiblement de l'une à l'autre.

Les conceptions de M. Kelsen, partagées sur ce point par M. Le Fur, qui envisage le fédéralisme comme une décentralisation développée apparaissant lorsque à l'autonomie s'ajoute « un procédé particulièrement énergique, une garantie, la participation de l'Etat souverain » (39), se heurtent aux théories françaises de MM. H. Berthélemy, Hauriou et Duguit, qui se sont toujours refusé à ne pas voir entre la décentralisation et le fédéralisme une différence de nature.

Le premier de ces éminents juristes donne comme raisons de son attitude que « les Etats fédérés ne sont ni sous le contrôle, ni sous l'autorité de l'Etat fédéral et se gouvernent comme ils l'entendent, pour toutes les matières retenues ou placées sous leurs compétences », — et, en outre, qu'« il n'appartient pas à l'Etat fédéral d'accroître ou de réduire ses attributions sans l'assentiment des Etats fédérés. Le pouvoir législatif de l'Etat unitaire, au contraire, peut toujours accroître ou réduire le degré de dé-

---

(38) Jellinek. *Op. cit.* p. 486.

(39) Le Fur. *Races, Nationalités, Etats*, p. 141; numéro 1. Voir aussi : Le Fur. *La Confédération d'Etats et l'Etat fédéral*, pp. 678, 703 et 712.

centralisation de ses provinces, ou de ses villes, comme de ses services » (40).

Pour M. Hauriou, il n'y a pas d'autre décentralisation que la décentralisation administrative. Dès que l'on pénètre dans le domaine du fédéralisme, on doit renoncer à la conception unitaire de l'Etat. « Ce qui constitue le fédéralisme, c'est la diversité des lois et l'existence de plusieurs souverainetés secondaires, au-dessous d'une souveraineté commune, restreinte à un nombre déterminé d'objets » (41).

Enfin, M. Duguît, qui veut voir dans l'Etat un fait social qui se traduit par une différenciation entre gouvernants et gouvernés, note l'opposition qui se manifeste sur deux terrains entre l'Etat unitaire, pour décentralisé qu'il soit, et l'Etat fédéral. Alors que, dans ce dernier, on remarque l'existence sur un même territoire de deux groupes de gouvernants, l'Etat unitaire n'admet l'existence que d'un seul. D'autre part tandis que dans l'Etat fédéral toute modification aux attributions respectives du pouvoir fédéral et de l'Etat-membre exige le consentement des deux parties et tandis que la répartition des compétences entraîne caractère obligatoire, dans l'Etat unitaire, au contraire, nulle obligation, nul engagement ne lie le pouvoir central, qui peut apporter, quand bon lui semble et sans le consentement de quelque collectivité que ce soit, les modifications qui ne dépendent que de sa volonté (42).

---

(40) J. Berthélemy. *Traité élémentaire de droit administratif*, 1920, p. 103.

(41) Hauriou. *Etude sur la décentralisation*, 1892, p. 9.

(42) M. Mouskhelichvili, après avoir présenté le contenu de ces diverses théories, a donné son opinion sur la question. Il l'a fait en adhérant aux idées de M. Kelsen et en réfutant les conceptions des trois juristes français dont nous venons de donner les noms. A ses yeux, les faits se sont chargés de démentir les motifs que donnent MM. Berthélemy, Hauriou et Duguît pour séparer complètement le fédéralisme et la décentralisation.

« Qu'est-ce que la décentralisation, écrit-il, sinon une manière d'être de l'Etat qui consiste en un partage des compétences entre





Les faits ont pu parfois sembler favorables aux conceptions de M. Kelsen. Déjà avant la guerre on pouvait constater l'existence d'Etats dits fédéraux, tels que l'Autriche-Hongrie, dans lesquels l'union était si étroite « que chaque Etat particulier n'existait plus que de nom et constituait, en réalité, une simple province » (43). C'est à propos de ces Etats que M. de la Grasserie parlait de « pseudo-fédéralisme » et notait l'influence et la domination spirituelle, sinon matérielle, exercée par un Etat sur tous les autres membres de l'union.

---

les organes centraux et les organes locaux. Ce partage peut être plus ou moins étendu, plus ou moins complet, mais il existe partout...

Deux traits caractérisent toute décentralisation à notre avis :

a) une certaine indépendance des autorités locales vis-à-vis des autorités centrales, indépendance qui est réalisée le plus souvent par leur élection par les intéressés eux-mêmes.

b) un certain partage des compétences entre les organes centraux et les organes locaux » (p. 215-216).

Dès lors, l'auteur de la « Théorie juridique de l'Etat fédéral » va s'essayer à une classification des divers types de décentralisation entre lesquels il ne considère « aucune différence de fond, d'essence, seulement d'importantes différences de degré, des différences quantitatives... dues à de multiples causes historiques et politiques » (p. 217). M. Mouskhelichvili distingue :

1) la *décentralisation proprement administrative* (décentralisation par région de Duguit, décentralisation provinciale de Jellinek et de Kelsen) au sein d'un Etat unitaire. La commune est l'organisme classique de cette forme de décentralisation : son activité s'exerce à la fois dans un domaine qui lui est rigoureusement propre et dans une sphère où elle n'agit que comme représentant et pour le compte de l'Etat. Les communes peuvent d'ailleurs se grouper entre elles pour des réalisations d'intérêt commun.

2) la *décentralisation provinciale* (Durch Laender de Jellinek) avec laquelle on entre dans la décentralisation politique. D'accord avec M. Edouard L. Llorens, professeur à l'Université de Fribourg, qui ne veut entendre parler d'autonomie que lorsqu'il y a compé-

Après la grande guerre, on a vu apparaître des constitutions dites fédérales, comme celles de l'Allemagne de Weimar et de l'Autriche, qui n'étaient que d'assez lointaines applications des principes du fédéralisme classique. C'est alors que M. Mirkine Guetzévitch a pu parler de « ra-

---

tence législative (La autonomia, p. 79), l'auteur de cette classification considère l'autonomie comme « la faculté d'une communauté juridique de régler ses propres affaires en édictant des normes juridiques » et ne la fait commencer qu'avec la décentralisation provinciale.

Dans la plupart des cas, la compétence de la province autonome ou région autonome ou pays ou territoire s'étend à l'exécutif et au législatif, rarement au judiciaire, presque jamais au constitutionnel. Lorsque la Constitution du *Land* a été établie par l'Etat, lui seul peut la modifier, — et bien souvent, lorsque la province s'est donné sa Constitution intérieure, elle a du la soumettre à la ratification de l'Etat qui conserve le droit d'approbation pour toute modification ultérieure.

La répartition des compétences est extrêmement variable suivant les Etats : tantôt les attributions provinciales se trouvent limitativement énumérées (c'est le cas ordinaire), tantôt ce sont les attributions centrales (Autriche-Hongrie).

Avant guerre, l'Alsace-Lorraine, la Finlande, la Croatie-Slovénie offraient des exemples de cette décentralisation provinciale. Actuellement, le territoire de la Russie subcarpathique, en Tchéco-Slovaquie, les îles d'Aland, le territoire de Memel, la Catalogne.

3) La *décentralisation fédérale* avec laquelle nous nous trouvons en face « du degré le plus haut et d'une forme particulière de la décentralisation ». Avec M. Kelsen M. Mouskhelichvili admet que les deux éléments essentiels qui caractérisent cette forme sont : l'autonomie constitutionnelle, — et la participation des Etats-membres à la création de la volonté fédérale.

Ces principes étant admis, M. Mouskhelichvili définit l'Etat fédéral « un Etat caractérisé par le degré le plus élevé et par une forme spéciale de la décentralisation ; il se compose des collectivités-membres qu'il domine ; cependant celles-ci possèdent l'autonomie constitutionnelle et prennent part à la formation de la volonté fédérale ; elles se distinguent par là de toutes les autres collectivités publiques inférieures » (p. 261). Cette définition fait de son auteur un partisan résolu de la théorie de M. Kelsen.

(43) La Grasserie, op. cit. p. 18.

tionalisation du fédéralisme », basée « sur les nécessités techniques de l'Etat et non sur les principes dynastiques, nationaux, ethnographiques, etc... » (44).

« Le problème du fédéralisme, écrivait le Secrétaire général de l'Institut International de Droit Public, qui a provoqué tant de discussions, se simplifie dès que l'aspect politique est remplacé par l'aspect juridique. Tant que le fédéralisme est basé sur la politique (traditions dynastiques ou historiques, etc...), le problème échappe à la rationalisation. Mais, dès qu'il reçoit une solution nettement juridique et que la constitution ne vise pas à protéger des intérêts politiques ou nationaux, mais à introduire un élément objectif de défense juridique de l'intérêt local et de l'intérêt central, la politique est remplacée par le droit » (45).

M. Mouskhelichvili n'emploie pas l'expression de « pseudo-fédéralisme », mais il est bien obligé d'avouer : « Ce que M. Mirkine Guetznévitch appelle la rationalisation du fédéralisme, ressemble étrangement à la déchéance, à la disparition du fédéralisme » (46).

A notre avis, les prétendus fédéralismes allemand de Weimar, austro-hongrois, autrichien, — le « fédéralisme rationalisé », — ne sont en réalité que des aspects divers de la décentralisation dite provinciale. Il ne faut pas voir en eux des applications des principes du fédéralisme tel que nous le concevons.

Car pour nous l'assimilation du fédéralisme à une sorte de décentralisation supérieure est impossible. Bien entendu, le fédéralisme est un système décentralisateur : dès qu'il y a autonomie de collectivités publiques, il y a décentralisation. Mais il ne s'agit point de jouer sur les mots.

---

(44) Mirkine-Guetznévitch. L'Espagne, p. 57.

(45) Mirkine-Guetznévitch. La Constitution de l'Europe nouvelle 1930.

(46) Mouskhelichvili. Op. cit. p. 256.



Nous sommes d'accord avec M. Mouskhelichvili lorsqu'il estime que la répartition des compétences est parfois identique dans un Etat fédéral et dans un Etat unitaire qui admet la décentralisation par provinces ou pays. Nous sommes d'accord avec lui lorsqu'il souligne l'importance de cette répartition des attributions et lorsqu'il écrit : « La question de la division des attributions étatiques entre la puissance centrale et les autorités locales est une question de droit positif surtout. C'est dire que les solutions varient à l'infini d'une Constitution fédérale [nous ajoutons « ou pseudo-fédérale » (47)] à l'autre. Ceci n'a rien d'incompréhensible, car la division effective des pouvoirs dépend beaucoup des circonstances historiques et politiques, moins des considérations juridiques : la subordination de la politique au droit, ce que M. Mirkine-Guetzévich appelle « la rationalisation du pouvoir » n'est pas atteinte souvent sur ce point » (48).

Mais nous ne pouvons plus suivre l'auteur de ces dernières lignes dans ses conceptions, lorsqu'il se refuse à voir qu'à cette répartition des compétences, parfois identique dans un Etat fédéral et dans un Etat unitaire décentralisé, et basée sur des considérations semblables, viennent se superposer, dans l'Etat fédéral, des éléments qui modifient profondément la structure juridique d'une communauté étatique.

Reprenons la définition que donne M. Mouskhelichvili de l'Etat fédéral. Nous y lisons : « ... *Cependant* celles-ci (les collectivités-membres) possèdent l'autonomie constitutionnelle et prennent part à la formation de la volonté fédérale... ». Reprenons aussi une opinion de M. Le Fur, déclarant que le fédéralisme apparaît lorsque, à l'autonomie s'ajoute « un procédé particulièrement énergique, une garantie, la participation de l'Etat-membre comme tel à la formation de l'Etat-souverain ».

---

(47) Note de l'auteur.

(48) Mouskhelichvili. Op. cit. p. 270.

N'y a-t-il pas, dans cette autonomie constitutionnelle des Etats-membres et dans cette « garantie » qu'est la participation à la création d'une volonté étatique, des éléments que l'on ne rencontre pas ailleurs que dans un Etat fédéral, et dont l'importance est suffisamment capitale pour donner au fédéralisme une physionomie absolument originale ? Il nous semble qu'une indépendance constitutionnelle et que l'existence d'un droit de participation à la révision de la constitution fédérale et le fonctionnement de deux Chambres fédérales, telles que nous les avons définies (nombre égal de représentants pour chaque Etat-membre dans la Chambre des Etats), sont des apports juridiques suffisants pour conférer à un Etat fédéral une place à part dans la classification des différents systèmes étatiques.

Sans vouloir pousser trop loin les conséquences de la conception du pacte existant entre Etats particuliers, nous ne pouvons oublier que la Constitution fédérale est, malgré tout, l'expression d'un véritable contrat, dit contrat fédératif, par lequel, selon Proudhon, « les contractants, en formant ce pacte, se réservent plus de droits, de liberté, d'autorité, de propriété, qu'ils n'en abandonnent » (49).

C'est en raison du caractère contractuel de la Constitution fédérale qui lie les Etats-membres et l'Etat fédéral, et qui entraîne d'ailleurs comme conséquences l'autonomie constitutionnelle et la participation à la formation de la volonté commune, caractère contractuel que l'on ne retrouve pas dans un Etat admettant la décentralisation provinciale ou régionale, que nous ne pouvons considérer l'Etat fédéral comme un simple aspect de l'Etat unitaire, dans lequel la décentralisation serait particulièrement large.

Dans notre esprit, Etat unitaire décentralisé, avec des modalités diverses, et Etat fédéral sont deux systèmes net-

---

(49) Proudhon. Du principe fédératif, p. 73.

tement distincts, et nous adoptons volontiers la classification suivante :

<sup>6</sup> 1) ETAT UNITAIRE.

a) *Rigoureusement centralisé*, qui, pratiquement n'existe pas.

b) *Décentralisation* (parfois appelée décentralisation purement administrative). Le type de cette collectivité décentralisée est la commune et, au-dessus d'elle, en France, le département. Cette décentralisation n'est relative qu'à l'administration.

c) *Régionalisme* ou *provincialisme* (décentralisation provinciale). Avec lui, apparaît la décentralisation politique (ou autonomie, pour M. Llorens). Dans cette catégorie, il y a place pour une grande variété de modes d'autonomie. A chaque degré de répartition correspond un type différent. Les attributions régionales empièteront plus ou moins, parfois pas du tout, parfois au maximum, sur les domaines de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, du constitutionnel.

Les provinces de l'ancienne France jouissaient de cette autonomie provinciale. De même, à des degrés divers, l'Alsace-Lorraine, les Etats allemands d'avant-guerre, la Croatie-Slovénie, la Finlande dans les empires autro-hongrois et russe, — après guerre, les Pays allemands. Actuellement, les îles d'Aland, le territoire de Memel, la Russie subcarpathique, les provinces autrichiennes, les régions autonomes espagnoles, les dominions britanniques, sont autant d'exemples de ce régionalisme ou provincialisme, qui peut aller très loin, ainsi que le prouvent les dominions britanniques, dans l'attribution des compétences régionales.

2) ETAT FÉDÉRAL, avec les attributs essentiels que l'on s'accorde généralement à lui reconnaître.

Les Etats-Unis et la Suisse sont les exemples classiques d'Etats fédéraux.



Pour nous, il y aura Etat fédéral :

a) Lorsque des Etats, désormais Etats particuliers, se groupent pour former un Etat dit fédéral, auquel ils délèguent toutes les attributions exigées par l'intérêt commun (ou fédéral), tout en se réservant le maximum d'autonomie. — Ou bien lorsque, dans un Etat jusque-là unitaire, apparaissent des Etats particuliers, auxquels l'Etat unitaire, devenu fédéral, concède un maximum d'autonomie compatible avec l'intérêt général, tandis qu'il conserve les attributions nécessaires au maintien de l'intégrité de l'Etat fédéral.

b) Lorsque l'autonomie des Etats-membres et les attributions fédérales sont constitutionnelles, c'est-à-dire « prévues et garanties par une constitution » ou *pacte fédératif*.

c) Lorsque les Etats-membres *participent à la formation de la volonté de l'Etat fédéral*, notamment grâce à l'existence de deux Chambres fédérales.

d) Lorsque ces Etats-membres possèdent *l'autonomie constitutionnelle*.



Mais, va-t-on nous dire, toutes ces considérations sur la décentralisation et le fédéralisme nous ont amené bien loin du problème des nationalités ? Pas tellement. N'oublions pas que nous cherchons une solution à ce problème et nous ne pouvons la trouver que parmi les constructions étatiques permettant aux nationalités incluses d'affirmer leur personnalité tout en demeurant dans le sein de l'Etat qui les englobe. Il importait de préciser la nature et le contenu des divers modes d'autonomie qui, à des degrés d'intensité variables, rendent justement possible l'affirmation des originalités nationales.

La formule spirituelle du Principe des Nationalités réclame pour celles-ci « le droit à la conservation et au développement de leur génie propre » ; l'organisation qui

permet d'atteindre le maximum de conservation et de développement doit donc être préconisée.

La formule politique du Principe proclame le droit, pour les nationalités conscientes de « constituer un Etat indépendant ou autonome ». Il faut donc adopter le système qui donnera aux nations incluses le moyen de se rapprocher le plus possible de la forme étatique et leur concèdera la plus large autonomie possible, tout en respectant l'intégrité de l'Etat, au sein duquel elles existent.

Un régionalisme ou provincialisme aussi poussé que celui des dominions britanniques ou du territoire de Memel, pourrait satisfaire les aspirations des nationalités ou des minorités incluses. Mais, le plus souvent, ce provincialisme prend la forme de ce « pseudo-fédéralisme » dont on trouve des exemples dans la Constitution allemande de 1919 et dans les Constitutions austro-hongroise et autrichienne de 1920. C'est à propos de ce prétendu fédéralisme que M. La Grasserie écrivait, en 1907 : « Il ne faut pas mettre au compte du fédéralisme véritable les vices et les oppressions de toutes sortes qui en découlent. C'est un fédéralisme de cette sorte que Philippe et Alexandre exerçaient vis-à-vis de la Grèce. Aussi ne pourra-t-il protéger sans doute l'Allemagne contre l'unification despotique et l'Autriche contre la dislocation. La fédération hégémonique n'est pas le fédéralisme véritable : il en contredit les principes. L'idée pure implique, au contraire, l'égalisation sinon l'égalité des Etats » (50). Ce pseudo-fédéralisme, de même que tous les degrés inférieurs du provincialisme, suppose toujours en effet une prédominance de l'un des pays ou de l'une des provinces sur les autres pays ou provinces, prédominance qui entrave fatalement le libre développement de leur personnalité.

Le fédéralisme « rationalisé » de M. Mirkine-Guetzévich, par le seul fait qu'il met au second plan les considérations « nationales, ethnographiques, etc... » ne peut apporter une

---

(50) La Grasserie. Op. cit. p. 20.

solution satisfaisante au problème des nationalités. M. Mirkine-Guetzévitch écrit d'ailleurs : « ... Dès que la constitution ne vise pas à protéger des intérêts politiques ou nationaux, ... la politique est remplacée par le droit » ; mais c'est que précisément nous cherchons à protéger ces intérêts nationaux et nous voulons tenir compte des facteurs traditionnels du nationalisme.

Le fédéralisme classique, tel que nous l'avons défini, nous apparaît comme un moyen juridique particulièrement apte à répondre aux deux conditions, spirituelle et politique, que postule l'application du Principe des Nationalités. Car, pour reprendre l'expression de M. Langlois, il « concilie les deux excellents principes de l'unité nationale [nous dirons fédérale] et de l'indépendance des groupes historiques vivants » (51). Il résout, selon Proudhon, le délicat conflit entre la Liberté et l'Autorité.

Ce système, qui accorde à l'Etat-membre la plus grande liberté intérieure compatible avec l'intérêt fédéral, lui permet de s'organiser conformément à ses aspirations, à ses mœurs, à ses besoins, de développer ses institutions culturelles, de conserver et d'accroître ses richesses intellectuelles, d'atteindre un très grand développement économique, chaque Etat étant spécialement bien placé pour connaître ses nécessités et les satisfaire.

Le fédéralisme qui apaise les désirs des nationalités incluses est un gage de paix intérieure. De plus, nous estimons qu'il a le don d'augmenter la vitalité de l'Etat fédéral, somme des vitalités particulières, en favorisant le libre épanouissement des initiatives des Etats-membres et l'accroissement de leur activité économique.

Pour toutes ces raisons, nous voyons dans le fédéralisme classique la solution la plus sûre au problème que pose l'existence de groupements nationaux au sein d'un Etat.

---

(51) Langlois. Grande Encyclopédie. Chap. V, Article « Fédéralisme ».





Dans les pages qui suivent, abandonnant le domaine de la théorie pour l'examen d'un cas concret, nous allons voir comment la Catalogne, qui possède les caractères d'une nation, a, en manifestant sa volonté d'être considérée comme telle, obligé l'Espagne à apporter une solution à la question des nationalités incluses. Nous examinerons cette solution, en nous appuyant sur les considérations générales précédentes.

---

## PREMIERE PARTIE

---

# LA NATION CATALANE

« ... veirès naisse lis art, veirès creisse  
li letro, veirès grandí lis ome, veirès flou-  
ri uno nacioun. »

Frédéric MISTRAL,

(*Discours i felibre catalans*, 1868)

Au cours des pages précédentes, nous avons rappelé les caractères principaux qui permettent d'affirmer qu'une collectivité humaine mérite véritablement le qualificatif de nation.

Avant de prêter une oreille attentive aux revendications du peuple catalan qui, depuis bientôt un siècle, proclame ses droits à une existence autonome, nous allons rechercher la légitimité de ses prétentions à former une nation. Nous examinerons successivement chacun des facteurs géographique, racique, linguistique, historique, spirituel, culturel ; nous nous préoccupons surtout de savoir si ce peuple possède en lui la volonté d'affirmer sa personnalité nationale. Seule la preuve de l'existence de ces facteurs nationaux nous autorisera à reconnaître le bien-fondé de ses exigences. A ce moment-là, nous pourrons envisager la réponse à donner à la volonté de la Catalogne.

## CHAPITRE PREMIER

---

### LA TERRE CATALANE

La Catalogne, de l'aveu même du général Primo de Rivera, « est une région bien définie » (1), qui se différencie nettement des autres contrées de la Péninsule ibérique. Les quatre provinces de Barcelone, Gérone, Lleida, et Tarragone, qui occupent une superficie de 32.195 kilomètres carrés (2), forment, dans le coin nord-est de l'Espagne, une sorte de triangle rectangle dont l'hypoténuse est figurée par le rivage méditerranéen, du Cap Cerbère à l'embouchure du Cénia, l'un des côtés longeant la chaîne pyrénéenne jusqu'au val d'Aran, tandis que le troisième descend le long de la frontière aragonaise.

---

(1) Discours à Arenys de Mar (30 mai 1926).

(2) Province de Barcelone : 7.690 km<sup>2</sup>

Province de Tarragone : 6.490 km<sup>2</sup>

Province de Gérone : 5.865 km<sup>2</sup>

Province de Lleida : 12.150 km<sup>2</sup>



Les multiples aspects de la côte se succèdent sur une longueur de 400 kilomètres. Suivons-la en partant de la frontière française en direction du Sud. Apre et rocheuse, elle épouse les contours d'une petite chaîne montagneuse qui se prolonge dans la mer pour former le cap de Creus. Celui-ci abrite le golfe de Rosas qui limite, suivant une douce concavité, la plaine de l'Empordan. De Rosas à la Escala, en passant par la grecque Empuries, une immense plage de sable fin accueille les barques qui se détachent des navires venus chercher un refuge dans le golfe hospitalier. A la pointe de l'Estartit, la côte redevient rocheuse, tourmentée, seulement coupée de temps à autre par de petites plages ; ainsi jusqu'au cap de San-Sebastià, mais là, le littoral, changeant une fois de plus de physionomie, va se prolonger en ligne sensiblement droite jusqu'à l'embouchure du Llobregat. Tantôt rocailleux et inaccessible aux navigateurs, tantôt bas et aimé des pêcheurs qui tirent leurs barques sur le sable, il est jalonné par de nombreuses petites villes actives : Palamòs, encore une consonnance grecque, Tossa, Blanes, puis, le long de la côte de Llevant, Pineda, Calella, Canet, Arenys de Mar, Matarò, Masnou, Badalona.

Du Llobregat aux bouches de l'Ebre, le rivage s'incurve selon une ample courbe. A son extrémité méridionale, celle-ci revient soudain sur elle-même pour donner le golfe de Sant Jordi. Non loin des côtes de Garraf, Sitges, éclatante de blancheur et de gaieté, fut aimée de Santiago Rusinyol. Plus loin, Tarragone garde le souvenir les légions romaines.

Si, quittant le littoral, nous nous enfonçons dans les terres, nous ne tarderons pas à nous rendre compte que la Catalogne est un pays essentiellement montagneux, ne comportant que quelques plaines de dimensions relativement réduites, telles celles de l'Empordan, du Llobregat, de Tarragone, en bordure de la mer, celle d'Urgell à l'intérieur. Ces étendues ne représentent qu'un quart de la superficie totale de la région. Les trois autres quarts sont occupés par les montagnes qui forment un ensemble complexe à

travers lequel il a été souvent fort difficile et coûteux de tracer des voies de communication.

On arrive à distinguer trois immenses massifs dans ce système montagneux : une ligne littorale, une ligne intérieure et enfin le bloc pyrénéen. Du golfe de Rosas à la plaine de Tarragone, se succèdent une série de chaînes interrompues par la plaine de l'Empordan. Elles se dressent parallèlement au littoral ; leur altitude varie de 300 à 900 mètres. Du Nord au Sud, on rencontre ainsi les Gabarres, le Montnègre, le Montalt, le Sant Mateu, le Tibidabo, le Garraf, le Balaguer, etc...

La ligne intérieure, partant des rives de l'Ebre, suit, elle aussi, une direction générale à peu près parallèle au rivage méditerranéen. Elle est illustrée par le Montserrat (1.238 m.), la montagne sainte et miraculeuse, hérissée de pics et d'aiguilles qui lui donnent un aspect fantastique. De son plus haut sommet, le Sant Geroni, on découvre toute la Catalogne d'un seul coup d'œil. Le roi Jaume I<sup>er</sup> y monta, dit la légende, pour contempler les terres dont il allait entreprendre la conquête... Plus loin, ce sont le Montsant, le Sant Llorenç del Munt (1.094), rocailleux, le Montseny (1.741), la montagne catalane par excellence, verte, majestueuse, au sommet souvent neigeux, belvédère chanté par Aribau, dans son « Ode » fameuse.

La complexité augmente avec le massif pyrénéen, duquel se détachent le Puigmal (2.909), le Pic de Maranges (2.914), la Punta Alta (3.005), le Pic d'Estats (3.141), le Comolo Forto (3.032).

Aux trois systèmes que nous avons distingués s'ajoutent de nombreuses chaînes de directions variées, celle du Cadi, celle de Montsech, qui viennent se souder soit au massif pyrénéen, soit aux massifs intérieur et littoral.

On peut bien penser que les cours d'eau ne manquent point. Descendant des cimes, ils vont tous se jeter dans la Méditerranée. La plaine de l'Empordan est traversée par le Fluvià et par le Ter, qui baigne Gérone ; le Llobregat fertilise la plaine de Barcelone ; le Francolí, celle de Tarragone,

tandis que le Sègre, affluent de l'Ebre, parcourt la plaine d'Urgell et baigne Lleida. Ce sont là les rivières les plus importantes, auxquelles s'ajoutent de nombreux autres cours d'eau plus modestes. Nous verrons plus loin tout le profit que peut retirer l'industrie de leur existence. L'agriculture de son côté a su les utiliser pour la fécondation des terres actuellement couvertes de jardins potagers, de prairies, de champs, de vignes, d'arbres fruitiers, d'oliviers.

Les villes les plus actives et les plus peuplées, après Barcelone, Tarragone, Lleida et Gérone, sont Sabadell, Tortosa, Manresa, Tarrassa, Reus, Badalona, Matarò dont certaines constituent des centres industriels de premier ordre.

Toute cette terre est tournée vers la Méditerranée grâce à laquelle la Catalogne joua jadis un rôle éminemment glorieux. C'est par elle qu'elle reçut l'apport des civilisations grecque et romaine. C'est à cause d'elle que pendant des siècles des navires aux mâts desquels flottaient les couleurs sang et or s'élancèrent à la conquête d'une lointaine suprématie. C'est à elle que le pays doit une partie de sa fortune.

Reconnaissants, les paysans ont orienté leurs maisons, qui furent pendant longtemps le refuge de l'âme nationale engourdie, vers la mer latine.

---



## CHAPITRE II

---

### LA RACE CATALANE

M. Henry Puget dans sa thèse sur le gouvernement local en Espagne (3) s'appuie sur les démonstrations de la majorité des savants castillans pour estimer peu probable l'existence d'une race catalane. M. Raymond Lavondès au contraire, suivant en cela Romani i Puigdemolas (4) et la totalité des auteurs catalans, adopte l'opinion opposée et juge que le Catalanisme se ramène essentiellement à un conflit de races (5).

Pour un observateur impartial, la Péninsule ibérique apparaît comme habitée par cinq peuples aux physionomies bien distinctes, le catalan, le castillan, le portugais, l'andalou et le basque, auxquels se rattachent d'autres groupes. Aux Catalans, s'apparentent les Valenciens et les

---

(3) H. Puget. Le gouvernement local en Espagne, p. 4.

(4) Romani i Puigdemolas. Antigüedad del Regionalismo español.

(5) R. Lavondès. La question catalane.

Baltariens ; aux Castellans, la plupart des Asturiens, les Léonais, les Aragonais ; aux Portugais, les Galiciens ; aux Andalous, les Murciens ; aux Basques enfin, les Navarrais. Les cinq grandes familles forment « autant de peuples, autant de races dont la différence peut être plus ou moins profonde, mais qui est toujours cependant très marquée. » (6).

Parlant des Catalans, O'Shea notait en 1899 : « On ne doit pas oublier que de cœur et d'esprit, ils ne sont ni Espagnols, ni Français, ils sont Catalans. »

Leur population s'élève à 2.600.000 habitants, soit environ 1/10<sup>e</sup> de celle de la République espagnole. Elle est composée de marins et de pêcheurs sur la côte, d'agriculteurs, de bergers, d'ouvriers aussi attirés par les grands centres industriels, à l'intérieur. Quels sont les origines de ce peuple et ses traits caractéristiques principaux ?

Les historiens sont d'accord pour admettre que le pays était occupé, cinq siècles avant J.-C., par un peuple ibérique venu du continent africain. Les Ibères, dolicoéphales, apparentés à la race chamitique, s'étaient établis dans la partie de la Péninsule correspondant à la Catalogne actuelle, à une partie des provinces de Huesca, Saragosse et Teruel, aux côtes de Castellà Valence et Alicante. Les géographes grecs désignaient cet ensemble, et cet ensemble seulement, sous le nom d'Ibérie. Ce ne fut que plus tard que les Latins étendirent le terme à toute la Péninsule.

Dès cette époque lointaine, les navigateurs phéniciens vinrent aborder en ces lieux et engagèrent des relations avec les indigènes. Ceux-ci n'allaient pas tarder à voir leurs territoires envahis par diverses peuplades. Successivement, les Ligures, les Celtes, les Carthaginois occupèrent les terres ibériques tandis que les Grecs fondaient le long du littoral des colonies dont Empuries et Rosas étaient appelées à devenir les plus prospères.

---

(6) G. Freixé. La question catalane, p. 1.

Alors que les Celtes semblent s'être fortement mêlés aux autochtones, l'apport carthaginois fut nul. Carthage d'ailleurs dut céder bientôt devant les légions de Scipion : l'ère de la domination de Rome commençait. La colonisation ne devait s'accomplir que lentement, les Celtibères opposant aux vainqueurs d'Hannibal une longue et farouche résistance. La romanisation, bien que très profonde, n'empêcha pas la vieille race indigène de conserver la plupart de ses caractères primordiaux, si bien que, lorsque le pouvoir politique de Rome s'effondra, l'ancien peuple celtibère, qui avait su retirer de l'influence latine un profit incontestable, demeura en surface, affirmant son originalité. Il ne put assurer son indépendance car la domination wisigothe s'étendit rapidement sur toute l'ancienne Ibérie au cours de la seconde moitié du 5<sup>e</sup> siècle. Pas plus heureux que leurs devanciers, les nouveaux maîtres ne purent effacer le fond de l'âme celtibère.

Les invasions musulmanes ne tardèrent pas à soumettre le pays à un nouvel et rude assaut. Mais bien qu'ils fussent parvenus à un moment donné jusqu'aux Pyrénées, la suprématie totale des Maures fut brève et l'influence arabe minime. Nous ne saurions trop souligner l'importance de ce fait car dans le reste de l'Espagne l'empreinte maure fut au contraire considérable comparativement à l'influence latine. En Catalogne, alors que les Romains avaient exercé une action très nette, bien que n'atteignant pas le caractère ethnique local, les Musulmans se heurtèrent à un hermétisme obstiné de la part des populations indigènes. Voilà qui expliquera bien des différences entre l'âme catalane et l'âme castillane.

Ethniquement, les habitants de la « Marca hispanica » n'auront nullement à souffrir de la main-mise franque. Ce sont bien les descendants de l'antique *ethnos iberica* qui peupleront les terres des Comtes de Barcelone à l'époque où l'on pourra commencer à parler véritablement d'une nation catalane, la même que celle dont nous rencontrons aujourd'hui les représentants.



Si l'on consulte les divers jugements portés par les observateurs de ce peuple, géographes, historiens, voyageurs, littérateurs, on est frappé par une étrange divergence d'opinions sur ses vertus et ses défauts. Il est en effet difficilement saisissable dans ses manifestations psychologiques ; sa pensée n'est pas une ; ses réactions, pas davantage. Si bien que pour en expliquer l'âme, il a fallu recourir à la théorie de l'*individualisme* ou du *particularisme* catalan. Cette théorie construite par Valenti Almirall (7), fut adoptée à la suite par Robert, Pompeu, Gener, Maragall.

Selon C. Pi i Sunyer (8), « la cause du déséquilibre des qualités serait un défaut de puissance unificatrice et coordinatrice, un défaut de force centripète, qui se trouve à l'état de vertu négative dans le fond de l'âme catalane », et l'écrivain ajoute : « Notre psychologie est essentiellement une entité dissociée. Comme ce défaut de dissociation travaille en un fonds dense et riche, on arrive à un résultat incohérent et confus. Notre individualisme n'est rien moins qu'une manifestation de dissociation raciale ».

Ce « fonds dense et riche » produit un grand nombre de qualités positives et négatives ainsi qu'une grande variété de tendances et d'orientations. Mais cet ensemble n'étant pas soumis à l'action d'une puissance coordinatrice existe à l'état dissocié, aussi bien chez l'individu que dans la nation considérée dans sa totalité comme groupement collectif. Ce qui conduit à l'individualisme. On conçoit dès lors la difficulté de dégager de l'étude de la psychologie catalane une série de qualités que l'on pourrait qualifier de nationales.

---

(7) Valenti Almirall. *Lo Catalanisme*.

(8) C. Pi i Sunyer. *L'aptitud econòmica de Catalunya*, vol. I, p. 87 à 97 ; vol. II, p. 61 à 86.

Pi i Sunyer a tout de même dégagé un certain nombre de vertus au premier rang desquelles se placerait une forte aptitude au travail. Il cite ensuite, en proportions variables suivant les individus, l'amour du gain, de l'épargne et de la propriété, un vif sentiment de la famille, du bon sens, de l'intelligence, un réel désir d'apprendre et un attrait marqué pour la culture et le progrès, l'ingéniosité, la facilité d'adaptation et d'assimilation.

Parmi les défauts, les plus évidents seraient l'envie, la méfiance, l'égoïsme, la vanité, la « petite ruse », un humble conformisme et un manque de capacités organisatrices qui n'est que la conséquence de la dissociation fondamentale de l'âme collective.

Prat de la Riba voyait dans un esprit pratique et utilitaire, un sens aigu du commerce, un tempérament ouvert et franchement libéral, en même temps que traditionaliste, les éléments essentiels du caractère de ses compatriotes (9).

De l'avis unanime de tous les auteurs, l'aptitude au travail et l'amour du labeur sont les plus remarquables des qualités positives. Capmany, à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, louait l'esprit laborieux des Barcelonais, leur respect pour tout travail manuel, leur horreur de l'oisiveté (10). Pi i Arimon voit dans cette ardeur à la tâche « le mobile de l'activité dans les affaires, la base solide des entreprises commerciales et manufacturières, l'origine de l'opulence de la Catalogne » (11). Cortada, Balaguer, Torras i Bages, Almirall, en un mot tous les écrivains de ce pays apportent des témoignages semblables qui ne sont certes point démentis par les auteurs étrangers. L'Espagnol Pascual Madoz déclarait : « Les Catalans sont des travailleurs infatigables ; ils regardent avec horreur l'oisiveté ; nul obstacle n'est de

---

(9) Prat de la Riba. *Doctrina catalanista*.

(10) A. de Capmany. *Mémoires historiques sobre la Marina, comercio y artes de la Antigua Ciudad de Barcelona*, 1779.

(11) Pi i Arimon. *Barcelona antigua y moderna*, 1854.

nature à les arrêter. » C'est dans les mêmes termes que le français Laborde s'exprimait tandis qu'Elisée Reclus notait : « Les Catalans ont un mérite que nul ne peut discuter, celui d'une grande résistance au travail. » Nous pourrions citer encore des lignes aussi affirmatives des Anglais O'Shea, d'Aubrey F. G. Bell et de bien d'autres (12).

A cet amour de l'effort s'allie un très vif esprit de progrès qui porte à la recherche continuelle des perfections et des améliorations aussi bien dans les réalisations industrielles, commerciales, agricoles que dans les institutions politiques et culturelles. La Catalogne ne perd pas de vue les résultats acquis par les autres peuples du monde et s'applique à les imiter.

Avec ses *Usatges*, elle fut la première à formuler un ensemble de lois, au sortir de l'époque de l'invasion arabe et de la chute de l'Empire carolingien » (13). Le *Consulat de la Mer*, dont l'édition originale parut en 1494, constitua le premier recueil de droit maritime que l'on rédigea en Europe (14). L'organisation des Corts et les principes de droit public en vigueur dès le 13<sup>e</sup> siècle assurèrent le fonctionnement d'un système politique précis et profondément démocratique en des temps où les idées constitutionnelles étaient encore dans le vague.

Dès les premières manifestations de la renaissance économique du 18<sup>e</sup> siècle, des efforts soutenus furent tentés pour doter l'industrie d'un matériel répondant aux nécessités de la vie moderne. Ce désir de progrès se retrouve actuellement dans les innovations intéressantes tentées en matière d'organisation des établissements d'enseignement (Ecole de la Mer, Ecole des Infirmes, etc.).

---

(12) Laborde. Itinéraire descriptif de l'Espagne, 1834.

E. Reclus. Nouvelle géographie universelle, 1887.

O' Ghea. Guide to Spain and Portugal, 1899.

Aubrey F. G. Bell. A pilgrin in Spain, 1924.

(13) Valls i Taberner i Soldevila. Història de Catalunya, I, 149.

(14) Aulestia y Pijoan. Història de Catalunya, I, 382.

Les Catalans sont aussi doués d'un esprit de mercantilisme qui n'a cessé de se manifester au cours des siècles. Ce penchant pour le négoce fit jadis d'eux les maîtres de tout le bassin méditerranéen et de leur nation, d'une des premières puissances maritimes du Moyen-Age. A cette époque brillante de leur histoire on ne comptait pas moins de dix-neuf ports entre le Cap Cerbère et les bouches de l'Ebre. Par la suite, leur activité commerciale, pour être passée plus inaperçue, n'en fut pas moins réelle et fit à peu près continuellement de la Catalogne la région la plus riche de l'Espagne. A l'heure actuelle, les Catalans occupent sur le marché mondial une place non négligeable. Le trafic s'effectue soit par chemins de fer avec le reste de la Péninsule, soit par navires qui viennent charger et décharger leurs marchandises aux ports de Barcelone et de Tarragone.

L'esprit mercantile se trouve servi par un amour du gain et une capacité d'épargne que certains ont pu considérer comme de l'avarice. D'arès Pi i Sunyer, sa race est « ethniquement épargnante et l'a toujours été » (15). Sur ce point, les témoignages abondent.

La ténacité et le courage accentuent encore les vertus précédentes. Il fallut aux paysans une grande persévérance pour arracher à un sol dur et ingrat et souvent pénible à cultiver les produits nombreux et variés qu'ils écoulent aujourd'hui. Il n'est pas sans fondement le proverbe qui prétend que les Catalans peuvent changer les pierres en pain. Nous citons précédemment Madoz qui affirmait qu'aucun obstacle ne peut rebuter ces hommes vaillants et obstinés.

N'est-ce point une forme de courage que ce goût pour les entreprises hardies et les aventures lointaines dont l'histoire fournit de si nombreux exemples ? On sait au prix de quelles prouesses s'établit la domination sur le bassin méditerranéen et à la suite de quels exploits les couleurs des Comtes barcelonais flottèrent jusque dans les ports du loin-

---

(15) Pi i Sunyer. Op. cit., vol. II, p. 13.



tain Orient. L'expédition de Roger de Flor en Asie Mineure et la campagne des Almogavares dans le Duché d'Athènes furent des faits qui comptent parmi les plus glorieux des temps médiévaux.

Ce tempérament audacieux ne nuit pourtant pas à une sagesse innée, un bon sens profond et pratique, une notion du juste milieu véritablement latine. C'est là ce que l'on appelle « *le seny*, qui n'est pas le bon sens tout à fait, mais le sens du réel et de l'équilibre nécessaire » (16).

A la fin du 15<sup>e</sup> siècle, Lucio Marineo Siculo dans son *De rebus Hispaniæ memorabilibus*, parlait déjà de « la singulière prudence des citoyens de Barcelone dans leurs très bonnes coutumes et lois... Ils gouvernent toutes choses selon les données de la raison » et Benvenuto d'Imola déclarait les Catalans « hommes sages et prudents entre tous les Espagnols. »

Leur sens de l'équilibre se manifeste tout particulièrement dans l'union qui s'opère entre réalisme et idéalisme. Leur goût pour le commerce, leur amour du gain sembleraient devoir leur donner une empreinte très forte de matérialisme. Et pourtant, ces hommes s'enthousiasment avec une extraordinaire promptitude pour les idées nobles et généreuses, pour les grands projets ; ils savent être sensibles à toutes les émotions. Dans leur littérature, « l'amour n'est point romantique, ni sanglant, mais volontiers idéaliste, volontiers pétrarquisant » (17). J.-J.-A. Bertrand notait très justement à propos de la poésie catalane contemporaine : « C'est de l'âme populaire elle-même qu'ont jailli les plus pures eaux de cette poésie nouvelle. Et on y retrouve les traits les plus caractéristiques de la race. D'abord un idéalisme à tous crins, capable de tous les extrêmes. Ce peuple en qui d'autres Espagnols veulent voir le plus pratique sens commercial, est essentiellement artiste, rêveur, constructeur de songes, imaginaire. Il vit dans la nature, il

---

(16) J. J. A. Bertrand. Littérature catalane contemporaine, p. 189.

(17) Ibid., p. 189.

vit dans un monde second, il s'évade, et crée spontanément de la poésie. » (18).

On peut donc s'attendre à rencontrer un esprit religieux profondément développé que démontrent en effet l'histoire et les traditions nationales. « Il n'y a peut-être pas d'autre peuple au monde qui ait reconnu un tel nombre de saints comme patrons d'entreprises, de sociétés, de corporations, comme protecteurs de familles et de particuliers. » (19). Les sanctuaires, surtout ceux consacrés à la Vierge, sont innombrables sur cette terre ; la pensée de ses habitants est sans cesse tournée vers le Montserrat, la montagne sacrée.

Un autre élément psychologique important, nous le trouvons dans un amour très vif de liberté toujours ménagé jadis par les princes de Barcelone, lesquels, remarquait M. Dwelshauvers, « évitaient de heurter les droits du peuple et son sentiment de liberté ; jamais ils ne parlaient sur un ton arrogant, mais avec simplicité, droiture et bonhomie » ; ils respectèrent les conceptions juridiques, imprégnées de cet esprit libéral, qui régissent le droit catalan. Celui-ci ne fut pas établi à partir de règles aprioristes ou pragmatiques émanant d'un souverain. Le premier code, celui des *Usatges*, fut de droit coutumier, de même que le recueil de Tortosa. De nombreuses coutumes compilées formèrent le fond des constitutions.

Le droit privé ménagea le plus possible la liberté individuelle ; ce souci apparaît plus particulièrement dans les facultés attribuées au père de famille quant aux capitulations matrimoniales, aux dispositions testamentaires, à la répartition de ses biens. Dans les relations contractuelles, les facultés concédées à l'initiative particulière étaient très larges et les règles de droit supplétatoire pour ainsi dire inexistantes. Aussi le notariat tient-il une place prépondérante en Catalogne.

---

(18) Ibid., p. 183.

(19) Dwelshauvers. La Catalogne et le problème catalan, .. 219.

Si l'on pénètre dans le domaine du droit public, on peut affirmer qu'au 14<sup>e</sup> siècle le peuple catalan était bien « le plus libre du monde », ainsi que le déclarait Pierre II à l'ouverture solennelle des Corts de 1382. L'inviolabilité de domicile et de la propriété, l'interdiction de confisquer des biens, la liberté de circulation, d'usage d'armes de toutes sortes, celle de ne pas loger des soldats, la faculté de ne pas être soumis à des obligations militaires, tels étaient les principaux avantages qui leur étaient accordés.

Les aspirations libérales vont naturellement de pair avec un esprit démocratique dont font foi la publication des *Usatges* et l'organisation politique du pays. Les rapports entre Catalans et étrangers, empreints de simplicité et de cordialité, se situent dans une atmosphère essentiellement égalitaire.

Le *climat* de la Catalogne est libéral et démocratique. C'est une considération qu'il faut avoir constamment présente à l'esprit si l'on veut comprendre les institutions, les réactions, les aspirations de cette nation.

Un patriotisme intransigeant entretenu par l'amour profond de la terre des ancêtres, le sentiment ardent de la famille, le respect des traditions, anime le Catalan qui est fier des faits glorieux qui illustrèrent son histoire, fier d'appartenir à sa race et de parler sa langue, fier du rang qu'occupent son commerce, son industrie, son agriculture. Ce sentiment patriotique, qui explique l'extraordinaire renaissance du 19<sup>e</sup> siècle et l'a rendue possible, a conduit jadis le pays aux plus hautes gloires ; il lui a permis de retrouver plus tard sa personnalité et de l'affirmer avec force.

Ce nationalisme ne va pas sans une certaine vanité. Rubén Dario, dans son « *España contemporanea* », écrivait : « Sur la *rambla* marche cet ouvrier, et son geste implique une possession innée du plus éclatant des orgueils : l'orgueil d'une démocratie portée à l'oubli de toute supériorité de sorte que l'on dirait que tous ces hommes de la fabrique portent une couronne de comte sur la tête. » Orgueil

que l'on a pu incriminer. Mais, au fait, n'est-il pas fondé, et donc excusable ?

A toutes les qualités déjà relevées, on peut ajouter une loyauté foncière qui, en politique, a souvent été nuisible aux Catalans, trop francs et trop peu « machiavéliques », ainsi que le montre l'histoire des relations entre leur pays et la Castille. « Oh ! terre bénie, terre peuplée de loyauté . », s'écriait Pierre III en regardant son comté vers lequel il se dirigeait, fuyant l'Aragon rebelle. Les souverains qui furent liés à leurs sujets catalans par une constitution n'eurent jamais à déplorer leur manque de fidélité lorsqu'eux-mêmes se conduisirent honnêtement. Une anecdote prouve d'ailleurs ce loyalisme : lorsque les Catalans voulurent se révolter contre Jean II qui avait manqué à sa parole, ils consultèrent d'abord les théologiens et les juristes afin de savoir si vraiment ils étaient déliés de leurs engagements, le prince ayant le premier violé les siens.

Fidèles à leurs princes, ces hommes sont aussi fidèles à leurs amis. Leur amitié est chose précieuse et durable. Leur souci constant d'amabilité, leur façon d'accorder l'hospitalité et d'accueillir les étrangers rendent charmants les rapports que l'on peut avoir à entretenir avec eux. L'auteur de ces lignes peut, sur ce point, apporter son modeste témoignage car il a encore trop net dans sa mémoire et dans son cœur le souvenir de la manière dont il fut reçu en Catalogne lors de ses deux voyages. Cervantès n'écrivait-il d'ailleurs pas dans son *Don Quijote* : « Barcelone, cité de la courtoisie, refuge des étrangers, hospice des pauvres, patrie des vaillants, agréable pays des relations amicales sûres et réciproques. »

Tel est ce peuple, valeureux et sain, aux aspirations nobles et généreuses, peuple fort chez lequel l'enthousiasme n'exclut pas ces deux vertus essentiellement latines, le souci d'équilibre et de bon sens. Par les qualités de ses habitants, la Catalogne est devenué l'une des provinces les plus glorieuses de la Latinité et Barcelone peut être considérée comme l'un des pôles les plus brillants de la pensée méditerranéenne.



### CHAPITRE III

---

## LA LANGUE CATALANE

Un des traits les plus caractéristiques de la Catalogne est son attachement à sa langue. De tout temps, les voyageurs qui la visitèrent ont fait cette constatation et l'ont soulignée dans leurs récits. En 1906, à l'occasion d'un Congrès, un journal barcelonais décrivait le peuple catalan « un peuple enthousiaste qui a pleine confiance que *la langue est l'âme de la patrie*, un peuple disposé à la servir, à l'enrichir, à la propager, et disposé aussi à la défendre de toute sa force vitale contre qui l'attaque ». A la même époque Antonio Rubio i Lluch déclarait : « Nous voulons le droit de parler notre idiome que nous ne pouvons trahir pour aucun autre que ce soit, nous voulons *qu'on respecte notre langue, ce qui n'est qu'une manière de respecter en nous la dignité humaine* ».

Le Catalan a-t-il de légitimes motifs de se proclamer ainsi fier de son parler ? Quels en sont donc l'origine, la structure, les titres de noblesse ?

Cette langue, selon Charles de Tourtoulon, « la plus énergique peut-être qu'il y ait en Europe, une langue de

fer comme la race qui la parle », selon Edouard Herriot, « tissu de mots courts et rudes très favorables au rythme » (20), est romane originaire, née en même temps et de la même façon que les autres idiomes latins, français, provençal, italien, roumain, castillan et portugais, issus du latin vulgaire ou parlé. Ce serait donc commettre une erreur grossière que de considérer le catalan comme une corruption du castillan. Aussi grossière que d'assimiler nos dialectes méridionaux (gascon, limousin, auvergnat, languedocien, provençal) à des patois alors qu'ils constituent les diverses variétés d'une véritable langue, la langue d'oc. Le catalan est, au contraire, plus ancien que le castillan ; celui-ci donnait à peine signe de vie, que celui-là engendrait déjà des chefs-d'œuvre.

Son domaine s'étend actuellement non seulement sur les Quatre Provinces, mais encore sur les îles Baléares, sur la province de Valence, l'Andorre, le Roussillon, l'Est aragonais et jusque sur la petite ville d'Alguer, en Sardaigne, vestige de l'ancienne puissance des Comtes de Barcelone. En outre, de nombreux Catalans établis en Amérique du Sud ont conservé l'usage de leur langue maternelle en laquelle sont publiés des journaux et des revues très lus.

Selon Prat de la Riba (21) cet idiome se caractérise par « la concision et la sécheresse de ses phrases qui vont droit et sans détours inutiles à l'expression des choses telles qu'elles sont, — bien au contraire des formes ampoulées de la langue castillane qui perd un temps précieux et beaucoup de paroles pour exprimer la plus insignifiante des idées. » S'élevant ensuite contre l'affirmation de plus grande douceur du castillan, l'auteur de *La Nacionalitat catalana* montre comment, grâce à ses huit sons de voyelles qui forment une gradation douce et insensible, comparable à celle que possède le français, le catalan est certai-

---

(20) E. Herriot. Conferencia. Les forces spirituelles de l'Espagne 5-3-1932, p. 280.

(21) Prat de la Riba. Doctrina catalanista.

nement plus agréable à l'oreille que le castillan qui ne dispose que de cinq sons de voyelles toutes ouvertes et abonde en gutturales.

Loin de limiter son domaine d'application à la poésie, ainsi que l'on a pu le prétendre quelquefois, cette langue est apte à l'expression des idées philosophiques et scientifiques. Elle possède une riche terminologie juridique : elle servit à rédiger des lois maritimes médiévales, acceptées par bien des peuples méditerranéens ; les Corts n'employaient pas d'autre idiome prouvant par là qu'elle est vraiment capable de rendre des idées politiques. Depuis sa renaissance, elle a d'ailleurs prouvé et prouve à chaque instant sa valeur en toutes les branches de l'activité humaine.

Dans son ouvrage *Grammaire et Apologie de la langue catalane* (1814), Pau Ballot la déclarait « simple, claire, pure, énergique, concise, riche, coulante et naturelle ; — si juste, si polie et si douce qu'il n'existe pas d'autre langue capable d'exprimer *en termes plus concis des concepts plus élevés et meilleurs* ; elle a, en tous points, une vive ressemblance avec sa mère, la langue latine. »

L'essentiel du vocabulaire est d'origine latine ; certains mots grecs, recueillis au cours du Moyen-Age par les marins et les commerçants, quelques expressions arabes, dues au voisinage prolongé des Musulmans, se sont ajoutées à ce fonds tandis que l'influence castillane fut assez mince.

Dès les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> siècles, on rencontre des mots d'allure catalane ; au 11<sup>e</sup> siècle apparaissent des phrases entières ; au 12<sup>e</sup> siècle, la langue est complètement façonnée. Le latin et le provençal se partageaient alors prosateurs et poètes, mais au 13<sup>e</sup> siècle, l'influence des troubadours cessant, le catalan devint peu à peu langue littéraire et, plus tard, langue officielle du royaume d'Aragon-Catalogne. Il fut employé pour la rédaction des *Usatges* et du *Consolat de Mar*. Des poètes, des penseurs, des philosophes, des chroniqueurs l'illustrèrent alors.

La lutte entreprise par la Castille dès le 16<sup>e</sup> siècle afin

d'assurer son hégémonie, les dispositions prises par toute une série de rois castillans pour ruiner le prestige du catalan, les coups portés en 1714 par Philippe V ralentirent le développement d'un idiome au passé brillant. Toutefois, s'il fut délaissé par la bourgeoisie et l'aristocratie des villes, il garda des racines vivaces dans le peuple qui continua à l'employer tout comme aux siècles antérieurs. L'Eglise, elle aussi, contribua à sa conservation ; ses prêtres, ses prédicateurs se refusèrent toujours à entretenir leurs fidèles des choses de la religion autrement qu'en leur langage. De leur côté, les Chambres de Commerce, les Assemblées maritimes, les Municipalités, dans leurs discussions et leurs dispositions écrites, la plupart des commerçants dans leurs relations d'affaires ne le délaissèrent pas (22). Il n'en restait pas moins que l'influence castillane devenait chaque jour plus envahissante. Conséquence inévitable, l'activité littéraire se ralentit considérablement à partir du 16<sup>e</sup> siècle, sans pourtant s'éteindre jamais complètement. Il faudra attendre le début du 19<sup>e</sup> siècle pour assister aux premières manifestations d'une renaissance qui ira en s'amplifiant jusqu'à nos jours.

A l'heure actuelle, la langue, purifiée et unifiée, grâce aux efforts de philologues, parmi lesquels les plus éminents ont noms Pompeu Fabra et Antoni Griera, a repris le rang auquel elle a le droit de prétendre par la noblesse de ses origines et par la splendeur des monuments littéraires qu'elle a servi à édifier. Aussi vigoureuse, aussi riche que jadis, chère au cœur des hommes qui la parlent, elle a été, au cours du siècle dernier, un magnifique instrument de redressement national au service de la Catalogne renaissante.

---

(22) Voir J. Amade. La Renaissance littéraire en Catalogne, pp. 54 à 97.



## CHAPITRE IV

---

### L'HISTOIRE DE LA CATALOGNE (23)

Nous avons déjà dit que la Catalogne, peuplée dès l'époque néolithique, était habitée, aux environs de l'an 500 av. J.-C., par des tribus ibères. Celles-ci franchirent sans doute les Pyrénées et atteignirent le Rhône à travers le Languedoc et la Provence. Mais sous la poussée d'un nouveau peuple, le celtique, les Ibères durent regagner la Péninsule. En 340 av. J.-C. ils arrivaient seulement jusqu'à Empuries tandis que les Celtes, s'établissant au nord et à l'ouest de la Catalogne, allaient s'infiltrer lentement parmi les populations ibères pour donner finalement le peuple celtibère. Depuis longtemps déjà des comptoirs phéniciens et grecs prospéraient le long du littoral méditerranéen.

Le passage des Carthaginois fut suivi de l'arrivée des vainqueurs d'Hannibal qui s'employèrent à la romanisation du pays. Dès cette époque, la future Catalogne entre-

---

(23) Voir R. Altamira. Histoire d'Espagne, passim ; — et Rovira Virgili. — *Historia general de Catalunya*, Passim.

tenait avec les diverses contrées de l'Antiquité des relations commerciales très serrées. Elle exportait vin, huile, chanvre, jambons tandis que ses industries (céramiques, tissus) et ses marchés de Tarragone et d'Empuries connaissaient une notoriété s'étendant à tout le bassin méditerranéen:

La décadence de Rome eut pour conséquence de donner la possession du pays aux Wisigoths, mais ceux-ci ne purent jamais affirmer complètement leur autorité. Affaiblis par une lutte continuelle contre les indigènes parfois alliés aux Arabes, les princes wisigoths laissèrent Abdel-Haziz et Alhor pénétrer dans leurs domaines après la bataille de Guadalete.

La domination arabe fut de courte durée. Charlemagne, à la poursuite des Maures, pénétra jusqu'au delà des Pyrénées et ses troupes mirent le siège devant Gérone. En 801, les Francs s'emparèrent de Barcelone et en 811 de Tortosa. C'est alors que Louis le Débonnaire décida de confier au Comte de Barcelone Besa, le marquisat de Gothie, formé par l'assemblage de la Marche hispanique et de la Septimanie, entre lesquelles Charles le Chauve devait plus tard rétablir l'ancienne distinction.

Vers 874, le Comte de Barcelone et d'Urgell, Guifré le Velu, goth d'origine, unit à son comté ceux de Gérone et de Cerdagne et transforma son bénéfice en fief indépendant et héréditaire, se plaçant ainsi à la tête d'une véritable dynastie nationale qui allait régner pendant plusieurs siècles sur la Catalogne. L'autonomie des possessions barcelonaises devint un fait accompli le jour où Borrell II refusa de reconnaître Hugues Capet comme roi franc.

Parmi les successeurs immédiats de Borrell II, les plus remarquables furent Ramon Borrell (992-1018) et son fils Berenguer Ramon I<sup>er</sup> (1018-1035). Le premier prit parti dans les querelles qui divisaient les princes musulmans et dirigea deux expéditions, dont l'une le porta jusqu'à l'Ebre. Son fils se préoccupa surtout d'affermir son pouvoir à l'intérieur. Il confirma les *fueros* de Barcelone. Sous son

règne, fut inaugurée la basilique de Ripoll, tandis que se fondaient les monastères de Saint-Martin du Canigou et du Guixa.

Le successeur qu'il avait eu d'Ermesinde de Carcassonne, Ramon Berenguer I<sup>er</sup> le Vieux (1035-1076), étendit considérablement ses territoires en achetant au vicomte de Narbonne certaines de ses terres et à Ermengarde, Carcassonne, ses faubourgs et divers coins dans le Narbonnais et le Toulousain. En 1074, il tenta une expédition en Murcie. Il publia les fameux *Usatges*, dont il dirigea lui-même la rédaction, aidé d'un grand nombre de ses contemporains.

Les héritiers de Ramon le Vieux se disputèrent ses domaines. Berenguer Ramon II, resté seul par le décès de Ramon Berenguer II, fut, un temps, l'adversaire du fameux Cid ; il enleva Tarragone aux Musulmans et partit peu après pour la Croisade, abandonnant le trône à son neveu, Ramon Berenguer III le Grand (1097-1131). Sous ce nouveau prince, la Catalogne allait connaître une belle prospérité. Après avoir affirmé ses droits sur Carcassonne, Ramon le Grand participa à la prise de Majorque, en compagnie de Pisans et de Romains, et poursuivit la lutte contre les Maures, les battant à plusieurs reprises. Pendant que s'accomplissaient ces exploits guerriers, les commerçants et les marins déployaient une activité sans cesse croissante.

Lorsque Ramon Berenguer III mourut, il laissait un vaste patrimoine, comprenant, outre la Catalogne, la Cerdagne, le Comté de Besalù, Carcassonne, Majorque ; par son mariage avec Douce, la Provence lui appartenait en fait. De ses deux fils, Berenguer Ramon reçut cette région méridionale de la France, tandis que Ramon Berenguer IV le Saint (1131-1162) devint Comte de Barcelone et continua l'action de ses prédécesseurs contre l'Islam. Grâce à son union avec Pétronille, fille du roi d'Aragon, Ramire II le Moine, lorsque celui-ci abdiqua pour se retirer du monde, Ramon IV devint prince d'Aragon (1137) et gouverna

jusqu'à sa mort au nom de sa femme. Son énergie parvint à arracher toute la Catalogne aux Musulmans, après les prises de Tortosa, Lleida, Praga, Mequinez. Dès 1152, les Infidèles étaient rejetés au delà de la Sègre.

Son fils Ramon devint roi d'Aragon sous le nom d'Alphonse II et consacra l'union de l'Aragon et de la Catalogne, union qui devait être des plus heureuses dans ses résultats immédiats, l'une y gagnant d'importants débouchés commerciaux, l'autre une flotte puissante. Les deux pays conservèrent chacun leur organisation intérieure, leurs arts, leurs *fueros* ; l'alliance, appelée personnelle en Droit International, était simplement représentée en la personne d'un souverain unique, prenant le titre de Roi d'Aragon.

Il convient de relever ici une erreur souvent commise à propos de ces rois d'Aragon, lesquels sont essentiellement catalans ; leur cour, leur entourage sont catalans, ainsi que leur langue et leur politique. Il serait donc correct de parler de la « dynastie catalane d'Aragon » (24).

Alphonse II (1162-1196) agrandit encore les possessions catalano-aragonaises, en recevant par héritage les duchés de Provence et de Roussillon. Il devint, dès lors, suzerain des comtes de Béarn et de Bigorre, tandis que son frère Pierre était maître de la Cerdagne, de Carcassonne et de Narbonne. Dans la région de Valence, retombée aux mains des Maures, il s'empara de Téruel. Son action fut continuée par son fils Pierre II le Catholique (1196-1213), dont le règne, malheureusement trop court, s'acheva par la tragédie de Muret, où Pierre II, accouru au secours de ses vassaux languedociens contre Simon de Montfort, fut battu et tué. De son union avec Marie de Montpellier était né un fils, qui prit le nom de Jaume I<sup>er</sup> (1213-1276), dit le Conquérant en raison du rôle brillant qu'il joua dans la Reconquête. Alors que de son côté Fernando III de Léon et Cas-

---

(24) Dwelshauvers, op. cit., p. 3.



tille s'emparait de tout le Nord et l'Ouest de l'Andalousie, il étendit la domination chrétienne sur Majorque, le royaume de Valence et celui de Murcie.

Jaume I<sup>er</sup> partagea ses possessions entre ses deux enfants mâles. Pedro eut l'Aragon, la Catalogne et Valence, — Jaume, Majorque. Le premier, par son mariage avec Constance de Souabe, fille du roi de Sicile, acquit des droits sur Naples et la Sicile. De là, allaient découler d'innombrables démêlés avec la maison d'Anjou et avec la Papauté, accompagnées d'expéditions sur les côtes tunisiennes et algériennes. L'un des épisodes de cette lutte à propos de la Sicile fut l'expédition de Charles de Valois et du roi Philippe de France contre le royaume d'Aragon. Battus sur mer aux îles Formigas, arrêtés devant Gérone, décimés par l'épidémie, les Français durent se replier. La dispute ne fut pas pour cela terminée. Ce n'est qu'en 1302, après divers épisodes guerriers entrecoupés de traités sans cesse violés, que la paix fut enfin conclue. Charles d'Anjou reconnut Fadrique, frère d'Alphonse III d'Aragon, comme roi de Sicile, à condition qu'à sa mort l'île passât à la France, clause qui ne fut d'ailleurs pas respectée. Cependant, la domination catalano-aragonaise s'étendait sur le Val d'Aran, sur Minorque et la Sardaigne.

L'accord de 1302 eut une conséquence inattendue et connue sous le nom d'Expédition des Almogavares. Le traité de paix vouait à l'inertie une armée de 6.500 Catalans, Aragonais et Navarrais, établis en Sicile. Roger de Flor se mit à leur tête et offrit ses secours à l'Empereur de Constantinople. L'armée partit pour l'Asie-Mineure, où elle combattit victorieusement contre les Turcs. En récompense de ses exploits, Roger reçut le titre de Mégaduque et la fille du roi de Bulgarie. Attirés par ces victoires et ces honneurs, de nombreux renforts arrivèrent bientôt. L'Empereur de Byzance abandonna l'Anatolie aux vainqueurs pour prix de leurs services. Mais l'assassinat de Roger de Flor par des jaloux dressa ses hommes contre les Byzantins qu'ils vainquirent et châtièrent durement. Ils se portè-

rent ensuite à l'aide du duc d'Athènes et, de nouveau, ne furent payés que d'ingratitude. Pour se venger, ils s'emparèrent du duché grec, dont ils donnèrent la souveraineté à Manfred, fils du roi de Sicile. Ainsi fut créé le duché sicilien d'Athènes, qui relevait directement du royaume d'Aragon.

Tandis que l'on se querellait autour de la Sicile, les rois d'Aragon n'abandonnaient pas la question de Majorque. En 1343, cette île passa définitivement à la couronne aragonaise, en même temps que Minorque, Ibiza et le Roussillon. En 1381, Pierre IV accepta l'offre de souveraineté sur le duché d'Athènes que lui présentèrent les Catalans de cette terre lointaine que son fils Jean I (1387-1395) se laissa enlever par un banquier florentin.

A ce dernier souverain succéda Marti I<sup>er</sup>, roi de Sicile, qui mourut sans laisser d'héritier, après un règne très bref. Avec lui s'éteignait la glorieuse dynastie des Comtes de Barcelone, rois d'Aragon.

Arrivés à ce tournant de l'histoire, arrêtons-nous un instant pour jeter un coup d'œil d'ensemble sur ce que fut la politique catalane au cours des siècles que nous venons de parcourir. Car il y eut une politique, dont les grandes lignes apparaissent très nettement au cours des événements déjà retracés. Les Comtes de Barcelone s'efforcèrent de la suivre à travers les règnes successifs avec un remarquable esprit de continuité. Le sens de cette politique, M. Dwelshauvers l'a précisé en ces mots : « respecter les tendances naturelles du peuple catalan, au dedans du pays et au dehors » (25).

A l'intérieur, les Comtes de Barcelone répondirent au profond désir de liberté de leurs sujets en sauvegardant leurs coutumes et en les dotant d'un régime très largement démocratique. La rédaction des *Usatges* est une preuve de ce respect du droit coutumier, de même que la création et le fonctionnement des Corts révèle le souci d'une orga-

---

(25) Dwelshauvers, op. cit., p. 4.

nisation démocratique. L'origine de ces Etats généraux remontait aux assemblées de nobles et de prélats qui se réunissaient depuis le règne de Pierre le Catholique. Ce fut sous Jaume I<sup>er</sup>, en 1218, que, pour la première fois, les délégués des municipes formant « le bras populaire », furent admis à siéger aux côtés des représentants des bras ecclésiastique et seigneurial. Pierre le Grand, en 1283, s'engagea à réunir les trois bras périodiquement.

Dès lors, la Catalogne se trouva munie d'un véritable gouvernement constitutionnel, dans lequel « le roi ne pouvait seul faire les lois qui régissaient le territoire : il devait, comme le lui ordonnait la constitution première au titre des *Usatges*, recourir au Conseil des magnats de son pays, qu'il convoquait à la demande de la province dans le lieu qui lui paraissait le plus opportun. C'est pourquoi les lois de Catalogne, qu'elles s'appellent usages, constitutions, actes ou chapitres des Cortès, sont des lois pactionnées entre le roi et ses vassaux, de véritables contrats stipulés et jurés réciproquement entre le souverain et la nation réunis en Cortès » (26).

Les Etats, qui prirent l'habitude de se réunir tous les trois ans, élaboraient les lois et votaient les subsides réclamés par le roi, mais seulement lorsque celui-ci avait déjà accueilli favorablement leurs demandes. Ils désignaient une députation ou Généralité, chargée de les représenter dans l'intervalle des sessions. Cette assemblée permanente assurait à proprement parler le gouvernement du pays. C'est elle qui, jouant le rôle de pouvoir exécutif, veillait à l'application des lois et garantissait les libertés des citoyens.

Quant à la politique extérieure des Comtes, elle visa constamment à satisfaire l'esprit mercantile de leurs sujets. C'est pour augmenter les débouchés commerciaux qu'ils adoptèrent tous une politique d'expansion, dans le

---

(26) J. Cadafach. Mémoires sur la nécessité de l'unification des diverses provinces d'Espagne, sur la succession, ch. xiii, p. 68.

développement de laquelle on peut distinguer deux phases. Au cours de la première, les Comtes, tout en guerroyant contre les Musulmans, tournèrent leurs regards vers le Midi de la France qu'ils rêvaient d'unir à leurs terres catalanes en un vaste « empire pyrénéen ». Ils employèrent tous les moyens, mariages, achats, conquêtes, recherche de liens de vassalité, pour étendre leur influence sur l'Occitanie française. Successivement, des territoires narbonnais et toulousains, les comtés de Béziers, de Carcassonne, de Nîmes, de Béarn et de Bigorre, la Provence passèrent sous leur tutelle. Mais, au début du 13<sup>e</sup> siècle, la défaite de Muret et, quelques années plus tard, le traité de Corbeil, signé entre Saint Louis et Jaume I<sup>er</sup>, mirent un terme à la domination de Barcelone sur le Midi de la France.

A partir de ce moment-là, les divers représentants de la dynastie comtale, aussi actifs et intelligents que leurs prédécesseurs, tout en continuant la lutte contre le Maure, orientèrent leur politique d'expansion vers le bassin méditerranéen (27). Ils donnèrent une impulsion extraordinaire à leur marine, qui n'avait d'ailleurs pas été négligée par les premiers princes, ainsi qu'en témoignent les succès remportés par les flottes de Ramon Berenguer le Vieux et de Ramon Berenguer III. Leurs descendants parvinrent à fonder un empire maritime, dans lequel entraient les Baléares, la Corse, la Sardaigne, la Sicile, les duchés d'Athènes et de Néopatrie, ainsi que de nombreux comptoirs en Afrique du Nord. L'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine reconnaissaient en fait le protectorat de Barcelone, tandis que les sultans d'Egypte accordaient aux Catalans le droit de visiter les Lieux-Saints et de délivrer des passeports aux voyageurs se rendant en Palestine.

Cette politique de conquêtes entreprise pour servir des intérêts mercantiles s'accompagne évidemment d'un intense développement commercial. Pendant que se créait en

---

(27) Nicolau d'Olwer. *Expansió de Catalunya en la Mediterrània oriental*.



Catalogne une organisation commerciale dont l'importance nous est révélée par le recueil des coutumes maritimes connu sous le nom de *Consulat de la Mer* (26), des quartiers catalans se formaient en diverses villes méditerranéennes, des consuls s'établissaient dans la plupart des ports. On trouvait des commerçants catalans dans l'île de Rhodes et à Chypre, qui fut même gouvernée pendant un certain temps par des princes venus de Catalogne.

Tandis que le pays prenait cet étonnant essor commercial et politique, la culture s'élevait à une grande hauteur. Aiguillonnée par les Comtes, dont certains furent eux-mêmes des écrivains ou des orateurs de talent, l'activité intellectuelle s'exerçait en tous les domaines ; elle s'accompagnait d'échanges spirituels fréquents avec l'Italie et le Midi de la France. Jaume I, Ramon Llull, Arnau de Vilanova, Muntaner, Eximenis, Bernat Metge, Auzias March illustrèrent alors la pensée et les lettres catalanes. Des maîtres célèbres enseignaient les sciences à l'Université de Lleida. En divers points de la Catalogne, les architectes dressaient des merveilles romanes et ogivales, en même temps que sculpteurs et peintres s'appliquaient aux arts d'ornementation avec une sûreté de goût dont témoignent les œuvres qui ont pu parvenir jusqu'à nous.

Les premiers centres universitaires furent Lleida (1300), Perpignan (1350) et Huesca (1354). Barcelone, qui refusa pendant longtemps d'avoir une université, par crainte des troubles que provoquait souvent à cette époque une population estudiantine plus bruyante que de nos jours, reçut de Marti I<sup>er</sup> un *Estudi general*, destiné à l'enseignement des arts et de la médecine, établi sur le modèle des écoles de Montpellier, et doté des mêmes privilèges. A la fin du 15<sup>e</sup> siècle seulement, Barcelone consentira à posséder son université.

Ce rapide aperçu des diverses activités de la Catalogne permet de comprendre le prestige considérable dont jouis-

---

(28) Publié, selon Aulestia y Pijoan, aux environs de 1260.

sait alors cette nation. Au 14<sup>e</sup> siècle, « elle atteint à un point de grandeur qu'aucune autre puissance du Moyen Age n'a connu. Tant par son art que par son droit, que par sa double puissance politique et commerciale, il n'est pas exagéré de dire qu'elle apparaît alors comme la première et la plus active des nations du monde civilisé » (29).

\*\*\*

Une puissance aussi admirable va-t-elle se prolonger longtemps encore ? Un concours de circonstances malheureuses, dont la première en date sera la mort de Marti I<sup>er</sup> l'Humà, disparu sans héritier, va venir mettre fin, au cours du 15<sup>e</sup> siècle, à cette hégémonie.

La question de l'héritage de Marti fut réglée par le compromis de Caspe. Neuf mandataires (trois pour l'Aragon, trois pour Valence, trois pour la Catalogne) attribuèrent la couronne à Don Fernando de Antequera, prince castillan, en dépit de la candidature du Comte d'Urgell, petit-neveu de Pierre IV d'Aragon. Le 28 novembre 1412, Fernando I<sup>er</sup> fit son entrée dans Barcelone et jura de respecter la constitution et les coutumes de Catalogne. L'élection du nouveau roi fut accueillie avec méfiance par la population de ce pays qui, à diverses reprises, manifesta son antipathie et ne cacha pas son mécontentement. Sa sympathie était allée d'abord au comte d'Urgell, mais celui-ci qui avait pris les armes contre le favori de Caspe, fut vaincu et se retira de la scène politique. L'hostilité du peuple se donna libre cours sous les successeurs de Fernando ; elle alla même jusqu'à prendre forme de révolte, en 1472, pendant le règne de Jean II (30), qui dut venir mettre le siège devant Barcelone, mécontente d'avoir vu la nouvelle dynastie exempter d'impôts certains hommes bien en cour et porter atteinte aux libertés catalanes, malgré les protesta-

---

(29) G. Brousse. La question catalane, p. 72.

(30) C'est Jean II qui céda le Roussillon à la France.

tions réitérées du Conseil des Cent. Barcelone tint bon et le roi dut traiter.

Le fils de Jean II monta sur le trône d'Aragon en 1479. Il avait épousé l'infante Isabelle de Castille une dizaine d'années auparavant. Si bien que, à la mort de son frère Henri IV, Isabelle devenant reine de Castille, son mari prit le titre de roi-consort de cette nation sous le nom de Ferdinand. Dès lors se trouvaient réunies sur la même tête les couronnes du royaume de Castille et du royaume d'Aragon-Catalogne. Ce fut là un événement capital dans l'histoire de ce dernier pays : l'année 1479 marque le commencement de l'hégémonie castillane sur la Catalogne, en même temps que l'ouverture d'une ère de malheurs pour cette nation, jadis si glorieuse.

L'extinction, avec Marti l'Humà, de la dynastie des princes catalans, qui avaient si parfaitement compris les aspirations de leur peuple et avaient eu à cœur d'en assurer la grandeur, — l'union du royaume d'Aragon à celui de Castille, qui devait amener la domination castillane, pas toujours très compréhensive de la mentalité et des intérêts catalans, ne furent pas les seules causes de décadence. Celle-ci ne fut d'ailleurs pas immédiate, puisque pendant quelque temps les Catalans essayèrent de maintenir le renom qu'ils avaient acquis dans les siècles antérieurs. Ils se distinguèrent encore en Italie pour le compte d'Alphonse IV qui poursuivit une politique que n'auraient pas désavouée les Comtes de Barcelone; plus tard, sous Ferdinand II, leur flotte affirma, une fois de plus, sa suprématie maritime et fit triompher le pavillon aux barres sang et or sur les côtes d'Afrique. Pourtant, l'absorption par la Castille s'accomplissait lentement mais sûrement.

Pour comble de malheur, deux événements allaient encore porter les derniers coups à la grandeur de la Catalogne. Ce fut tout d'abord la prise de Constantinople par les Turcs (1453), dont l'influence en Méditerranée alla dès lors grandissante. Ce fut ensuite la découverte de l'Amérique qui détourna, au profit des ports de l'Atlantique, toute

l'activité commerciale et maritime qui s'était concentrée jusque-là autour du bassin méditerranéen. D'autre part, en vertu du codicille ajouté au testament d'Isabelle la Catholique, les Catalans et les Aragonais furent exclus, sous peine de mort, du commerce avec les nouvelles terres indiennes, dont le monopole appartenait à la marine castillane. C'était la ruine inévitable d'une flotte « qui perdait le commerce de l'ancienne mer et ne pouvait conduire ses navires marchands sur les mers nouvelles. Elle se vit réduite au commerce mesquin de la Méditerranée, qui avait été laissée en dehors des grandes routes maritimes, et qui, en plus, présentait de grands dangers, car les Turcs étaient maîtres de ses côtes orientales, et elle était infestée de pirates » (31).

Sous le règne de Charles-Quint, les Catalans, qui furent parmi les plus brillants des vainqueurs de Lépante, purent espérer un instant reconquérir une place prépondérante. L'Empereur, qui s'efforça de respecter leurs libertés, utilisa dans sa lutte contre les Turcs leurs aptitudes maritimes, imité en cela par Philippe II. Ce retour à la gloire ne fut qu'éphémère et bientôt Philippe II entreprit une politique de centralisation à outrance, soumettant la Catalogne à des vexations continuelles. « Les armées castillanes étaient à la charge du pays, malgré les libertés qui l'exemptaient de loger des soldats ; les agents du fisc castillan pressuraient le pays et, même dans le clergé, l'invasion castillane était devenue telle que le monastère de Montserrat, ce centre religieux de première importance pour la Catalogne, était tombé entre les mains de moines castillans ;

- lorsque les Catalans venaient pour se confesser en leur langue, ces moines leur répondaient qu'ils eussent à parler « un langage chrétien » (32). Cette politique déplorable fut poursuivie par Philippe III et Philippe IV. Sous l'influence du duc d'Olivarès, ce dernier souverain fit enva-

---

(31) Rovira i Virgili. *El nacionalismo catalan*, p. 80.

(32) Dwelshauvers. *Op. cit.*, p. 29.



hir le pays par des bandes de mercenaires ; il ne réunit plus les Corts que très irrégulièrement.

Exaspérés par ces brimades, les paysans de la campagne barcelonaise et les habitants de la capitale se soulevèrent le 7 juin 1640. Ce fut la célèbre journée des « Segadors », des moissonneurs, car les paysans accoururent au combat armés de faux (33). Le vice-roi, assiégé dans son palais, parvint à s'enfuir, mais tomba dans la mer du haut d'un rocher, tandis que ses conseillers étaient chassés de la ville.

Poussés par Richelieu, les Catalans, dont le chef était Pau Claris, se constituèrent en une république placée sous la protection du roi de France. Avec l'aide des troupes françaises, ils battirent le vice-roi marquis de los Vellez : et Philippe IV se décida à signer, avec le roi de France, le traité de 1641, par lequel il reconnaissait la souveraineté de Louis XIII sur la Catalogne. Celle-ci se lassa d'ailleurs très vite de la domination du roi de France dont elle redouta bientôt l'action centralisatrice. Après une longue lutte de onze ans contre les troupes castillanes, Barcelone prise, la Catalogne se soumit et fut abandonnée à la Castille par la France, qui gardait toutefois la Cerdagne et le Roussillon. Philippe IV se montra généreux ; il reconnut les privilèges et se refusa à punir les insurgés.

Le pays ne retrouva sa tranquillité que pour bien peu de temps. Il eut la malencontreuse idée de soutenir l'Archiduc Charles d'Autriche contre le duc d'Anjou dans la querelle de la succession d'Espagne. Devenu roi sous le nom de Philippe V, le prince français se vengea cruellement. Abandonnés de l'Archiduc, les Catalans furent soumis à une terrible répression. Après un siège héroïque,

---

(33) Ibid., p. 31 : « Les « Segadors », tel est le titre de la chanson patriotique que les Catalans chantent encore aujourd'hui pour célébrer ce mouvement typique de révolte et de revendications nationales et ce chant, qui s'élève comme un hymne religieux à la terre de leurs ancêtres, est devenu le symbole musical de leurs sentiments d'indépendance ».

Barcelone succomba le 11 septembre 1714. Philippe V arracha alors aux vaincus toutes leurs franchises, supprima les Corts, transféra l'Université de Barcelone à Cervera. Le pays fut envahi de mercenaires à la solde de la Castille. Une junta royale, chargée du gouvernement en Catalogne, fit lever des impôts extraordinaires. Madrid imposa aux villes leurs municipalités et plaça l'administration entre les mains de fonctionnaires nommés par le roi lui-même et entièrement dévoués à la cause castillane. Enfin, Philippe V fit dresser, pour surveiller Barcelone, une citadelle, qui fut « pendant près d'un siècle, la terreur de cette ville ».

Par le décret de « Nova Planta » (16 janvier 1716), le roi supprima l'antique droit public et confirma la ruine des libertés si chères. Il laissa pourtant subsister le droit privé, mais avec possibilité pour Madrid de le modifier à tout instant. Le pays fut divisé en douze circonscriptions administratives, avec un gouverneur nommé par le roi.

Cette sauvage répression creusa davantage le fossé qui séparait déjà la Catalogne de la Castille. Dès ce moment, selon l'expression de M. Georges Brousse, « *le problème catalan était né* ». Ruinés dans leur commerce, épuisés par une série de guerres terribles, lassés, humiliés, soumis à l'influence castillane de force sinon de gré, les Catalans abandonnèrent tout courage civique. Au moment de l'invasion française de 1808, loin de prêter l'oreille aux sollicitations de Napoléon, ils feront preuve de fidélité au roi d'Espagne en défendant leur territoire contre les armées de l'Empereur. Pas un instant ils n'auront l'idée de profiter de l'occasion qui s'offre à eux de reconquérir l'indépendance. Le sentiment national est engourdi en cette Catalogne devenue, depuis 1714, une colonie castillane ; en tant que nation, elle est entrée dans un long sommeil. Ce seront les accents de « l'Ode à la Patrie », de Charles Aribau, qui viendront, au 19<sup>e</sup> siècle, l'arracher à cette léthargie.

---

## CHAPITRE V

---

### LE DROIT CATALAN

La Catalogne, qui eut dès le 19<sup>e</sup> siècle une vie propre et indépendante, une existence véritablement nationale, devait naturellement élaborer un droit « fait à sa ressemblance et selon ses nécessités » puisque, suivant Prat de la Riba, le droit est avant tout « un produit de l'esprit national », non pas « œuvre arbitraire de la raison abstraite, mais substance vive de l'organisme social ».

Ce droit se forma lentement, par apports successifs des divers peuples qui vinrent habiter la Catalogne. Des habitudes juridiques en usage parmi les peuplades ibères, nous savons en somme fort peu de choses. Le juriste Pella i Forgas veut voir, dans certains traits, tels que le respect dont jouit la femme ou l'organisation de la famille, une survivance des coutumes ibères. Il attribue aussi aux Grecs venus habiter sur le littoral quelque influence. Il est difficile de se prononcer avec certitude. On ne peut cependant nier le rôle joué par les Phocéens dans la formation de coutumes maritimes que l'on retrouve dans le

*Livre du Consulat de la Mer*, et dont beaucoup s'inspirent des lois de Rhodes.

Les Romains se montrèrent respectueux des usages pé-ninsulaires et accordèrent à la coutume la valeur de la loi. Cela n'empêcha pas le droit romain de s'introduire en Catalogne. La promiscuité des deux populations romaine et celtibère entraîna fatalement la compénétration de leurs mœurs. Certaines institutions romaines, par exemple le colonat, l'emphytéose, qui devait connaître un grand développement en Catalogne, passèrent dans les usages locaux. Une partie de l'ancien droit indigène subsistera pourtant ; on en retrouvera les traces plusieurs siècles plus tard, dans les habitudes juridiques du peuple.

La domination wisigothe se substituant au pouvoir de Rome, la Catalogne vit apparaître sur son territoire de nouvelles coutumes d'origine germane. Comme leurs prédécesseurs, les nouveaux maîtres admirent la dualité de droits et appliquèrent le principe connu en Histoire du Droit sous le nom de principe de la personnalité des lois. Mais ici encore, les deux systèmes juridiques entremêlèrent leurs dispositions sur bien des points ; il y eut des emprunts, des échanges, des substitutions. Les Wisigoths, de nomades devenant sédentaires, durent modifier les règles de propriété et s'inspirer pour cela des droits romain et celtibère. De son côté, le droit local emprunte aux envahisseurs certaines conceptions en matière d'organisation familiale, de régime matrimonial, de pratiques successorales.

La conversion de la monarchie wisigothe au catholicisme eut pour effet d'introduire en Catalogne le droit canonique et des vues nouvelles sur les terrains familial et social.

A la fin du 7<sup>e</sup> siècle, à la veille de l'invasion musulmane, on rencontrait donc sur le territoire de l'ancienne Ibérie de nombreuses variétés de dispositions : ici celtibères, ailleurs romaines, wisigothes, ecclésiastiques. L'arrivée des Maures, si elle n'eut pas pour conséquence de fournir un



apport matériel à cet ensemble déjà existant, exerça, par contre, une influence morale considérable en ce sens que pour faire face à l'Infidèle, des centres de résistance se constituèrent, suivant les données géographiques et les affinités ethniques, en divers points de la future Espagne. En chacune de ces régions chrétiennes qui surgissent ainsi pour lutter contre les Arabes, on voit naître une conscience nationale. Les différentes nationalités péninsulaires s'élaborent alors et « la force obligatoire des dispositions de la monarchie wisigothe disparaissant, on voit refleurir, à côté de la loi wisigothe, les antiques usages et coutumes, et la législation des états indépendants qui se forment apparaît diversifiée, aussi bien pour répondre à de nouvelles nécessités distinctes que pour obéir à des raisons plus profondes d'origines ethniques, d'influences reçues » (34).

Dès lors, « on peut parler en toute vérité d'un droit de Catalogne ».

Le souci constant des Comtes de Barcelone sera désormais d'affirmer le caractère national du droit en usage sur leurs terres. Ramon Berenguer I<sup>er</sup> promulguera les *Usatges*, reconnaissant par là aux coutumes une existence officielle et leur conférant une autorité que certaines dispositions conserveront jusqu'à nos jours. Jaume I<sup>er</sup> interdira l'application de tout droit qui ne sera pas celui de Catalogne. Cela n'empêcha pas le droit romain, surtout après la renaissance initiée par les glossateurs, et le droit canonique, d'être souvent incorporés.

Le droit catalan connu pendant des siècles une prospérité qui fléchit soudain sous les efforts de la Castille. Le droit castillan, à partir de l'union des deux royaumes, s'implanta peu à peu, exerçant une influence certaine sur la vie juridique du pays. Le funeste décret de « Nova Planta » vint ruiner le droit public et, s'il laissa subsister le droit privé, ce fut avec de sévères restrictions et en le canton-

---

(34) M. Estève. El règim juridic de Catalunya, p. 75.

nant dans des limites si étroites que tout essor lui devint impossible.

Les tendances castillanes à l'unification du droit et à la disparition des coutumes locales aboutirent, en 1889, à la promulgation du Code Civil espagnol, dont l'article 12 déclarait : « Les dispositions de ce titre, en tant qu'elles fixent les effets des lois, statuts et règles générales, seront obligatoirement observées par toutes les provinces du royaume. Il en est de même pour les dispositions du titre IV, livre I. Pour le reste, des provinces et territoires dans lesquels subsiste un droit particulier, le conserveront pour le moment dans son intégrité ; la publication de ce Code, qui s'appliquera seulement à titre supplétif et à défaut de lois spéciales, ne pourra faire souffrir d'aucune altération leur régime juridique, qu'il soit écrit ou coutumier ».

D'après cet article, le droit catalan restait en usage ; mais il était bien entendu que cette tolérance n'était que provisoire (« pour le moment ») et qu'en tout cas, seules les dispositions existant déjà pouvaient être invoquées. C'était refuser aux droits provinciaux toute possibilité d'extension. D'autre part, dans la pratique, le Tribunal Suprême de Justice, fonctionnant comme Cour de Cassation, tendait, par sa jurisprudence, à étendre l'application du Code jusque dans les régions visées par l'article 12.

A partir de 1889, on devait appliquer en Catalogne, dans l'ordre préférentiel : 1° Les dispositions légales postérieures au Code Civil. — 2° Les dispositions contenues dans le titre préliminaire, en tant qu'il détermine les effets des lois, et dans le titre IV, livre I (sur le mariage). — 3° Les lois générales postérieures au décret de « Nova Plan'a », à l'exception de celles antérieures au Code, qui avaient été abrogées par celui-ci. — 4° Le décret de « Nova Planta ». — 5° Le droit catalan ou coutumier. — 6° Les droits supplétifs du droit catalan, c'est-à-dire des droits romain et canonique. — 7° Le Code Civil, comme supplétif des supplétifs (35).

---

(35) Ibid., p. 169.

Telle était la situation juridique de la Catalogne à la veille des événements qui allaient agiter l'Espagne dès 1923.



Voyons maintenant quels sont les caractères principaux de ce droit dont nous venons de retracer sommairement l'histoire. Il convient de distinguer droit privé et droit public.

Le *droit privé*, dont l'originalité réside notamment dans une totale liberté de tester et dans une solide organisation familiale basée sur l'autorité du père de famille et sur l'existence d'un patrimoine familial permanent, attribue à la coutume une autorité considérable. Par elle, le peuple collabore directement à la formation du droit.

Tous les juristes catalans sont d'accord pour reconnaître la suprématie de la coutume sur la loi, et les Corts, à diverses reprises, par exemple à Montçó, en 1470, et à Barcelone, en 1702, donnèrent à ce principe leur pleine approbation.

L'article 139 des *Usatges* (*Unaquaque gens*) établissait l'autorité de la coutume en ces termes : « Chaque pays choisit sa loi particulière suivant la coutume. Une longue coutume est considérée comme une loi. Cependant la loi est l'image du droit, tandis qu'une longue coutume n'est établie que par les mœurs. La coutume reflète quelquefois un certain droit établi par les mœurs et obéi comme une loi : ce que le roi ou empereur décrète est appelé Constitution ou Edit. — Tout droit est fixé dans les lois et les mœurs. Mais l'usage est une coutume fixée par sa vieillesse. La source du droit est double : la loi et la coutume ».

L'importance de la coutume est telle que, depuis la promulgation des *Usatges*, qui ne furent que la codification de pratiques coutumières antérieures, certains articles de ce recueil n'ont cessé d'être invoqués. C'est ainsi que les usages 76 sur l'irrévocabilité des donations, 77

sur l'exhérédation, 168 sur le droit d'accession, 156 sur la prescription sont toujours utilisés.

En *droit pénal*, l'usage 163 subsiste ainsi que l'usage 164 ; le premier est relatif au pardon de l'offenseur par l'offensé ; le deuxième à l'indemnité due par l'auteur d'un viol, d'un adultère ou d'un enlèvement. Le même article oblige le séducteur à reconnaître l'enfant dont il est le père. L'usage 168, qui impose le fardeau de la preuve à l'accusation, s'applique également. En procédure, certaines dispositions sont restées en faveur, celles qui intéressent le témoignage et la capacité des témoins par exemple (usages 89, 153), ou encore l'inaliénabilité de la chose litigieuse (usage 154) (36).

L'étude du *droit public* présente un grand intérêt en raison de l'originalité de ses principes qui, en plein Moyen Age, offraient le même aspect que les conceptions admises par la doctrine internationale six ou sept siècles plus tard seulement. Ce droit public pose avant tout l'existence d'un ensemble de normes juridiques supérieures auxquelles doivent se soumettre gouvernants et gouvernés. Le pouvoir modérateur n'appartient pas à un homme ou à une assemblée ; il réside essentiellement dans ces règles obligatoires et antérieures à tout législateur, que sont le respect de l'égalité et de la liberté des citoyens et la conformité aux données de la justice et de l'équité.

Dans le régime juridique catalan, le pouvoir législatif n'accomplit pas une œuvre créatrice de droit ; il se contente de sanctionner le fait coutumier qu'élabore le peuple, et de lui conférer la forme de loi. En définitive, le pouvoir législatif appartient donc au peuple lui-même. La loi est d'ailleurs considérée comme un pacte entre l'autorité et les gouvernés. Quant à l'exécutif, il a les attributions d'un mandataire, non d'un mandant. Il n'agit pas dans son propre intérêt ou dans l'intérêt du législatif, mais dans celui de la collectivité, qui lui a confié le soin de veiller à

---

(36) Poumarède. Les Usages de Barcelone.



la bonne application des lois et coutumes, au bon ordre, au respect des droits des citoyens. L'exécutif ne peut prétendre obtenir la soumission des gouvernés aux décisions du législatif qu'autant que ces dernières ne vont pas à l'encontre des normes supérieures qui dominent l'édifice juridique. Le droit public ainsi conçu, se rapprochant des vues de Saint Thomas d'Aquin, établit une distinction entre la loi juste et la loi injuste et admet que les citoyens possèdent le droit de ne pas accepter une disposition injuste. Il adopte donc les mêmes principes que les théologiens de l'Eglise catholique ; il est normativiste. Et l'on sait de quelles faveurs jouissent actuellement les doctrines normativistes. Le droit catalan en conservant sa physionomie de jadis ne risque par conséquent pas de faire figure d'ancêtre démodé au milieu des régimes juridiques de l'époque présente. Il s'inspire des mêmes considérations que celles qui guident la plus grande partie de la doctrine contemporaine et ont présidé à l'élaboration de constitutions d'états neufs, tels que la Finlande, la Tchéco-Slovaquie, la Lettonie ou l'Autriche (37). Il est donc apte à reprendre le rang qu'il occupa autrefois et à tenir un rôle aussi brillant qu'aux temps médiévaux.

L'actualité du droit catalan, privé et public, résulte, comme nous venons de le voir, pour le premier, de la persistance d'usages et de pratiques qui résistèrent à la centralisation castillane, — pour le second, à l'allure moderne des principes qui le dominent. Mais l'un et l'autre bénéficièrent des efforts entrepris par les juristes catalans des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, pour revivifier le droit en Catalogne et lui donner un aspect moderne. Des hommes éminents, tels que Joaquim Cadafalch, F. M. Falguera, Verdaguer i Cal·lis, Duran i Bas, G. M. de Broca, Borrell i Soler, Francesc Maspons i Anglasell, ce dernier encore en pleine activité productrice, — des institutions comme l'*Académie de Ju-*

---

(37) F. Maspons i Anglasell. *L'Esperit del Dret Públic Català*. Passim, mais surtout pp. 76 à 88.

*risprudence*, le *Collège d'Avocats* de Barcelone, l'*Union juridique catalane*, l'*Office d'Etudes juridiques*, --- des revues, parmi lesquelles la *Revue Juridique*, se sont donné pour tâche de remettre en honneur l'étude et l'utilisation pratique du droit de Catalogne (38), apportant par là leur contribution à l'édification d'une nation renaissante, qui n'a pas voulu renier le droit de ses ancêtres.

---

(38) Dwelshauvers. Op. cit., pp. 151 à 154.

## CHAPITRE VI

---

### COUTUMES ET TRADITIONS CATALANES

La mentalité d'un peuple se reflète à travers ses coutumes et ses traditions. Rien ne peut mieux nous renseigner sur celles-ci que les productions et les manifestations populaires. Or, le peuple catalan a gardé pieusement, de génération en génération, un riche patrimoine de proverbes, de contes, de légendes, de chansons qui lui servent à exprimer ses conceptions de la vie et ses croyances. Ces précieux documents sur la philosophie d'une nation montrent le Catalan tel qu'il a été dépeint plus haut : acharné au labeur, ennemi de l'oisiveté, animé d'un très fort esprit de négoce, tenace et courageux, économe de ses deniers et attaché à ses biens, doué d'un solide bon sens et d'un instinct pratique qui n'exclut pas un certain idéalisme, épris de liberté et d'égalité, farouchement orgueilleux de sa terre, de sa langue et de ses traditions, foncièrement religieux.

Les monuments que sont proverbes, contes, légendes, renseignent aussi sur les habitudes et les usages d'un peuple. Mais c'est surtout dans les chansons qu'il faut chercher un témoignage particulièrement probant de sa sensibilité

et de sa manière d'être. Plus que dans toute autre production, dans les chansons populaires qui, d'après Henri Pourrat, « ont le singulier privilège de plaire aux plus délicats et d'enchanter simplement les simples », se manifestent les caractères qui font son originalité. Ses façons de penser et de sentir, sa philosophie, son idéal, ses traditions, c'est précisément dans les chants de la race qu'il faut aller les puiser, si l'on veut les apercevoir sous leur jour le plus clair et le plus net. A travers des couplets tantôt alertes et malicieux, tantôt graves et majestueux, parfois tragiques, s'épanouit le génie du peuple catalan, robuste et sain comme ses hommes.

Ces mêmes couplets enseignent les coutumes, les travaux et les jeux. Dans un important ouvrage sur les refrains populaires, S. Trébucq (39), s'est appliqué à montrer comment la chanson est un reflet de la vie, avec toutes les circonstances qui l'accompagnent et en marquent les principales étapes. L'enfance, l'adolescence, le mariage, les occupations des champs, les métiers, les fêtes, la mort enfin ont fourni à l'imagination du peuple de multiples thèmes sur lesquels il s'est plu à broder avec cette simplicité naïve qui donne leur beauté à ses œuvres. Les diverses coutumes jalonnant le cours d'une année ou soulignant l'importance de certains moments ont aussi leurs morceaux appropriés. Les chansons populaires évoquent pour nous la jeune mère qui endort son petit, l'amoureux qui chante sous la fenêtre de l'aimée, le tumulte des festins, le berger trompant l'ennui de ses longues heures de solitude par quelque mélodie dont les accents traînants sont portés au loin par le vent, le laboureur marchant pesamment dans le sillon, l'aiguillon au poing, le pêcheur qui vogue sur les flots incertains...

La Catalogne possède encore un nombre considérable de ces chansons, parmi lesquelles de fort belles. Et ces

---

(39) S. Trébucq. La chanson populaire et la vie rurale des Pyrénées à la Vendée. Bordeaux, Féret, 1912.



chants ont tenu leur place dans la Renaissance nationale, montrant bien par là qu'ils détiennent en eux une puissance et une vertu mystérieuses. Le peuple avait su garder en même temps que sa langue le trésor de ses refrains. Des érudits, des poètes tels que Milà i Fontanals, Marian Aguilo, Pau Piferrer, Jacinto Verdaguer, mettant en lumière les beautés des œuvres populaires ou puisant dans celles-ci leur inspiration, éveillèrent dans l'âme et dans le cœur de leurs compatriotes le sentiment national qui somnolait depuis des années.

« Le peuple catalan, notait Jean Amade, retrouvait dans la poésie populaire sa physionomie propre et faisait ainsi du fréquent usage de ses chansons, une manière de s'affirmer lui-même, pour ainsi dire, à chaque instant, dans sa personnalité. Privé d'elles, il serait peut-être resté quand même le peuple catalan, puisqu'aujourd'hui beaucoup sont délaissées ou ignorées par les générations nouvelles, sans qu'il semble s'être abâtardi pour cela ; mais il ne le serait pas resté dans des conditions aussi avantageuses à une heure où le sort de son individualité morale était en jeu...

La survivance des chants populaires a servi à entretenir dans l'âme catalane, au cours de la période de décadence, ces réserves spirituelles intimes et profondes d'où devaient jaillir, comme des nappes souterraines, sous certaines poussées, des sources vives et abondantes » (40).

On ne peut parler des chants de la Catalogne sans consacrer quelques lignes à une classe de chansons religieuses absolument particulières à la littérature et à la musique populaires de cette contrée, celle des *goigs*. Ces refrains, dont l'origine remonte au 13<sup>e</sup> siècle, ont passionné à diverses reprises les savants. En France, Jean Amade, ayant sous la main les *goigs* du fonds Vallat de la Bibliothèque de Montpellier, les étudie depuis longtemps. Dans sa récente thèse sur « la littérature catalane en Rous-

---

(40) J. Amade. La Renaissance littéraire en Catalogne, pp. 92-95.

sillon aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles », J. S. Pons a écrit quelques pages remarquables à leur sujet.

Les goigs, qui sont comme « un pôle de la mysticité catalane », se chantent à toutes les époques de l'année et célèbrent la Vierge, le Sang Divin, l'Enfant-Dieu, les Saints. Ce sont des cantiques, des hymnes à forme invocatoire, se rapprochant de la psalmodie et de la complainte.

Ils existent sous forme de feuilles volantes ornées d'une ou plusieurs gravures et d'un encadrement xylographique. Les aveugles, les ermites, les mendiants « assis sur l'ardoise bleue », les vendaient à la porte des chapelles et des sanctuaires. Avant de pénétrer dans un ermitage ou un lieu saint, on se munissait de la feuille propitiatoire.

Ces pièces religieuses se composent d'un petit nombre de strophes, sept ou huit ; les vers varient de cinq à sept syllabes. Leur musique, qui est évidemment d'allure liturgique et porte la marque de chants grégoriens, est légère et simple. Généralement, toute la composition ne fait que répéter une même phrase. A la fin du couplet se trouve une légère variante mélodique destinée à préparer le retour du refrain. Ce procédé donne une impression de variété et évite la monotonie que pourrait produire la répétition constante d'une même tessiture de dimensions réduites. En général, les goigs préfèrent les mouvements joyeux et légers, ce qui ne les empêche pas d'être parfois graves et larges. Ces chants sont de caractère syllabique ; rarement on rencontre de vastes vocalisations de notes (41).

D'où vient le terme de *goig* ? L'expression paraît s'être généralisée au 15<sup>e</sup> siècle. Il est naturel de chercher l'origine du mot dans les textes latins des « *Sept joies de la Vierge* ». Le chant de « *Los gautz de Nostra Dona* », écrit en 1250, se répandit grâce aux confréries du Gonfanon de la Vierge. *Goig* viendrait de *gautz*, joie. La répétition du mot *goig*, au début de chaque strophe, aurait donné un

---

(41) F. Baldelló. *Cançoner popular religiós de Catalunya*, p. 13.

titre que, par extension, on attribue à tous les cantiques de Saints.

Actuellement, on compose encore des goigs en Catalogne. Ceux-ci n'ont pas le cachet populaire des anciennes strophes ; la musique a subi des influences modernes. Toutefois, certains auteurs et compositeurs, Lluís Romeu en particulier, s'efforcent de rendre au genre sa naïveté et sa simplicité et par là sa primitive beauté.

Même dans certaines de ces compositions religieuses, on devine l'influence de la musique de danse. La danse occupe en effet une place privilégiée en Catalogne. Plus que partout ailleurs, le peuple aime s'adonner aux plaisirs de la ronde. Le *ball*, le *contrapas*, la *sardana* sont admis depuis des siècles à toutes les fêtes, à toutes les réjouissances de la vie ; les deux premières paraissent remonter très haut, bien que la *sardana* soit déjà fort ancienne. Cette dernière danse est la préférée ; elle jouit dans le pays d'une vogue extraordinaire, surtout depuis que le Directoire de Primo de Rivera, qui voyait en elle un symbole de particularisme, avait tenté de l'interdire.

La *sardana*, « méditerranéenne d'esprit, de sentiment et d'allure », ne présente aucune parenté avec les danses de Castille ou d'Andalousie, mais plutôt avec les danses grecques, d'après ce que nous savons de ces dernières. C'est une ronde, dont les pas nombreux sont méticuleusement déterminés. Elle se déroule en harmonie parfaite avec la forme rythmique de la phrase musicale qui en accompagne l'exécution.

Sa faveur fut telle à une certaine époque, qu'elle s'introduisit jusque dans les cérémonies de l'Eglise. Les documents attestent qu'aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, elle se dansait dans les réceptions de la plus haute société barcelonaise. Actuellement, il suffit de parcourir les quartiers de la capitale un samedi soir ou un dimanche ordinaires, pour se rendre compte de la popularité de cette ronde gracieuse. Sur le grand boulevard du *Paral·lel*, c'est une suite de dix,

vingt orchestres et une succession ininterrompue de cercles sautillants. Dès que la musique éclate, les conversations cessent, les promeneurs saisissent la main de leur voisin ou de leur voisine, même sans les connaître ; une ronde d'une trentaine de personnes se forme ; les yeux fixés sur le chef, sans un mot, avec gravité, presque avec recueillement, les danseurs, préoccupés uniquement de suivre le rythme de la cobla, évoluent, sans souci des autos, des tramways qui se faufilent entre eux.

La musique qui guide l'exécution de la sardana est essentiellement catalane ; elle est jouée par un orchestre ou cobla, qui est aussi strictement local. La cobla comporte onze exécutants, qui ne peuvent guère jouer que des sardanas. Les instruments ne sont pas de même nature que ceux d'un orchestre courant. Ils se composent de deux *tanors* en si bémol, deux *tibles* ou *primes* en fa, deux trompettes en si bémol ou en ut, deux *fiscorns* en ut, un trombone en ut, une contrebasse à trois cordes et enfin un *fluvial* et un *tambori* joués par le même instrumentiste. La prime se meut dans les registres moyen et aigu ; le tanor, plus long et chez lequel un pavillon en cuivre a été substitué au pavillon en bois, descend vers le grave ; sa sonorité est grosse et corsée. « Leurs dimensions respectives et le nombre de leurs clefs leur font une apparence cossue, signe d'importance » (42).

L'étrange musique, qui vit et s'épanouit pleinement dans une riche nature baignée de soleil, chante selon les modes les plus divers l'amour, la méfiance, le mystère, la nostalgie, l'espoir ; elle dit entre deux rythmes vifs sa confiance en Dieu. Elle épouse dans les formes les plus chatoyantes le rythme si caractéristique qui en est son principe et sa fin.

Les sardanas débutent toujours par une sorte de petit prélude que fait entendre le fluvial et que l'on nomme

---

(42) Poueigh. Chansons populaires des Pyrénées françaises. Champion, 1926.



*contrepunt*. C'est une sorte d'avertissement qui attire l'attention des danseurs. Puis, brusquement, l'orchestre attaque : « les primes et les hautbois concertés du haut de l'échafaudage déroulent leur haleine, et il semble qu'à la bouche des instruments s'épanouit la montagne embaumée... La prime s'arrête. Le hautbois reprend avec une persistance aiguë et claire, s'essore toujours davantage, et maintenant éclate comme la voluptueuse fleur de l'aloès » (43).

Cette musique si émouvante, tantôt triomphante, joyeuse, étincelante, tantôt mélancolique, lancée par « la prime, si longue parfois, qui rappelle un ruisselet tombant en cascade dans la solitude muette » (44), ou par le tanor à la sonorité grave et profonde, surprend d'abord qui l'écoute pour la première fois. Elle ne tarde pas à séduire et à conquérir comme elle avait séduit et conquis le cœur de cet homme d'élite que fut Déodat de Séverac. Bien souvent, lorsque le célèbre compositeur entendait une cobla, les larmes lui montaient aux yeux ; son âme vibrante et sensible était pleinement pénétrée par l'étonnante harmonie.

« Un soir, à Céret, racontait le sculpteur G. Violet, derrière les tréteaux des musiciens, nous écoutions, Déodat et moi, la cobla des Peps de Figueras. A un moment donné, la prime commença une de ces phrases interminables qui naissent et renaissent d'elles-mêmes, qui coulent sans heurt, et, par leur continuité, vous pénètrent jusqu'aux moelles comme si l'on y enfonçait une vrille. A la fin de la phrase, nous nous regardâmes pour nous exprimer notre admiration. Les yeux de Déodat étaient remplis de larmes et il était tremblant d'émotion ».

La sardana n'admet d'autres compositeurs que ceux nés sur sa terre, et pourtant ils sont si nombreux que le musicien Fontbernat a pu écrire qu'il y en avait autant en Catalogne qu'en France des poètes qui fabriquent des rimes.

---

(43) J. S. Pons. *Canta-perdiu*. Per una cobla, poème, p. 42.

(44) J. S. Pons. *L'Aplec de Font-Romeu*, poème, p. 46.

Parmi ces compositeurs, il en est, de l'opinion de M. Robert Pommier, « dont l'œuvre est comparable au point de vue artistique à celle de nos plus grands compositeurs modernes ». Si l'on avait à citer des noms, on n'aurait que l'embarras du choix, mais ceux de Pep Ventura, que l'on nomme le Beethoven catalan, et dont les sardanas sont, au dire de Fontbernat, simples mais toujours géniales, de Juli Garreta, horloger de profession, le Stravinsky de la sardana, de Morera, de Francesc Pujol, s'imposeraient en première ligne.

La Catalogne, on le voit, ne cesse d'enrichir son vaste patrimoine musical populaire, de le cultiver, de l'aimer. C'est qu'en effet les instruments de ses coblas excellent à « traduire musicalement l'âme de ce pays », pour reprendre l'expression de Déodat de Séverac lui-même (45).

Cet aperçu fort succinct des traditions populaires serait trop incomplet, si nous omettions de dire quelques mots de la vie religieuse de ce pays, de tradition foncièrement catholique. Torras i Bages s'est appliqué à mettre en évidence l'aspect religieux de l'âme catalane ; il a montré le rôle éminent joué en Catalogne par l'Eglise.

Partout, sur cette terre qui honore plus particulièrement la Vierge et le Saint Sacrement et que protège la Mère divine du Montserrat, s'élèvent des oratoires, des sanctuaires, des monastères. Certaines églises attirent spécialement les fidèles : N.-D. de la Mercè et N.-D. de Pompeya à Barcelone, N.-D. des Anges, à Gérone, la Miséricorde de Canet, N.-D. de la Cinta, à Tortosa...

En tous lieux, la religion est étroitement unie à la vie sociale. Les confréries, les corporations, les sociétés, les entreprises si nombreuses, sont toutes placées sous le patronage d'un Saint. On rencontre des preuves de cette pénétration religieuse dans la plupart des coutumes

---

(45) Au cours de cet aperçu sur la musique des Sardanes, nous sommes inspiré de la Conférence donnée au poste de Radio-Béziers, en octobre 1931, par M. Robert Pommier, sur « La musique catalane ».

et dans les productions populaires dont nous avons parlé. Nous avons dit que la sardana s'était introduite jusque dans les cérémonies du culte. Les airs de danse, comme les chants populaires, empruntent souvent leur thème musical à la liturgie, et constamment les chorales, à l'exemple de *l'Orfeo Catalan*, exécutent des œuvres de même inspiration.

L'esprit religieux imprègne les poèmes des grands lyriques. J. J. A. Bertrand a pu écrire : « On a plusieurs fois noté chez les poètes catalans l'esprit franciscain. Cela n'est pas vrai de tous, ni de la majorité, mais il y a du franciscanisme plus que partout au monde. Une veine mystique qui se relie au grand rythme religieux de la vieille Espagne et au renouveau catholique français. Retour à Dieu et à la nature, considérée comme la voix de Dieu... » (46).

La Catalogne, qui a donné à l'Eglise de grands Saints, comme Saint Pacià, l'ardent évêque de Barcelone, Saint Ramon de Penyafort, Sant Vicens Ferrer, Sant Pere de Claver, s'est toujours opposée à la suppression des fêtes dédiées à ses protecteurs et, rappelle M. Dwelshauvers, quand, une fois, la majorité radicale du Conseil municipal de Barcelone voulut interdire les fêtes du Jeudi et du Vendredi Saints, un soulèvement populaire l'en empêcha. Le même auteur rappelle aussi comment les églises détruites lors du mouvement anarchiste d'avant guerre, furent reconstruites, magnifiques, en moins d'un an. On se souvient qu'en 1931, alors qu'en bien des points de l'Espagne, les couvents brûlaient, les sœurs et les prêtres étaient insultés, la Catalogne ne se livra à aucune manifestation anti-religieuse de quelque importance.

A l'originalité de sa terre, de sa race, de son histoire, de sa langue et de son droit, la Catalogne ajoute donc celle de ses coutumes et de ses traditions. Nous allons voir que, par ailleurs, elle possède une riche culture, qui n'a rien de commun avec celle du reste de l'Espagne.

---

(46) J. J. A. Bertrand. La littérature catalane contemporaine, p. 183.

## CHAPITRE VII

---

### LA CULTURE CATALANE

De bonne heure, la Catalogne sut affirmer une personnalité culturelle qui prit tout son relief aux 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> siècles. Tandis que ses architectes, ses sculpteurs et ses peintres travaillaient à la construction et à l'ornementation d'églises, de monastères, d'édifices divers, tandis que s'élevaient, à Barcelone seulement, les merveilles de Saint Paul des Champs, de Sant Pere de les Puelles, la Cathédrale, Santa Maria de la Mar, Sainte Anne, Santa Maria del Pi, l'Hôtel de Ville, et plus tard, à l'époque de la Renaissance, le Palais de la Généralité et de splendides hôtels seigneuriaux, ses poètes, ses philosophes, ses chroniqueurs développaient l'originalité de leurs génies, grâce à l'intelligente protection que les Comtes de Barcelone ne cessèrent d'accorder aux lettres et aux sciences. Des esprits aussi lumineux que ceux de cet extraordinaire Ramon Llull, qui vint enseigner à plusieurs reprises à Montpellier, troubadour délicat, puis mystique de la plus haute inspiration et gloire de la chrétienté, ou encore d'Arnau de Vilanova, d'Eximenis, de Jaume March, de Muntaner, de Bernat Metge, de



Jordi de Sant Jordi, d'Auzias March donnèrent aux lettres catalanes un incomparable éclat. Les efforts de Llull et de Vilanova, repris ensuite par Eximenis, firent de l'idiome catalan une véritable langue scientifique, qui se haussa au niveau du latin, seul employé jusque là pour le commerce des choses de l'esprit (47).

*L'Institut d'Art et d'Archéologie* de Paris a organisé récemment une série de conférences dont il a ensuite assuré la publication et desquelles ressort de façon éclatante la place extrêmement brillante occupée à la fin du Moyen-Age par la peinture catalane ouverte à toutes les influences italiennes et flamandes. M. René Schneider s'est appliqué à mettre en évidence les nombreux échanges qui se produisirent alors entre Avignon et la Catalogne, jetant ainsi des bases qui permettront peut-être de résoudre le mystère de la fameuse « *Pieta* » d'Avignon.

Dès le début du 14<sup>e</sup> siècle, Lleida, Perpignan, Huesca eurent leur Université. A la fin du 15<sup>e</sup> siècle, Barcelone consentit enfin à en accepter une qui ne tarda pas à devenir célèbre et à s'égaliser à celle de Toulouse. On y enseignait la grammaire, la rhétorique, le grec, la philosophie et la théologie, la médecine, le droit canon et les lois, jusqu'au jour où Philippe V, portant à la vie universitaire un préjudice terrible, transféra l'Université de Barcelone à Cervera où elle devait s'étioler lentement.

A mesure que s'affaiblissait, après le décret de 1716, le sentiment national, la culture catalane perdait son caractère propre et sa splendeur. Toutefois, dans la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle, alors que se manifestait la renaissance économique, sous l'influence des Encyclopédistes français, on se mit dans toute l'Espagne, mais à Barcelone en particulier, à l'étude des sciences. Des jardins botaniques furent créés dans cette ville. En 1760, on fondait le Collège de Chirurgie ; en 1764, une conférence de Physique expé-

---

(47) Consulter l'ouvrage de A. Rubió i Lluch. Documents par l'història de la cultura catalana mig-aval.

rimentale qui devint, en 1770, l'Académie des Sciences Naturelles et des Arts ; en 1765, l'Académie médico-pratique. La *Real Junta de Comercio* (1758) ouvrait des écoles gratuites, en 1769, la *Nautica*, en 1775, des cours de dessin qui allaient engendrer l'Ecole des Beaux-Arts. En même temps s'élevaient les églises de la Mercé, de Bethléem, de Saint-Augustin.

Le mouvement continue au début du 19<sup>e</sup> siècle et l'on fonde, en 1799, l'Ecole de Météorologie et de Chirurgie ; en 1805, l'Ecole de Sténographie ; en 1806, une Ecole de Calcul et Comptabilité ; en 1806, encore, l'Ecole de Pharmacie ; en 1808, l'Ecole de Mécanique. La guerre de l'Indépendance arrête un instant cet effort créateur qui reprendra d'ailleurs dès 1814 avec l'ouverture d'un cours de Physique expérimentale ; en 1817, on fonde une Ecole d'Agriculture et de Botanique, des cours d'Architecture ; en 1818, un cours d'Arithmétique, de Géométrie et de Mathématiques ; en 1824, des classes de français, d'anglais, d'italien ; en 1830, une Ecole d'Architecture navale (48).

En 1837, son Université fut enfin rendue à Barcelone et elle ne cessa dès lors de prendre une extension que l'organisation actuelle n'est certes pas de nature à interrompre.

De tout temps, on rencontra en Catalogne des savants parmi lesquels il faut au moins citer les botanistes de l'illustre famille des Salvador et J. Minuart, Fr. Salva, qui se livra, bien avant Wheatstone, à des recherches sur le télégraphe électrique ; Arbòs i Tor, le prêtre chimiste ; Monturiol, inventeur des sous-marins ; Teixidò, qui s'adonna à l'étude de la sismologie. Les travaux de ces hommes furent facilités par l'existence des nombreuses institutions scientifiques que possède toujours leur pays et qui sont les témoignages extérieurs d'une haute culture.

Nous verrons plus loin que le niveau de la culture con-

---

(48) Voir J. J. A. Bertrand. Barcelone, cité d'art et de sciences, pp. 9 à 15.

temporaine n'est pas loin d'égaliser celui qu'elle atteignit entre le 12<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> siècle.



L'une des caractéristiques essentielles de la pensée catalane est d'être continuellement tenue en éveil par les diverses manifestations de la culture mondiale. Loin de se replier sur elle-même, elle cherche à capter tous les courants de vie intellectuelle qui circulent à travers les contrées les plus variées de la planète, surtout de l'Europe. Parlant de Barcelone, ce « centre omnipotent de la culture catalane », J.-J.-A. Bertrand la définit « l'une des cellules les plus authentiques de la pensée européenne, infiniment et perpétuellement sensible aux fluides internationaux, anxieuse des dernières modes littéraires ou artistiques, ouverte à toutes les exagérations ». Déjà, à l'époque moyen-âgeuse, des savants, les poètes, les artistes de Catalogne entretenaient des relations étroites avec les intellectuels de Provence, de Languedoc et d'Italie. Ils allaient enseigner ou apprendre dans les centres les plus renommés du moment, quelquefois très loin ; Montpellier, Toulouse, Paris, Oxford, Munich les recevaient. Les œuvres de Dante, de Pétrarque, des troubadours provençaux exercèrent une influence profonde sur la poésie. Au temps de l'humanisme, les Catalans participèrent avec honneur à ce mouvement et contribuèrent à remettre en lumière les merveilles de l'antiquité gréco-latine, encouragés par l'exemple de leurs souverains. Bernat Metge présente, en effet, Jean I<sup>er</sup>, qui fit traduire Plutarque en sa langue, comme un astrologue et un musicien de valeur ; et nous savons que Jacques II étudia soigneusement Tite-Live. Plus tard, au 19<sup>e</sup> siècle, le Romantisme venu de France et d'Angleterre exerça, surtout par l'intermédiaire de Walter Scott, une influence décisive et riche de conséquences. De nos jours, la Catalogne continue à tourner ses regards vers tous les pays du monde et à se livrer avec eux à des échanges intellectuels dont elle n'ignore pas l'importance. Alors que ses écrivains et ses

savants, tout en s'intéressant à la culture de la Grèce et de Rome, s'emploient avec passion à la traduction et à l'intelligence des pensées française, anglaise, allemande, italienne, russe, ses hommes de sciences participent à toutes les manifestations de l'activité internationale, ses hommes de lettres ont audience un peu partout et ses artistes soumettent leurs œuvres à l'appréciation du monde entier dans les expositions et les musées les plus lointains et les plus divers.

Ce contact continu de l'élite avec les hommes, les idées et les œuvres des autres nations n'enlève rien à l'originalité de sa pensée et de ses productions. Cela parce que, ainsi que le notait Marcel Brion, « à l'extrême plasticité du génie catalan qui le rend merveilleusement apte à comprendre et à assimiler même les œuvres qui peuvent lui être les plus étrangères, correspond un sens de la tradition, un équilibre de l'intelligence et de la sensibilité, un caractère racique très solide et très différencié, qui lui permettent de recevoir sans danger pour sa personnalité, tous les apports exotiques » (49).

C'est grâce à ces qualités d'équilibre de son génie et au sens patriotique aigu de ses enfants que la Catalogne peut prétendre donner à sa capitale, à Barcelone « cité d'art et de sciences », une figure « moderne, ultra-moderne, universelle », en faire un centre particulièrement puissant de la pensée internationale, tout en lui conservant son empreinte latine et son cachet national.

---

(49) Marcel Brion. *Nouvelles Littéraires*, 26 août 1933.



## CHAPITRE VIII

---

### ASPECTS DE LA CATALOGNE ACTUELLE

#### § 1. — VIE ECONOMIQUE

##### I. — *Agriculture*

La Catalogne comprend 44 % de terres cultivées, 45 % de bois et pâturages, 11 % de terrains incultes ou improductifs, alors que pour les mêmes éléments, l'Espagne accuse des pourcentages respectifs de 40 %, 10 %, 50 % (50).

Les vignobles, qui occupent une superficie de 242.000 hectares (le quart de la superficie totale des vignobles espagnols), produisent une moyenne annuelle de six mil-

---

(50) Tous les renseignements numériques que nous donnons dans ce chapitre, nous ont été fournis par le livre de M. Dwelshauvers (op. cit.), par l'ouvrage de C. Pi i Sunyer, « l'Aptitud económica de Catalunya » (Liv. II, pp. 291 et 399), par l'étude de J. Alzina, sur « Economía de la Catalunya autónoma », par la conférence de M. Pierre Vilar, sur le port de Barcelone, et par les rapports de la « Cámara oficial de comercio y navegación de Barcelona ».

lions d'hectolitres entrant pour 38 % dans la production de toute l'Espagne.

Les plaines de l'Empordan, de Tarragone, d'Urgell et la vallée de l'Ebre s'adonnent à la culture de l'olivier qui fournit une huile fine et parfumée destinée à l'exportation en direction de la France et de l'Italie. 171.000 hectares donnent annuellement de 1 million 1/2 à 2 millions de quintaux d'olives et 500.000 hectolitres d'huile.

Les caroubiers de la province de Tarragone et des plaines côtières, utilisés pour la nourriture des chevaux, servent aussi à la fabrication du chocolat et de l'alcool et à la préparation des étoffes.

Autre source de revenus agricoles, la culture des amandiers et des noisetiers, surtout aux environs de Tarragone. Chaque année, 150.000 quintaux d'amandes et 125.000 de noisettes provenant respectivement de 14.644 et 7.163 hectares entretiennent un actif commerce d'exportation vers la France, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Signalons encore la culture de la pomme de terre (29.000 hectares), de la betterave sucrière (3.200.000 quintaux), des légumineuses (100.000 hectares, 320.000 quintaux), des arbres fruitiers (110.000 quintaux d'oranges).

Le blé occupe une place importante dans la vie agricole avec une production annuelle de 2 millions 1/2 de quintaux correspondant à une superficie de 200.000 hectares. Les autres céréales sont cultivées en moindre quantité : orge (1 million de quintaux), riz (696.000 quintaux), avoine (399.640), blé noir (356.000), etc.

Enfin, le chêne-liège, cultivé d'une façon assez poussée, est utilisé dans l'industrie des bouchons.

L'élevage, autre branche de l'activité agricole, a atteint, en Catalogne, un grand développement. Les statistiques manquent ; les plus récentes datent d'au moins dix ans. Celles de la Junte consultative agronomique et des corps d'inspecteurs d'hygiène des troupeaux donnaient alors les chiffres suivants :

|               |              |
|---------------|--------------|
| Chevaux ..... | 72.000 têtes |
| Mulets .....  | 75.000 »     |
| Anes .....    | 59.000 »     |
| Moutons ..... | 675.000 »    |
| Chèvres ..... | 172.000 »    |
| Porcs .....   | 320.000 »    |
| Bœufs .....   | 114.000 »    |

Soit, au total, un ensemble d'environ 1 million 1/2 de têtes. M. Dwelshauvers indiquait, en 1923, des chiffres nettement supérieurs.

On peut situer la valeur totale de la production agricole et forestière et de la production de l'élevage entre 1.000 et 1.500 millions de pesetas, chiffre très élevé si l'on considère la superficie utilisée et la population rurale qui sont relativement réduites.

## II. — Industrie

Une statistique de la Chambre de l'Industrie de Barcelone indiquait, en 1928, pour la production industrielle catalane, une valeur de 5.291 millions de pesetas ainsi réparties :

|                                   |              |
|-----------------------------------|--------------|
| Alimentation .....                | 495 millions |
| Minerais .....                    | 266 »        |
| Métallurgies .....                | 430 »        |
| Industries chimiques .....        | 162 »        |
| Industries de la locomotion ..... | 159 »        |
| Textiles et vêtements .....       | 2.998 »      |
| Bois .....                        | 254 »        |
| Cellulose et caoutchouc .....     | 175 »        |
| Services publics .....            | 355 »        |

De ce tableau ressort l'importance primordiale de l'industrie des textiles. Les manufactures de Barcelone, Reus, Tarrassa, Gérone, qui écoulent annuellement pour 3 milliards de pesetas de marchandises représentent le quart du nombre total des fabriques de toute l'Espagne.

L'industrie principale, celle du coton, concentrée autour de Barcelone, réunit 2.200.000 fuseaux et 66.000 métiers, occupe 110.000 ouvriers et importe 90 millions de kilogs de coton représentant 250 millions de pesetas. L'Espagne doit à la Catalogne les 95 % de sa production cotonnière.

Pour la laine, 274.000 fuseaux et 6.300 métiers retiennent 27.000 ouvriers dans des usines de Sabadell, de Tarrassa et de la vallée du Llobregat et livrent au commerce des articles de laine dont l'exportation entre pour 80 % dans la constitution de l'exportation espagnole des lainages.

Le travail de la soie nécessite 3.000 ouvriers et 2.000 métiers. Le lin, le chanvre, le jute, 7.400 ouvriers pour 45.000 fuseaux et 3.000 métiers.

Toutes ces industries entraînent l'existence de divers établissements exerçant des industries complémentaires. La laine, à elle seule, a provoqué la création de 210 fabriques employant environ 7.000 ouvriers.

La métallurgie, après des textiles, tient une place importante ; 35.000 hommes travaillent un tonnage annuel de fer et d'acier s'élevant à 150.000 tonnes et représentant une valeur de 40 millions de pesetas.

Les fabriques de papier, au nombre de 75, produisent pour 30 millions de marchandises équivalant aux 20 % de la production espagnole ; elles emploient 2.800 ouvriers.

L'industrie du livre, celle du cuir occupent un rang honorable, mais bien inférieur cependant à celui que tient l'industrie du liège concentrée dans les provinces de Gérone et de Barcelone et qui utilise les services de 20.000 hommes pour lancer sur le marché 75 millions de produits par an.

Les minoteries (provinces de Barcelone et de Tarragone), les verreries de Badalona sont très actives. Les industries du bois (fabrication de meubles notamment), emploient 15.000 ouvriers ; la fabrication des bouchons, 6.000 ; les industries minières et les carrières, 19.000 ; les fabriques alimentaires, 13.000 ; le travail du celluloïd et du caoutchouc, 13.500 ; la construction des engins de locomotion.



tion, 12.500. Les industries chimiques, très prospères, groupent 8.000 ouvriers répartis dans des fabriques de savon (140), de couleurs, de glycérine (8), de bougies (30), d'acides sulfurique, nitrique, acétique, carbonique, chlorhydrique, d'eau de Javel, de matières colorantes, dans les distilleries de goudron, dans des raffineries d'huiles minérales, de sucre. Cet ensemble donne 2.500.000 tonnes de produits chimiques.

Une industrie qui a pris une grande extension depuis quelques années est celle du ciment. Les trois fabriques Asland, la fabrique Fradera écoulent respectivement 150.000 et 50.000 tonnes chaque année. Au total, le pays fournit près de 300.000 tonnes annuelles.

Les mines de sel de Cardona ajoutent leur activité à celle des industries déjà citées. Par contre, on ne trouve pas d'anthracite, et seulement un peu de houille dans la province de Gérone. La lignite se rencontre dans les environs de Barcelone en quantité relativement élevée. Les gisements de sels de potasse de Suria, de nombreuses carrières de pierre, les calcaires de Gérone, de Banyoles, de Vinaixa, de Floresta, les grès siliceux de Montjuich, les marbres de Tortosa augmentent la production catalane.

En somme, la Catalogne emploie certainement plus de 400.000 ouvriers. Les tables de la Section provinciale de statistique donnaient, avant la Révolution de 1931, un ensemble de 454.000 ouvriers (292.000 hommes et 162.000 femmes) ; celles de la Direction Générale du Travail et d'Action Sociale, 406.278, parmi lesquels 211.658 spécialistes à métier défini, 106.185 femmes, 45.407 manœuvres, le reste représentant des apprentis.

Le chiffre atteint par la force motrice utilisée qui s'élève à 489.000 chevaux-vapeurs indique suffisamment l'importance de l'industrie : 114.000 chevaux-vapeurs correspondent à l'énergie thermique, 375.000 à la puissance hydraulique. La première est obtenue par la consommation du charbon produit par le pays lui-même ou importé (pour plus d'un million par an) en même temps

que 80.000 tonnes de pétrole et d'huiles minérales (pour 30 millions de pesetas).

L'énergie hydraulique provient de l'utilisation des rivières qui présentent généralement un cours rapide et un lit profondément encaissé. 312.000 chevaux-vapeurs ainsi engendrés sont destinés à la production de l'énergie électrique tandis que 63.000 autres sont employés directement par des fabriques. Le Muga, le Fluvià, le Fresser, le Cardoner, le Gayà, le Francoli, l'Ebre alimentent fabriques de papier, minoteries, fabriques chimiques, usines électriques. Les cours d'eau industriels par excellence, le Ter et le Llobregat, donnent leur vitalité aux multiples usines ou fabriques qui s'échelonnent le long de leur cours.

L'activité industrielle est donc considérable. Ce bref aperçu de démontre suffisamment encore que sommairement. Elle engendre une activité commerciale qui ne le lui cède en rien, nous allons le voir.

### III. — Commerce

La Catalogne achète à l'Espagne des matières premières, du blé, de la laine, du fer, des aciers bruts ; à l'étranger, du coton, de la laine, de la soie, du blé, du bois, des cuirs et des peaux, tandis qu'elle vend à la première, ses lainages, ses productions cotonnières, ses soieries, les produits de ses minoteries, de sa métallurgie et de ses usines chimiques ; au second, ses bouchons, ses articles en coton, en laine, son papier, ses métaux, ses produits chimiques.

Le commerce extérieur annonçait pour 1927 une valeur totale de 1.636 millions de pesetas et pour 1930, de 1.763. Cette année-là, l'importation s'inscrivait pour 1.113 millions et l'exportation pour 650. La valeur du commerce de cabotage est, en moyenne, de 760 millions de pesetas par an, 290 pour les entrées, 470 pour les sorties.

Le volume total du commerce, en quantité, est de l'ordre de 3,5 à 4 millions de tonnes (2,5 à 3 pour les entrées, 1 pour les sorties).

La plus grande partie utilise la voie maritime et le port préféré est celui de Barcelone par lequel passent annuellement près de trois millions de tonnes de marchandises évaluées à 1.116 millions de pesetas en 1930 (826 pour l'importation, 290 pour l'exportation). Le port de Tarragone dans le même temps reçoit 570.000 tonnes de marchandises destinées soit à l'importation, soit à l'exportation.

En 1928, 5.298 navires entrèrent à Barcelone ; en 1930, 5.325. Il pénètre tous les ans dans les ports de Catalogne environ 7.000 vaisseaux. Notons que la marine catalane comporte une flotte de 200 navires représentant 300.000 tonneaux.

L'importance du port barcelonais ressort des statistiques ci-contre que nous devons à l'amabilité de M. Pierre Vilar.

L'ACTIVITE DU PORT DE BARCELONE

|                    |                  | Navires avec charge |        |                  |                                      | Navire sur lest |          |                  |
|--------------------|------------------|---------------------|--------|------------------|--------------------------------------|-----------------|----------|------------------|
|                    |                  | Années              | Nombre | Tonnage de jauge | Marchan- dises débar- quées (tonnes) | Voya- geurs     | Nom- bre | Tonnage de jauge |
| Commerce extérieur | Importations ... | 1929                | 1.868  | 2.853.291        | 1.566.585                            | 8.396           | 426      | 1.687.343        |
|                    |                  | 1930                | 1.997  | 3.024.610        | 1.523.940                            | 9.046           | 411      | 1.742.043        |
|                    | Exportations ... | 1929                | 1.219  | 3.257.553        | 172.846                              | 14.453          | 60       | 233.000          |
|                    |                  | 1930                | 1.597  | 4.059.069        | 189.941                              | 14.778          | 63       | 170.991          |
| Cabotage           | Entrées .....    | 1929                | 2.948  | 2.119.085        | 1.421.884                            | 3.318           | 234      | 257.625          |
|                    |                  | 1930                | 2.709  | 2.158.543        | 1.432.686                            | 2.319           | 208      | 217.369          |
|                    | Sorties .....    | 1929                | 2.606  | 1.630.962        | 528.666                              | 72.146          | 493      | 592.095          |
|                    |                  | 1930                | 2.595  | 1.875.106        | 564.819                              | 70.037          | 405      | 588.566          |



COMMERCE EXTÉRIEUR DU PORT DE BARCELONE

*Valeur des marchandises exprimée en millions de pesetas-or.  
Moyenne des 5 années 1926-1931*

| IMPORTATIONS             |              | EXPORTATIONS            |              |
|--------------------------|--------------|-------------------------|--------------|
| Coton brut .....         | 178,8        | Tissus de coton .....   | 34,2         |
| Machines .....           | 22,7         | Bonnetterie .....       | 19,8         |
| Café .....               | 19,3         | Huile d'olive .....     | 19,3         |
| Oléagineux .....         | 17,1         | Cuir tannés .....       | 14,8         |
| Cuir non tannés .....    | 16,7         | Papiers et livres ..... | 9,5          |
| Maïs .....               | 15,9         | Vins .....              | 6,3          |
| Matière électrique ..... | 15,3         | Draps .....             | 4,8          |
| Charbon .....            | 14,4         | Liège .....             | 2,3          |
| Bois .....               | 13,3         | Laine .....             | 1,9          |
| Morue .....              | 11,2         | Conserves .....         | 1,1          |
| Cacao .....              | 10,8         | Chaussures .....        | 0,8          |
| Blé (1) .....            | 8,8          | etc...                  |              |
| etc...                   |              |                         |              |
| <i>Au total</i> .....    | <i>745,6</i> | <i>Au total</i> .....   | <i>195,3</i> |

Le trafic commercial s'effectue aussi par voie ferrée ou par route. Le réseau des chemins de fer catalans a une longueur de 1.700 kms ; le réseau routier sur lequel circulent plus de 50.000 engins motorisés, 7.500 kms. Les gares de Barcelone reçoivent annuellement 1.700.000 tonnes de marchandises et en expédient 1.600.000. Les autres stations du pays accusent un trafic équivalent à environ 3.500.000 tonnes.

En 1930, 45,4 % des marchandises importées par toute l'Espagne et 26,4 % des marchandises exportées passèrent par les douanes de Catalogne.

Les deux tableaux ci-contre établis par les soins de la *Camara oficial de comercio y navegacion* de Barcelone donnent un aperçu détaillé des importations et des exportations réalisées en 1929 et en 1930 par la Catalogne. Il ne s'agit évidemment pas exclusivement de produits importés pour la seule Catalogne ni de produits exportés de provenance uniquement catalane. Les statistiques établies en ce sens font défaut.

(1) Pendant les années 1927 et 1931, le blé n'a pas pénétré en Espagne (défense du blé national).

|                        | Douanes catalanes    |                      | Pourcentage<br>dans les affaires<br>douanières<br>de l'Espagne |             |
|------------------------|----------------------|----------------------|----------------------------------------------------------------|-------------|
|                        | 1929                 | 1930                 | 1929                                                           | 1930        |
| <i>1° Importations</i> |                      |                      |                                                                |             |
| (en pesetas)           | 110.997.685          | 119.148.303          | 30,6                                                           | 33,1        |
| Matières minérales     | 33.665.590           | 39.508.147           | 19,1                                                           | 26,5        |
| Bois .....             | 46.318.684           | 48.372.121           | 56,7                                                           | 61,3        |
| Animaux et dérivés     | 44.566.918           | 45.461.415           | 25,9                                                           | 29,2        |
| Métaux .....           | 194.520.064          | 174.458.619          | 39,9                                                           | 41          |
| Machines .....         | 104.904.372          | 137.583.536          | 33                                                             | 46,1        |
| Produits chimiques     | 21.474.715           | 22.364.594           | 33,9                                                           | 38,4        |
| Papier .....           | 149.623.711          | 192.392.398          | 87,1                                                           | 95,3        |
| Coton brut .....       | 18.791.742           | 23.854.903           | 27,9                                                           | 40,6        |
| Chanvre .....          | 22.096.180           | 23.053.185           | 79,7                                                           | 82,4        |
| Laine .....            | 80.746.045           | 82.499.480           | 89,4                                                           | 87,7        |
| Soie .....             | 189.294.762          | 147.837.052          | 34,1                                                           | 39,2        |
| Produits alimént. ..   | 39.663.134           | 48.995.157           | 41,1                                                           | 50          |
| Divers .....           |                      |                      |                                                                |             |
| <i>Total .....</i>     | <i>1.056.643.871</i> | <i>1.105.528.950</i> | <i>39,6</i>                                                    | <i>46,3</i> |
| <i>2° Exportations</i> |                      |                      |                                                                |             |
| (en pesetas)           | 7.832.401            | 9.254.086            | 3,4                                                            | 5,9         |
| Matières minérales     | 95.154.154           | 70.186.671           | 53,9                                                           | 46,3        |
| Bois et liège .....    | 39.624.620           | 56.731.263           | 46,9                                                           | 53,3        |
| Animaux et dérivés     | 3.908.310            | 3.485.374            | 1,9                                                            | 1,01        |
| Métaux .....           | 2.978.423            | 6.179.966            | 28,5                                                           | 35,3        |
| Machines .....         | 24.205.497           | 24.888.316           | 27,9                                                           | 24,7        |
| Produits chimiques     | 10.334.601           | 16.780.962           | 28,5                                                           | 53,3        |
| Papier et livres ...   | 73.841.575           | 124.669.452          | 93,5                                                           | 94,6        |
| Tissus de coton ...    | 3.760.296            | 6.214.471            | 17,6                                                           | 33,3        |
| Chanvre .....          | 18.284.189           | 17.310.954           | 41,8                                                           | 51,5        |
| Lainages .....         | 14.735.929           | 22.134.332           | 70                                                             | 88          |
| Soieries .....         | 245.891.748          | 287.214.165          | 20,5                                                           | 20,7        |
| Produits alimént. ..   | 5.118.356            | 5.091.231            | 55,5                                                           | 50,1        |
| Divers .....           |                      |                      |                                                                |             |
| <i>Total .....</i>     | <i>546.659.099</i>   | <i>651.439.243</i>   | <i>25,7</i>                                                    | <i>26,1</i> |

IV. — *Finances*

La Catalogne, nous avons pu le constater, possède une vie économique intense. Celle-ci entraîne une vie financière également développée. Il est assez curieux de noter que, jusqu'à ces temps derniers, la banque proprement catalane ne jouait qu'un rôle restreint dans les affaires de ce pays. La Banque d'Espagne et les succursales de banques espagnoles ou étrangères privées s'assuraient une prépondérance sensible. Le capital effectif des banques locales à la fin de l'exercice 1927, se montait à 144 millions de pesetas et les réserves à 32 millions, tandis que les comptes-courants dans les succursales de la Banque d'Espagne s'élevaient à 244 millions, et dans les banques privées à 508 millions. Dans ces deux dernières catégories, le total des dépôts de valeurs atteignait le chiffre de 3.536.598.000 pesetas.

Le volume du capital anonyme correspondait pour 1927 à une valeur supérieure à 7 milliards. Les Sociétés anonymes s'inscrivaient pour 1.526.760.000 pesetas sous forme d'actions et 1.274.224.565 sous forme d'obligations.

Le nombre donnant la valeur du capital anonyme se rapporte exclusivement aux grandes entreprises, c'est-à-dire à environ 230 sociétés. Les groupes les plus importants sont ceux des sociétés de crédit (159 millions de capital effectif), des chemins de fer et des tramways (actions : 235 millions ; obligations : 287), de navigation (150 et 233), de gaz et électricité (259 et 452) et les groupes industriels (539 et 101).

De 1913 à 1927, le registre d'inscriptions de sociétés a accusé l'existence de 2.272 groupements représentant un capital de 1 milliard 600 millions de pesetas, soit un capital moyen de 700.000 pesetas par société.



Le développement économique de la Catalogne apparaît comme considérable. Ce pays tient avec les provinces bas-

ques, une place prépondérante dans l'activité espagnole. Son importance ressort tout particulièrement de l'exposé schématique représenté par le tableau suivant. Pour un pourcentage restreint quant à la superficie et à la population, les pourcentages atteints par les diverses branches de l'économie catalane comparée à celle de l'ensemble de la République sont, au contraire, très élevés.

| Rubriques diverses                          | Catalogne     | Espagne        | %    |
|---------------------------------------------|---------------|----------------|------|
| Superficie (en km <sup>2</sup> ) . .        | 32.194        | 503.075        | 6,4  |
| Population (hab.) . . . .                   | 2.840.000     | 23.500.000     | 12,1 |
| Chemins de fer (km) . .                     | 1.461         | 16.055         | 9,1  |
| Routes et chemins (km)                      | 7.149         | 86.988         | 8,3  |
| Sociétés anon. (Cap.)                       | 3.408.983.394 | 11.861.930.465 | 28,7 |
| Energie électrique (en kilowatts) . . . . . | 813.926.205   | 2.608.799.898  | 31,2 |
| Automobiles . . . . .                       | 58.066        | 261.433        | 22,2 |
| Production agricole .                       | 780.890.000   | 5.979.650.000  | 13   |
| <i>(en pesetas)</i>                         |               |                |      |
| Élevage . . . . .                           | 151.420.090   | 2.092.960.000  | 7,2  |
| Banque privée . . . . .                     | 168.800.000   | 867.589.000    | 19,5 |
| Caisses d'Épargne . . .                     | 693.760.600   | 2.014.060.000  | 34,4 |
| Contribution territori.                     | 43.872.110    | 370.300.000    | 11,5 |
| Contribution industri.                      | 48.385.506    | 185.600.000    | 26   |
| Droits réels . . . . .                      | 41.081.110    | 213.500.000    | 19,2 |
| Contribution minière .                      | 777.846       | 11.800.000     | 6,6  |
| Droits de timbre . . . .                    | 75.980.709    | 365.800.000    | 20,6 |
| Chiffre d'affaire,<br>Patentes . . . . .    | 90.709.395    | 459.500.000    | 20   |



## § 2. — VIE INTELLECTUELLE (51)

### I. — LES ORGANISATIONS CULTURELLES

*L'enseignement supérieur.* — L'Université de Barcelone qui fut strictement espagnole jusqu'en 1931, possède actuellement une organisation dite autonome en vertu de laquelle, placée sous la direction d'un Recteur élu par l'Assemblée Générale de l'Université, elle s'administre elle-même par l'intermédiaire d'un Conseil universitaire et nomme ses maîtres. Les professeurs font leurs cours en castillan ou en catalan à leur gré. En 1930-31, cet organisme groupait 4.476 étudiants répartis entre les cinq facultés.

Les chaires sont occupées par des maîtres éminents dont certains jouissent d'une notoriété mondiale. A la Faculté de Droit, on peut relever les noms de J. Xirau (Droit Civil), J. Dualde (Droit civil), E. Diaz (Droit romain), J.-M. Trias de Bes (Droit international) ; à la Faculté de Médecine, ceux de A. Pi i Sunyer (Physiologie), J. Bellido (Pharmacologie), J. Trias Pujol, Carulla, M. Soria (Ophtalmologie), A. Sálvat (Microbiologie), F. Casadesus (Otorhinolaryngologie) ; à la Faculté de Lettres et Philosophie, ceux de Bosch Gimpera (Préhistoire), actuellement Recteur, de Balcells (Latin), Serra Hunter (Philosophie), T. Carreras (Ethique), J. Amorós (Archéologie), J. Xirau (Pédagogie) ; la Faculté des Sciences compte parmi ses professeurs J. Mur Ainsa (Géométrie), E. Fontseré (Mécanique), E. Alcobé (Physique), E. Terradas (Acoustique), R. Jordi (Electricité) ; la Faculté de Pharmacie, J. Deulofeu, son doyen, E. Soler i Batlle, Casamada, C. Torres, Palomàs.

---

(51) Consulter les ouvrages excellents de M. Dwelshauvers (La Catalogne et le problème catalan) et de J. J. A. Bertrand (Barcelone, cité d'art et de sciences ; — La Littérature catalane contemporaine).

Barcelone ne pouvant obtenir des pouvoirs publics une chaire de littérature locale, des bonnes volontés songèrent à créer un organisme indépendant de l'Université officielle. Ainsi fut fondée en 1907 la Société des *Etudes Universitaires Catalanes*. Grâce aux subventions du Conseil provincial et aux dons de nombreux patriotes, il fut possible d'entretenir une chaire de littérature, une de droit, une d'histoire et, plus tard, une chaire de grammaire et une de préhistoire. Cette Université privée publia jusqu'en 1918 une intéressante revue qui, en 1926, reparut grâce à l'*Institut Patxot*, qui la prit sous sa protection.

Parmi les grandes écoles, il faut citer l'Ecole Supérieure d'Architecture, celle des beaux-Arts et des Métiers Artistiques (2.000 élèves), l'Ecole de Musique (1.500), le Conservatoire de Musique et de Déclamation, l'Institut d'Etudes Musicales fondé en 1932.

Nous ne saurions parler de l'enseignement supérieur sans souligner l'existence à Barcelone de l'*Institut français* qui y fut établi en 1921 par l'Université de Toulouse et n'a cessé depuis de prendre de l'extension grâce aux efforts vraiment admirables de son directeur, M. J.-J.-A. Bertrand qui, entouré d'un noyau de professeurs dévoués, s'emploie utilement à cette liaison intellectuelle franco-catalane dont nous ne saurions trop marquer l'importance. Par l'enseignement que l'on y donne, par les conférences qu'il organise, par la sympathie que savent créer ses maîtres, l'*Institut français* est devenu un centre de rayonnement de la pensée française que les Barcelonais apprécient chaque jour davantage.

*Sociétés savantes.* — Il existe à Barcelone quatre Académies dont la réunion en institut est d'ailleurs projetée : celle des *Belles Lettres* ; celle des *Sciences* ; celle de *Médecine et Chirurgie*, présidée par A. Pi i Sunyer, qui entretient des relations étroites avec les médecins de tous les pays et autour de laquelle gravitent diverses institutions, notamment l'Institut Médico-Pharmaceutique, la Société de Radiologie, celle de Médecine pratique, celle de Neurologie

et Psychiâtrie ; enfin l'Académie des *Beaux-Arts* qui travaille en relations avec le Cercle Artistique et le Centre d'Arts décoratifs.

L'*Athénée barcelonais*, situé en un beau local, est un cercle qui réunit plus d'un millier d'adhérents pris parmi les personnes les plus cultivées de la capitale. Sa bibliothèque renferme 70.000 volumes et 25.000 opuscules. Ses conférences sont très suivies.

Le *Centre Excursionniste de Catalogne*, qui s'occupe à la fois d'alpinisme, d'excursionnisme et de géographie, organise des randonnées fort intéressantes, fonde des chalets dans la montagne, publie un Bulletin, amasse une collection de pierres et de documents photographiques.

Il convient de signaler encore l'activité de l'*Institut agricole de Sant-Isidre*, du *Collège des Avocats*, de l'*Académie de Jurisprudence et de Législation*, du *Conferentia Club*, du *Lyceum Club*.

Mais l'institution qui mérite une admiration sans réserve est celle de l'*Institut d'Estudis Catalans*, qui a joué un rôle essentiel dans l'œuvre de reconstruction nationale et qui est le centre spirituel de ces provinces, où le développement intellectuel est si intense. Cet Institut « n'est point une simple académie, mais un centre d'études, un organe actif de création permanente. C'est le foyer de la renaissance, le symbole de la volonté régénératrice de tout un pays » (52).

Créé sur l'instigation de Prat de la Riba, sa première section fut celle d'Archéologie, qui fonctionna à partir de 1907. De 1914 à 1923, son activité fut étonnante ; interrompue sous la dictature, elle reprit dès 1930, avec une vigueur encore plus grande.

L'Institut comprend trois sections : Histoire et Archéologie, Philologie, Sciences. La première a reçu diverses missions : conservation et classement des monuments, publication de travaux historiques, administration des musées,

---

(52) J. J. A. Bertrand. Barcelone, p. 95.

archives et bibliothèques, organisation de concours, distribution de bourses et de prix. Elle publie un Annuaire et divers rapports d'un intérêt scientifique incontestable.

Fonctionnant comme une sorte de filiale, l'*Institut Patxot*, créé au moment de la dictature, grâce à la générosité de ce mécène, a édité de son côté d'importantes études littéraires, artistiques ou juridiques et distribue annuellement des prix très recherchés.

La Section de Philologie est animée par le maître Pompeu Fabra, qui a si puissamment coopéré à l'œuvre nationale en unifiant et coordonnant la langue catalane. Elle s'applique à purifier cet idiome, elle en étudie l'histoire, elle le fixe définitivement et consigne les résultats de ses travaux dans son grand dictionnaire général, son Vocabulaire orthographique, sa grammaire, son atlas linguistique. Cette section si active et si utile a publié diverses traductions d'auteurs anciens et modernes, des études philologiques, des dictionnaires, des grammaires, des mémoires.

Enfin, la Section des Sciences, divisée en trois branches (biologie et histoire naturelle, sciences physiques et mathématiques, philosophie et sciences sociales), a travaillé à la publication de plusieurs ouvrages scientifiques, notamment une Flore, une Faune, une Malacologie, une Entomologie et un *Arxiu* très précieux. Sous sa dépendance existent un service archéologique, un service météorologique de 164 stations, une Société de Biologie, un Institut de Physiologie, une Société de Philosophie, un Laboratoire de Physique expérimentale, un service géographique et de nombreux laboratoires, que l'on s'efforce d'outiller d'une façon toujours plus moderne.

Par son organisation, par la multiplicité de ses services, par son but, par la valeur des hommes qui le dirigent l'*Institut d'Estudis* constitue donc une magnifique entreprise, qui a déjà donné des résultats d'une importance capitale pour la rénovation scientifique de la Catalogne.



*Archives. Bibliothèques.* — Les archives catalanes recèlent une immense richesse d'une valeur inestimable. Barcelone est fière de posséder les Archives de la Couronne d'Aragon, renfermant plus d'un million de documents, — les Archives de la Généralité des Fonds monastiques d'un grand intérêt, des archives municipales, celles du Patrimoine royal, celles de la *Audiencia*, les archives militaires, celles du Collège des Notaires, du *Fomento del trabajo*, les Archives diocésaines, celles de la Cathédrale.

Les bibliothèques d'une importance également très grande, ne sont pas moins nombreuses. Parmi les plus remarquables, il faut citer en premier lieu la *Bibliothèque de Catalogne*, qui fut d'abord celle de l'*Institut d'Estudis* ; par suite de dons et de subventions, elle est arrivée à réunir 250.000 volumes. Il faut encore mentionner la *Bibliothèque universitaire* (200.000 titres) la Bibliothèque *Balmès*, spécialisée dans les œuvres ecclésiastiques et religieuses, la Bibliothèque du *Musée social*, celle du Collège des Avocats (40.000 volumes), l'*Arus* (80.000 titres), la Bibliothèque de l'*Athénée barcelonais*, qu'administre un personnel formé à l'*Ecole des bibliothécaires*.

*Musées.* — Il fallut attendre la fin du 19<sup>e</sup> siècle pour les voir apparaître. Ils furent d'abord le fruit de l'initiative privée. Sous l'impulsion de Puig i Cadafalch, en 1902, on décida enfin de s'organiser. Le musée d'Histoire et celui des Reproductions furent réunis, tandis que s'élevait le musée du Parc et que, par les efforts d'artistes désintéressés et dévoués, s'accroissait la richesse artistique. Actuellement, sous la direction éclairée de Folch i Torrès, une Commission spéciale s'occupe de l'organisation et de l'administration des divers musées, parmi lesquels les plus importants sont ceux d'Art décoratif et d'Archéologie, d'Art contemporain, le Musée Diocésain et celui de Montserrat. Mentionnons aussi le Musée scientifique Martorell.

*Livres. Journaux. Revues.* — L'effort bibliographique et éditorial, commencé à la fin du siècle dernier, concrétisé en les publications de l'*Avenç* et de l'*Il·lustració*, est conti-

nué aujourd'hui avec une ampleur sans cesse accrue. Outre les volumes édités par la Société catalane d'Éditions, et par l'*Institut d'Estudis*, il faut citer ceux de la *Revista*, de l'*Editorial catalana*, de l'*Editorial Barcino*, de la *Bibliothèque Univers*, des *Cahiers Bleus*, de *A tot vent*, de la *Catalonia*, de l'*Editorial Balmes*, de la *Sant Pacià*, les *Monographies médicales*, sans oublier les institutions dues à la générosité et au patriotisme de Francesc Cambó, l'admirable *Bernat Metge*, la *Bibliothèque hébraïco-catalane*, la *Fundació bíblica*, la *Monumenta catalonia*, l'*Arqueologia ibérica*.

Alors que la *Bibliothèque hébraïco-catalane* publie la traduction des œuvres des écrivains juifs du Moyen-Age catalan, et que la *Bíblica* donne des textes religieux et celui de la Bible, la *Monumenta* a pour objet la mise en lumière des trésors artistiques du pays par le moyen d'une collection de reproductions de ses richesses picturales, sculpturales, architecturales.

Quant à la *Fondation Bernat Metge*, pendant de la *Guillaume Budé* française, elle a reçu pour mission la vulgarisation des auteurs grecs et latins, dont elle publie les ouvrages avec traduction catalane et notes par les meilleurs écrivains du pays. La direction de cette entreprise, d'une importance essentielle, a été confiée par F. Cambó, à Joan Esterich, cet « étonnant Majorquais, orateur, latiniste, et bon vivant, écrivain et propagandiste politique, commis-voyageur en Europe et en Amérique de la culture catalane », selon P. J. Roudin. Précisant le but de la Fondation, qui fit un jour l'admiration de Mario Meunier, Esterich écrivait : « Notre renaissance littéraire s'étant accomplie en pleine période romantique, il manque à nos lettres pour une large part l'aliment classique capable de les rendre durables. Il nous manque l'étude fervente de l'antiquité gréco-latine. Il nous la faut, non pas comme un luxe de parvenus, mais par nécessité de jouir d'une noble hérédité qui nous appartient et de laquelle nous n'avons pu encore nous réjouir... Les littératures modernes ne peuvent en notre cas, remplacer les anciennes. Si nous ne buvons

pas aux sources naturelles de la Grèce et de Rome, notre sentiment culturel s'altérera misérablement. Si nous voulons fortifier notre pensée, nous devons mettre en évidence, intégralement, cet héritage, enrichi encore de tous les apports des humanismes de tous les temps et de tous les pays ». Fidèle à ces principes, la *Bernat Metge* a publié une soixantaine de volumes. Sa tâche ne s'arrêtera pas là.

Il serait trop long de donner la liste complète des revues et des journaux paraissant actuellement en Catalogne. En 1932, M. Bertrand signalait l'existence de 152 hebdomadaires, 336 mensuels, 34 quotidiens. Mentionnons simplement parmi les revues, les divers bulletins des institutions scientifiques ou littéraires, la *Revista de Catalunya*, la *Revista, Ciencia, Ars mèdica*, la *paraula cristiana* ; — parmi les quotidiens rédigés en catalan, la *Veu de Catalunya*, la *Publicitat*, l'*Opinió*, la *Humanitat*, *El Mati*. Paraissant sur de nombreuses pages, ces journaux donnent presque chaque jour, des chroniques littéraires, artistiques, scientifiques. La presse devenue très rapidement puissante constitue un instrument d'une valeur considérable aux mains des Catalanistes. Joan Maragall l'avait bien compris qui notait en 1897 : « Nous pensons que le jour où la Catalogne sera délivrée... de la presse de Madrid (et de la presse d'ici qui est d'inspiration madrilène), notre indépendance intellectuelle serait fort avancée » (53).

Ce que nous devons faire ressortir, c'est l'orientation purement nationale de la plupart des institutions et des réalisations que nous venons de nommer. Qu'il s'agisse de l'organisation de l'enseignement, de l'exploitation des bibliothèques, des musées, des archives, — qu'il s'agisse d'établissements universitaires, d'académies, d'instituts, de cercles, de groupements intellectuels, de maisons d'éditions de salles de rédaction, en tout cela on rencontre un vif désir d'œuvrer en un sens patriotique et suivant des méthodes

---

(53) Joan Maragall. *Obrs completes*. Tome 13, p. 165,

originales adaptées à l'esprit, à la pensée du pays, — un souci permanent d'apporter une coopération, si minime soit-elle, à l'expansion de la Catalogne.

## II. — LES HOMMES, LES IDÉES, LES ŒUVRES

*Les sciences.* — Les études physiques sont illustrées par Ramon Jordi Barràs, la chimie par le Père Victoria, l'astronomie et la météorologie par Comas i Solà et Fontseré, l'histoire naturelle par Bofill i Pichot, Font i Quer, J. M. Barnola, Long i Navas, la géologie par Faura i Sans, San Miquel de la Camara. Mais ce sont surtout les sciences biologiques qui brillent d'un éclat particulier. Elles ont permis à l'Ecole dite de Barcelone d'obtenir une grande notoriété grâce aux remarquables travaux de son chef de file Ramon Turró, aujourd'hui disparu, connu pour ses études bactériologiques, ses recherches sur la faim et l'appétit, son ouvrage sur « les Origines de la Connaissance » et sa « Philosophie critique ». Ses continuateurs ont nom : Aug. Pi i Sunyer, spécialisé dans les questions psycho-physiologiques, J. M. Bellido, défenseur de la science expérimentale, curieux, lui aussi, des rapports de la psychologie et de la biologie, Gonzalès, apprécié pour ses travaux sur l'immunité, l'ophtalmologiste au renom mondial A. Barraquer, le docteur J. Trias Pujol, Saforcada, Carulla, Martínez, Vargas, qui s'occupe de pédiatrie, E. Mira, spécialiste des questions de psychanalyse.

Les sciences philosophiques illustrées au cours du 19<sup>e</sup> siècle par Balmès, sont actuellement représentées brillamment par le métaphysicien Serra Hunter, qui a étudié la pensée catalane, T. Carreras i Artau, que passionne l'étude de la psychologie des foules et de la philosophie du droit, J. Xirau, spécialisé dans la pédagogie, A. de Apraiz, P. Font i Puig, Gali, P. Coromines, sociologue distingué, en même temps que juriste, économiste, littérateur et patriote ardent. Citons encore les noms de F. Pujol, E. Jordi, Farran i Mayoral, Bordoy Torrents, thomiste émérite, J. Carreras, qui s'est penché avec intérêt sur la philosophie



médiévale. C'est avec regret que nous ne pouvons compter parmi ces vivants Joan Creixells, helléniste, publiciste et auteur d'essais philosophiques, un grand espoir enlevé à la vie en pleine jeunesse.

L'œuvre accomplie par Pompeu Fabra et Griera en matière philologique a déjà été soulignée.

Les sciences historiques ne manquent pas de représentants. L'histoire catalane, qui eut jadis Prosper Bofarull, Rubió i Lluch, Aulestia i Pijoan, Prat de la Riba, possède aujourd'hui F. Valls-Taberner, F. Soldevila, Martorell, A. Roviri i Virgili, Nicolau d'Olwer. Bosch Gimpera, Recteur de l'Université, s'occupe de préhistoire, Botet i Sisó et de Sagarra, des monnaies. J. Miret i Sans a écrit diverses monographies.

L'histoire de l'architecture est le domaine dans lequel règne avec autorité le vénérable Puig i Cadafalch, ancien Président de la Mancomunitat ; assisté de A. de Falguera et de Goday i Casals, il a publié une superbe *Architecture romane en Catalogne*, en trois volumes, couronnée par l'Académie française.

L'histoire de la peinture et de la sculpture offre les noms de Folch i Torres et J. Rafols.

La géographie est étudiée par Pau Vila et par Carreras i Candi, auteur d'une belle géographie de Catalogne.

Enfin, le mouvement catalaniste a engendré une littérature abondante qui peut se rattacher aux sciences juridiques et sociologiques, et qui a été fournie par les ouvrages de Pi Margall, de Valenti Almirall, de Torras i Bagès, de Duran i Ventosa, de Prat de la Riba, de Róvira i Virgili, de Joan Estelrich, de J. Bofill i Matas, de Maseras.

Puisque nous parlons de sciences juridiques, n'omettons pas de signaler l'importance prise par elles en Catalogne. Des juristes comme P. Coromines, F. Maspons i Anglasell, Maluquer, J. Carné, s'appliquent à faire revivre le droit national dans son intégrité et l'étudient sous ses divers aspects.

*Les arts.* — L'architecture a toujours joui dans ce pays d'une faveur spéciale. Le 19<sup>e</sup> siècle a connu des bâtisseurs originaux, parmi lesquels Rogent, qui éleva l'Université, J. V. Mestre, Domenech i Muntaner, qui édifia le Palais de la Musique, surtout Gaudi, dont les fantaisies et les extravagances sont représentées par la *Sacrée Famille*, la *Maison Milà*, le Parc Güell. Puig i Cadafalch, Sagnier, Bassegoda, Nebot, sont les architectes les plus réputés de l'époque actuelle. De nombreux jeunes, apportant des conceptions neuves et quelquefois hardies, s'imposent pourtant.

Llimona, Clarà, Casanoves, aux œuvres si diverses et si vivantes, sont les grands noms de la sculpture.

Quant aux peintres, il est bien difficile de donner une liste de tous ceux qui s'appliquent à continuer l'œuvre de S. Rusinyol et de R. Cases. Citons toutefois J. Mir, Nin, J. Sunyer, Colom, Canals, Picasso.

La musique enfin, que nous avons examinée précédemment sous sa physionomie populaire, compte des compositeurs qui se sont dévoués avec enthousiasme à sa cause. Lamothe de Grignon, d'origine française, Casals, Nicolau, Romeu, sont parmi les plus connus. Le plus célèbre est Louis Millet, qui a fait de l'*Orfeo Català* « la première chorale du monde ». Fondée en 1891, cette société a joué un rôle de premier ordre dans le développement du sentiment patriotique. Elle a donné, suivant M. Dwelshauvers « son expansion à la forme musicale de ce sentiment, elle a permis à des compositeurs nouveaux de se faire entendre du peuple. Elle a suscité la formation de nombreuses chorales », dont le nombre s'élève à une centaine pour tout le pays.

*Littérature.* — Il n'est pas aisé de donner un aperçu des tendances générales qui se manifestent dans les lettres. L'individualisme, qui constitue un trait essentiel du caractère catalan, engendre l'hostilité à toute norme et à tout conformisme. Il existe presque autant d'écoles que d'auteurs. Il en résulte une grande diversité d'aspirations et de directions littéraires au milieu desquelles on peut toute-

fois discerner certains caractères communs à tous les écrivains, notamment un souci visible de la perfection formelle, un désir évident de garder le contact continu avec la nature et de puiser en elle la pureté de l'inspiration, un patriotisme et un sens religieux latents, un idéalisme dans la conception de l'amour, une douceur, une tendresse, un esprit franciscain, tous caractères qui se retrouvent avec une particulière intensité chez les poètes lyriques, si nombreux en ce coin de la Péninsule.

La poésie, vivante, naturelle, conçue avec la préoccupation d'être mise à la portée du peuple, riche en son rythme, élevée en son inspiration, est dominée par deux hommes : Josèp Carner et J. M. Lopez-Picó. Carner, qui possède à fond les littératures anglaise et française, a écrit des vers d'une rare beauté en la forme ; doué d'un sens exact du rythme et d'une technique poétique supérieure, il est d'une élégance et d'une élévation de pensée qui permettent de le placer au rang des très grands poètes. A son côté, Lopez-Picó n'est nullement déplacé ; ses poèmes, d'une grande pureté de construction et richement cadencés, révèlent un observateur précis des choses concrètes, qui laisse parfois la part au mystérieux et au mystique.

Après ces deux grands noms, il faut citer, parmi les poètes, J. M. de Sagarra, qui célèbre passionnément la nature, la foi, l'amour, — Carles Riba, qui connaît les littératures italienne, française, anglaise, allemande, et a traduit Homère, est aussi l'auteur de poèmes inquiets, dans lesquels revient sans cesse la hantise de la mort, — Mercè Vila, émotive et rêveuse, — J. Millas Raurell, original dans ses images, noble dans ses sentiments, — Joaquim Folguera, autre esprit inquiet et mystique, — Ventura Gassol, le patriote enthousiaste et sensible, — M. Manent, virgilien et mélancolique, — Tomàs Garcès, poète inspiré, mais non encore complètement révélé, — Soldevila, Guasch, Viura, Maseras, J. Prat, Catasus, Massó i Ventós, Clementina Arderiu, auxquels on pouvait ajouter, il y a quelques mois à peine, le regretté J. Bofill i Matas qui, sous le pseudonyme de Guerau de Llost, donna des vers « d'une douceur et d'un

charme tout franciscains, d'une ironie tendre, rappelant notre Francis Jammes ». Les mouvements expresionniste, cubiste, surréaliste, ont recruté de nombreux adeptes, dont les plus fameux sont R. Vinyer, Pérez Jorba, J. Folguera, Junoy, J. V. Foix, Esclasans.

Au rang des romanciers et des nouvellistes, figurent Santiago Rusinyol, Narcís Oller, Pin i Soler, J. Riera, Ruyra, Victor Català (Mme C. Albert), C. Soldevila, Alex. Plana, A. Bulart, Maseras, Carner, Bertrana.

Le théâtre, que Pons i Pagès, Felin i Codina, Pin i Soler, Iglesias, S. Rusinyol s'appliquèrent à enrichir, possède un nom illustre, celui de Guimerà, « l'Ibsen catalan », auteur de pièces tragiques, dans lesquelles le sentiment national apparaît à tout instant en même temps qu'un fort réalisme. Son œuvre est continuée par A. Gual, Puig i Ferreter, Carrión, de Sagarra, C. Soldevila.

L'histoire et la critique littéraire, qui comptèrent des hommes illustres tels que Milà i Fontanals, Marian Aguiló, Rubió i Lluch, ont aujourd'hui Massó i Torrents, Ramon l'Alès, Nicolau d'Olwer, Montollu, J. Folguera, Lleonart, C. Riba, Farran i Mayoral, J. Arus, J. M. Capdevila.

Nous ne saurions terminer ce paragraphe, sans insister sur l'importance prise par l'étude des langues anciennes et modernes et sur l'effort entrepris dans le sens des traductions. L'utilité de ces dernières, « monuments incomparables, qui élèvent et stabilisent une langue » (54), a déjà été notée à propos de la *Bernat Metge*. Elle était soulignée par Joan Maragall, qui écrivait : « Le travail de traduction, quand il est tenté avec chaleur artistique, suggère des formes neuves ; il permet de découvrir des richesses jusque-là inconnues de l'idiome, auquel il donne trempe et souplesse et qu'il élève à la hauteur du langage traduit ; il place cet idiome au contact de l'esprit humain universel et lui fait suivre la même marche » (55).

---

(54) Max Rouquette. *Annales du Nouveau Languedoc*. 1931.

(55) J. Maragall. *Ovres complètes*, Tome 13, p. 157.



Les intellectuels catalans ont attaché un grand intérêt aux travaux de traduction. On sait l'œuvre accomplie sur ce point par la *Bernat Metge* : C. Riba, J. Balcells, Estelrich, Anna de Saadevra, M. Oliver, J. Petit, Nicolau d'Oliver, P. Coromines, et d'autres, ont livré des textes de Xénophon, Plaute, Platon, Eschyle, Euripide, Térence, Plutarque, Sénèque, Cicéron, etc... *L'Editorial Barcino* publie les œuvres complètes de Shakespeare, de Molière ; la Bibliothèque *A tot vent* édite des ouvrages d'auteurs européens.

La plupart des intellectuels catalans, en même temps qu'ils sont hellénistes ou latinistes, parfois les deux, possèdent une connaissance approfondie d'une au moins des littératures anglaise, allemande, russe, italienne et surtout française.

Nous avons remarqué tout à l'heure les bases purement nationales sur lesquelles sont conçues les diverses institutions culturelles. Nous devons ici mettre en relief que tous les hommes dont nous venons de parler, savants, artistes, littérateurs, s'emploient avec ardeur et passion à la défense et à l'illustration de leur patrie. C'est parce qu'ils veulent étendre son renom, la glorifier, l'enrichir, la mieux connaître pour la mieux aimer et la faire mieux connaître et aimer, que des médecins, des physiciens, des chimistes s'enferment dans leurs laboratoires, que des sculpteurs et des peintres s'inspirent de la nature, de la beauté catalanes, pour donner à leur art son originalité, que des géographes et des historiens étudient leur terre et son histoire, que des poètes, des musiciens traduisent les vibrations multiples de l'âme de leur pays. Tous entendent accomplir une œuvre patriotique ; tous veulent travailler à l'exaltation de leur Catalogne.

### § 3. — VIE SOCIALE

La vigueur de ses institutions culturelles, la prospérité de son industrie, de son commerce, de son agriculture, permettent d'imaginer la vie intense qui anime le peuple catalan et que l'on rencontre dans toutes les branches de son activité.

Il suffit de parcourir les rues de Barcelone, de Tarragone, ou de quelque autre cité, pour être frappé, encore plus que dans tout autre pays latin, de l'enthousiasme, de la joie de se sentir vivre, qui porte les habitants de l'antique Ibérie vers les réalisations, parfois audacieuses, mais toujours inspirées par un constant désir de progrès et de modernisme qui permet de placer la Catalogne au rang de ce que l'on a pris l'habitude d'appeler « les peuples jeunes », les peuples renaissants, guidés par le souci d'affirmer leur personnalité et de la développer.

Dans les villes, on voit se dresser d'immenses « buildings », qui font songer à quelque cité de l'industrielle Amérique ; les architectes s'efforcent de donner aux monuments qu'ils élèvent, aux avenues qu'ils tracent un cachet répondant aux conceptions actuelles.

Pénétrons dans une de ces maisons du centre de Barcelone. Ce ne sont que bureaux et offices ; les machines à écrire crépitent ; une foule d'employés s'agitent ; des hommes d'affaires circulent. C'est partout entrain et bonne humeur.

Nous retrouvons la même atmosphère saine à l'Université et à la F. N. E. C. (Fédération Nationale des Etudiants Catalans) ; les étudiants parlent études, sports et beaucoup politique, mais, quel que soit le sujet, ils apportent dans leurs conversations et dans leurs gestes une belle ardeur toute juvénile. Bien entendu, ils sont tous fougueux catalanistes.

Franchissons les « Corts catalanes » (56) ; nous trouvons, en face de l'Université, le siège de *Palestra*, un groupement de jeunes qui, parmi tant d'autres associations analogues, s'emploie à la catalanisation et à la renaissance intégrale de la patrie, sous la généreuse impulsion de Batista i Roca, son secrétaire-fondateur.

*Palestra* s'adresse surtout à la jeunesse, mais pas uniquement. Son action s'étend à tout le territoire des quatre provinces sur lequel elle a créé un peu partout des centres actifs (une soixantaine), grâce auxquels son Comité d'Action patriotique organise des meetings et des conférences.

Le programme de la Société vise à assurer l'éducation patriotique et politique du peuple catalan (développement de la conscience nationale, divulgation de la culture catalane, diffusion de la langue), son éducation physique (campagnes d'hygiène sociale, diffusion des principes d'éducation physique, propagande sportive, campements), son éducation morale (formation du caractère, cercles d'études, diffusion d'œuvres morales et éducatives) Il ne néglige pas non plus des œuvres sociales telles que l'instruction, l'éducation, l'hygiène de la jeunesse, l'étude de la législation du travail et la protection des travailleurs mineurs, la lutte anti-tuberculeuse et anti-vénérienne, les assurances sociales, les Bourses du Travail.

Pour répondre aux grandes lignes de ce plan, *Palestra* a fondé un Cercle d'études politiques et patriotiques, un Cercle d'études économiques et un Cercle d'études d'éducation morale, qui organisent des cours et de conférences répandent des tracts. La Section Excursionniste effectue de nombreuses sorties et prépare des campements à la mer et à la montagne. Elle s'applique à développer le scoutisme. La Section Sportive s'occupe d'aviation, de natation, de navigation, de gymnastique (à l'exemple des Sokols), de sports d'hiver. Des groupements féminins (cours d'infirmières, éducation politique, etc...) ont été formés. Enfin, *Pales-*

---

(56) Grande avenue de Barcelone.

tra travaille à l'expansion du livre catalan, ouvre et finance des bibliothèques populaires, organise des concours (57).

Les jeunes catholiques de la *Fédération des Jeunesses chrétiennes* ont entrepris, eux aussi une tâche qui révèle un sens profond de l'organisation et de la propagande. Ils apportent leur contribution à l'entreprise de développement moral et spirituel que certains poursuivent avec zèle dans le pays de l'évêque Torras i Bagès.

C'est toujours le même élan vers la vie, le même souci de modernisme que l'on retrouve dans les divers Centres Excursionnistes, dans les Syndicats agricoles, dans les salles de rédaction des journaux, dans les maisons d'éditions, dans les cercles bourgeois, tels que l'*Ateneu*, ou ouvriers, comme le *Polytechnicum* ou l'*Encyclopedic popular*.

Jusque dans le domaine des sports, ce pays montre son désir d'être de son époque. Dans une Espagne arriérée au point de vue sportif (sauf en football), la Catalogne et les Pays Basques ont voulu réagir et s'adonner à la pratique des jeux où brillent les autres nations européennes.

Mais l'œuvre de rénovation la plus significative, est due à ces patriotes qui, dans leur volonté de donner à leur peuple une éducation digne du renom de la culture catalane, passée ou actuelle, ont organisé l'enseignement primaire et l'enseignement technique avec une application récompensée par l'admiration avec laquelle le visiteur étranger mesure la grandeur de l'œuvre réalisée.

Dès le début du 19<sup>e</sup> siècle, des apôtres zélés entreprirent de s'intéresser à ces deux branches de l'enseignement. Les municipalités, après dix ans d'efforts privés, finirent par les seconder. En 1907 et 1908, 190 écoles s'ouvrirent dans la capitale. En 1916, sous le régime mancomunautaire, une Commission de Culture fut créée ; elle organisa différentes écoles-types, dans un but expérimental et parvint à installer 8.000 élèves entre 1917 et 1923. Son effort fut interrompu par la Dictature. Ce fut seulement en 1930 que l'on se

---

(57) G. Fontenille. Un exemple pour la jeunesse d'Occitanie : *Palestra* : Petit Méditerranéen - 25 janvier 1932.



remit à l'œuvre. Dès 1931, quatorze écoles furent inaugurées. A l'heure actuelle, le gouvernement se propose de réaliser un programme qui prévoit l'ouverture de deux cents centres scolaires, pour Barcelone seulement ; le reste du pays suit ce bel exemple.

Afin d'arriver à des réalisations véritablement modernes, les chefs de l'enseignement se sont non seulement efforcés de lutter contre la mauvaise hygiène et d'introduire des méthodes pédagogiques nouvelles, ils ont voulu aussi édifier des établissements d'une allure toute spéciale, dont l'Ecole de la Mer, fondée en 1921, l'Ecole de la Forêt, en 1914, l'Ecole de Vilajoana pour anormaux, aveugles, muets ou infirmes sont parmi les plus curieux.

Des cours d'adultes, des écoles professionnelles féminines s'organisent depuis quelques mois. Une Ecole Normale, chargée de dresser les futurs maîtres, a été créée par les soins de la Généralité.

Les colonies de vacances à la mer et à la campagne se multiplient.

En somme, l'œuvre scolaire ne manque pas d'originalité et de force. Conçue d'une façon moderne, elle doit arriver à doter le pays d'un instrument d'éducation qui lui permettra de donner à tous ses enfants un enseignement qui, pendant trop longtemps, leur a fait complètement défaut.

Notons que l'enseignement secondaire est organisé dans un Lycée de garçons et de filles, dans un Lycée de jeunes filles et dans un Institut-Ecole, dans lequel la Généralité se soucie d'introduire des méthodes nouvelles au service d'une culture à la fois classique et pratique très poussée.

La surveillance et l'administration du primaire et du secondaire, la nomination des maîtres, l'élaboration des programmes ont été confiées par le gouvernement à un Conseil de Culture, sous l'impulsion duquel l'enseignement scolaire ne tardera pas à présenter un aspect vraiment imposant et exemplaire.

Grâce à la Mancommunauté, la Catalogne, qui possédait une Ecole d'Ingénieurs industriels et une Ecole supérieure

de Commerce, vit surgir un nombre considérable d'écoles spéciales, dont le but était la formation de maîtres d'industries et le perfectionnement des ouvriers particulièrement doués. La réunion de tous ces organismes en un vaste *Institut Industriel*, fut projetée et reçut un commencement d'exécution, arrêté en 1924 par la Dictature. Dès que ce fut possible, on se remit à développer cette institution, qui constitue à l'heure actuelle l'une des plus belles réalisations catalanes. Ensemble de grandes écoles techniques, elle est placée sous la dépendance directe de la Généralité. Ecole du Travail, Institut d'Electricité et de Mécanique appliquée, Institut de Chimie, Ecole de Tissage, en sont les rouages essentiels. A côté d'elle, fonctionnent une Ecole d'Agriculture, une d'Administration, un Institut d'Etudes commerciales, un Institut nautique, un d'Orientation professionnelle, un de Sociologie.

L'enseignement technique primaire est organisé dans des écoles municipales d'Arts et Métiers ; Barcelone en compte quatre.

Peuple en pleine renaissance, qu'une force irrésistible pousse vers l'enthousiasme et la vie et aussi vers le besoin d'affirmer son originalité, tel apparaît le peuple de Catalogne, épris de liberté et de progrès, qui veut participer, comme toute autre nation européenne, au grand courant universel, tout en restant intégralement lui-même, intégralement catalan, c'est-à-dire latin et méditerranéen, c'est-à-dire encore soucieux des droits de l'esprit et de l'avenir de l'intelligence.

#### § 4. — LA VIE POLITIQUE

L'extrême complexité qui a toujours présidé au jeu politique espagnol depuis que le parlementarisme sévit dans la Péninsule, apparaît en Catalogne plus particulièrement frappante. C'est qu'aux multiples divergences qui, séparent ailleurs les politiciens viennent se superposer ici des

oppositions engendrées par la question catalane. A l'étiquette sous laquelle on s'afficherait ailleurs, on adjoint ici une seconde désignation, correspondant à la tendance catalaniste que l'on fait sienne. Il faut ajouter à cela l'importance que prennent les questions de personnes ; les partis sont nés, disait Estelrich, de personnes, et mieux de phobies de personnes. Conséquence de ce même individualisme du caractère catalan, qui amène les poètes à se soustraire à toute règle d'école et à toute discipline, les hommes politiques ne se placent que difficilement dans le cadre d'un parti ; chacun nourrit le désir de devenir le chef d'un clan.

On assiste à des alliances véritablement déconcertantes ; on voit des hommes abandonner un groupe pour aller s'affilier à une fraction qu'il combattait farouchement jusque-là.

Tout cela n'est pas de nature à faciliter la tâche de qui veut seulement comprendre les grandes lignes de la vie politique et, à plus forte raison, de qui veut en pénétrer les dessous.

Le parti actuellement à la tête du gouvernement de la Catalogne est l'*Esquerra Republicana de Catalunya*, dont l'organe officiel est *la Humanitat*. C'est lui qui proclama la République à Barcelone et tint toute la scène politique au cours des mois suivants. Ce sont ses hommes qui traitèrent avec Madrid et obtinrent le Statut de 1932. L'*Esquerra* naquit, sous l'effet de la Dictature, de l'union des nationalistes catalans, tels que Macià, Gassol, Casanoves, et des Catalans républicains, comme Companys.

Dans les premiers temps de la République, elle connut une grande faveur auprès du peuple ; elle obtint l'appui électoral des Syndicalistes d'extrême-gauche, qui, par haine du socialisme madrilène, apportèrent leurs voix au Président Macià, susceptible de créer des ennuis au Parti Socialiste et à ses filiales. Par cet apport, l'*Esquerra* put triompher aux élections aux Cortès constituantes (58), puis

---

(58) L'*Esquerra* obtint 26 sièges, l'*Union Socialiste*, qui avait

à celles de la Municipalité de Barcelone. Aux élections au Parlement catalan de novembre 1932, elle remporta 67 sièges contre 17 à la *Lliga*, recueillant à Barcelone-ville 60.000 suffrages, contre 35.000 au parti de Cambó, 8.000 à une candidature traditionnaliste et 25.000 à des radicaux de Lerroux (59).

Depuis quelques temps, certaines tendances divergentes se sont manifestées au sein du parti. La mort du Président Macià n'est certes pas pour les réfréner et l'on peut craindre, surtout après le succès de la *Lliga* aux élections législatives de novembre 1933, et malgré la constitution en janvier d'un gouvernement d'alliance des gauches, que l'union qui se faisait autour du disparu, en raison de sa personnalité, ne persiste pas longtemps. A côté des intégralistes, représentés par Ventura Gassol, anciens séparatistes d'*Estat Català*, qui ne considèrent le statut que comme une étape vers une autonomie plus complète, le clan de Companys qui, selon Jules Moch, est « au fond un radical-socialiste à vague tendance catalaniste », plus dévoué à la République qu'à la cause du nationalisme intégral catalan, se trouve satisfait de la situation actuelle et entend demeurer fidèle à la Constitution et au Statut. Les amis du docteur Solé i Pla, ces indépendants auxquels ont appartenu Carner et Hurtado, sont des gens d'un grand bon sens et d'une pondération qui s'allient à un attachement profond aux doctrines patriotiques. Enfin, autour de Dencàs et de Badilla, se sont rangés ceux que l'on a appelés les « escamots » (60), catalans avant tout, ils sont les constructeurs d'une sorte de nationalisme révolutionnaire à allure fasciste.

Dans le courant de 1933, un incident surgit entre les chefs de l'*Esquerra* et Lluhi, alors Président du Conseil, entraî-

---

fait alliance avec elle, 3, la *Lliga*, 9, les radicaux, 10, les fédéraux d'extrême-gauche, 3, les socialistes, 1, le Partit Republica de Nicolau d'Oliver enregistra un échec retentissant alors que, peu de jours auparavant, on escomptait sa victoire.

(59) Les syndicalistes avaient reçu l'ordre de s'abstenir. Tous n'obéirent d'ailleurs pas.

(60) Escamot, en catalan, signifie troupeau.



na une scission. Les amis de Lluhi (61), de Xirau et de Terradellas, se détachèrent du parti pour former l'*Esquerra Nacionalista Republicana*, dont le porte-parole est l'*Opinió*.

En proie à des querelles intestines, lâchée par le syndicalisme, l'*Esquerra*, qui a mécontenté bien des électeurs par certaines mesures frisant la démagogie, et déçu beaucoup de patriotes en admettant des Cortès un statut différent de celui qu'avait approuvé le peuple, l'*Esquerra* a marqué un recul sensible aux élections législatives de novembre.

La *Lliga Catalana* a recueilli à la même consultation électorale 27 sièges, contre 23 à ses adversaires. Ce parti est né de la vieille *Lliga Regionalista* (fondée en 1901), dont le Comité d'action décida, en février 1933, de créer, sous le nom de *Lliga Catalana*, un groupement ayant le même idéal, mais possédant une organisation et un programme adaptés aux nécessités de la politique actuelle et à la situation résultant de l'application du Statut (62).

La *Lliga* (organe : *Le Veu de Catalunya*), presque depuis sa fondation, se reconnaît pour chef l'ancien Ministre des Finances Francesc Cambó, esprit distingué, fin politique, mécène généreux, patriote ardent, mais prudent et sage, qualités qui se retrouvent dans l'attitude du parti. Celui-ci a fait siens un opportunisme et un interventionnisme le conduisant à ne pas se désintéresser des questions hispaniques, à se mêler étroitement à la vie politique espagnole afin de bénéficier de toutes les occasions favorables à une autonomie catalane.

Groupant des anciens monarchistes, des cléricaux, des modérés, des gens d'ordre, amis du principe d'autorité, et

---

(61) Qui fut remplacé à la Présidence du Conseil par C. Pi i Sunyer auquel succéda plus tard Santalo.

(62) Voir à ce sujet le livre édité par la *Lliga* sous le titre « Una política : un partit », 1933.

dont beaucoup sont de formation maurrassienne (63), soutenue par la haute finance et les chefs de l'industrie, la *Lliga* est regardée comme un parti de droite. Fidèle à ses principes d'opportunisme, elle a adhéré à la République. On a pu entendre son chef déclarer à Sitges (8 octobre 1933) : « Nous ne sommes pas partisans, ni comme Catalans, ni en général comme amis de l'ordre, d'une restauration monarchique, qui signifierait chez nous une convulsion révolutionnaire que nous devons éviter à tout prix ». Mais il n'est pas allé jusqu'à ne pas critiquer l'œuvre de la République socialisante. Quant au Statut, il est loin de l'enchanter.

Nous rencontrons un troisième groupe politique avec le *Partit Catalanista Republicà*, issu de l'accord de l'*Acció Catalana* (fondée en 1922 ; organe : *La Publicitat*), de Nicolau d'Olwer, avec l'*Acció Republicana* de Rovira i Virgili. Les deux *Acció*, qui s'étaient différenciées jusque-là par leur attitude en face de la question religieuse, englobaient des libéraux à la politique hésitante et indéfinie, empreinte d'une « idéologie quarante-huitarde », toujours prêts à flirter avec la gauche et à conclure une alliance passagère avec elle. Le *Partit* voulut tellement accorder ses bonnes grâces à l'*Esquerra* qu'il en abandonna ses conceptions libérales primitives, notamment en matière de religion. Sa droite libérale le laissa alors : certains, avec Bofill i Mattas, allèrent vers la *Lliga*, tandis que d'autres éléments, avec le concours d'anciens traditionnalistes, fondaient, en novembre 1931, l'*Unió Democràtica de Catalunya* (pendant quelques temps son organe fut *La Nau* ; actuellement *El Matí* la soutient officieusement). L'*Unió*, qui se groupe autour de M. Carrasco i Formiguera a pour dessein « de rationaliser la Catalogne en accord avec les principes chrétiens, qui présidèrent à la formation de la nationalité catalane ». Elle accepte le régime républicain

---

(63) Car, il y a quelques années, Ch. Maurras, regardé d'ailleurs comme un authentique disciple de Mistral, exerçait une grande influence sur une partie de l'élite de Catalogne.

parce que le peuple se l'est donné, mais réclame une organisation sociale plus équitable et une révision de la Constitution, qui est « tyrannique pour les consciences des croyants ». Bien entendu, elle réclame pour les nationalités hispaniques le droit à l'autonomie dans la confédération ibérique.

Aux élections, l'*Esquerra* a parfois accordé une place sur ses listes aux représentants d'un groupe de socialistes dissidents, l'*Unió Socialista de Catalunya*, dont un des chefs fut le regretté R. Campalans. Créé en 1927, dissous par le Directoire, réformé en 1930, ce groupe laisse en dehors de ses occupations la question syndicale.

Nous en aurons terminé avec les partis purement catalanistes, lorsque nous aurons signalé l'existence des séparatistes officiels de *Nosaltres sols* et du *Partit Nacionalista* (organe : *La Nació catalana*), qui ne pardonnent pas à l'*Esquerra* d'avoir transigé avec Madrid en avril 1931, — et des organisations de Maurin, le *Bloc Ouvrier Paysan* et la *Fédération Communiste ibérique* (10.000 adhérents) qui, tout en adoptant un programme communiste, proclame « le libre droit des nationalités à la détermination de leur sort, séparation comprise ».

Passons aux a-catalanistes et aux anti-catalanistes. Le radicalisme de Lerroux, qui exerça autrefois une forte emprise sur les masses ouvrières, ne jouit pas actuellement de beaucoup de sympathies auprès des Catalans ; ses voix lui viennent surtout d'étrangers au pays. Si l'on excepte les groupements autonomes, le Syndicalisme est l'apanage de l'*Union Générale des Travailleurs* et de la *Confédération Nationale du Travail*, que sépare d'ailleurs une haine solide. L'U. G. T., qui est en relations serrées avec le Parti Socialiste, possède en Espagne une organisation très puissante (1.041.539 adhérents en 1932) et cherche surtout à s'étendre en Catalogne. La C. N. T., anarchisante, qui a compté dans ce pays jusqu'à 270.000 membres, semble marquer en ce moment un recul très net. Un instant, elle accorda son appui à Macià. Enfin, la *Fédération Anarchiste Ibérique*, dont le foyer le plus actif est justement

dans le nord-est de la Péninsule, contribue, elle aussi, à répandre les doctrines néfastes de l'anarchie dans les milieux ouvriers.

Il n'est pas étonnant qu'avec une pareille diversité de tendances et de programmes la situation politique ne se présente pas toujours comme très claire et très simple. Rien de surprenant non plus que l'on se trouve souvent devant des paradoxes dans le genre de celui que l'on peut constater en ce moment : la gauche a en mains le gouvernement et la majorité du Parlement régional, alors que la représentation catalane aux Cortès de Madrid est composée d'une majorité de députés de la *Lliga*.

Le Catalan aime les discussions politiques, les luttes de parti ; il se passionne pour les joutes électorales. Mais, ne vaudrait-il pas mieux que, tant qu'elle n'aura pas consolidé ce commencement d'autonomie que lui donne le régime statutaire, la Catalogne délaisse un peu des querelles qui ne peuvent qu'éparpiller les forces qu'elle doit au contraire s'appliquer à grouper dans l'intérêt de ses revendications légitimes ?

---



## CHAPITRE-CONCLUSION

---

### EXISTENCE D'UNE NATIONALITE CATALANE

Si l'on admet les mêmes conclusions que celles auxquelles est arrivé le Cercle d'Etudes politiques de *Palestra*, à la suite d'une étude sur la nationalité, on doit convenir de l'existence de trois types de nations : 1° la *nation en puissance*, constituée par une collectivité possédant seulement les facteurs traditionnels (territoire, langue, race, traditions, histoire, culture), que lui confère l'unité nationale. — 2° la *nation de fait*, représentée par une collectivité possédant, outre les facteurs traditionnels, la *conscience* de son unité. — 3° la *nation de droit*, qui, en plus de cette conscience, a la *volonté* de conserver son unité. Seul ce dernier type mérite véritablement le nom de nation : au début de cet ouvrage nous avons justement insisté sur la valeur du critère-volonté et déclaré que l'on ne pouvait donner à un groupement humain le qualificatif de nation, et lui reconnaître des droits en dérivant, qu'autant que ses membres manifestent leur prétention à affirmer la personnalité de leur collectivité.

Les chapitres précédents ont suffisamment démontré l'existence de « facteurs traditionnels », qui ne permettent pas de contester le fait d'une nation catalane en puissance. Vivant sur un territoire qui a toujours été le sien et que des obstacles naturels limitent exactement, parlant une langue qui lui est propre, le peuple de Catalogne, que des circonstances ethniques ont différencié de ses voisins, a *son* histoire, *son* droit, forgé spécialement pour lui et par lui, donc approprié à ses nécessités, *ses* coutumes et *ses* traditions, de même qu'il possède une culture dont l'originalité se manifeste dans chacune des branches de l'activité intellectuelle.

Nation *en puissance*, est-elle nation *de fait* ? Ce peuple a-t-il conscience d'un « particularisme » que révèlent ces caractères distinctifs ? Tout en lui incite à répondre affirmativement. Le seul fait d'abord qu'il a conservé ces témoignages de sa personnalité et que si certaines influences, au cours des siècles, sont venues les modifier, elles ne les ont jamais submergés. Les tentatives d'introduction de la langue et du droit castillans lui ont appris qu'il y avait chez ses voisins un idiome et des usages juridiques différents des siens. Le contact des hommes venus d'autres contrées d'Espagne, attirés par la prospérité de la Catalogne, la pénétration castillane, lui ont montré des mœurs et une mentalité qui ne ressemblaient pas aux siennes. Jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle, la tradition orale transmettait aux classes populaires, bien déformés sans doute, mais troublants quand même, les souvenirs de l'époque où leur pays était tout puissant. Dans la bourgeoisie et la haute société, des moyens plus sûrs assuraient la connaissance de ces temps glorieux.

Mais, en affirmant sa *volonté* de conserver et d'accroître sa personnalité, la Catalogne ne montre-t-elle pas assez que, précisément, elle en a une exacte *conscience* ? Car incontestablement, elle manifeste semblable volonté qui oblige à distinguer en elle une nation *de droit*, une Nation tout court, en donnant à ce mot sa pleine signification, et à lui appliquer toutes les conséquences qui découlent de

cette constatation. En dépit des arguments peu solides et, la plupart du temps, volontairement ou non, peu impartiaux des auteurs castillans, il serait aisé d'écrire une « Histoire des Catalans dans leur volonté d'être une nation », pour parler comme Julien Benda.

Et d'abord, il a existé jadis une nation catalane. La preuve en ressort de l'exposé historique que nous avons esquissé. Primo de Rivera avouait en 1926 (discours à Arenys), à une époque où pourtant sa bienveillance à l'égard de ce pays n'était pas excessive : « La Catalogne est une région bien définie et fut une nation, comme le furent Léon, Castille, etc... ».

La politique des Comtes de Barcelone était essentiellement nationale parce qu'elle répondait avant tout aux désirs et aux besoins de leurs sujets. A l'extérieur, elle cherchait à servir leur esprit de négoce et leurs nécessités commerciales ; — à l'intérieur, elle s'appliquait à réaliser des institutions correspondant à la mentalité, aux usages, aux exigences, non pas d'un ensemble d'hommes quelconques, de n'importe quelles terres, mais bien de la collectivité de race déterminée, habitant un pays aux frontières également précises, le peuple catalan. Julien Benda a justement montré comment « c'est l'Etat (ici les Comtes) qui fait la nation, parce qu'il sait comprendre la volonté de la nation, et s'en faire l'instrument », et comment « la volonté d'un peuple de se former en nation se sert parfois de ses dirigeants » (de leurs passions de propriétaires par exemple), on peut oser dire, « malgré eux » (64).

Avec M. de Larcegui (65), sous la plume duquel nous avons trouvé la thèse castillane de la négation de la nationalité catalane, faut-il estimer que le fait que pendant longtemps les textes officiels étaient datés des années du règne du roi de France peut être un argument en faveur de

---

(64) J. Benda. Esquisse d'une histoire des Français dans leur volonté d'être une nation, p. 25.

(65) F. de Larcegui, *Cataluña y la nacionalidad catalana* (1927).

ceux qui contestent l'autonomie politique de la Catalogne médiévale ? Pas du tout. Il y avait là un usage, puis une survivance de cet usage féodal indiquant seulement l'existence d'un lien, mais combien élastique, de vassalité. La vérité, c'est que depuis que Guifré avait, vers 875, rejeté la tutelle des rois francs, le Comté vivait dans une complète indépendance. Mais, réplique M. de Larcegui, lorsque la Catalogne s'unit à l'Aragon, ce fut en qualité de subordonnée. Pourquoi ? parce que le Comte de Barcelone prit le titre de Roi d'Aragon ? il n'y avait là rien que de très normal, qui n'impliquait nullement la domination aragonaise. Les deux pays vécurent sous un régime d'union personnelle, chacun gardant ses usages, ses libertés et ses Corts. Les Rois d'Aragon furent, jusqu'à la fin de leur dynastie, Catalans, et continuèrent à appliquer la politique catalane de leurs prédécesseurs à la tête du Comté de Barcelone. On peut affirmer que jusqu'à la mort de Marti, la Catalogne fut parfaitement autonome, de sorte qu'il est inexact de prétendre que pas une parcelle de ce territoire « n'eut au cours de l'histoire, un seul jour d'indépendance politique ». La direction donnée par les princes de Barcelone d'abord, par les Rois d'Aragon ensuite (toujours Comtes de Barcelone), à leur politique, dans le but de maintenir et de fortifier cette autonomie, prouve exactement le contraire.

La Catalogne exista comme nation au Moyen Age ; ses souverains, ses représentants aux Corts le prouvèrent constamment par leurs actes et par leurs paroles ; ses juristes le proclamèrent. Commentant les accords de Montço, en 1363, Mieres écrivait : « *Cathaloniam potest dici decapolis* ». La Catalogne est une union de dix villes (Barcelone, Gérone, Elne, Urgell, Vic, Tarragone, Manresa, Llívia, Balaguer, Tortosa). Il ajoutait que le lien unissant ces cités est « *communicatio idiomatum et privilegiorum ac iurum* », c'est-à-dire le fait d'avoir une langue, un droit et des prérogatives semblables. Ce lien unissait les villes à leur capitale comme des membres du corps à la tête. La capitale était Barcelone, où se tenait le chef de l'Etat : « *Bar-*



*cinonam ciuitatem esse caput Cataloniae* », dit Xamar (66).

Sous l'influence castillane, le pays, par l'effet de la centralisation madrilène et des répressions sanglantes et ruineuses, perdit toutefois tout courage civique pendant les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Il cessa de « vouloir être une nation » sans pourtant se laisser aller jusqu'à perdre totalement conscience de sa personnalité. La Catalogne tomba au rang de *nation en puissance* et son sentiment national s'estompa.

On verra comment, dans un sursaut d'énergie, le peuple, recouvrant peu à peu un sens exact et profond de son particularisme, en vint à témoigner sa volonté « d'être une nation ».

Si nous reconnaissons l'existence d'une nation catalane médiévale, nous sommes bien obligés d'admettre celle d'une nation catalane contemporaine, puisque, pour nous, le critère national par excellence réside dans la volonté ferme des membres d'une collectivité de constituer une nation.

Car, *nation en puissance*, la Catalogne l'était demeurée et le devint chaque jour davantage à partir de 1830. N'invoquons pas le témoignage des Catalans eux-mêmes (Almirall, Torras i Bagès, Prat de la Riba, Rovira i Virgili, etc...) ; on pourrait le repousser comme entaché de partialité. Faisons appel aux auteurs français qui se sont occupés de la question catalane.

M. Lavondés parlait de conflit de races, d'antagonisme de langues, de mœurs, d'aspirations, d'institutions politiques, soulignant par là l'originalité des quatre provinces. M. Freixe déclarait, de son côté : « C'est avant tout une question de nationalités », et, précisant les traits essentiels de la nationalité catalane, il parlait du particularisme de la langue, du droit, des coutumes et des tendances de ce pays. Les ouvrages de Jean Amade et de M. Georges Brousse, sont, d'un bout à l'autre, la démonstration particulièrement claire de l'existence d'un fait national. Quant à M. Dwelshauvers, après avoir montré « l'unité ethnique de la Catalogne, si l'on en-

---

(66) F. Maspons. *El dret public català*, p. 9.

tend par là une unité de langage et une similitude de mœurs, — son unité économique, fondée sur des intérêts et des efforts communs, — son unité politique, dont l'ancienne *Mancommunitat* fut l'expression vivante, — son unité d'idéal, proclamée par l'œuvre de ses écrivains, de ses artistes, de ses orateurs », il avouait : L'analyse des faits nous conduit à reconnaître l'existence de ce que l'on a appelé la Nationalité catalane » (67).

Demeurée *nation en puissance*, redevenue *nation de fait*, la Catalogne s'est haussée à l'ultime degré en manifestant sa volonté nationale : elle est parvenue au rang des *nations de droit*. Faut-il des preuves ? Nous les prendrons, au hasard, dans l'œuvre que réalisa la *Mancomunitat*, dans ses institutions culturelles, dans sa presse, son théâtre, ses revues, dans sa production littéraire, artistique, dans ses investigations scientifiques ; nous les prendrons dans son adhésion enthousiaste aux doctrines catalanistes qui tendent à obtenir la reconnaissance juridique de sa personnalité par l'octroi de son autonomie. Toute l'histoire du mouvement catalaniste, nous le verrons, est formelle. Pourquoi le peuple enverrait-il au Parlement de Madrid une représentation catalaniste, s'il ne désirait cette autonomie, affirmation suprême de sa personnalité ?

Mais la preuve, à la suite de laquelle il est inutile d'en ajouter d'autres, nous la trouvons dans le résultat du referendum du 2 août 1931. Le peuple de Catalogne, invité à se prononcer sur le Statut d'autonomie élaboré par ses délégués à la Généralité, apporta aux urnes 792.537 bulletins. 692.961 furent pour le projet, 3.276 contre. 80 % des voix avaient été affirmatives ! Ce jour-là, le pays avait solennellement exprimé sa volonté d'être une nation.

---

(67) Dwelshauvers. Op. cit. p. 230.

## DEUXIEME PARTIE

---

# LE CATALANISME

L'idée du nationalisme « une fois constituée, rien, si ce n'est la destruction du peuple, ne peut l'annihiler.. ».

PRAT DE LA RIBA.

Le problème catalan, nous le verrons, est pour une large part un problème économique. Le réveil national ne fut possible que parce qu'il fut précédé d'un relèvement industriel et commercial qui, donnant au pays une prospérité et une physionomie différentes de celles du reste de l'Espagne, lui permit d'accuser sa personnalité et, en outre, posa certaines questions d'ordre économique pour la solution desquelles Barcelone et Madrid entrèrent bientôt en conflit. La renaissance littéraire vint accentuer encore l'originalité des quatre Provinces et aggraver le différend. Elle provoqua l'éclosion du sentiment patriotique et dès lors les revendications catalanes devenant revendications nationales, le Catalanisme revêtit un aspect politique ; il n'allait plus se contenter de solutions économiques ou de mesures de décentralisation littéraire, mais réclamer des modifications dans la conception et la structure de l'Etat espagnol..

On peut distinguer, par conséquent, trois phases dans la résurrection nationale de la Catalogne : une période de relèvement économique, une de redressement littéraire, une enfin de renaissance politique.

## CHAPITRE PREMIER

---

### HISTORIQUE DU MOUVEMENT

#### § I. — RENAISSANCE ECONOMIQUE

Lorsqu'en 1778 Charles III abolit le monopole accordé jusque-là à Cadix et à Séville, pour les relations commerciales de l'Espagne avec l'Amérique, la Catalogne comprit immédiatement l'intérêt que présentait pour elle l'ouverture des nombreux débouchés d'Outre-Atlantique. Grâce à la protection intelligente du roi, l'industrie prit soudain un essor considérable : le travail du coton occupa rapidement 20.000 ouvriers, celui de la soie 12.000, du lin 12.000 aussi, de la laine 9.000. Partout des fabriques s'élevaient ; le commerce et la marine renaissaient à un rythme accéléré. Un instant, la Guerre de l'Indépendance et la révolte des colonies d'Amérique ralentirent cette activité et provoquèrent une assez grande misère dans les usines. Sous l'impulsion de Ferdinand VII, le pays se remit à l'œuvre avec ardeur. Ce prince s'intéressa tout particulièrement à ses provinces de Catalogne ; il se rendit à Barcelone, y établit une fabrique modèle, encouragea l'industrie par des sommes prélevées sur son propre trésor et surtout



inaugura un système protectionniste tout en faveur de ses sujets catalans. Si bien que l'effort reprit plus intense que jamais et se poursuivit, en dépit de la guerre carliste et de l'insurrection barcelonaise de 1842. De 1830 à 1845, le chiffre des importations quintupla. L'industrie textile adopta des procédés et des méthodes nouvelles ; des machines firent leur apparition ; les locaux s'agrandirent.

Malheureusement, des événements très graves arrêterent quelque temps cet élan. La reine Isabelle II, imbue d'idées libérales, voulut substituer un régime libre-échangiste au protectionnisme de ses prédécesseurs. Sa loi du 17 juillet 1849, sur le système douanier, détermina pour l'économie catalane une longue période de stabilisation, qui se transforma en période de marasme lorsque la Guerre de Sécession vint fermer le marché américain et provoquer une crise cotonnière pénible. L'application du tarif douanier de 1862 ne contribua pas à améliorer la situation.

Les industriels et les commerçants ne se découragèrent pourtant pas ; ils luttèrent avec une énergie que l'arrivée de jours meilleurs récompensa enfin. Lorsque les circonstances redevinrent favorables, ils se lancèrent résolument dans une voie qui leur permit de faire de leurs provinces les plus prospères et les plus actives de la Péninsule et de donner à l'économie de leur pays l'aspect enviable sous lequel nous l'avons montré.

Le problème catalan, que certains veulent ramener à une question d'ordre surtout économique, ne peut se comprendre que si l'on tient compte de cette renaissance industrielle et commerciale commencée à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et poursuivie, malgré de sérieux à-coups, pendant tout le 19<sup>e</sup> et le début du 20<sup>e</sup>. Elle engendra, à partir de 1849, une discussion continuelle entre Barcelone et Madrid à propos du régime douanier à adopter par l'Espagne. Alors que, pour être à même de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère, les Catalans avaient besoin d'un système fortement protectionniste, le reste de l'Espagne, au contraire, voyait son avantage en l'adoption d'un système libre-échangiste. Il en résulta de profondes rancœurs

entre les deux parties et de graves conflits qui créèrent un sentiment de désaffection réciproque.

D'autre part, le développement économique de la Catalogne devint tel aux environs de 1840 que le marché espagnol se trouva sursaturé de produits issus de cette région. Celle-ci, tout naturellement, chercha un débouché dans les colonies ibériques. Or, à la fin du siècle, conséquence d'une politique maladroite et incohérente, l'Espagne perdit ses derniers territoires coloniaux, fermant ainsi au commerce un marché très précieux. L'événement n'était pas pour rapprocher Barcelone et Madrid.

Enfin, la prospérité de la Catalogne en fit le grand fournisseur de la Péninsule. Ses habitants en arrivèrent à être considérés un peu de la même façon que les Juifs du Moyen Age, alors qu'ils possédaient le monopole du commerce et du trafic financier. Les Espagnols ont la sensation d'être exploités par ces gens qui sont leurs approvisionneurs forcés. D'où, vis-à-vis de ceux-ci, une méfiance et une hostilité dont peuvent témoigner les commis-voyageurs qui se présentent sur le marché hispanique.

Toutes ces considérations ont amené les Catalanistes à puiser dans l'économie de nouvelles raisons de se différencier du reste de l'Espagne et de réclamer l'autonomie de leur patrie.

## § II. — RENAISSANCE LITTÉRAIRE

Elle fut rendue possible par l'existence d'un certain nombre de facteurs, au rang desquels il faut d'abord placer ce renouveau économique, qui donna aux Catalans conscience de leurs possibilités et prépara des conditions de renaissance matérielle très utiles pour une renaissance spirituelle. Mais, en même temps, sous l'influence du Romantisme, on se mit à étudier le passé, les mœurs, le folklore. Les érudits et les chercheurs s'occupèrent de l'histoire, de la langue, de la littérature, savante ou populaire,

de leur pays. Des revues, des journaux parurent alors, afin de parler de leurs travaux. Des cercles, des sociétés se formèrent. D'autre part, la survivance des chants et des traditions populaires, le maintien de la langue chez les paysans et les ouvriers entretenaient des « réserves spirituelles intimes et profondes » dans l'âme du peuple. Celui-ci, le jour venu, put affirmer sa personnalité, sous l'impulsion des poètes et des savants.

L'atmosphère était donc propice à une renaissance. Il ne manquait plus qu'un événement décisif. Celui-ci fut fourni par Carles Aribau qui, le premier, réveilla, par son « Ode à la Patrie », l'âme catalane endormie.

Aribau (né en 1798), connu dans les lettres castillanes comme poète et comme éditeur, publia cette pièce, la seule importante qu'il ait écrite en sa langue maternelle, le 24 août 1833, dans le journal *El Vapor*. Il était alors l'homme d'affaires d'un de ses compatriotes, banquier à Madrid. C'est là que, pris de nostalgie, il composa son ode, un jour, à l'occasion de l'anniversaire de son patron. Certes, en écrivant ce chant, Aribau était loin de pressentir que les générations futures verraient en ce poème le signal de départ d'un mouvement magnifique. Son intention n'était nullement de sonner le réveil d'une langue. Ce fut pourtant ce qui, malgré lui, se produisit, et ses compatriotes voulurent voir en Aribau le poète qui ouvrit une ère nouvelle.

L'impulsion donnée, la renaissance commença. Elle fut le résultat d'un double mouvement, l'un d'origine érudite, représenté par Rubió i Ors, Marian Aguiló et Milà i Fontanals, l'autre, d'origine populaire, représenté par Pau Piferrer, Aguiló encore et Jacinto Verdaguer.

Joaquim Rubió i Ors (né en 1818), à la fois poète, érudit et homme d'action, marque pour la littérature catalane l'entrée dans une période non plus d'essais hésitants et timides, mais de productions fortes et fécondes. Si l'on veut saisir le sens de l'œuvre de Rubió, il ne faut point perdre de vue son romantisme, qui explique le caractère de sa

poésie et l'originalité de son érudition. En 1841, il publia sous le titre *Lo Gayter del Llobregat*, un recueil de poèmes, dont l'influence devait être considérable et qui engendra ce que l'on a appelé l'école des nouveaux troubadours. A sa suite surgirent en effet un nombre imposant de poètes, dont les plus illustres furent Antoni Bofarull, A. de Quintana, Rosselló, V. Balaguer, qui renoua avec Mistral le lien unissant Provence et Catalogne.

Les poésies de Rubió apparurent comme « des manifestations d'un nouveau sentiment national d'une force inconnue et mystérieuse, qui avait la vertu de remuer les esprits non seulement par son esthétique, mais par l'impression nette que l'élévation du catalan à la dignité de langue littéraire pourrait tenir une place de premier plan dans la vie du peuple ».

Le second représentant du mouvement érudit fut Milà i Fontanals (né en 1818). Historien littéraire, folkloriste, critique, poète, il dirigea son activité dans de multiples directions, mais son œuvre capitale demeure son *Romancero*, dont la première édition parut en 1853 et qui contenait, de l'avis de Menendez y Pelayo, « les plus profondes considérations sur la poésie qui soient sorties jusqu'alors d'une plume espagnole ». En outre, Milà, auquel son titre de professeur de littérature à l'Université conférait un grand prestige, raviva « le goût d'une tradition intellectuelle et littéraire », en publiant ses études sur les troubadours provençaux en Espagne et sur les anciens poètes catalans.

• Pau Piferrer, l'un des représentants du mouvement à tendances populaires (né en 1818), tour à tour penseur, poète, historien, archéologue, critique littéraire et musical, fervent collectionneur de chants et de poésies populaires, fut le premier à établir le contact entre la littérature du 19<sup>e</sup> siècle et la littérature populaire. Cet effort de compréhension et de divulgation des œuvres du peuple eut des conséquences de première importance, car « les érudits et les poètes comprirent quelle force et quel ressort, quelle valeur idéale représentaient encore ses poésies et ses chansons ». Ils



mirent en lumière leurs beautés et puisèrent en elles leur inspiration, éveillant par là dans l'âme et dans le cœur de leurs compatriotes le sentiment national. Pau Piferrer, enlevé à l'âge de trente ans au travail de restauration qu'il avait entrepris, avait su comprendre, le premier peut-être, quelles vertus puissantes recèlent les productions populaires.

Il eut un fidèle continuateur en Marià Aguilò, son fils spirituel. Originaire de Majorque, celui-ci se sentit attiré de bonne heure par la littérature du peuple, dont il recueillait chansons et poésies. Par là, il peut se rattacher au courant populaire ; mais il peut également prendre place aux côtés de Rubió et de Milà. A lui revient le mérite d'avoir su provoquer la confluence de deux tendances, de deux traditions, la tradition orale et la tradition écrite de la langue catalane, demeurées jusque-là étrangères l'une à l'autre. Ce fut là « le salut de la renaissance », car la langue littéraire fortifiée, vivifiée au contact de la littérature populaire, allait devenir le merveilleux véhicule des idées patriotiques et le plus sûr moyen d'expression du sentiment national renoué (1).

L'institution des Jeux Floraux réalisa l'union définitive des courants érudit et populaire. Fondés en 1859, ils exercèrent une influence prépondérante ; ils servirent de sanction et de stimulant et donnèrent au parler catalan « une auréole de respect et de vénération », qui l'imposa au peuple. Ils eurent le mérite de glorifier et de maintenir de toute leur puissance la langue de leur patrie.

Vers 1877, alors que s'achevait la période que l'on a appelée « l'époque héroïque des Jeux Floraux », allait apparaître un poète génial, issu de la convergence de la tradition intellectuelle et de la tradition populaire, « facteur décisif de la renaissance », Jacinto Verdaguer.

---

(1) Pour toute cette période de la renaissance littéraire allant de l'*Ode* d'Aribau aux premiers temps des Jeux floraux, consulter l'ouvrage fondamental de Jean Amade « Origines et premières manifestations de la Renaissance littéraire en Catalogne ».

Verdaguer, né près de Vich, en 1845, entra au séminaire de cette ville et y fit de sérieuses études littéraires et quelques vers, en même temps que sa théologie. Dès 1865, il obtint un prix aux Jeux Floraux, pour des poésies héroïques d'un souffle élevé et puissant. Mais ce ne fut qu'en 1877 que les mêmes Jeux furent amenés à couronner l'œuvre magnifique qu'il avait composée pendant des années d'isolement et de rêverie dans les montagnes, *l'Atlantide*.

Sa frémissante poésie, l'éclat de ses images, l'ampleur de ses descriptions, la grandeur de son sujet ont mérité à cette épopée une place à côté de œuvres d'Homère, de Virgile et de Mistral.

Modestement recueilli dans la piété, méprisant les honneurs humains, Verdaguer ne songea plus, après 1877, qu'à se consacrer à la poésie religieuse. En 1879, il publia ses *Idylles* et *Chants mystiques*, en 1880, les *Chansons de Montserrat*. Toutefois, en 1886, il donna *Canigó*, nouvelle épopée nationale.

« Verdaguer, a pu écrire Pierre Rouquette, est le seul poète épique de la Catalogne ; il est le plus grand, et, pour ainsi dire, le seul poète mystique de la littérature catalane moderne. Mais, surtout, il a été le premier poète, véritablement, essentiellement poète, avec une ampleur et un charme qui resteront des sujets d'admiration et de joie et qui feront de son œuvre une source inépuisable d'inspiration » (2).

L'auteur de *l'Atlantide* ouvrit un chemin sûr à la poésie catalane. A sa suite, elle allait connaître une ère de prospérité qui se continue de nos jours et dont la plus brillante figure fut celle de Joan Maragall (1860-1912). Grand admirateur de Goethe, traducteur d'Homère, de Pindare, de Goethe, Schiller, Novalis, Nietzsche, Maragall fut un des lyriques les plus représentatifs de sa race et un journaliste au style incisif et souple, aux idées politiques précises. Ses poèmes palpitent d'une vie intense et d'une émotion spontanée, qui traduisent les sentiments d'un homme délicat

---

(2) P. Rouquette. Lettres catalanes, « Vasco », 1930.

et généreux, sans cesse penché sur la nature pour en saisir tous les rythmes, profondément attaché à sa patrie, à laquelle il consacra le meilleur de son intelligence et de son activité.

Nous ne pouvons terminer ces lignes sans signaler l'influence exercée par les poètes lyriques majorquins. Costa i Llobera, Alomar, Alcover, Llorenç Riber surent soustraire la poésie à l'emprise romantique et lui donner une tournure latine toute de netteté et de clarté.

L'apparition d'une doctrine politique catalaniste ne fut possible que parce qu'elle fut préparée d'abord, accompagnée ensuite et épaulée par cette extraordinaire renaissance littéraire qui provoqua l'éclosion du sentiment de patrie chez les Catalans. Des historiens leur apprirent que jadis leur nation avait été l'une des plus puissantes du monde chrétien, des folkloristes leur découvrirent les trésors d'un art populaire original, reflet exact de l'âme de la race, des archéologues leur révélèrent l'existence des vestiges architecturaux d'une époque brillante, des poètes célébrèrent avec enthousiasme les beautés et les richesses de la terre natale et rappelèrent les faits glorieux de l'histoire catalane. Mais surtout, une langue que l'on croyait appelée à disparaître lentement fut soudain arrachée à l'oubli, et, plus vigoureuse, plus belle que jamais, devint l'auxiliaire essentiel du renouveau national.

### § III. — RENAISSANCE POLITIQUE

Prat de la Riba a montré d'une façon brève, mais précise, dans *La Naciounalitat catalana*, le processus de formation du catalanisme comme doctrine politique (3).

Le mouvement ne fut, à son origine, qu'une terne affirmation de provincialisme présentée par Balmès et des premiers présidents des Jeux Floraux, qui avaient appris, à la

---

(3) Prat de la Riba. *La Naciounalitat catalana*. Chap. III.

faveur des événements littéraires survenus depuis Aribau, l'existence d'une personnalité que menaçait la centralisation madrilène. Mais, pour ces hommes, la Catalogne ne pouvait être autre chose qu'une partie de l'Etat espagnol, une province possédant sans doute des caractères particuliers, mais ne tenant pas à les manifester autrement que dans ses mœurs et sa mentalité, une province castillane se castillanisant chaque jour davantage, sans que le fait choquant qui que ce fût.

Bientôt pourtant, des penseurs tels que Pi Margall et V. Almirall estimèrent que la diversité des régions constituant la Péninsule devait avoir une répercussion sur la structure politique de l'Etat, et, appuyant leur raisonnement sur des considérations de raison pure, ils en arrivèrent à préconiser l'application à l'Espagne d'un régime fédéral, non pas tant parce que ce pays présentait certaines particularités géographiques, ethniques, historiques, linguistiques nécessitant l'appel aux principes fédéralistes, mais surtout parce que le système leur apparaissait comme parfait et applicable automatiquement à n'importe quel Etat. Cette théorie, artificielle parce qu'élaborée en dehors de préoccupations d'ordre pratique et sans tenir compte des données de l'expérience et des faits, ne pouvait contenir aucun programme de revendications nationales. Almirall lui-même s'en détacha pour construire son système *particulariste* « né de la rencontre du courant formaliste, externe, exclusivement juridique du fédéralisme, avec la notion féconde du sentiment catalan nourri par le courant historique et littéraire ». Toutefois, l'auteur du *Catalanisme* ne saura pas opérer entre les deux tendances l'union définitive capable d'engendrer un plan de nature politique.

Cependant, l'œuvre des intellectuels allait son chemin ; une vaillante équipe de poètes, d'historiens, d'archéologues, de folkloristes dégageait et affirmait la personnalité de la Catalogne qui ne tarda pas « à sortir bien définie, non pas dans son aspect physique comme entité territoriale, mais dans sa physionomie morale, dans son être psychologique ». Ces hommes ressuscitèrent le sentiment



national, le sentiment de patrie, sans lequel le catalanisme n'eût pu exister ; ils voulurent « être eux-mêmes, être Catalans » ; ils éveillèrent le même désir chez leurs compatriotes. Ainsi fut forgée cette affirmation de particularisme qui est à la base de leurs revendications. En même temps, des juristes remettaient en honneur le droit antique, en retraçaient l'histoire, en analysaient les dispositions, si conformes à l'esprit du pays.

La Catalogne avait donc *sa* langue, *ses* traditions, *son* histoire, aussi *son* droit. C'est alors que Torras i Bagès (1892), le grand penseur, va démontrer l'existence d'une pensée propre aux hommes de sa patrie ; « il va faire passer sous nos yeux le chapelet de nos grandes figures, dit Prat de la Riba, et en chacun il va nous montrer comment il traduit et personifie quelque chose de commun, de permanent, semblable à l'esprit national, qui engendre le droit et la langue, semblable au caractère national qui ressort des œuvres artistiques ».

Dès lors, la démonstration est faite que la Catalogne possède tous les attributs qui permettront d'affirmer qu'elle est une nation. Il reste à opérer la synthèse de ces divers éléments, à proclamer « le fait national » et à dégager une conclusion politique. Ce sera là la tâche de Prat de la Riba, l'un des plus grands, sinon le plus grand, des théoriciens du Catalanisme ; il s'appliquera à coordonner les aspirations de son pays et à échafauder un programme rationnel et solide.

Après avoir établi l'existence d'une nation catalane, Prat de la Riba déterminera les droits des nationalités, notamment le droit à une vie autonome. Il insistera sur la différence entre Etat et Nation, et démontrera comment un régime fédéral est de nature à satisfaire les prétentions des nationalités incluses dans un Etat. Il délimitera alors le domaine propre de l'Etat-national et celui de l'Etat-fédéral.

Le problème catalan sera désormais posé de façon définitive sur le terrain politique. Reposant sur des bases solides, apportant un programme non seulement de rénovation

locale, mais de rénovation ibérique, représenté par des hommes de valeur et de foi, le Catalanisme jouera un rôle de premier plan dans la vie politique espagnole.

Voyons comment s'est développé ce mouvement, depuis ses origines jusqu'à nos jours.

..

C'est en 1860 que, pour la première fois, la question fut exposée sous un aspect politique par Cortada, dans son ouvrage *La Catalogne et les Catalans*. En même temps, sous l'influence des Jeux Floraux renaissants, qui exaltaient la langue, la terre et un passé glorieux, des protestations contre la centralisation madrilène commençaient à s'élever. Bientôt parut Pi Margall ; ses doctrines lui donnèrent la sympathie des républicains fédéralistes d'Espagne. Soutenu par Almirall et la jeunesse fédéraliste catalane, dont l'organe était *El estado catalan*, il se lia avec les républicains espagnols et prit une part active à la proclamation de la République de 1873 (4). A peine au pouvoir, il s'aperçut de la difficulté qu'il y avait à résoudre le problème ibérique. Découragé, il se retira de la scène politique après la restauration monarchique. Les Catalanistes, un instant déroutés, se remirent pourtant à s'agiter, tellement que Madrid en prit ombrage et interdit l'usage du catalan dans les actes et les institutions à caractère officiel. Le seul résultat de cette mesure fut de mécontenter la Catalogne et de susciter la création de nombreux journaux barcelonais.

Se sentant fortement appuyé par l'opinion publique, Almirall provoqua, en 1880, la formation du *Centre Català*, dans le but d'inaugurer une politique franchement

---

(4) Aux années précédant la République remontait l'amitié unissant Mistral et les félibres provençaux aux patriotes catalans, amitié qui fut marquée par des visites réciproques et par la remise aux Provençaux de la fameuse « Coupo Santo » à l'occasion de laquelle Mistral composa l'hymne occitan. (Cf. Marius André, *La vie harmonieuse de Mistral*).

active. L'acte essentiel du groupement fut la rédaction d'un Manifeste, « en défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne », appelé « Mémoire des Injures », qui fut présenté au roi Alphonse XII par une commission formée de Maspons, Almirall, Verdaguer, Guimerà, Permanyer et quelques autres. Le Message était, en somme, une protestation contre la centralisation, un exposé des vexations subies au cours des siècles par la Catalogne, et une liste de ses revendications. Il fut fort mal accueilli par la capitale et suscita dans toute l'Espagne une grosse émotion, qui se transforma vite, de la part des Castellans, en hostilité. Le mécontentement ne diminua pas lorsque, en 1886, fut publié l'ouvrage fondamental de l'Almirall, *Lo Catalanisme*, qui renfermait l'exposé de sa doctrine *particulariste*. L'ancien chef des Jeunes Fédéralistes avait depuis longtemps abandonné la théorie trop artificielle de Pi Margall. Dans son livre, après avoir repris l'exposé des revendications et des griefs de ses compatriotes, il s'applique à établir les fondements scientifiques du particularisme. Pour lui, l'idéal politique est le système anglais de « self-government », qui concède « aux hommes, aux corporations, aux municipalités, à tous les groupements sociaux » le maximum d'autonomie et de liberté, — et la meilleure organisation est celle de l'Etat-composé, formé de petits états associés ou fédérés. Cette théorie attirait la même critique que celle de Pi Margall : elle ne reposait pas sur des bases précises. Almirall, tout comme son ancien maître, parlait de fédération entre petits états, mais il oubliait de dire quels seraient ces petits états, comment ils seraient déterminés et quand un groupement d'individus aurait le droit de former un tel état. En un mot, la notion de nation, qui apparaîtra plus tard à la base de la détermination de ces petits états, membres d'un Etat-composé, restait en dehors de ses préoccupations (5).

---

(5) Voir la critique de ce fédéralisme dans l'ouvrage de Duran i Ventosa, « Regionalisme i Federalisme ».

En 1887, une scission se produisit au sein du *Centre Català* qui, subsistant comme groupement de républicains, vit se détacher de lui le parti de la *Lliga de Catalunya*, formé des représentants des tendances littéraires et historiques. Ceux-ci prétendaient vouloir, avant tout, l'autonomie du pays et ne s'occuper qu'en second lieu de république ou de monarchie.

Justement, l'Exposition universelle de Barcelone amena la reine Marie-Christine dans cette ville... La *Lliga* saisit l'occasion pour remettre à la souveraine un « Message », contenant le résumé des revendications de ses sujets catalans. Tout comme pour le Manifeste de 1885, Madrid s'indigna et répondit en annonçant la promulgation d'un décret relatif à l'unification du droit civil en Espagne. Immédiatement, la *Lliga*, à laquelle s'était jointe l'Association estudiantine *Lo Centre Escolar*, déclencha une énergique campagne de protestation, qui ne fut pas organisée en pure perte, puisque l'article 12 du Décret du 24 juillet 1889 disposait que « les provinces où subsiste un droit foral le conserveraient dans toute son intégrité », le Code civil espagnol n'étant appliqué que comme droit supplétif.

La menace castillane avait déterminé le rapprochement des forces catalanistes. De cette conjonction devait sortir l'*Unió Catalanista*, qui, écartant certaines questions de nature à entraîner des divergences, décida de rédiger un projet d'autonomie régionale. A cet effet, les représentants des quatre Provinces se trouvèrent réunis à Manresa, le 25 mars 1892, sous la présidence de Domenech i Muntaner. Celui-ci, dans son discours d'ouverture, précisa le sens de la réunion et son but. Il montra comment, rompant avec les idées ibériques de Pi Margall et d'Almirall, les délégués avaient à s'occuper uniquement de rénovation catalane. « A l'heure actuelle, disait le président, il convient de limiter à la Catalogne nos espoirs de régénération. S'il nous est donné un jour de les mettre en pratique, il y aura là pour les autres régions un vivant exemple qu'elles ne tarderont pas à suivre ».



En 17 articles très précis, le projet de Manresa présentait l'essentiel des revendications de l'*Unió* ; ces « Bases », qui marquèrent une date dans l'histoire du mouvement, servirent de point d'appui à toutes les activités qui purent se manifester à partir de 1892 ; « pendant longtemps, elles restèrent la définition doctrinale, la synthèse du catalanisme » (6). Leur importance est donc primordiale.

Les « Bases de Manresa » déterminent en deux titres les attributions du pouvoir central et celles du pouvoir régional. A l'Etat espagnol appartiennent la réglementation des relations internationales, politiques ou économiques, et des relations avec l'Eglise, la réglementation des douanes, l'organisation de l'armée, de la marine et de la défense du territoire, la construction et l'entretien des voies de communication d'intérêt général, la solution des conflits inter-régionaux, la formation du budget espagnol.

L'exposé des revendications catalanes est contenu dans les articles 2 à 16. Elles portent sur la liberté pour le pays d'user de sa langue à titre officiel, d'utiliser sans restrictions son droit aussi bien public que privé, sur la possibilité d'organiser la conservation de l'ordre public au moyen d'un corps dépendant directement du pouvoir régional, sur le droit de disposer de toutes les attributions qui n'ont pas été explicitement reconnues au pouvoir central, et notamment l'établissement des lois organiques, la confection de toute la législation civile, pénale, commerciale, administrative, la frappe de la monnaie (en respectant toutefois certaines règles monétaires établies pour toute l'Espagne), la répartition et le prélèvement des impôts, l'organisation de l'enseignement à tous les degrés et suivant les nécessités locales. Les « Bases » réclamaient, en outre, un clergé et des fonctionnaires uniquement catalans. Au point de vue militaire, le pays fournirait des volontaires ou une compensation en argent.

---

(6) Lavondès. Op. cit. p. 85.

Dans les articles 5, 7, 8, 9, 10 et 11 est précisée la constitution intérieure de la Catalogne. Le *comarca* et le *municipi* sont à la base de la division territoriale. Leur autonomie est aussi grande que possible. Le pouvoir législatif régional appartient aux Corts élus « par tous les chefs de famille groupés en classes fondées sur le travail manuel, la capacité, la propriété, l'industrie, le commerce, les carrières professionnelles ». L'exécutif va à une commission de cinq à sept membres nommés par les Corts. Enfin, le pouvoir judiciaire suprême appartiendra à un tribunal renouvelé de l'antique « Audiencia », nommé par les Corts et chargé de l'organisation des tribunaux inférieurs.

L'*Unió* ayant doté le catalanisme d'un programme net, se préoccupa de le faire connaître du peuple et des intellectuels ; elle étudia les moyens susceptibles d'amener la réalisation des « Bases ». L'Assemblée de Reus (1895) décida de ces moyens et notamment de la publication d'ouvrages de propagande. Prat de la Riba et Montanyola eurent alors l'idée d'éditer une sorte d'abrégé de la doctrine catalaniste qui fut répandu à profusion et obtint un énorme succès.

Cependant les intellectuels se rapprochaient des doctrines de l'*Unió* et de nombreux cercles barcelonais, l'*Ateneu* entre autres, se rangèrent résolument aux côtés des Catalanistes tandis que la presse devenait de plus en plus influente.

C'est justement l'époque où l'Espagne allait subir une crise pénible marquée par de multiples attentats anarchistes et surtout par la perte des dernières colonies espagnoles à la suite de la guerre hispano-américaine (1898). L'incapacité castillane à gouverner, l'effondrement du prestige espagnol aux yeux du monde, la fermeture des marchés coloniaux portant un coup terrible à l'économie (7), rallièrent les hésitants au catalanisme qui puisa dans ces malheureux événements une vigueur nouvelle.

---

(7) L'exportation de tissus de Catalogne à Cuba tomba de 31 à 10 millions de pesetas par an (Lavondès);

Alors arriva à la tête de l'Etat un homme désireux de décentralisation, Silvela, qui, disposé à accueillir favorablement les doléances catalanes, appela auprès de lui Duran i Bas et le général Polaviéja, très aimé en Catalogne. Le général promit une entente économique entre cette contrée et l'Etat pour la répartition du produit des contributions directes, la réorganisation de la vie municipale sur des bases accordant une juste représentation aux diverses forces sociales et aux intérêts corporatifs, l'autonomie universitaire de Barcelone, le respect du droit civil local, la participation de deux ministres catalans au gouvernement espagnol.

Hélas ! les Catalans ne surent pas rester unis et la vieille querelle entre radicaux de la *Renaixensa* et opportunistes de la *Veu* reprit de plus belle ; ceux-ci voulaient appuyer le général sur tous les points de son programme gouvernemental, ceux-là n'entendaient le secourir que dans ses manifestations favorables au régionalisme. Ces dissensions et d'autres raisons purement espagnoles mirent le gouvernement dans l'impossibilité de concrétiser ses intentions.

La rancœur catalane ne fit qu'augmenter au point que des incidents très graves se produisirent à l'occasion de la visite de l'escadre française à Barcelone : la *Marche Royale* fut sifflée, on chanta *los Segadors* et l'on cria même : « A bas l'Espagne ! ». Madrid prit peur et, par mesure de représailles, destitua le maire de Barcelone, le Docteur Robert. L'évêque de Vich, Mgr Morgades, qui avait demandé à son clergé d'instruire les fidèles en leur langue, fut convoqué auprès du gouvernement et sérieusement admonesté.

Ces événements déterminèrent la constitution d'un nouveau parti, la *Lliga Regionalista*, qui réunit sous la présidence du Docteur Robert le *Centre National Catalan* et l'*Union Régionaliste* (25 avril 1901). Le *Centre National*, présidé par Verdaguer i Callis, était formé de transfuges de l'*Union Catalaniste* qui la jugeaient trop peu combative (Verdaguer, Domènech, Prat de la Riba, Duran i Ven-

tosa, Puig i Cadafalch, d'Abadal, Cambó), auxquels s'étaient joints des intellectuels de l'*Ateneu* (J. Carner, Sunyol). L'*Union Régionaliste* avait groupé tous ceux qu'avait déçus la faillite de Polavieja (Docteur Robert, Docteur Fargas, A. Rusinyol).

D'après l'article premier de ses statuts, la *Lliga* s'organisait dans le but de « défendre les intérêts de la Catalogne et de faire aboutir ses revendications en travaillant par tous les moyens *légaux* à l'obtention d'un régime d'autonomie *au sein de l'Etat espagnol* ». Dès lors, le parti, dont l'âme sera très vite cet homme politique lucide qu'est Francèsc Cambó, ne cessera de prendre une part active à la vie politique du pays. Au cours de ces dernières années, on a pu essayer de le diminuer ; il n'en apparaît pas moins aux yeux des observateurs impartiaux que, pendant trente ans, la *Lliga* soucieuse seulement de la grandeur catalane, a donné un exemple admirable de persévérance dans l'œuvre de reconstruction nationale à laquelle elle a apporté une immense contribution (8).

Aussitôt après sa constitution, la *Lliga* décida de porter la lutte sur le terrain électoral et, après une active campagne, elle obtint aux élections municipales de 1901, onze sièges contre cinq aux représentants du gouvernement. A partir de cette époque, le duel allait se dérouler pendant un certain temps entre le parti catalaniste du Docteur Robert et le parti républicain anticatalaniste dirigé par Lerroux, que M. Dwelshauvers dépeint « un habile metteur en scène et un démagogue à la parole facile », un politicien à la solde de Madrid que le gouvernement lança sur le marché électoral dans le but de créer des divisions en Catalogne. Lerroux rallia tous les adversaires du catalanisme, des radicaux, des socialistes, des anarchistes. Malgré l'appui du pouvoir central, son parti enregistra, aux élections de 1905, un échec cuisant. Pourtant, la *Lliga* venait de pendre, par la mort du Docteur Robert, un chef

---

(8) Consulter, à ce sujet, le volume « *Historia d'una politica* », publié en décembre 1933 par la *Lliga*.



capable de maintenir l'union entre diverses tendances ; d'autre part, certains de ses adhérents, avec Domènech, l'avait quittée pour former *El Poble Català*.

Une fois encore, les circonstances allaient bientôt regrouper les catalanistes. Le 25 décembre 1905, des officiers mécontents de l'attitude de la presse barcelonaise, envahirent les salles de rédaction de la *Veu* et du *Cu-Cut* et y mirent le feu. Le gouverneur civil, puis le gouvernement refusèrent de sévir ; bien plus, Madrid suspendit les garanties constitutionnelles pour Barcelone et fit voter par le Parlement la loi des Juridictions en vertu de laquelle les injures contre l'armée et les atteintes contre l'intégrité de la patrie relevaient des conseils de guerre. Bien entendu, « les atteintes contre l'intégrité de la patrie » n'étaient pas précisées, volontairement, afin de pouvoir leur donner, par la suite, la plus large interprétation permettant de sévir contre les régionalistes.

Ces nouvelles brimades provoquèrent la réconciliation de tous les Catalans, carlistes, catalanistes, républicains : ainsi naquit la *Solidarité* dont l'entrée en lice, sous la conduite du républicain Salmeron, fut un triomphe éclatant aux élections générales d'avril 1907 : sur 42 députés élus, 40 le furent sous l'étiquette du nouveau parti, et sur 17 sénateurs, 14.

Au cours de la période électorale, les divers groupes constituant la *Solidarité* convinrent de mener une action commune basée sur un programme qui fut précisé lors de la réunion du Théâtre Tivoli. Après avoir protesté contre la loi des Juridictions et constaté la carence du gouvernement madrilène et son incapacité à donner à l'Espagne un régime stable et une situation prospère, les congressistes déclaraient que la seule chance de rénovation hispanique résidait dans un système de large décentralisation conférant aux organismes régionaux une autonomie dont les grandes lignes étaient énoncées par les Bases de Manresa.

En juin, les Chambres entrèrent en session. Adoptant la tactique qui sera désormais celle des représentants de la

Catalogne à chaque législature, les délégués solidaristes, députés et sénateurs, amenèrent immédiatement la discussion sur le problème catalan. M. Lavondès (9), qui présenta sa thèse peu après les événements survenus de mars à juillet, a évoqué l'atmosphère des premières séances parlementaires.

Au Sénat, le chef du parti conservateur, Maura, alors au pouvoir, répondit au discours de d'Abadal en promettant l'élaboration d'un projet de décentralisation, tandis qu'au Congrès, en réplique aux discours de neuf députés solidaristes (10), après avoir qualifié « d'enfantine arrogance » leurs revendications, le même Maura promit pourtant trois projets : l'un, de justice municipale, le second, de procédure électorale, le troisième, d'administration locale, mais il refusa d'examiner la question de la loi des Juridictions. Dans son discours au Congrès, le chef du gouvernement prononça entre autres ces paroles significatives : « Je ne sais ce que vous entendez par reconnaissance de la personnalité des régions. Bien plus, je crois que vous ne le savez pas vous-mêmes. Cette personnalité des régions, la voulez-vous dans un but de pure décentralisation ? Je serai alors le premier à vous l'accorder. La voulez-vous, au contraire, pour détruire l'unité intangible de la patrie ? Dans ce cas, jamais ».

Fidèle à sa promesse, Maura prépara un plan dit d'*administration locale* en vertu duquel la faculté serait accordée aux communes et aux provinces de s'associer pour former une *Mancomunitat* (dont on a fait, en français, *Mancommunauté*), permettant la création d'organismes régionaux.

Alors que Cambó et les gens de la *Lliga*, suivant leurs conceptions opportunistes, étaient d'avis d'accepter le projet, Sunyol et les républicains fédéraux voulaient, au contraire, le repousser et ne pas traiter avec Madrid sur ces

---

(9) Lavondès. Op. cit. p. 124 et 599.

(10) Hurtado, Puig i Cadafalch, Sunyol, Ventosa, Pi i Arsuaga, Junyent, Valles i Ribot, Macià, Salmeron.

bases. La scission que rendait inévitable la disparition de Salmeron se produisit ; la *Solidarité* désunie, chaque groupe reprit sa liberté d'action. Dès lors, la *Lliga* prendra une place de plus en plus grande dans la vie politique catalane jusqu'à devenir le seul parti véritablement actif. Ses hommes, grâce à leurs principes d'interventionnisme, qui les poussaient à se mêler à l'activité politique hispanique et à lier le sort de la Catalogne à celui de l'Espagne, surent profiter des possibilités offertes par Maura pour doter leur pays d'une autonomie compatible avec le projet mancomunautaire.

Après la chute de Maura, on put craindre un instant que ses successeurs n'abandonnassent ses intentions décentralisatrices. Aussi les députations provinciales décidèrent-elles de déposer à la Chambre un projet qui fut élaboré par une commission présidée par Prat de la Riba et défendu par le chef du gouvernement espagnol, Canalejas, qui fut assassiné alors que la discussion autour du texte était engagée depuis quelques jours et que l'article 1, article essentiel, avait été voté. Les délibérations furent suspendues ; le cabinet démissionna. La Catalogne réclama si violemment l'application du projet que, sous la pression de Dato, le roi signa le décret du 18 décembre 1913, concédant aux municipalités et aux provinces le droit de se grouper « pour des fins exclusivement administratives. »

En vertu du décret royal, le Statut mancomunautaire, conclu pour une durée déterminée ou pour un temps illimité, devait être voté, en ce qui concerne les associations de provinces, par une assemblée générale de tous les membres des députations provinciales intéressées et ensuite par chacune des députations séparément, à la majorité des deux tiers, soumis au gouvernement et promulgué par décret. La Mancomunauté devait avoir à sa tête une Assemblée générale composée de tous les députés provinciaux et un Conseil permanent désigné par elle. Le rôle de ces deux organismes était la gestion des services et l'administration des biens de l'association, sous le contrôle très

étroit de Madrid. Le gouvernement possédait à chaque instant le droit de dissolution.

Conformément à ces dispositions, les délégués des provinces catalanes, réunis le 9 janvier 1914, votèrent un Statut qui fut promulgué par le Décret du 26 mars. Le 6 avril, la Mancommunauté était constituée.

Le Statut fut élaboré dans des conditions telles qu'il pût servir à organiser, dans l'avenir, les bases d'une autonomie plus complète. L'Assemblée générale, véritable Parlement, comprenait trente-six députés pour la province de Barcelone et vingt pour chacune des trois autres. Elle votait le budget et les impôts, réglait des transactions immobilières, les aliénations de rentes, les emprunts, décidait de la création des établissements d'instruction et de bienfaisance et des plans de travaux publics. Elle tenait deux sessions par an, une en mai, l'autre en novembre. A elle appartenait l'élection du président de la Mancommunauté (11) et des huit conseillers (Instruction Publique, Bienfaisance, Intérieur, Travaux Publics, Agriculture, Industrie, Commerce, Finances), formant le Conseil permanent, véritable pouvoir exécutif (12).

Mise en possession de cette organisation, qu'elle doit à la *Lliga*, la Catalogne, grâce encore aux hommes de ce parti, va utiliser au maximum, jusqu'à l'avènement de la dictature de Primo de Rivera, toutes les latitudes que lui accorde le nouveau Statut pour édifier, malgré des moyens très faibles en regard des résultats obtenus, une œuvre admirable. En dix ans, la Mancommunauté a ouvert des routes (en 1922, 232 kilomètres avaient été ouverts, 136 étaient en construction et 308 sur le point d'être inaugurés), créé un réseau téléphonique (6.000 kilomètres de ligne en cinq ans, 370 villages dotés du téléphone), réorganisé l'enseignement, ouvert des écoles, instauré des méthodes nou-

---

(11) Le premier président fut Prat de la Riba auquel succéda Puig i Cadafalch.

(12) Consulter, pour l'organisation mancomunautaire, la thèse de M. H. Puget : « Le gouvernement local en Espagne ».



velles, dressé des maîtres ; elle a développé de la façon que l'on sait, l'*Institut d'Estudis Catalans* et ses diverses ramifications ; elle a organisé l'*Université Industrielle* et ses nombreuses dépendances, notamment une Ecole d'Agriculture et une Ecole d'Infirmières ; elle a installé dans les villages des bibliothèques populaires. L'effort culturel fut véritablement étonnant ; la *Lliga* a toujours, en effet, mis au premier plan de ses préoccupations l'étude des moyens susceptibles d'assurer l'éducation du peuple. En outre, la Mancommunauté organisa un service de la Carte géographique et un de la Carte géologique ; elle créa des bourses, une caisse de Crédit communal et une assistance aux vieillards (13).

Son budget qui, en 1914, s'élevait à 340.000 pesetas, monta, en 1915, à 4.117.000 et, en 1920, à 25.131.975. En 1914, elle lança un emprunt de quinze millions, réalisé par tranches successives en 1915, 1917, 1918 et 1919 ; cette dernière fut couverte quatorze fois. En 1920, elle émit un second emprunt de 50 millions dont 10 furent souscrits dès 1920.

Lorsque vint le conflit mondial (14), « seuls en Espagne, dit G. Brousse, les Catalans sentirent l'importance de la guerre et ils cherchèrent à faire jouer à l'Espagne un rôle de grande puissance que celle-ci, affaiblie, se refusa à suivre, se contentant de poursuivre sa politique hargneuse vis-à-vis de la Catalogne, au lieu de tenter une régénérescence de la Péninsule. » D'autre part, de tous côtés, les anciens groupes nationaux, jusque-là esclaves des grandes

---

(13) Pour l'œuvre de la Mancommunauté, consulter le livre de M. Dwelshauvers, op. cit., p. 108 et 599, — et l'ouvrage de M. G. Brousse, op. cit. Consulter aussi la publication de la Mancommunauté elle-même « l'Obra realizada »

(14) Il faut souligner ici l'aide apportée à la France par la Catalogne qui envoya pour la défense de notre territoire, plus de 10.000 volontaires. Près de 8.000 Catalans tombèrent aux côtés des nôtres. Le Docteur Solé i Pla, un grand ami de la France, député au Parlement catalan, fit beaucoup pour le recrutement de ces volontaires.

puissances centrales, proclamèrent leurs droits à l'indépendance. Entraînés dans le mouvement autonomiste et aigris par l'attitude de Madrid, les Catalans qui ne considéraient le régime mancomunautaire que comme une étape vers une autonomie plus large, en profitèrent pour intensifier le bruit de leurs revendications. En février 1916, la Municipalité de Barcelone déclare le catalan langue municipale ; quelques mois après, Cambó, aux Cortès, réclame pour cet idiome le droit à une existence officielle et, pour son pays, un Parlement et un exécutif autonomes. Le roi fut ému au point de décider qu'il se rendrait à Barcelone pour ouvrir la session prochaine de l'Assemblée générale et y prononcer un discours en catalan. Ce qui ne se produisit d'ailleurs pas.

Des grèves et des séditions militaires amenèrent les parlementaires des Quatre Provinces réunis à Barcelone à réclamer la dissolution des Cortès et de nouvelles élections susceptibles de donner une Chambre forte. Sur le refus de Madrid, on décida la réunion à Barcelone d'une assemblée de tous les parlementaires espagnols. Le gouvernement intervint pour l'interdire. Les Catalans, appuyés par la population et l'armée, passèrent outre et l'Assemblée se tint le 19 juillet. Une fois de plus, des orateurs firent l'exposé des revendications catalanes : une plus grande autonomie communale et provinciale, une plus juste répartition des impôts.

Pour marquer que c'étaient bien là les aspirations de tout le pays, dans les derniers mois de 1918, les délégués des communes furent convoqués. 98 % des Conseils municipaux se prononcèrent en faveur d'un Statut de véritable autonomie. Un Conseil comprenant des représentants de tous les partis catalanistes fut chargé de préparer un projet qui fut remis, le 29 novembre 1918, au gouvernement de Madrid qui n'adressa aucune réponse à Barcelone (15). Cambó porta alors la question à la Chambre ; à

(15) Ce conseil était formé des 3 anciens ministres Cambo, Ventosa, Rodes, de 3 républicains, de 1 conservateur, 2 traditionalistes, 1 libéral et 1 réformiste.

la suite de la réponse de Maura déclarant qu'il était prêt à tendre une oreille attentive aux doléances du chef régionaliste mais qu'en aucun cas, il n'accorderait autre chose qu'une décentralisation administrative, les députés catalans se retirèrent. L'émotion fut grande dans toute la Péninsule. Enfin Madrid envoya une note à Barcelone dans laquelle le Gouvernement se montrait favorable à une certaine autonomie qui ne pouvait être déterminée que par une Commission extra-parlementaire, après une longue étude. Cette Commission fut effectivement constituée, mais les conservateurs s'en désintéressèrent bientôt, marquant par là leur hostilité aux désirs de la Catalogne.

Entre temps, les représentants de ce pays décidèrent de saisir le Congrès de la Paix et de lui soumettre un exposé de leurs revendications. La Conférence de Versailles, par crainte de froisser l'Espagne, se dispensa d'examiner l'affaire.

Ne pouvant compter que sur eux et fort peu confiants en la liberté que pouvait leur accorder le projet que mettait au point la Commission extra-parlementaire, la Mancomunauté, de son côté, prépara un texte dit « Statut de l'autonomie de la Catalogne ». Le projet de la Commission fut lu le 21 janvier au Congrès de Madrid et présenté comme projet de loi par le Comte Romanones ; le 25, l'Assemblée catalane, après l'avoir repoussé, vota le Statut qu'elle avait rédigé.

Excessivement long et imprécis, le texte de la Commission était conçu dans un sens général et comme applicable à toutes les parties de l'Etat. Il considérait la région comme une fédération de communes et de provinces s'organisant d'après un statut approuvé par le pouvoir central et ayant à sa tête une députation régionale et un Conseil exécutif (appelé Généralité, en Catalogne), auprès desquels serait placé un gouverneur général représentant le gouvernement de Madrid. Sans jamais reconnaître la compétence absolue du pouvoir régional, le pouvoir lui accordait, « sans préjudice des droits de l'Etat », d'assez larges attri-

butions en matière d'enseignement, de travaux publics, de surveillance du commerce et de l'industrie, de bienfaisance et d'hygiène.

Le gouverneur pouvait ne pas valider les délibérations de la Députation, en cas d'excès de pouvoir ou de violation de la loi ; la Généralité possédait d'ailleurs un droit de recours devant le Tribunal Suprême de l'Etat. Contre les arrêtés du gouverneur, le recours s'exerçait devant le Conseil des Ministres tandis que contre les décisions de la Députation ou de la Généralité, des particuliers pouvaient s'adresser à l'Audience de Barcelone (16).

Le projet de la Mancommunauté faisait naître un véritable Etat. Le gouvernement intérieur dépendait d'organismes purement catalans possédant pleine et entière autorité : un Parlement de deux Chambres, l'une élue au suffrage universel, l'autre par les Conseils municipaux, un Exécutif formé par un Conseil de six ministres. La représentation du pouvoir central était confiée à un Gouverneur général jouissant dans l'Etat catalan des mêmes attributions que le Roi dans l'Etat espagnol : droit de convoquer les Chambres, de sanctionner leurs délibérations, de nommer et de révoquer les fonctionnaires.

Le pouvoir régional était souverain pour toutes les matières attribuées à sa compétence par le projet de la Commission, sans intervention de l'Etat central.

Contre les lois édictées par le Parlement régional et les actes de la Généralité, aucun recours n'était prévu devant un Tribunal Suprême ou un Conseil des Ministres, sauf cas d'excès de pouvoir qui entraînerait le recours devant le Parlement espagnol (17).

Les deux points de vue étaient difficilement conciliables. Des événements graves ne laissèrent pas à la discussion le temps de s'engager autour de ces deux projets. De 1919 à

---

(16) Unio Catalana. Elements per l'estudi de l'Estatut de Catalunya, 1931.

(17) Consulter Puget, op. cit., p. 216 et sq.



1923, les conflits sociaux prennent une extrême acuité, les grèves et les lock-out, les attentats anarchistes se multiplient, notamment en Catalogne. A Barcelone, l'émeute gronde ; la Mancomunitat rompt un instant les relations avec Madrid : les Catalans reprochent au gouvernement central de ne rien entreprendre pour rétablir l'ordre, et au contraire de susciter des mouvements ouvriers dans leur pays avec l'intention de les exploiter contre le Catalanisme. D'autre part, en 1921, les désastres militaires se succèdent au Maroc. La *Lliga* essaie de participer au gouvernement de l'Espagne dans l'intérêt général. Mais la politique de Madrid continuant à s'avérer néfaste et à susciter l'hostilité catalane, le parti régionaliste décide, au début de 1922, de ne plus apporter sa coopération à un ministère madrilène tant que la question catalane ne sera pas résolue. Le peuple s'impatiente ; une assemblée des délégués des Conseils municipaux fait remettre à Puig i Cadafalch, Président de la Mancomunitat, un manifeste réclamant les libertés si souvent demandées.

« *Le séparatisme, écrit M. Brousse, est né.* ».

C'est alors que paraît un nouveau parti, opposé à toute collaboration avec Madrid, l'*Acció Catalana*, dirigée par Nicolau d'Olwer et Bofill i Matas, avec, comme organe, *La Publicitat* ; il se distinguera de l'*Acció Republicana* de Rovira i Virgili par son attitude en face des problèmes religieux. C'est encore l'époque où se constitue l'*Estat català* qui, sous la direction de Francesc Macià, n'hésite pas à proclamer la nécessité d'une révolution nationale tendant à établir l'indépendance totale de la Catalogne.

La situation de l'Espagne était, à ce moment-là, lamentable. « L'anarchie, le désordre menaçaient de tout submerger, écrit M. René Bec ; les caisses du fisc étaient vides, les impôts ne rentraient pas, la campagne du Maroc tournait au désastre, les crimes restaient impunis, le ministère, indécis et affolé, ne gouvernait plus. On assistait à une destruction progressive de tous les éléments sociaux

essentiels : ordre, autorité, sécurité, justice (18). » Dans un coin de la Péninsule, les Catalans, surexcités, étaient prêts à employer les moyens extrêmes ; on avait pu entendre le Président de la Mancomunitat déclarer : « Les paroles de paix que nous prononçons aujourd'hui sont les dernières qui seront adressées à l'Etat espagnol. » En un mot, le terrain était particulièrement mûr pour l'expérience dictatoriale. Elle fut tentée par le général Primo de Rivera, Capitaine Général de Catalogne, qui avait su gagner la sympathie des Barcelonais par de belles promesses et la confiance des hommes de la *Lliga* attentifs à saisir une occasion susceptible de leur obtenir des concessions de Madrid.

Le coup d'Etat, préparé avec la complicité de plusieurs garnisons, éclata le 12 septembre 1923, déclenché par le *pronunciamento* du général. Le mouvement s'étendit à tout le pays qui, soit lassitude, soit insouciance, accepta le fait accompli sans plus de réaction que le Roi. Les Chambres dissoutes, le pouvoir fut confié à un Directoire militaire possédant toutes attributions nécessaires au retour rapide d'un régime d'ordre qui permettrait, Primo de Rivera en donnait sa parole, le rétablissement d'une armature constitutionnelle avec toutes les garanties qu'elle comporte généralement.

Avant toute autre considération et pour être juste, il faut reconnaître que le mérite du Dictateur fut grand d'oser employer la méthode énergique qui s'imposait pour arracher l'Espagne à l'anarchie et à la ruine. Il parvint à rétablir rapidement l'ordre et la sécurité et sut réagir contre des pratiques qui épuisaient le pays. Sa politique extérieure fut guidée par le désir de restituer à sa patrie son rang de grande nation. La coopération franco-espagnole au Maroc fut un chapitre important de son activité internationale.

Cependant, la dictature dura trop. Le général n'avait pas

---

(18) R. Bec. La dictature espagnole de Primo de Rivera, p. 122.

l'étoffe d'un homme d'Etat. Mal conseillé, il laissa s'implanter petit à petit beaucoup des abus qu'il avait supprimés. Ses erreurs, surtout en matière économique, ses maladresses lui enlevèrent progressivement la sympathie du peuple et la confiance du Roi qu'il compromettait. Il dut démissionner en janvier 1930 laissant l'Espagne dans une situation extrêmement confuse et en pleine crise économique et financière (19).

La sympathie catalane, il l'avait perdue très tôt et d'un seul coup. Lui qui, au moment de son coup d'Etat, avait déclaré en public souhaiter de tout cœur la renaissance intégrale de la Catalogne, qui avait dit à Puig i Cadafalch son admiration pour ce pays et son intention de résoudre le problème autonomiste, lui qui ne se lança dans l'aventure dictatoriale que parce qu'il se sentait sûr de l'appui de Barcelone et qui, à son départ pour Madrid, fut l'objet de manifestations enthousiastes, oubliant tout cela, il devint l'ennemi des libertés régionales. Lui qui avait prononcé ces paroles qui prouvaient bien que ses témoignages d'affection étaient pure comédie : « Je ferai mon coup d'Etat avec ou contre la Catalogne », le fit *avec*, mais le poursuivit *contre*, selon le mot de M. G. Brousse.

Dès le 19 septembre, il fit interdire l'hymne et le drapeau catalans ; il traqua la langue, la prohibant dans les textes officiels et la chassant des écoles. Successivement, les maires de Sabadell et de Tarrassa furent emprisonnés, des patronages d'enfants, une cinquantaine de cercles et de groupements catalanistes dissous, les journaux suspendus, des conseillers municipaux envoyés en prison. Le colonel Macià, qui avait protesté, fut poursuivi et chassé ; à sa suite, beaucoup d'autres allaient prendre le chemin de l'exil.

En janvier 1924, les députés de la Mancomunitat furent destitués et remplacés par des hommes du Directoire ; le même procédé fut employé pour plusieurs municipalités.

---

(19) René Bec, op. cit. p. 307 et sqq.

Voulant frapper l'*Institut d'Estudis Catalans*, le Dictateur destitua le Directeur du Laboratoire de Psychologie, un professeur français, accusé de « travailler pour la France et pour la Sorbonne » et de suivre « des directives suspectes ». L'émotion fut vive à Barcelone ; spontanément, 150 professeurs de l'Université Industrielle élevèrent une protestation à laquelle il fut répondu par la révocation de ces hommes courageux. 4.000 étudiants prirent le parti de leurs maîtres. L'Université Nouvelle fut abandonnée (20). Le Gouvernement en profita pour supprimer toutes les institutions culturelles de Catalogne, Instituts, Ecoles Professionnelles, Laboratoires, Bibliothèques ; la publication de diverses revues fut interrompue.

La même année commença l'affaire du Collège des avocats qui devait se poursuivre jusqu'en 1926. Le Directoire ayant interdit la publication de l'Annuaire du Barreau de Barcelone en catalan, un conflit s'engagea qui devait se terminer par la destitution des divers membres du Conseil de l'Ordre, remplacés par des avocats nommés par Madrid.

Couronnement de cette belle œuvre de destruction : le 25 mars 1925, la Mancomunitat fut supprimée d'un trait de plume.

S'acharnant sur un pays déjà frappé dans les plus magnifiques de ses réalisations, le Directoire interdit au clergé l'usage de la langue catalane, il s'attaque aux chansons, aux danses, au droit civil, il supprime les Jeux floraux, empêche des réunions et des conférences purement littéraires, il se livre aux mesures policières les plus odieuses, fait violer les domiciles, perquisitionner ; il confisque des biens, emprisonne, déporte, exile, sous les prétextes les plus futiles. Le pays, exaspéré, ne peut protester (21).

Les Catalans exilés, en union avec les républicains espagnols, profitèrent de leur liberté d'action pour entrepren-

---

(20) Dwelshauvers. Op. cit. p. 115.

(21) A. Perucho. Catalunya sota la Dictadura. G. Brousse, op. cit., passim.



dre une vive campagne contre Primo de Rivera et cherchèrent à lui susciter toutes sortes de difficultés. Une pétition fut adressée à la Société des Nations, en 1925 ; l'année suivante, les représentants de la Catalogne siégèrent au Congrès des Minorités Nationales.

On n'a pas oublié les circonstances dans lesquelles F. Macià et quelques-uns de ses amis de l'*Estat Català* montèrent le complot de Prats-de-Mollo, qui avait pour but de provoquer un soulèvement armé consécutif à l'entrée des conjurés sur le territoire espagnol. Eventée par la police française, la tentative échoua dans l'œuf. Les chefs furent arrêtés, jugés et d'ailleurs condamnés malgré de vives protestations émises de diverses personnalités et de divers groupements français appartenant à toutes les nuances politiques. Macià se réfugia alors en Belgique d'où il continua à manœuvrer contre le Directoire, recueillant des subsides, organisant une propagande active auprès de ses compatriotes établis en Amérique du Sud, et préparant le plan d'une révolution nationale.

Depuis 1923, qu'étaient devenus les partis catalans ? La *Lliga*, à laquelle Primo avait interdit toute activité, attendait des jours meilleurs pour reprendre sa tâche ; l'*Acció Catalana* ne bougeait pas beaucoup, tout au moins au grand jour. Seul l'*Estat Català*, de l'étranger, organisait la résistance et attirait à lui des sympathies qui délaissaient chaque jour les anciens favoris. Après le complot de Prats-de-Mollo, Macià apparut aux yeux de ses compatriotes comme le symbole vivant des revendications catalanes.

Le régime dictatorial eut pour effet de créer un courant d'amitié entre la Catalogne et certains éléments, surtout libéraux et républicains, du reste de l'Espagne. L'hommage des intellectuels castillans aux intellectuels catalans, en mars 1930, qui donna lieu, à Barcelone, à des manifestations hispaniques, en fut un témoignage (22). C'est principalement entre les partis politiques républicains que se

---

(22) P. Rouquette. L'hommage des intellectuels castillans aux intellectuels catalans. *Vasco* - mai 1930.

fit le rapprochement duquel devait sortir le fameux Pacte de Saint-Sébastien (septembre 1930), qui consacra l'union de toutes les gauches de l'Espagne et de la Catalogne.

Les événements de 1931 sont trop récents et trop connus pour qu'il soit utile d'en faire ici l'exposé. L'impossibilité pour le Roi de constituer un gouvernement stable, l'activité croissante des républicains, la désaffection du peuple à l'égard de la monarchie, entraînèrent la chute d'Alphonse XIII et la proclamation de la République à l'occasion des élections municipales du 12 avril 1931.

Le 14, du haut du balcon de la Généralité, Macià et ses amis annonçaient au peuple de Barcelone la constitution, depuis si longtemps désirée, de la République espagnole.

Tandis que la *Lliga* s'effaçait, les hommes de gauche prenaient possession de tous les rouages du nouvel Etat catalan. L'histoire du catalanisme entraît dans une nouvelle phase que nous exposerons plus loin, à propos de l'étude du Statut de 1932, car les événements survenus depuis le 14 avril sont intimement liés à l'histoire de ce Statut.



Telles furent, sommairement esquissées, les principales phases du développement du Catalanisme. Le point de départ de sa doctrine se situe dans cet amour de la terre, de la langue et du passé que suscitérent les poètes et les historiens de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Cependant, sous l'influence des Jeux Floraux et de quelques hommes tels que Guimerà ou Pelay Briz, naissait insensiblement un sentiment de rancœur contre la Castille et contre Madrid que l'étude de l'histoire montrait comme les auteurs de la décadence de la Catalogne et souvent comme les oppresseurs de cette province. L'idée de patrie se faisait jour ; certains abandonnèrent bientôt le terrain de la sentimentalité et, cessant de pleurer sur le passé et les libertés perdues, décidèrent d'agir afin de reconquérir l'autonomie de jadis : ils portèrent sur le terrain politique leurs

revendications tandis que par des institutions nouvelles ils s'efforçaient d'amener le pays à accuser sa personnalité.

Pi i Margall, aussi soucieux de la prospérité de l'Espagne que de celle de la Catalogne prit une part active à la tentative républicaine de 1873 ; fédéralistes républicains de Castille et catalanistes marchaient alors unis et les froides conceptions de Pi i Margall étaient loin d'être inspirées par des considérations hostiles à l'intégrité de l'Etat.

Plus tard, en 1885, le *Message des Injures* qui se contentait de protester contre les abus de la centralisation tenait à souligner l'attachement des Catalans « à la glorieuse unité de la patrie espagnole ». Quant à Almirall, toute son activité, toute sa doctrine tendront sans doute à doter son pays d'une large indépendance, mais toujours dans le cadre de l'Etat espagnol. Son idéal résidait en la réunion des divers peuples de la Péninsule en une fédération seule capable « de vaincre l'état misérable de l'Espagne ».

C'est encore l'idée fédérale qui préside à l'élaboration des bases de Manresa. Bien que les délégués de l'*Unió* aient voulu rédiger un projet applicable à leur pays seulement, leur intention était pourtant de pouvoir le donner ultérieurement en exemple aux autres peuples ibériques aptes à se grouper en une fédération basée sur les principes de Manresa. Protestant de la filéité des Quatre Provinces à l'Espagne, Riera i Bertran déclarait : « Nous ne voulons pas une Catalogne hostile, mais nous ne la voulons pas non plus esclave ! »

En 1911, M. Freixe, qui étudia alors la question catalane, s'élevant contre l'accusation de séparatisme lancée déjà plusieurs fois contre le catalanisme écrivait : « Du *Mémoire* de 1885, du *Message* de 1888, des *Bases* de Manresa, il ressort nettement que les Catalans admettent la continuation politique de l'Espagne, mais veulent organiser l'Etat sur la base de la fédération et l'autonomie des diverses régions qui possèdent une personnalité bien définie...

Les Catalans réclament le droit de s'administrer eux-mêmes, le droit de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires. Ils demandent que l'Etat leur concède l'organisation des services publics qui sont si insuffisamment remplis par le gouvernement. Ils veulent être souverainement libres de leurs opinions, ils veulent être juges de leurs intérêts et maîtres de leur bourse ; ils veulent un parlement catalan, l'autonomie universitaire ; ils veulent en un mot le droit de diriger eux-mêmes les *grands services publics dont leur pays ouvert à la vie moderne a besoin...* Les Catalans sont partis de ce fait que l'Etat espagnol est dans l'impossibilité de satisfaire les besoins de la vie intense de leur province et ils prétendent qu'il n'en peut être autrement parce que d'abord le budget est trop pauvre pour leur être de quelque utilité et parce que le gouvernement de Madrid est animé d'un esprit qui leur est nettement hostile » (23). Autonomie au sein d'un Etat fédéral ? oui. Séparatisme ? non. Et M. Freixe cite à l'appui de cette affirmation des déclarations expresses des leaders catalans, Salmeron, Prat de la Riba, Puig i Cadafalch, etc...

L'arrivée des hommes de la *Lliga* à la direction des affaires de Catalogne aurait dû écarter le spectre du séparatisme que Madrid s'acharnait à agiter au-dessus de la question catalane. Le parti de Cambó ne se déclarait-il pas désireux d'arriver à l'autonomie uniquement par des moyens légaux ? Ses chefs ne se proclamaient-ils pas « régionalistes » aussi bien dans l'intérêt de l'Espagne que dans celui de leur patrie ? et leur idéal n'était-il pas à la fois de grandeur hispanique et de grandeur catalane ?

En 1916, à Valence, on pouvait entendre J. Ventosa s'écrier : « On nous accuse d'être séparatistes ; mais les vrais séparatistes, ce n'est pas nous, ce sont ceux qui veulent nous détacher de l'Espagne ! »

L'année suivante, Cambó déclarait : « Il y a, à l'heure actuelle une transformation du monde entier. Je considère

---

(23) Freixe. Op. cit. p. 46.



que l'heure est venue de faire du bien à l'Espagne, et pour cela il faut commencer par la Catalogne, force économique, politique, sociale, où se retrouvent tous ceux qui en Espagne ne veulent pas rester des résignés ».

Le 14 novembre 1918, Puig i Cadafalch recevant les délégués des municipalités leur disait : « La Catalogne a fait entendre une voix unanime ; elle exprime l'aspiration d'être libre et souveraine de son propre régime dans une grande fédération ibérique ». Quelques jours plus tard, une note adressée de Barcelone à Madrid protestait de l'attachement de la Catalogne à l'Espagne et demandait une solution aux problèmes régionaux dans l'intérêt même de l'Etat.

Le point de vue des hommes de la *Lliga*, et donc de la population puisqu'ils la représentaient, se trouvait précisé dans l'appel des parlementaires régionaux du pays et publié en 1916 sous le titre : « Pour la Catalogne et l'Espagne grande » (24). La grande idée déjà exposée par Almirall et Prat de la Ribà est reprise une fois encore : le gouvernement de Madrid est incapable de résoudre les graves questions politiques, économiques, financières, militaires, coloniales et de hisser l'Espagne au rang digne de ses gloires passées. Il s'obstine dans une centralisation déshabilitante ; il se refuse à accorder aux régions une liberté d'action qui, augmentant leur vitalité, accroîtrait par contre-coup celle de l'Etat. Or, les Catalans veulent que cette situation cesse ; ils veulent que soit enfin établie une fédération entre les différents peuples de la Péninsule. La seule solution au problème est « une autonomie franche et complète », inspirée des principes fédéralistes.

Peut-on qualifier de séparatistes des hommes qui, tout en manifestant le désir légitime de voir leur pays jouir des droits que lui mérite une personnalité fortement accusée, ne cessent de souhaiter la prospérité de l'Etat et com-

---

(24) *Veu de Catalunya*, 18 mars 1916. Dwelshauvers, op. cit., p. 96.

battent pour des conceptions que, loyalement, ils estiment de nature à concilier l'autonomie des nationalités incluses et l'unité étatique ?

Mais voilà que s'implante un gouvernement dictatorial qui était certes nécessaire, mais qui ne sut pas s'effacer une fois l'ordre rétabli et en vint rapidement à accumuler les maladresses, dont la plus grande et la plus lourde de conséquences fut l'attitude du Directoire à l'égard de la Catalogne. Nous avons dit à quel régime de vexations et de brimades le pays fut soumis. Le résultat ne se fit pas longtemps attendre : tous les Catalans devinrent nationalistes. La Catalogne persécutée fut agitée par un vent de séparatisme dont témoigne suffisamment l'affection qui ne tarda pas à s'attacher au nom de Macià et aux chefs de l'*Estat català*, partisans d'une séparation radicale, tandis que les « hispanophiles » de la *Lliga*, qui avaient pourtant travaillé longtemps pour la patrie catalane, perdaient beaucoup de la sympathie de leurs compatriotes.

M. Brousse écrivait en 1926 : « Si la Dictature disparaît dans une de ces tourmentes nombreuses auxquelles l'Espagne est habituée, la question catalane se posera une nouvelle fois plus brûlante que jamais car il y aura unanimité à se proclamer catalanistes. » Le Directoire disparut en effet, et, peu après, la Monarchie. Le peuple catalan tout entier, qui n'avait pas si vite oublié les mauvais mois, se proclama catalaniste, et « la question se posa plus brûlante que jamais ». Mais la gauche de Macià qui avait rallié tous les suffrages, tandis que la *Lliga*, animée par un esprit hautement patriotique restait dans l'ombre et ne manifestait aucune hostilité au parti de l'ancien colonel, la gauche de Macià avait partie liée avec des républicains espagnols. Les hommes de l'ancien *Estat català* firent taire leurs aspirations séparatistes. Le peuple oublia sa rancœur contre Madrid et ses desirs d'indépendance de la veille, tout à sa joie de voir les principes républicains triompher sur tout le sol de la Péninsule (25).

---

(25) Dans *Vu* (7 décembre 1932) M. J. Longuet rapportait des

Sûrs d'obtenir de la République cette autonomie depuis si longtemps espérée, les Catalans, à toute occasion, notamment lors de la visite du chef du gouvernement espagnol à Barcelone, se livrèrent à de grands témoignages de confiance et de sympathie envers l'Espagne. Cet enthousiasme se ralentit sérieusement lorsque les discussions engagées autour du Statut, aux Cortès de Madrid, vinrent montrer qu'au fond il n'y avait peut-être pas à attendre des républicains beaucoup plus que des monarchistes. Le Statut voté, parce que les contractants du Pacte de Saint-Sébastien ne purent faire autrement, mais sous une forme telle qu'il était loin de répondre aux aspirations autonomistes. Le 10 septembre 1932, on pouvait entendre Ventura Gassol déclarer : « Nous n'avons pas encore ce que nous voulons, mais nous avons la porte ouverte pour y arriver. » Ce qui revenait à dire que la question n'était pas encore résolue.

Les décrets pris par Madrid pour la mise en exécution des dispositions du Statut ont déçu un peu plus.

Toutefois, le pays, en ce moment, semble las ; il reprend haleine après les événements qui se sont précipités depuis trois ans. Il ne saurait être question de séparatisme, si ce n'est en quelques groupes de faible influence :

La *Lliga*, qui semble reconquérir peu à peu son importance d'autrefois, est toujours fidèle à ses désirs de coopération hispanique et à son idéal de fédération ibérique. Les partis de gauche aussi se rallient à cette conception fédéraliste, mais les divergences sont, par ailleurs, nombreuses entre le clan de Cambó et celui des gauches. Il semble que toute intention de séparatisme ait été abandonnée même par ceux qui, il y a peu de temps, étaient les partisans

---

paroles du Président Azaña et du Secrétaire du Président Macià. Le premier avait déclaré au député français : « C'est la monarchie, ce sont les militaristes et les cléricaux qui, par leur régime oppressif, avaient créé un sentiment séparatiste dans cette belle et riche province. Aujourd'hui, la République y a rétabli le sentiment de l'unité nationale ». Et M. Alavedra : « Séparatistes avec la monarchie, les Catalans sont unionistes avec la République ».

acharnés des moyens les plus radicalement nationalistes. Est-ce par politique ? Est-ce une attitude feinte ? Est-ce par solidarité républicaine ? Ou par compréhension de ce fait que, économiquement, rompre tous liens avec Madrid serait contre les intérêts mêmes de la Catalogne. C'est en tout cas par raison beaucoup plus que par sentiment. On peut affirmer qu'au fond de son cœur, tout Catalaniste est un séparatiste, mais essentiellement spirituel et, suivant Prat de la Riba, cantonné « sur le terrain philosophique exclusivement. » Le *seny* des Catalans s'oppose, à moins que l'on ne les exaspère par trop, à ce qu'ils abandonnent cette attitude. Et c'est très bien ainsi pour l'avenir de leur patrie.



Un peuple aussi ataviquement imbu de sentiments démocratiques et épris de liberté que le peuple catalan ne pouvait que donner son adhésion aux idées républicaines. Un moment, beaucoup accordèrent leur appui au Carlisme qui se posait en défenseur des *fueros* et présentait un programme largement décentralisateur. Mais c'était certainement beaucoup plus par intérêt que par dévouement à la cause de don Carlos. Le républicanisme de Pi i Margall devait séduire davantage.

On comprit bientôt que pour arriver au triomphe du régionalisme, l'entente de tous les partis, de droites et de gauches, de conservateurs, de libéraux et de républicains, était indispensable. Ainsi fut fondée l'*Union Catalaniste* qui élaborait les bases de Manresa dans lesquelles se marquait justement cette préoccupation d'écarter toute cause de friction. Ce projet évitait de poser le problème de la forme, républicaine ou monarchiste, de l'Etat espagnol. C'est encore dans le même esprit que prit naissance, quelques années plus tard, la *Solidarité* dont les succès furent éclatants aux élections de 1907. Chaque fois qu'ils surent s'unir, les Catalans arrivèrent à de magnifiques résultats, ce qui donne à penser à la force que représenterait actuellement



une alliance basée sur la réalisation d'un programme avant tout national. Malheureusement, les ententes n'ont jamais duré bien longtemps, et les scissions, tôt ou tard, finissent par se produire pour la plus grande joie de Madrid.

Cependant, les idées républicaines ne cessaient de recueillir de nouveaux adeptes, parce que, d'abord, elles répondaient parfaitement aux aspirations de la race et qu'ensuite, pour les Catalans, monarchie était devenue synonyme de centralisation. Aussi M. Freixe pouvait-il écrire en 1911 : « On ne peut se demander si le mouvement catalaniste ne finira pas par se doubler de l'idée républicaine... Le programme républicain étant nettement opposé au régime monarchiste actuel et à tous les défauts de ce régime, sert en cela les aspirations autonomistes et libérales de tous les Catalans. »

Et l'auteur de ces lignes ajoutait ces paroles qui deviendront vraies à partir de 1923 et de plus en plus justes à mesure que le Directoire augmentera ses bêtises et ses persécutions : « La question catalane va évoluer ; elle ne sera plus seulement une question d'autonomie ; elle sera une question républicaine à tendance autonomiste plus ou moins large peut-être, nettement opposée au centralisme du régime actuel. » (26)

Ce ne fut pourtant que plus de dix ans après la faillite de *la Solidarité* que les deux questions se mêlèrent étroitement. La *Lliga* prenant la direction des affaires du pays et devenant le porte-parole officiel du Catalanisme, ce fut sa politique opportuniste qui prévalut. A une attitude agressive, Cambó substitua une attitude conciliante afin d'amener Madrid à résoudre le conflit dans une atmosphère de compréhension et de cordialité. Plus tard, à mesure que la royauté sera de plus en plus détestée, on reprochera à la *Lliga* cette méthode jugée trop favorable à la monarchie. On portera contre elle l'accusation d'antirépublicanisme et presque d'anticatalanisme.

---

(26) Freixe. Op. cit., p. 103.

Le régime dictatorial aura pour conséquence, en effet, de rallier la Catalogne à l'idée républicaine. On en vint à considérer que, seul, l'avènement de la République espagnole pouvait donner enfin au pays ce régime d'autonomie que la monarchie s'entêtait à ne plus lui accorder. Ce furent les journées d'avril 1931 : ensemble flottaient sur les édifices les drapeaux catalan et espagnol ; on les promenait dans les rues. Leur union symbolisait celle de l'idéal républicain et de l'idéal catalaniste. Si bien que le Président Azaña pouvait déclarer à M. Longuet : « Le mouvement catalan est essentiellement un mouvement de gauche, un mouvement républicain. » Toute la Catalogne était soulevée par un enthousiasme frénétique ; on chantait en même temps, *La Marseillaise* et les *Segadors*. Enfin, la nation catalane allait être libre dans une Espagne libre !... Hélas ! on s'aperçut bien vite qu'en somme les choses n'avaient pas tellement changé et que les Cortès de Madrid se montraient presque aussi rebelles à l'autonomie catalane que les gouvernements d'Alphonse XIII. L'enthousiasme républicain se refroidit brusquement.

Actuellement, quoique foncièrement républicains, bien des Catalans sont devenus sceptiques quant à l'avantage que peut présenter pour leurs libertés le nouveau régime espagnol. Beaucoup considèrent que maintenant que leur pays est doté d'un Statut lui conférant une certaine indépendance, on doit s'employer à l'accroître par tous les moyens légaux. Ils se souviennent de la parole de Macià : « Il faut à présent travailler et nous rappeler que le Statut laisse dans nos mains l'avenir de la Catalogne ! », et c'est pour cela qu'ils voudraient que leurs compatriotes renonçant enfin aux luttes souvent mesquines de partis, redeviennent « Catalans d'abord, républicains ensuite. »

\*\*\*

« Un jour nous aurons à parler, avec toute l'ampleur que réclame le problème, du cas de nos masses ouvrières. Il est lamentable qu'il n'y ait pas eu plus de gens intelli-

gents et généreux qui se soient mis à l'étude de cette question, qui aient recueilli les battements de l'âme ouvrière et les aient transformés en un courant social et politique normal. Il y a là une grande responsabilité diffuse.

Je crois que les ouvriers et leurs conducteurs se sont profondément mépris en ne se décidant pas à s'incorporer à la vie civile de la Catalogne ; ils auraient posé leur problème aussi vivement qu'ils l'auraient voulu, mais sur le plan de la lutte politique. Ils auraient ainsi constitué une force, un instrument de gouvernement à l'intérieur de la Catalogne d'une grande influence dans toute l'Espagne » (27).

C'est par ces lignes mélancoliques que J. Estelrich, qui devinait déjà les événements graves qui allaient se produire, regrettait, en septembre 1930, le mépris dont avaient fait preuve jusque là les leaders catalanistes à l'égard de la question sociale. Les hommes de la *Lliga*, pourtant perspicaces, semblent n'avoir pas compris quelle vigueur pouvait donner à leur mouvement l'adhésion complète et lucide des masses ouvrières à leur idéal patriotique.

Déjà M. Freixe s'était étonné de cette attitude en un pays où les deux tiers de la population vivent de l'activité industrielle ; il avait essayé d'en trouver les motifs. Le Catalanisme, en raison de son origine romantique, ne s'est pas senti attiré vers la question sociale et s'est fort peu préoccupé d'inculquer « le sentiment du patriotisme historique » aux groupements ouvriers qui ont substitué à un idéal patriotique un idéal humanitaire. D'autre part, les ouvriers ne croyaient pas le régionalisme capable de répondre à leurs aspirations et d'améliorer leur sort ; ils ne considéraient en lui que le parti dans lequel rentraient ses prétendus ennemis, les hommes d'affaires et les chefs d'industrie.

Les Catalanistes laissèrent les masses ouvrières adhérer au radicalisme de Lerroux, et surtout au socialisme et à l'anarchie.

---

(27) J. Estelrich. De la Dictadura à la Republica. Obrerisme i catalanisme, p. 157.

Lorsque les partis de gauche s'organisèrent au moment de la Dictature et après sa chute, ils comprirent quel bénéfice considérable pouvait leur apporter la sympathie ouvrière. Ils surent incorporer dans leur programme des revendications sociales qui amenèrent à eux toutes les classes populaires. Jusqu'aux syndicalistes qui, par la suite, devaient d'ailleurs être un beau boulet à la jambe de l'*Esquerra*. Le parti Macià fut élu en avril 1931 et dans les élections qui suivirent la proclamation de la République à une écrasante majorité en raison précisément de l'apport des voix ouvrières. Il sut faire plébisciter le projet de Statut de la Généralité par la quasi-unanimité du peuple catalan.

A l'heure actuelle, le gouvernement de Barcelone a en mains les moyens suffisants, en se gardant toutefois de tomber dans la démagogie, pour conserver par des mesures sociales opportunes la confiance de tout le pays et l'appui si important des masses ouvrières qu'il lui appartient d'arracher à l'emprise socialiste et anarchiste.

---



## CHAPITRE II

---

### ESPAGNE ET CATALOGNE

La personnalité de la Catalogne a été esquissée précédemment : sa géographie, sa langue, ses mœurs, son droit, sa pensée et sa culture, son passé en font un pays qui se distingue avec une absolue netteté des autres parties de la Péninsule. Il existe entre un Catalan et un Espagnol une différence de caractère telle que certains auteurs qui ont étudié le catalanisme, par exemple M. Freixe et M. Lévondès, ont immédiatement envisagé le conflit comme le résultat d'une trop forte opposition ethnique engendrant l'incompréhension et souvent l'hostilité entre deux races. Alors que le Catalan est laborieux, amoureux du progrès et de la culture, sagement économe, doué de bon sens et d'esprit pratique, sans matérialisme pourtant, imbu de sentiments démocratiques et libéraux, — l'Espagnol au contraire (28) est indolent, ami du moindre effort ; il ne cherche pas à améliorer son sort et à décrasser son ignorance (« la nation espagnole ne sait rien ni ne veut rien savoir », notait

---

(28) Ce que nous disons des Espagnols ne saurait nullement s'appliquer à la population des Provinces Basques.

déjà en 1544 Alejo Venegas) ; il est insouciant et fort peu préoccupé du lendemain, rêveur et politiquement passif parce que pauvre de tout idéal, démocratique ou autre, mais avide de domination et orgueilleux.

Almirall jugeait ainsi le peuple castillan : « Aujourd'hui, considéré dans son ensemble ou dans ses individualités, il est complètement déchu et dégénéré, mais il n'a perdu aucun de ses traits caractéristiques. Les défauts qu'il a acquis sont propres à son tempérament ; ils ne sont compensés par aucune de ces vertus qui brillèrent au moment de sa virilité et de sa grandeur. Il est toujours aussi idéaliste ; il a le même amour de l'abstrait et sa passion pour l'absorption et la domination est aussi marquée qu'aux époques glorieuses. La différence se note seulement dans la qualité des aspirations et des moyens qu'il emploie pour les satisfaire. Ses idéals sont aussi rachitiques que son imagination est atrophiée ; ses abstractions sont des paradoxes ; ses moyens sont pauvres. Incapable de toute entreprise positive, il végète dans la misère morale et matérielle, et cette race, une des plus sympathiques de celles qui peuplent l'Europe, en est arrivée, par le déséquilibre de ses facultés, à occuper un des derniers rangs dans le monde civilisé (29) ».

Cette divergence de caractères devait engendrer fatalement de multiples difficultés. L'apathie du conquérant devint incompatible avec la vitalité du peuple soumis. L'absence de réalisations de l'un ne pouvait qu'irriter l'autre, soucieux de progrès (Alejo Venegas écrivait : « L'un des vices propres aux Espagnols, c'est que dans la seule Espagne on tient pour déshonneur l'office mécanique... »). Le catalanisme naquit et grandit pour des raisons à la fois sentimentales, politiques et économiques dérivant de cette opposition.

Le Catalan a appris à se pencher sur son passé et à y puiser de bons motifs de désaffection vis-à-vis de Madrid et de la Castille. Il se souvient de l'époque où son pays

---

(29) V. Almirall. *Lo Catalanisme*.

était l'un des plus puissants du monde chrétien, riche de nombreuses conquêtes, d'une culture brillante, d'institutions enviées, d'un commerce et d'une marine renommés. Il sait que soudain cette gloire s'effondra, sans doute un peu par suite de circonstances malheureuses, mais aussi par la faute de la Castille qui s'employa de son mieux à effacer la personnalité du royaume d'Aragon et à tout centraliser sous les ordres de la capitale. Il n'ignore pas que le conquérant chercha à détruire sa langue, son droit, ses traditions et jusqu'au souvenir des temps de prospérité. Il n'a pas oublié l'interdiction qui fut adressée à sa patrie de commercer avec le Nouveau Monde, ce qui ruina sa marine et son commerce ; il n'a pas oublié davantage les vexations de Philippe II, les brimades de Philippe IV et de son conseiller d'Olivarès, les persécutions de Philippe V et, plus tard, les mesures douanières d'Isabelle II. Sur tout, le Catalan d'aujourd'hui a gardé le souvenir de ces années de Dictature où il fut, lui, traqué, et sa Mancomunitat désorganisée.

Il serait trop long de relever toutes les mesquineries par lesquelles Madrid s'ingénia à contrarier ses provinces du Nord-Est : refus opposé à Barcelone qui s'offrait pour entretenir la route royale qui traversait la ville et que l'administration laissait volontairement dans un piteux état, attentats terroristes et émeutes fomentées par la Capitale, refus toujours opposés à la Catalogne qui voulait veiller elle-même à l'ordre public et réprimer des mouvements, refus de créer des chaires de langue, de littérature et d'histoire locales, rejet du plan grandiose de la place de Catalogne conçu par des architectes barcelonais, découpage des quartiers neufs de Barcelone en rectangles réguliers par deux systèmes orthogonaux d'artères rectilignes, dans le but de leur enlever tout cachet particulier, truquage des statistiques afin d'éviter que Barcelone ne parût plus importante que Madrid. « Lorsqu'autrefois un Ministre espagnol venait en Catalogne, raconte M. Brousse, les Catalans s'empressaient de lui montrer les institutions créées par

eux-mêmes ; le ministre, sur le moment, ne pouvait cacher l'étonnement et la joie que les travaux importants lui causaient ; mais inmanquablement, six mois après, les difficultés naissaient et l'établissement devait fermer ».

Ce n'est pas avec de semblables dispositions que le gouvernement castillan risquait d'adopter les solutions décentralisatrices préconisées depuis près d'un siècle par les Catalans désireux de retrouver une partie de leur indépendance de jadis. Or, ceux-ci avaient conscience d'une personnalité qui ne pouvait s'affirmer intégralement parce qu'on l'en empêchait dans toute la mesure du possible. Ce qui n'avait d'autre effet que d'accentuer l'irritation catalane.

Celle-ci avait d'ailleurs bien d'autres raisons de se manifester. Les Catalans, qui font tout de même partie de l'Etat espagnol, ne pouvaient se désintéresser de la question hispanique. Ils avaient quelques droits à s'indigner de la façon dont furent conduites les affaires publiques depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle. Ils souffraient dans leur orgueil de la situation intérieurement et extérieurement diminuée de l'Espagne. *Le Catalanisme a toujours été, en même temps, qu'un mouvement de revendications particularistes, une protestation contre les méthodes politiques de Madrid.*

Qu'est en effet pour l'Espagne le 19<sup>e</sup> siècle ? « Un siècle de pénombre, sinon de repos. Elle vit à l'écart, n'intervenant que pour faire acte de présence dans les affaires mondiales. La scène politique y est occupée uniquement par les luttes des différents partis qui se disputent le pouvoir » (30). Le pays s'épuise dans les duels entre absolutistes et libéraux, entre carlistes et christiniens, entre progressistes et modérés. Ce ne sont que complots, émeutes, révoltes. Le 4 février 1873, Balaguer écrivait à Mistral : « Nous sommes chez nous dans des moments suprêmes. Si la cause de l'ordre et de la véritable liberté n'arrive pas à triompher, nous sommes à jamais perdus. Notre

---

(30) Louis Bertrand. Histoire de l'Espagne, p. 499.



pays, notre malheureux pays traverse une de ses plus grandes et terribles crises. Les carlistes sont en armes et portent le feu et la guerre partout ; les partisans de l'ancienne reine vont se mettre en armes aussi ; les républicains veulent arborer leur drapeau de licence et de *petroleo* et les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir ne pensent qu'à eux et à faire leur fortune » (31). Le tableau, retouché et à peine atténué, eût pu servir pour les cinquante ou soixante années précédentes.

Après une période relativement calme, vers 1895, les choses se gâtèrent à nouveau et ce fut encore un moment bien triste de l'histoire de l'Espagne marqué par la perte des dernières colonies, à Cuba et aux Philippines, par de graves conflits au Maroc, par des assassinats politiques, des mouvements anarchistes, tandis que les finances publiques étaient chaque jour plus malades.

L'une des caractéristiques de la période qui s'étend de 1847 à 1932 est le rôle joué par les militaires dans la vie politique espagnole qui peut se résumer en une suite de *pronunciamientos* auxquels sont attachés les noms des généraux Espartero, O' Donnell, Nervaez, Pavià, Martinez Campos, Serrano de la Concha, l'amiral Topete, finalement des généraux Primo de Rivera, Berenguer et Sanjurjo (32). « L'armée opérant seule, écrivait Henri Béraud, ne demande aux civils ni leur avis, ni leur adhésion, ni leur soutien. Nul besoin, par conséquent, de recourir au style de proclamation pour les enflammer. Quand l'affaire a pris fin, on se contente de porter à leur connaissance, sans la moindre cérémonie, qu'ils ont changé de gouvernement » (33).

Ces luttes de partis, ces *pronunciamientos* successifs sortis de cercles militaires ne pouvaient qu'engendrer une politique incertaine et totalement dépourvue d'esprit de suite, aussi bien au point de vue intérieur qu'extérieur.

---

(31) M. André. La vie harmonieuse de Mistral p. 125.

(32) J. A. Trabal. Vella i trista historia del Monarquisme militar. *La Publicitat* (3 septembre 1932).

(33) H. Béraud. Emeutes en Espagne p. 166.

Hors de la Péninsule, l'Espagne qui avait déjà vu ses colonies de l'Amérique du Sud se détacher d'elle, perdit Cuba et les Philippines après sa malheureuse guerre contre les Etats-Unis alors que déjà, en 1859, elle avait essayé en vain de reprendre pied au Pérou, à Saint-Domingue, au Mexique. On sait avec quelles difficultés et au prix de quels sacrifices elle put s'installer au Maroc. Pendant longtemps cette question marocaine fut une plaie béante au flanc du pays : hommes et argent s'y engloutissaient.

Au cours de ce funeste 19<sup>e</sup> siècle, l'Espagne perdit lentement aux yeux de l'étranger tout le prestige dont elle avait joui autrefois, jusqu'à être considérée avec pitié comme une nation « moralement et physiquement » déchue.

A l'intérieur, ce n'était guère plus brillant. La centralisation à outrance anémiait le pays, le privait des bénéfices d'une vitalité qu'un régime d'autonomie eût procuré aux diverses régions. Le fonctionnarisme s'était développé dans des proportions effrayantes. A chaque arrivée d'un nouveau gouvernement, c'était une nouvelle liste de fonctionnaires que l'on couchait sur les registres de l'Etat, fonctionnaires que l'on ne voyait d'ailleurs jamais à leur poste, pour la plupart, si ce n'était à la fin du mois, au moment de passer à la caisse.

La notice adressée à la presse européenne par le comité nationaliste catalan de Paris, après la guerre de Cuba, déclarait : « L'Etat espagnol n'est pas créé pour faire des routes, des fortifications, des vaisseaux qui puissent servir ; l'Etat espagnol ne doit prendre aucun soin de l'intérêt public. Il est créé pour donner à manger à des gens, à beaucoup de gens... Il faut donc multiplier les directions générales et les administrations, les *juntas* et les corps consultatifs, les inspections, les délégations, et les inspections des inspections, compliquer et embrouiller les opérations les plus simples à force de détours et de formalités ridicules. Quant aux salaires, il leur importe peu qu'ils soient maigres, misérables même ; l'Etat espagnol est une

armée d'occupation, destinée à vivre aux frais du pays ; on mange comme on peut et ce que l'on peut. »

Dans l'armée, c'étaient les mêmes méthodes. Quelques mois avant la révolution, pour un effectif qui était environ le sixième de l'effectif français, « elle possédait dans l'active quatre capitaines-généraux, une vingtaine de lieutenants-généraux et pas loin de huit cents généraux de division et de brigade. » Et tout cela conspirait et politici-  
caillait.

Pendant ce temps, les progrès accomplis étaient presque nuls ; le nombre d'illettrés était considérable (65 %) et le Gouvernement ne tentait rien pour l'organisation de l'enseignement. « Tout est l'apparence de la réalité, disait encore le manifeste à la presse européenne : les Universités n'enseignent pas, les gouvernements ne gouvernent pas, les employés n'administrent pas, les escadres s'engloutissent spontanément devant nos adversaires et les armées servent non pas à vaincre les ennemis du dehors, mais à inspirer la dictature au-dedans. » Ce qui était vrai en 1898 l'était encore dans les dernières années de la monarchie.

L'abus le plus criant que laissait subsister la royauté était bien celui du *caciquisme*, cette funeste conséquence de la centralisation. Les caciques étaient « ces politiciens de clocher, ces petits oligarques », dont la toute puissance locale permettait aux partis gouvernementaux de triompher aux élections. Véritables tyranneaux, ils se chargeaient, au besoin par le chantage et l'intimidation, d'amener aux urnes, pour y voter suivant leurs directives, un peuple ignorant, misérable et passif qui ne connaissait même pas ses représentants aux Cortès, car il ne les voyait jamais. On conçoit quels abus pouvaient découler d'une pareille situation ; « là où tel opulent seigneur qui possédait des chasses de 3.000 hectares et avait su mettre le cacique dans son jeu ne payait rien, un pauvre vilain qui n'avait jamais pu qu'obéir et gémir versait bel et bien au percepteur ses 100 pesetas par hectare » (34).

---

(34) H. Béraud. op. cit. p. 142.

Au dire de l'historien Marvaux (35), en échange de l'aide qu'ils apportaient au gouvernement, celui-ci accordait à ses agents électoraux des privilèges scandaleux : le cacique « convertissait en terres irriguées les champs desséchés de ses partisans et il privait d'eau les terres irriguées de ses ennemis. Il s'emparait peu à peu des propriétés contiguës à ses propres domaines, il se servait pour les travaux à effectuer des formes de prestations vicinales ; lui-même ne payait pas d'impôts bien qu'il possédât les meilleures terres ; ses troupeaux paissaient librement les domaines du voisin. Sauf ses créatures qui occupaient les places de juge municipal, d'alcalde ou de syndic, tous avaient à craindre ses rigueurs et ses courroux » (36).

Les autonomistes s'élevèrent toujours avec véhémence contre de tels procédés car le caciquisme, « par nature et par nécessité, est forcément centralisateur » (37).

Le tableau de l'Espagne depuis l'inauguration du régime parlementaire jusqu'à la Révolution de 1931, avec quelques trop brèves périodes saines, fut à peu près constamment tel que le brossait M. Freixe aux environs de 1911 : « Situation toute d'arbitraire et de fiction, une administration déplorable, un clergé doté d'un esprit un peu trop dominateur et intransigeant, une armée dont l'incapacité de la plupart des généraux est notoire, à côté de cela, un gaspillage effréné et une concussion passée dans les mœurs et la bureaucratie » (38).

Conséquences normales : les idées anarchistes gagnaient du terrain de jour en jour ; les attentats terroristes se multipliaient. D'autre part, les finances demeuraient en piètre état et l'Espagne vivait « ce drame économique », dépeint par Henri Béraud (39).

---

(35) Marvaux. *Cronica méridional de Almeria*, 4 octobre 1900.

(36) Voir l'exposé des méfaits du caciquisme, par C. Falcon, dans « Critique de la Révolution espagnole » p. 89.

(37) C. Falcon. *Op. cit.*, p. 187.

(38) Freixe. *Op. cit.* p. 39.

(39) H. Béraud. *Emeutes en Espagne*. p. 203.



Le catalanisme puisait dans le domaine de l'économie de nouvelles raisons de désaffection à l'égard de l'Espagne. Nous avons déjà parlé du duel entre Barcelone et Madrid à propos de la question douanière : le protectionnisme catalan se heurtait aux théories libre-échangistes espagnoles. Nous avons également dit quelle cause d'aigreur engendra chez les industriels et les commerçants catalans la perte des colonies leur formant des débouchés de première importance. La Catalogne, qui écoule ses produits à peu près uniquement sur le marché péninsulaire, s'impatiente de voir que l'Espagne ne fait pas grand effort pour développer ce marché et le hausser au niveau de la production catalane.

C'est aussi à propos de la répartition des impôts et de l'attribution des sommes destinées à subvenir aux besoins des services et des administrations que s'élevaient des protestations. En gros, on peut dire que, pour une population qui est le douzième de celle de la République, la Catalogne payait du cinquième au quart des impôts hispaniques alors qu'elle recevait de l'Etat pour ses charges de vingtième de ce que touchait tout le pays. Un citoyen catalan payait en moyenne 123 pesetas par an tandis qu'un citoyen du reste de l'Espagne en payait 60 ; le premier recevait, en retour, une somme annuelle de 48 pesetas ; le second, de 75. Le tableau ci-contre que l'on trouve dans un ouvrage de M. Alzina est significatif. Il se rapporte à l'année 1930 (40).

---

(40) J. Alzina. *L'economia de la Catalunya autonoma*. p. 78.

| Malières | Pour toute l'Espagne | Pour la Catalogne | % | (1) et (2) |
|----------|----------------------|-------------------|---|------------|
|----------|----------------------|-------------------|---|------------|

*Recettes fiscales encaissées par l'Etat en Catalogne en 1930 comparativement aux recettes encaissées dans toute l'Espagne.*

|                                         |           |         |      |         |
|-----------------------------------------|-----------|---------|------|---------|
|                                         |           |         |      | (1)     |
| Contributions territor.                 | 370.300   | 43.872  | 11,5 | 40.733  |
| Contributions industr.                  | 185.500   | 48.385  | 26   | 20.405  |
| Droits réels .....                      | 213.500   | 41.088  | 19,2 | 23.485  |
| Mines .....                             | 11.800    | 777     | 6,6  | 1.298   |
| Timbres .....                           | 365.900   | 75.908  | 20,6 | 40.249  |
| Chiffres d'affaires ;<br>patentes ..... | 459.500   | 90.709  | 20   | 50.545  |
| Lumière .....                           | 37.300    | 10.296  | 27,6 | 4.463   |
| Patentes automobiles                    | 55.700    | 13.699  | 24,6 | 6.027   |
| Tabacs .....                            | 293.074   | 50.400  | 17,2 | 32.238  |
|                                         | 1.992.574 | 775.134 | 18,8 | 219.443 |

*Dépenses effectuées en Catalogne en 1930 comparativement aux dépenses effectuées dans toute l'Espagne.*

|                                         |           |        |     |         |
|-----------------------------------------|-----------|--------|-----|---------|
|                                         |           |        |     | (2)     |
| Justice .....                           | 103.900   | 3.049  | 2,9 | 11.429  |
| Intérieur .....                         | 271.600   | 20.436 | 7,5 | 29.876  |
| Ouvres. publiques                       | 462.100   | 21.095 | 4,5 | 50.831  |
| Travail .....                           | 34.400    | 571    | 1,7 | 3.784   |
| Instruction publique                    | 188.100   | 16.586 | 8,8 | 20.691  |
| Agriculture .....                       | 25.700    | 1.465  | 5,7 | 2.827   |
| Finances .....                          | 44.000    | 2.894  | 6,5 | 4.840   |
| Comptabilité ;<br>revenus publics ..... | 182.200   | 3.633  | 2,7 | 14.520  |
|                                         | 1.261.900 | 69.729 | 5,5 | 138.798 |

N. B. -- Les chiffres indiqués sont donnés en millions de pesetas.

Faire figurer en (1) et en (2) la mention suivante : « Chiffres des recettes qui auraient dû être encaissées (1) — ou des dépenses qui auraient dû être effectuées (2) par l'Etat en Catalogne si l'on n'avait tenu compte que du chiffre de sa population ».

Des statistiques de 1917 indiquent que l'Evêché de Barcelone recevait de l'Etat 559.525 pesetas, alors qu'un Evêché comme celui de Calahorra en touchait 588.750 ; celui de Madrid Alcalà, 641.323. L'Université de Barcelone, pour l'entretien de son matériel, recevait 12.000 pesetas, Madrid 40.000, Grenade et Valladolid, 13.500. L'Académie de Médecine percevait 5.000 pesetas, celle de Madrid 34.750. L'Athénée de Madrid obtenait 50.000 pesetas, la Bibliothèque de Barcelone, 2.000. Le port de cette dernière ville se voyait gratifier de subventions ridicules. Tout le reste, à l'avenant (41).

Dans ces conditions, la Catalogne se trouvait dans l'impossibilité d'organiser les services dont elle avait pourtant besoin plus que toute autre région en raison de sa vitalité particulièrement grande. Les Catalans, avaient, en outre, l'impression d'entretenir, par leur activité, le resté de l'Espagne qui, vivant dans l'insouciance et l'apathie, puisait dans leurs coffres l'argent nécessaire pour ne pas mourir de faim. Léon Daudet se plaît à citer la parole de son ami Santiago Rusinyol, aujourd'hui disparu : « Dans notre attelage, les Castillans font le convoi, nous faisons la locomotive, c'est nous qui traînons tout. » C'est exactement la sensation de tous les compatriotes du célèbre paysagiste.

Navrés de ne constater dans la Péninsule qu'un bien faible enthousiasme vers le progrès, eux qui veulent « être Européens et tourner leurs regards vers le Nord, au-delà des Pyrénées », ils déplorent la piètre situation économique de l'Etat et réclament qu'un réveil se produise enfin dans l'intérêt général et dans leur propre intérêt. M. Fabregas, directeur de l'Institut de Sciences Economiques de Barcelone, déclarait : « Nous, Catalans, nous voulons sauver la vie économique et sociale de la Catalogne de la banqueroute qui menace cette vie économique et sociale

---

(41) *El Mati*, 8 juillet 1932, « Estat espanyol i Catalunya » par M. Golferichs.

de toutes les nationalités ibériques, comme conséquence de la politique d'incertitude portée à son maximum par les gens qui, jusqu'à aujourd'hui, depuis quatre siècles, ont la direction de l'Espagne. Et ce n'est pas que la Catalogne regarde le problème d'une façon égoïste : chaque fois qu'elle parvient à sa propre stabilisation, elle en fait bénéficier ensuite les autres nationalités hispaniques » (42).

Ce réveil se produira-t-il ? Lorsque nous avons parlé des abus qui ont sévi en Espagne, nous avons pris soin de parler au passé. Un nouveau régime est né avec un programme de rénovation ibérique et bien décidé, du moins les chefs du mouvement révolutionnaire l'ont proclamé, à réagir contre les vices d'autrefois. La République est encore trop jeune pour que l'on puisse porter un jugement équitable sur elle. Aura-t-elle cette vertu de secouer l'héritaire nonchalance hispanique et de créer, dans une atmosphère politique saine, une situation économique et sociale qui permettra à l'Espagne de Cervantès, de Lope de Vega, de Thérèse d'Avila, de Goya, à l'Espagne qui régnait jadis sur tous les continents, même les plus lointains, de jouer à nouveau dans le monde un rôle brillant ?

Il appartient aux Républicains de ne plus retomber dans les erreurs d'une royauté qui serait peut-être encore sur le trône espagnol si elle avait su répondre, raisonnablement bien sûr, mais généreusement, aux désirs autonomistes de ses sujets et s'attirer par là leur sympathie. La paix et la prospérité de l'Espagne, et donc sa grandeur, sont au prix d'un régime permettant aux nationalités incluses le libre développement de leur personnalité dans le cadre de l'unité hispanique.

---

(42) J. P. Fabregas. Les possibilitats d'una Catalunya independent, p. 28.



## TROISIEME PARTIE

— —

# LE STATUT CATALAN DE 1932

« Nous n'avons pas encore ce que nous voulons, mais maintenant nous avons la porte ouverte pour y arriver. »

VENTURA GASSOL (Septembre 1932).

## SECTION I

## HISTORIQUE

### § 1. — LE PACTE DE SAINT-SEBASTIEN

Le 17 août 1930, se trouvaient réunis, à Saint-Sébastien, les représentants des divers groupements républicains d'Espagne et de Catalogne. Il y avait là, sous la présidence de F. Sociain, de l'*Unió Republicana*, MM. Azaña et Lerroux, pour l'*Alliance Républicaine*, Marcelli Domingo, Albornoz et Galarza, pour le *Parti Républicain Radical-Socialiste*, Alcalà Zamora et Miguel Maura pour la *Droite Libérale*, Carrasco i Formiguera pour l'*Acció Catalana*, Macià Mallol, pour l'*Acció Republicana de Catalunya*, Aiguader i Miró pour l'*Estat Català*, Casares Quiroga, pour la *Fédération Républicaine de Galice*. Le *Parti Fédéral*

*Espagnol*, malgré son désir, n'avait pu se faire représenter. En outre, Sanchez Roman, E. Ortega y Gasset et Indalecio Prieto assistaient à la conférence.

Avant tout autre échange de vues, les Catalans exposèrent les motifs de leur présence. Ils dirent leur espoir de voir un régime républicain accueillir favorablement leurs revendications, moyennant quoi ils s'engageaient à ne pas ménager leur sympathie et leur appui à l'œuvre révolutionnaire des républicains espagnols. Lorsque tout le monde se fut accordé sur la nécessité pour la future République d'octroyer à la Catalogne un statut d'autonomie dont le projet, rédigé par la Députation de ce pays, serait présenté aux Cortès après avoir été approuvé par les Municipalités d'abord, par le peuple ensuite des Quatre Provinces, Casares Quiroga réclama des promesses analogues pour la Galice et pour les Pays Basques, ce qui fut accepté sans discussion. Puis, on s'entendit sur les moyens les plus sûrs pour arriver à une union de tous les partis révolutionnaires capables de renverser la Monarchie et d'instaurer la République.

Dès lors, la question catalane était devenue une question républicaine. Le sort de l'autonomie et celui de la République étaient désormais liés l'un à l'autre.

Avant de se séparer, les délégués de Saint-Sébastien tombèrent d'accord sur la rédaction du texte en trois points suivant :

« 1° Les délégués réunis à Saint-Sébastien ont admis unanimement la réalité du problème catalan et convenu que le triomphe de la révolution supposait la reconnaissance de la personnalité de la Catalogne et l'engagement du nouveau gouvernement à donner une solution juridique au problème.

» 2° La solution du problème doit avoir pour base et pour fondement la volonté de la Catalogne exprimée en un projet de Statut ou Constitution autonome proposé librement par le peuple de Catalogne et accepté par la ma-

majorité des Catalans au moyen d'un referendum au suffrage universel.

» 3° Le Statut proposé et voté par la Catalogne devra être soumis, pour la partie concernant les relations de la région autonome avec le pouvoir central, à l'approbation souveraine des Cortès Constituentes. »

Huit mois plus tard, le 14 avril 1931, sous les efforts conjugués de tous les partis révolutionnaires d'Espagne, la Monarchie s'écroulait. Les dispositions du Pacte de Saint-Sébastien allaient donc avoir à jouer.

## § 2. — LE 14 AVRIL. — LA REPUBLIQUE CATALANE. LA GENERALITE DE CATALOGNE

12 avril 1931 : L'Espagne vote ; il s'agit d'élections municipales. A Barcelone, la liste de Macià triomphe.

13 avril : Toute la Péninsule est agitée par un vent de révolte ; on acclame les élus républicains ; autour du Roi, les défections se multiplient ; le chef de la Garde Civile ne répond plus de la fidélité de ce corps.

14 avril : A midi, Macià, du haut du balcon de la Députation, Companys, des fenêtres de l'Ajuntament, proclament l'existence de la *République Catalane au sein d'une Fédération ibérique*. Les drapeaux espagnol et catalan flottent en même temps sur les édifices publics... Quelques heures après, Madrid proclamait à son tour la République.

17 avril : Trois ministres du gouvernement provisoire de la République espagnole envoyés en hâte par Madrid sont arrivés à Barcelone : Fernando de los Rios, Marcelli Domingo et Nicolau d'Olwer. *Ces deux derniers sont Catalans*. Les ministres ont une entrevue avec Macià, Président de la République catalane, Gassol, Casanoves, Carrasco, conseillers, Companys, gouverneur civil, Lopez Ochoa, capitaine général de Catalogne. Liés par le pacte

de Saint-Sébastien, les républicains catalans doivent renoncer à leur République. Il ne s'agit plus désormais que de la Généralité de Catalogne. La seconde République catalane a vécu trois jours.

Madrid, tenue de son côté à exécuter les engagements de Saint-Sébastien, s'est engagée en contre-partie à reconnaître à la Généralité une certaine autonomie que les Cortès auront à préciser. La Catalogne va d'abord élaborer son projet de Statut que le peuple et les Ajuntaments approuveront.

### § 3. — ELABORATION DU STATUT

Le 24 mai 1931 eurent lieu les élections par les municipalités des députés de la Généralité dont la tâche essentielle allait être précisément l'élaboration d'un projet de statut. Les Députations Provinciales, réunies le 9 juin sous la présidence de J. Carner, nommèrent une Commission chargée de la rédaction et composée de Coromines, Carner, Dencàs, Estève, Campalans et Xirau qui se retirèrent, loin de l'agitation de la capitale, dans le calme de Nùria.

Le Statut dit de Nùria, approuvé par acclamations par la Députation provisoire, le fut ensuite par la presque totalité des Ajuntaments et, enfin, par le peuple lui-même qui, le 2 août 1931, après une propagande effrénée des organisations catalanistes, manifesta de façon éclatante son désir d'autonomie : 80 % des inscrits se prononcèrent en faveur du projet.

Entre-temps, le 28 juin et le 12 juillet, avaient eu lieu les élections aux Cortès espagnoles desquelles devait sortir la représentation chargée de défendre le Statut.

Le 14 août, le Président Macià, accompagné de quelques amis, prenait le chemin de Madrid afin d'aller remettre solennellement au Président Zamora le texte catalan. Il y eut des discours enflammés, des embrassades, des protestations d'amitié et de sympathie républicaines.



La délégation revient à Barcelone, persuadée, après ces effusions, que le projet sera accepté dans son intégrité, ou presque, par Madrid. Le peuple le croit avec elle. Tous oublient, dans leur enthousiasme et leur foi en la cause de la Catalogne, que, en politique, leur pays a été le plus souvent berné. Certains sages, pourtant, demeurent sur une calme réserve. On les traite de fous. On leur répond : « Comment osez-vous supposer un instant que les démocrates d'Espagne puissent aller contre la volonté d'un peuple et lui marchander ses libertés ? ».

Une fois de plus, les sages avaient raison et le Statut que les Cortès *concéderent* finalement à la Catalogne fut loin d'être celui auquel le peuple de ce pays avait donné, le 2 août, sa pleine adhésion.

---

## SECTION II

### LA CONSTITUTION ESPAGNOLE

Avant d'examiner le Statut à donner à la Catalogne, les Cortès Constituentes devaient se préoccuper de bâtir la structure juridique du nouvel Etat espagnol. Elles ne pouvaient le faire sans tenir compte des aspirations autonomistes, catalanes et autres, nécessitant l'adoption d'une formule capable de les satisfaire. Le Projet de Nùria ayant déjà été élaboré et remis au gouvernement, ses dispositions étaient connues et devaient influencer fatalement sur l'allure de la discussion et sur la rédaction définitive du texte constitutionnel qu'allait préparer l'Assemblée. Tandis que les adversaires des prétentions catalanes demanderaient le vote d'une Constitution concédant le minimum d'autonomie aux régions, les députés catalans (le texte de Nùria déclarait « la Catalogne Etat autonome au sein de la République espagnole ») chercheraient à obtenir un maximum que le bloc gouvernemental, soucieux de remplir les engagements de Saint-Sébastien, ne lui contesterait pas âprement. Avant tout, la Constitution fut une solution à la question des autonomies régionales ; les débats engagés à propos de certains articles ne furent qu'un préambule aux discussions qu'allait soulever, quelques mois plus tard, le vote du Statut.

Présenté aux Cortès par le Président Zamora, le 18 août 1931, en même temps que le texte de Nùria, le projet de Constitution fut lu le 27 et les débats commencèrent peu après (1).

---

(1) Voir « Diario de Sesiones », Madrid, 1931, — et les trois volumes édités par la Généralité de Catalogne « Intervenció dels representants de Catalunya en la Constitució de la República ».

Au cours de la discussion « sur l'ensemble », la position des représentants catalans fut précisée par Companys (au nom de l'*Esquerra*, le 4 septembre), par d'Abadal (au nom de la *Lliga*, le 10 septembre) et par Humbert Torres (10 septembre). Tous trois proclamèrent le désir de la Catalogne de « travailler à l'établissement d'un Etat espagnol digne, puissant, prospère, qui corresponde aux exigences de la Révolution » (H. Torres) et de voir les Constituants rendre possible une fédération ibérique de peuples autonomes. Torres déclarait : « La minorité d'*Esquerra catalana* attache une grande importance à ce que cette Chambre donne son approbation à une Constitution fédérale. »

C'est précisément sur le point de savoir si la Constitution serait fédérale ou non que s'engagea la discussion « par articles », le 11 septembre. La préoccupation du Statut pesait sur l'Assemblée (2). Torres Barberà prétendit que le projet de la Commission était essentiellement unitaire. Les fédéraux, les autonomistes, les radicaux voulaient que la République fut explicitement déclarée fédérale ; les socialistes et les radicaux-socialistes estimaient que cette affirmation n'était pas indispensable, le projet étant « d'allure fédérale » ; d'autres enfin se posaient en farouches centralisateurs. Pi i Arsuaga, Valle, Alomar, Xirau, Pedrays, Crespo, Guerra del Rio déposèrent divers amendements en faveur de l'insertion du mot « fédéral ». Pi i Arsuaga assurait que le régime des régions autonomes allait contre cette harmonie que permettrait, au contraire, un système fédéral dérivant des principes démocratiques en honneur depuis la Révolution et voulu par certains peuples ibériques contre la volonté desquels les Cortès ne pouvaient se dresser. Ces amendements furent combattus par Botella comme contraires à l'esprit du projet, par Valdecasas, qui déplora que le statut catalan pût ainsi tracer des directives à la Constitution, par Zamora

---

(2) P. Serrano. La Constitució española.

qui, lui, prétendit qu'il n'était pas indispensable d'employer le mot « fédéral » puisque, de toutes façons, le texte était fédéral en sa substance.

En présence de ces divergences profondes, on décida d'envoyer le projet devant la Commission qui revint au texte suivant, finalement adopté :

Article 1 .....

*La République constitue un Etat intégral, compatible avec l'autonomie des municipalités et des régions.*

L'adoption de l'expression *Etat intégral* devait provoquer de vives critiques de la part des juristes. Formule brève et peu claire, elle ne contient, selon le professeur Serrano, « aucune précision terminologique en technique juridique et présente une valeur grammaticale qui n'est exempte de reproches » ; son seul avantage serait d'être « vide de sens et, par conséquent, interprétable à la fantaisie de chacun ».

Des explications de Jimenez de Asúa, président de la Commission parlementaire, il résulte que cette dernière a voulu employer une expression dont le sens se situe entre celui du fédéralisme et celui de l'unitarisme. Les Cortes qui n'ont pas voulu admettre les conceptions centralisatrices et unitaires des hommes de la Révolution française semblent avoir voulu tendre à cette « rationalisation du régime fédératif » qui apparaît dans les Constitutions allemande et autrichienne d'après-guerre. Les Constituants espagnols, désireux d'établir une formule de « régionalisme limité », mais soucieux de maintenir l'unité nationale et la puissance économique et sociale de l'Etat, « ont suivi », dit M. Mirkine-Guetzévitch (3), les principes du *fédéralisme rationalisé* basé sur les nécessités techniques de l'Etat et non sur les principes dynastiques, nationaux, ethnographiques, etc... ». C'est pourquoi ils ont posé le principe d'autonomie municipale et régionale dont le contenu est précisé plus loin.

---

(3) Mirkine-Guetzévitch et Reale. L'Espagne, p. 56.



L'article 4 déclare : « *Le castillan est la langue officielle de la République.*

» *Tout Espagnol a le devoir de la savoir, et le droit d'en faire usage, sans préjudice des droits que les lois de l'Etat reconnaîtront aux langues des diverses provinces ou régions.*

» *Sous réserve de ce qui sera prescrit par des lois spéciales, il ne pourra être exigé de personne la connaissance ni l'usage d'aucune langue régionale.* »

Le vote de ces dispositions n'alla pas sans quelques discussions. Ovejero avait demandé que l'expression « langue castillane » fût remplacée par « langue espagnole ». Il dut retirer son amendement devant les protestations d'Alomar qui s'indigna à la pensée que l'assimilation entre castillan et espagnol risquait de ne pas faire considérer le catalan, le basque et le galicien comme des idiomes espagnols. Miguel de Unamuno reprit à son compte l'amendement Ovejero et tenta de prouver que l'espagnol est quelque chose de plus que le castillan. Il demanda l'adjonction du second paragraphe de l'article définitif. Xirau et Alomar combattirent la première partie de l'amendement Unamuno et leur intervention fut l'occasion d'une belle apologie de la langue catalane. A son tour, J. Carner prit la parole pour demander que le texte adopté permit la reconnaissance dans le Statut des droits de sa langue maternelle et réclama la possibilité de coofficialité des langues dans les régions autonomes. Il s'attaqua ensuite à la disposition selon laquelle « il ne pourrait être exigé de personne la connaissance ni l'usage d'aucune langue régionale », montrant l'impossibilité d'organiser dans de pareilles conditions des services, un notariat, un enseignement régionaux.

L'article fut renvoyé devant la Commission qui rapporta le texte actuel finalement adopté.

Les Cortès passèrent quelques jours après à la discussion du principe de l'autonomie municipale et régionale qui

fut posé dans les premiers articles du titre I sur « l'organisation nationale », dont voici la teneur :

Article 8. — *Dans les limites irréductibles de son territoire actuel, l'Etat espagnol sera formé de communes régies par provinces et de régions constituées en régime d'autonomie.*

.....

Article 9. — *Toutes les communes de la République seront autonomes en ce qui concerne les matières de leur compétence. Elles éliront leurs Conseils municipaux au suffrage universel, égal, direct et secret.....*

*Les maires seront toujours nommés par suffrage direct de la population ou par les Conseils municipaux.*

Article 10. — *Les provinces seront constituées par les communes groupées conformément à une loi qui fixera leur régime et leurs fonctions ainsi que la façon dont devra être élu l'organisme chargé de leur gestion politique administrative.*

*Feront partie du territoire soumis à leur juridiction, les communes qui les composent actuellement, sauf les modifications que pourra autoriser la loi, avec les formalités requises à cet effet.*

.....

Le vote de ces trois articles, qui, en somme, n'intéressaient qu'indirectement les Catalans, sauf en ce qui concerne le principe des « régions constituées en régime d'autonomie », se déroula dans le calme. On admit presque toujours, en Espagne, que la commune fût à la base de l'organisation étatique et méritât une certaine liberté d'action. Aussi l'autonomie municipale fut-elle aisément acceptée. Il n'en fut pas de même pour les dispositions relatives aux provinces dont certains députés réclamaient la suppression sous prétexte qu'elles constituaient un vestige inutile de l'ancienne organisation royale.

Avec l'article 11, la question catalane revenait au premier plan. Les députés de Catalogne, dont le Statut de Nùria faisait un « Etat autonome », ne pouvaient qu'intervenir activement dans les débats se rapportant à l'organisation des régions autonomes. De son côté, S. Picallo déposa un amendement tendant à accorder à la Catalogne, aux Pays Basques et à la Galice la dénomination d'Etats autonomes. Ses prétentions et celles de la minorité catalane furent repoussées et l'on ne voulut entendre parler que de régions formées « de provinces limitrophes ayant en commun des caractéristiques historiques, intellectuelles et économiques » auxquelles on octroyait un régime d'autonomie politico-administrative précisée dans les articles 15, 16 et 18, moyennant la réunion des conditions de l'article 12.

Ce dernier article rappelle les dispositions du Pacte de Saint-Sébastien relatives à la manière dont serait attribué le Statut. Il est essentiellement démocratique puisqu'il exige, pour qu'un ensemble de provinces puisse se constituer en région autonome, une manifestation explicite de la volonté du peuple de ces provinces. Mais le dernier mot reste tout de même au Parlement espagnol, le Statut plébiscité par la population devant être approuvé par lui. Remarquons d'ailleurs qu'il semble ressortir du texte légal que le rôle des Cortès doit se borner uniquement à constater la conformité du projet aux exigences constitutionnelles pour, ensuite, l'accepter en bloc ou le rejeter. Il n'est nullement précisé que le Statut pourra être remanié par une Commission parlementaire jusqu'à ne plus coïncider avec le texte plébiscité ainsi que cela se produisit pour le Statut catalan. Jimenez de Asúa a prétendu qu'il fallait entendre le dernier paragraphe de l'article 12 dans le sens de la possibilité pour l'Assemblée de modifier le texte présenté. Le professeur Serrano se rallie à cette interprétation, tout en déplorant qu'une règle aussi fondamentale ait été rédigée en des termes très vagues permettant l'énoncé de la thèse contraire.

L'interdiction pour les régions autonomes de se fédérer

entre elles, posée par l'article 13, fut combattue par le député basque Beunza, par Samper, qui réclamait pour des régions autonomes le droit de se grouper en une autre région plus ample, par Alomar qui voulait pour les îles Baléares la facilité de s'unir à la Catalogne à laquelle les reliant tant de liens. Les députés castillans et castillanais qui voyaient dans une future fédération un sérieux danger pour l'hégémonie madrilène soutinrent énergiquement le texte de la Commission qui fut adopté.

Voici, d'ailleurs, le contenu de ces articles 11, 12 et 13 :

Article 11. — *Si une ou plusieurs provinces limitrophes ayant en commun des caractéristiques historiques, intellectuelles et économiques, décidaient de s'organiser en région autonome pour former un groupement politico-administratif dans l'Etat espagnol, elles devraient présenter leur Statut conformément aux dispositions de l'article 12.*

*Dans ce Statut, elles pourront demander pour elles, en totalité ou en partie, les attributions fixées par les articles 15, 16 et 18 de la présente Constitution, sans préjudice, dans le second cas, de la possibilité de solliciter ultérieurement, et par le même procédé, établi par ce Code fondamental, tout ou partie des attributions restantes.*

.....

*Une fois le Statut approuvé, celui-ci constituera la loi fondamentale de l'organisation politico-administrative de la région autonome, et l'Etat espagnol la reconnaîtra et la protégera en tant que partie intégrante de son organisation juridique.*

Article 12. — *Pour être approuvé, le Statut de la région autonome devra remplir les conditions suivantes :*

a) *Il sera proposé par la majorité de ses Conseils municipaux, tout au moins par ceux dont les communes représentent les deux tiers du recensement électoral de la région ;*



b) Il devra être accepté, suivant la procédure que fixera la loi électorale, par les deux tiers au moins des électeurs inscrits sur les listes électorales de la région. Si le plébiscite était négatif, la proposition d'autonomie ne pourrait être renouvelée qu'après un délai de cinq années.

c) Il devra être approuvé par le Parlement.

Les Statuts seront approuvés par la Chambre des Députés pourvu qu'ils s'adaptent au présent Titre et qu'ils ne contiennent, en aucun cas, des préceptes contraires à la Constitution, ni aux lois organiques de l'Etat, en ce qui concerne les matières non transmissibles au pouvoir régional, et sans préjudice de la faculté que les articles 15 et 16 reconnaissent au Parlement.

Article 13. — *La fédération des régions autonomes ne sera admise en aucun cas.*

L'atmosphère des Cortès devint orageuse lorsque l'on en arriva à discuter la répartition des attributions entre Etat espagnol et régions autonomes. Trois tendances se manifestèrent au cours des débats : celle du projet de la Commission parlementaire, celle du vœu Alomar-Xirau-Valle et, enfin, celle de l'amendement Juarros soutenue par le Président Zamora. Cette dernière représentait un effort de conciliation et fut le fruit des patientes et laborieuses négociations du chef du gouvernement. Les dispositions de l'amendement Juarros furent finalement adoptées, mais il fallut pour cela une intervention énergique du Président Zamora dont le prestige assura le résultat du vote.

Le projet de la Commission définissait, dans son article 14, en vingt-deux paragraphes, les matières relevant de la compétence exclusive de l'Etat espagnol ; dans son article 15, il énumérait les matières pour lesquelles « l'Etat espagnol aurait compétence, à moins qu'un Statut ne vienne la concéder aux régions autonomes. » Il s'agissait du maintien de l'ordre public, de la pêche maritime, du droit civil, y compris l'hypothèque, de la législation sociale, de l'or-

ganisation judiciaire, du régime des assurances, du régime de l'assistance sociale, de la socialisation des richesses naturelles et des entreprises économiques, des services géographiques, statistiques et météorologiques.

Enfin, dans son article 17, le projet déclarait que « toutes les matières non explicitement reconnues à la région autonome en son Statut, relèveraient de la compétence de l'Etat espagnol » (4).

Le vœu particulier Alomar-Xirau-Valle énumérait, à l'article 14, les matières pour lesquelles la législation exclusive appartiendrait à la République ; à l'article 15, celles pour lesquelles la législation correspondrait à la République et l'exécution pourrait correspondre aux régions autonomes, suivant leur capacité politique ; ce même article 15 précisait ensuite les matières pour lesquelles les régions autonomes pourraient posséder, suivant leur aptitude politique, la législation exclusive et l'exécution directe (notamment l'enseignement, le régime municipal et la division territoriale, la réglementation du droit civil, l'organisation des tribunaux, la police et l'ordre public). Le vœu demandait la suppression de l'article 17 (5).

Il fut défendu à la tribune des Cortès par Xirau, le 22 septembre, après que Jimenez de Asúa eut annoncé le retrait par la Commission des articles 14 et 15 pour nouvelle rédaction. Au cours de la même séance fut déposé un amendement de la minorité catalane modifiant certains points particuliers de l'article 14 de la Commission et ajoutant certaines matières à l'article 15, par exemple l'enseignement, le régime municipal et la division territoriale de la région.

Cependant, le Président Zamora, désireux de ne pas mécontenter la minorité catalane à laquelle, loyalement, il se reconnaissait lié par le Pacte de Saint-Sébastien, de-

---

(4) Generalitat de Catalunya. La Intervenció dels Representants de Catalunya en la Constitució de la República. Tome I, p. 4 du projet.

(5) Ibid., p. 4.

manda à la Commission de se conformer le plus possible aux dispositions contenues dans le Statut de Núria. D'autre part, il inspira l'amendement Juarros tendant à accorder la législation exclusive et l'exécution directe que réclamait le vœu Alomar. Cet amendement, présenté à la Chambre le 23 septembre et défendu par Zamora lui-même, soutenu par le Galicien Picallo, le Basque Beunza et les Catalans, souleva l'hostilité de l'Assemblée qui craignait que l'on ne lui fit accepter par le vote de l'amendement le contenu du Statut de Nuria. Le député Iglésias, parlant au nom des radicaux en l'absence de Lerroux, s'éleva contre le Pacte de Saint-Sébastien, « ce pacte-fantôme que personne ne connaît et que chacun interprète à sa façon », et prononça un violent réquisitoire contre les tendances séparatistes que semblait favoriser l'amendement.

Les Catalans Carner et Xirau intervinrent à leur tour ; le premier parla de ce « déséquilibre foudroyant qui existe, en Catalogne, entre la capacité matérielle de ce pays, son volume externe, l'intensité de sa vie sociale et ses institutions politiques de tous ordres qui régissent cette vie sociale ». Xirau réclama de la République « la solution libérale qui fût seule digne d'elle. »

La séance fut suspendue au milieu d'une grande effervescence. Il y eut de fiévreuses démarches, des entrevues, notamment entre le Président Zamora, le Président de la Commission et les leaders des divers partis. Le bruit circulait d'un retrait des députés catalans et de la démission des ministres Nicolau d'Oliver et Domingo en cas de rejet de l'amendement Juarros.

Finalement, on parvint à une transaction ; il fut décidé que la Constitution n'énumérerait pas les attributions exclusives appartenant à la région, mais donnerait la liste des matières pour lesquelles la région pourrait être chargée de l'exécution, à condition que les Cortès l'en estiment « politiquement capable ».

La Commission présenta donc la nouvelle rédaction qui

ne fut pourtant pas acceptée d'emblée. Il y eut des interventions nombreuses. On entendit Companys, Carrasco, Lluhi, Prieto, Largo Caballero. Ce dernier déposa un amendement donnant à l'Etat espagnol compétence en matière de législation ouvrière ; il obtint satisfaction.

Au bout de seize heures de joutes oratoires et de manœuvres de couloirs, on tomba enfin d'accord sur le texte actuel des articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 (6).

M. Guïllerm rapportant les paroles du Président Zamora : « Dans cette grande bataille, il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus », ajoutait : « Il n'en était pas moins évident que si la majorité des Cortès avait voté selon son sentiment intime et non pas d'après les directives imposées par la discipline ministérielle, le Statut de Catalogne eût subi, dès le vote, une irrémédiable défaite. » (7).

Sous sa forme définitive, la Constitution adopte donc une division tripartite : dans l'article 14, elle place les attributions qui sont de la compétence exclusive de l'Etat ; dans l'article 15, elle énumère les matières pour lesquelles la législation appartient à l'Etat, l'exécution pouvant en être confiée aux régions ; dans l'article 16, elle déclare que pour les matières non énumérées dans les deux articles précédents, la législation exclusive et l'exécution directe « pourront » relever des régions autonomes.

L'article 16 de l'amendement Juarros, qui énumérait ces matières pouvant entraîner législation et exécution des régions, avait été repoussé. Les Constituants n'ont pas voulu préciser ; ils ont entendu donner aux Cortès un pouvoir d'appréciation suivant les circonstances.

Le texte constitutionnel des articles 14 à 23 est d'ailleurs le suivant :

---

(6) Pour les débats relatifs au vote de ces articles, consulter « La Intervenció dels Representants de Catalunya... », op. cit., tome I, p. 37 à 86, et la thèse de M. Guïllerm « La Constitution républicaine espagnole », p. 25 et suivantes.

(7) Guïllerm, op. cit., p. 28.



Article 14. — *La législation et l'exécution directe des lois sont exclusivement du ressort de l'Etat espagnol, dans les matières ci-après :*

1° *Acquisition et perte de la nationalité, et réglementation des droits et devoirs constitutionnels.*

2° *Rapports des Eglises avec l'Etat, et régime des cultes.*

3° *Représentation diplomatique et consulaire et, en général, celle de l'Etat à l'étranger ; déclarations de guerre, traités de paix ; régime des colonies et protectorats ; relations internationales de toutes sortes.*

4° *Défense de la sûreté publique dans les conflits de caractère suprarégional et extrarégional.*

5° *Pêche maritime.*

6° *Dette de l'Etat.*

7° *Armée, Marine de guerre et Défense Nationale.*

8° *Régime douanier, traités de commerce, douanes et libre circulation des marchandises.*

9° *Nationalité des navires marchands, leurs droits et privilèges et éclairage des côtes.*

10° *Régime d'extradition.*

11° *Juridiction du Tribunal suprême, sauf les attributions qui seront reconnues aux Pouvoirs régionaux.*

12° *Système monétaire, émission fiduciaire et réglementation générale bancaire.*

13° *Régime général des communications, lignes aériennes, postes, télégraphes, câbles sous-marins et radio-communications.*

14° *Utilisation hydraulique et installations électriques, quand les eaux s'écoulent hors des régions autonomes ou que le transport d'énergie sort de leur territoire.*

15° *Défense sanitaire en ce qui concerne les intérêts extra-régionaux.*

16° *Police des frontières, immigration, émigration et population étrangère.*

17° *Finances générales de l'Etat.*

18° *Contrôle de la production et du commerce des armes.*

Article 15. — A l'Etat espagnol correspond la législation, et aux régions autonomes pourra correspondre l'exécution, dans la mesure de leur capacité politique conformément à l'avis du Parlement, sur les matières suivantes :

1° Législation pénale, sociale, commerciale et celle concernant la procédure et, en matière de législation civile, la forme du mariage, la réglementation des enregistrements et hypothèques, les bases des engagements contractuels se rapportant aux statuts personnel, réel et formel, en vue de coordonner leur application et de résoudre tous conflits entre les diverses législations civiles de l'Espagne.

Le Gouvernement de la République veillera au contrôle de l'application des lois sociales, pour en garantir la stricte exécution, ainsi que celle des Traités internationaux relatifs à la matière.

2° Législation sur la propriété intellectuelle et la propriété industrielle.

3° Efficacité des communiqués officiels et des documents publics.

4° Poids et mesures.

5° Régime minier et bases minima réglementant les bois et forêts, l'agriculture et l'élevage, en ce qui concerne la défense de la richesse et la coordination de l'économie nationale.

6° Chemins de fer, routes, canaux, téléphones et ports d'intérêt général, l'Etat demeurant libre d'assurer la réversion et la police des premiers, et l'exécution directe qu'il aura pu se réserver.

7° Bases minima de la législation sanitaire intérieure.

8° Régime des assurances générales et sociales.

9° Législation des eaux, de la chasse et de la pêche fluviale.

10° Régime de la presse, associations, réunions et spectacles publics.

11° Droit d'expropriation, sauf, dans tous les cas, la faculté pour l'Etat d'exécuter lui-même ses propres travaux.

12° Socialisation des richesses naturelles et d'entreprises économiques, les lois délimitant, dans ce cas, la propriété et les facultés de l'Etat et celles des régions.

13° Services d'aviation civile et de radio-diffusion.

Article 16. — Pour les matières non comprises dans les deux articles précédents, la législation exclusive et l'exécution directe pourront être de la compétence des régions autonomes, conformément aux dispositions adoptées dans les Statuts respectifs, qui auront été approuvés par le Parlement.

Article 17. — Dans les régions autonomes, aucune matière ne pourra être réglementée avec une différence de traitement entre les autochtones et les autres Espagnols.

Article 18. — Toutes les matières qui n'auront pas été explicitement reconnues à la région autonome dans son statut seront considérées comme étant du ressort de l'Etat ; mais celui-ci pourra répartir ou transmettre ses facultés au moyen d'une loi.

Article 19. — L'Etat pourra fixer, par une loi, les bases auxquelles devront s'adapter les dispositions législatives des régions autonomes, chaque fois que cela sera nécessaire pour harmoniser les intérêts locaux avec l'intérêt général de la République. C'est au Tribunal des Garanties Constitutionnelles qu'il appartiendra d'en apprécier au préalable la nécessité.

Cette loi, pour être approuvée, devra réunir le vote favorable des deux tiers des députés du Parlement.

Pour les matières réglementées par une loi de bases de la République, les régions pourront statuer par loi ou ordonnance ce qu'elles jugeront pertinent.

Article 20. — Les lois de la République seront appliquées dans les régions autonomes par leurs autorités respectives, excepté celles dont l'application sera attribuée à des organismes spéciaux ou dont le texte en disposera autrement,

et toujours conformément aux prescriptions du présent titre I.

*Le gouvernement de la République pourra édicter des règlements pour l'exécution de ses lois, même dans les cas où cette exécution correspondrait aux autorités régionales.*

Article 21. — *Le droit de l'Etat espagnol l'emporte sur celui des régions autonomes en tout ce qui ne sera pas attribué à la compétence exclusive de celles-ci dans leurs Statuts respectifs.*

Article 22. — *Toute province ou partie de province faisant partie d'une région autonome pourra renoncer à son régime et revenir à celui d'une province directement rattachée au pouvoir central. Cette décision ne pourra être prise que si elle est proposée par la majorité des Conseils municipaux de la région ou partie de la région intéressée, et adoptée par les deux tiers au moins des électeurs figurant sur les listes de recensement.*

La grave question de la répartition des compétences réglée, non sans peine, les députés catalans n'eurent plus à intervenir de quelque temps. Ce fut seulement à la fin d'octobre que vint à la tribune le problème de l'enseignement. Une fois de plus les conceptions catalanes et espagnoles allaient se révéler totalement opposées.

L'article 13 du Statut de Nûria disposait, dans son paragraphe a) : « La législation exclusive et l'exécution directe appartiendront à la Généralité de Catalogne en matière d'enseignement, à tous les degrés et dans tous les ordres... Pour la concession des titres professionnels ayant validité sur tout le territoire de la République, les programmes et les enseignements scolaires devront se conformer aux dispositions minima indiquées par la législation générale ».

L'article 48 du projet de Constitution de la Commission parlementaire déclarait « l'enseignement du castillan obligatoire dans toutes les écoles primaires d'Espagne » et pré-



voyait que, dans les régions autonomes, l'organisation de l'enseignement en la langue régionale serait admis, « l'Etat y maintenant toutefois des centres d'instruction à tous les degrés en la langue officielle de la République » (8).

Les débats autour de ce texte s'ouvrirent sur la lecture d'un vœu du député Botella, demandant que l'Etat maintînt impérativement l'enseignement du castillan dans les régions autonomes. Ce vœu fut repoussé ainsi d'ailleurs que celui de Castrillo réclamant que, « dans le cas où les régions autonomes organiseraient l'enseignement en leurs langues respectives, cet enseignement fût donné en castillan aux élèves l'exigeant ». Ce texte fut combattu par Xirau qui en profita pour exposer le point de vue catalan, en vertu duquel l'enseignement appartiendrait exclusivement à la compétence de la Généralité qui se chargerait d'organiser, à l'usage des Espagnols résidant en Catalogne, un enseignement en langue castillane.

Le lendemain, Miguel de Unanumo et Miguel Maura prirent la parole pour défendre un amendement d'après lequel « l'étude de la langue castillane, qui devrait être employée comme instrument d'enseignement en tous les centres scolaires d'Espagne, serait obligatoire. Les régions autonomes pourraient toutefois organiser l'enseignement en leurs langues respectives ; mais, dans ce cas, l'Etat maintiendrait en ces régions les institutions culturelles, à tous les degrés, en l'idiome officiel de la République ». Mais cet amendement fut repoussé par la Chambre qui se rallia finalement, sur la demande du Président Azaña, partisan d'une disposition transactionnelle, à l'esprit de l'amendement Sanchez Albornoz, et l'on vota l'actuel article 50, qui constitue, avec l'article 49, les textes relatifs à l'enseignement dans les régions autonomes (9) :

---

(8) Intervenció dels Representants de Catalunya... Op. cit. p. 15 du projet.

(9) Pour les débats relatifs à l'art. 50, consulter le tome II de : « Intervenció dels representants de Catalunya ... », op. cit., p. 17 à 26.

Article 49. — *Les titres académiques ou professionnels sont exclusivement délivrés par l'Etat, qui déterminera les épreuves et formalités nécessaires pour les obtenir, même dans les cas où les certificats d'études proviendront de centres d'instruction des régions autonomes...*

Article 50. — *Les régions autonomes pourront organiser l'enseignement dans leur propre langue, conformément aux facultés qui leur seront accordées dans leurs statuts.*

*L'étude de la langue castillane est obligatoire ; elle sera employée aussi comme instrument d'enseignement dans tous les centres d'instruction primaire et secondaire des régions autonomes. Dans ces régions, l'Etat pourra maintenir ou créer des établissements d'enseignement à tous les degrés, dans la langue officielle de la République.*

*L'Etat exercera sa haute inspection sur tout le territoire national, en vue d'assurer l'exécution des dispositions contenues dans le présent article ...*

Nous trouvons enfin une disposition intéressant les régions autonomes au titre IX de la Constitution, qui traite des « Garanties de la Constitution ». L'article 121 prévoit, en effet, la création d'un Tribunal des Garanties constitutionnelles, ayant juridiction sur tout le territoire de la République, et chargé notamment de connaître « *des conflits de compétence législative et tous autres conflits surgissant entre l'Etat et les régions autonomes, et ceux des régions autonomes entre elles* », en même temps que des recours pour inconstitutionnalité des lois et des recours de protection des garanties individuelles, lorsque la réclamation devant d'autres autorités aura été inefficace.

L'article 123 déclare compétents pour recourir devant ce Tribunal : le Ministère public, — les Juges et Tribunaux, dans le cas signalé à l'art. 100 (loi estimée contraire à la Constitution), — le Gouvernement de la République, — les *Régions espagnoles*, — toute personne, individuelle ou collective, même si elle n'a pas été directement lésée.

Enfin, l'article 122 fixe la composition du Tribunal, qui

comprendra : un Président désigné par le Parlement, député ou non, — le Président du Haut Corps Consultatif de la République, — le Président de la Cour des Comptes, — deux députés élus par le Parlement, — deux membres nommés électivement par tous les Barreaux, — quatre Professeurs de la Faculté de Droit, désignés électivement par toutes les Facultés de Droit, — un *représentant pour chacune des Régions espagnoles, élu sous la forme que fixera la loi.*

Un décret du Président de la République, complétant la loi du 14 juin 1933, est venu préciser la composition du Tribunal. L'article second du décret déclare : « Les régions qui procéderont à l'élection d'un délégué sont les suivantes :

..*Andalousie* : provinces d'Almeria, Cadiz, Cordoba, etc...

*Aragon* : provinces de Huesca, Teruel, Saragosse.

*Asturies* : province d'Oviedo.

.....  
*Catalogne* : provinces de Barcelone, Gérone, Lleida et Tarragone.

*Extramadure* : provinces de Badajoz, etc.. »

Et l'article 3 : « Chacune de ces régions élira ses représentants titulaire et suppléant.

Dans la *région autonome de Catalogne*, la désignation sera faite par le Parlement catalan.

Dans les régions non autonomes, l'élection sera faite par les Municipalités ».

Ainsi donc le décret ne fait aucune différence entre une région autonome, la Catalogne, et une région non autonome, fût-elle formée par une seule province, comme c'est le cas pour celle d'Oviedo, qui constitue à elle seule les Asturies.

L'article 11 vient aggraver la situation de la Catalogne. Il dit, en effet : « Le tour entre les régions pour le renouvellement s'établira par moitié tous les deux ans, et se maintiendra invariable pour les cas ultérieurs ». Ce qui

revient à dire que les représentants régionaux au Tribunal ne siégeront pas tous en même temps ; une moitié seulement entrera, pour deux ans, dans sa constitution. De sorte que le représentant élu par le Parlement catalan entrera au tour d'égalité avec les délégués de régions comme les Asturies, — et que tous les deux ans, ce représentant catalan cédant sa place à un autre délégué régional, la Catalogne ne sera plus représentée au Tribunal (10).

Une pareille décision ne pouvait que mécontenter fortement les Catalans, qui ont estimé, à juste titre, qu'une région autonome méritait une représentation permanente au sein d'un organisme chargé, d'après la Constitution, de régler les différends pouvant surgir entre elle et l'Etat central.

La Constitution espagnole votée et le régime des régions autonomes posé dans ses grandes lignes, les Cortès allaient avoir à discuter l'application des principes de l'autonomie régionale au cas concret de la Catalogne. Les débats, ouverts le 6 mai 1932, devaient durer quatre mois et ne s'achever qu'en septembre par le vote du Statut catalan. Celui-ci fut promulgué le 15 septembre par un décret signé à Saint-Sébastien, en souvenir du fameux Pacte, si souvent invoqué au cours des séances parlementaires des premiers mois de la République.

---

(10) *Claris*, n° 1, 2<sup>e</sup> série, 11 septembre 1933.



### SECTION III

## LE STATUT CATALAN

Résoudre le problème catalan revenait en somme, pour les Cortès, à répondre aux deux questions suivantes :

1° Convenait-il d'accorder à la Catalogne, formée par les quatre provinces de Barcelone, Gérone, Lleida et Tarragone, la situation de région autonome et de lui conférer un Statut d'autonomie « politico-administrative », ainsi que le permettaient les articles 11 et 12 de la Constitution espagnole ?

2° Si oui, quel serait le contenu de ce Statut ?

A part les députés de la droite parlementaire, Royo Villanova en tête, que ne liait aucun engagement pré-révolutionnaire et qui s'opposèrent jusqu'au bout à des concessions, tout le monde, à la Chambre, s'accordait à reconnaître le fait d'une volonté catalane d'autonomie et la nécessité de lui donner satisfaction dans une certaine mesure.

Sur le deuxième point, l'accord était loin de se réaliser. Le Parlement se trouvait en présence du projet élaboré par la Généralité, rédigé et présenté au Gouvernement, avant que ne fût établie la Constitution, et, par conséquent, ne se conformant pas aux dispositions constitutionnelles relatives aux régions autonomes, — et le projet mis sur pied par la Commission parlementaire présidée par Luis Bello. Les divergences se manifestaient surtout en matière de finances, d'ordre public, de législation sociale et d'enseignement. Sur ce dernier chapitre, les députés catalans se déclaraient intransigeants.

Lorsque le projet de la Commission eut été lu aux Parlementaires, Lluhi et Xirau présentèrent un vœu particulier tendant à étendre les attributions qu'il conférait à la Gé-

néralité et se rapprochant le plus possible du texte de Núria. Certains députés déposèrent, au contraire, des vœux demandant des restrictions au texte de la Commission.

Alors que les débats allaient s'engager, une très vive campagne contre le Statut fut déclenchée dans toute l'Espagne, principalement à Madrid : meetings, grèves d'étudiants, protestations des Chambres de commerce et de groupements divers, vœux de municipalités, articles de presse (dans l'*A. B. C.* surtout) se succédèrent pendant plusieurs semaines, encouragés par les déclarations d'intellectuels, pourtant républicains et libéraux, tels que Unamuno et Ortega y Gasset. Barcelone répliqua en organisant une sorte de plébiscite pour l'approbation intégrale du Statut de Núria.

La situation des députés catalans, qui était particulièrement forte un an plus tôt, alors que le gouvernement espagnol avait envoyé trois des siens de Madrid à Barcelone pour traiter sur place avec le Président Macià, était loin d'être aussi favorable. Les républicains espagnols s'étaient ressaisis, en présence de l'hostilité du pays ; le gouvernement s'était fortifié. D'autre part, en Catalogne même l'*Esquerra catalana* ne jouissait plus de la même autorité. Les Catalans, maintenant, « demandent, mais n'exigent plus » ; ils sont décidés à accepter le Statut qu'on voudra bien leur donner, le considérant comme une première étape vers une indépendance plus grande qu'ils pourront acquérir par la suite.

Ils sont évidemment soutenus par les autonomistes basques et galiciens. Mais c'est du « bloc gouvernemental » qu'ils attendent le plus ferme appui. C'est là que se trouvent les hommes de Saint-Sébastien, et le Président Azaña se déclare courageusement prêt à tenir ses promesses. Ce bloc comprend l'*Action républicaine* d'Azaña, les socialistes et les radicaux-socialistes. Ces derniers ont pour chef un Catalan, Marcelli Domingo. Les socialistes, plutôt opposés par principe aux revendications de Barcelone, et aussi par intérêt puisque leur parti, peu influent en Catalogne

perdra un peu plus de son prestige en ce pays sous un régime de décentralisation, suivront pourtant l'attitude du chef du gouvernement auquel ils collaborent et tiennent encore à collaborer.

Parmi les adversaires du Statut, on rencontre des gens de droite, les agrariens et quelques individualités, brillantes d'ailleurs, comme celles de Maura, Ortega y Gasset, Melquiadez Alvarez, Sanchez Roman, Unamuno.

Quant aux radicaux qui, normalement figurent dans l'opposition, leur attitude est incertaine. Leur chef, Lerroux, loin de se poser en adversaire résolu d'Azaña, a déclaré vouloir collaborer avec lui pour la résolution du problème.

Telle était donc la position des divers groupes parlementaires en face de la question du Statut.

La discussion « sur l'ensemble du projet » commença dans le calme ; chacun semblait faire montre d'un désir de compréhension et d'un esprit de conciliation qui ne tardèrent malheureusement pas à s'estomper. A mesure que l'Espagne protestait davantage, les parlementaires non-catalans devenaient plus audacieux dans leurs attaques contre le Statut ; certains, neutres jusque-là, devenaient agressifs. Il fallut un sérieux coup de barre du Président Azaña pour redresser la situation catalane, bien compromise.

La mauvaise volonté espagnole se manifesta à nouveau lorsqu'on en arriva à la discussion « par articles ». A chaque nouveau paragraphe l'hostilité castillane augmentait, et la colère catalane en proportion. Après les débats relatifs à l'article 7 sur l'enseignement, le point névralgique du Statut, les députés catalans, n'obtenant pas satisfaction, malgré leurs brillantes interventions, refusèrent de participer au vote. A Barcelone, l'indignation était à son comble (11).

Mais voilà que survint un incident qui allait subitement calmer les esprits, détourner un instant l'attention de la

---

(11) Nous avons pu en juger par nous-même, nous trouvant en Catalogne à ce moment-là.

question statutaire et ramener les Cortès à plus de modération. Le 10 août 1932, le général Sanjurjo tentait un coup d'Etat. On parla immédiatement de « complot monarchiste ». Spontanément, la Catalogne se dressa pour proclamer son attachement à la République et, par contre-coup, sa fidélité à l'Espagne républicaine.

Les députés espagnols, en face de cette attitude, comprirent quelle force représentait pour un gouvernement républicain l'appui de la Catalogne, et quel intérêt considérable il y avait à ne pas s'aliéner la sympathie de ce pays. La conséquence fut que les Cortès votèrent, dès lors, dans un atmosphère relativement calme, la dizaine d'articles restant à examiner et le firent avec un esprit de conciliation qui n'eût jamais dû cesser de présider à des débats sur une question aussi délicate, où les sentiments et les intérêts se heurtaient si aisément (12).

\*\*

La discussion « sur l'ensemble du projet », qui ne devait s'achever que le 3 juin, s'engagea le 6 mai 1932, après le discours du président de la Commission parlementaire, Luis Bello. Celui-ci fit l'exposé rapide des considérations qui avaient guidé les rédacteurs du projet ; il expliqua comment la prétention à voir la Catalogne déclarée « Etat autonome » n'avait pu être acceptée parce que contraire à l'esprit de la Constitution, qui parle seulement de « régions autonomes », — et comment le texte de Núria et le projet de la Commission représentant l'un le désir de la Catalogne, l'autre celui de l'Espagne, il fallait maintenant tomber d'accord sur une formule transactionnelle.

---

(12) A propos de ces débats parlementaires, on lira avec intérêt les articles particulièrement nets de M. Gaston Blanc : « Vers la solution du problème catalan » (*Le Temps*, 16-5-32) et « Autour du Statut catalan » (*Le Temps*, 25-6-32), — et de M. René Richard, dans *Je suis partout* : « Les yeux qui s'ouvrent » (4-6-32), « Rumeurs de crise (18-6-32) et « L'Espagne contre le Statut » (6-8-32).



Au cours de cette première séance et de celles qui suivirent, les diverses thèses s'affrontèrent, soutenues à la tribune des Cortès par les orateurs les plus distingués de l'Assemblée. On entendit des discours remarquables, d'une haute tenue juridique et littéraire, et souvent d'une inspiration élevée. Tour à tour Maura, Sanchez Roman, J. Ortega y Gasset, Royo Villanova, Melquiadez Alvarez, Garcia Gallego, Lerroux, Ossorio y Gallardo, Azaña et Companys, Campalans, d'Abadal, Hurtado, Xirau, Nicolau d'Olwer développèrent leurs divers points de vue. Ces hommes se préoccupèrent à peu près tous de présenter une interprétation de la valeur et de la portée des engagements de Saint-Sébastien, de définir et délimiter la souveraineté de l'Etat, ce qui conduisit parfois à des dissertations quelque peu oiseuses et d'un faible intérêt pratique.

Nous avons déjà dit que, si en général on admettait la nécessité d'accorder un Statut à la Catalogne, c'était sur le degré d'autonomie que les divergences se manifestaient. Maura (6 mai), qui démontrait comment dans un Etat *intégral* la volonté du pouvoir central doit être supérieure à toutes les volontés régionales, demandait le maintien rigoureux de l'unité organique de l'Etat et condamnait cette division d'attributions que l'on prétendait introduire, d'abord parce qu'un tel système complique le fonctionnement des administrations, et qu'ensuite certains pouvoirs, en matière de finances, d'enseignement et de justice par exemple, sont les attributs essentiels de la souveraineté de l'Etat.

Sanchez Roman (12 mai), partant de cette idée que pour le bien de l'Espagne il ne faut pas hésiter à sacrifier les intérêts régionaux, voulait que l'autonomie concédée ne le fut pas à titre permanent ; il précisa qu'à ses yeux elle ne pouvait découler d'un pacte entre région et Etat, ne présentait, par conséquent, aucune analogie avec l'autonomie d'un Etat-membre d'un Etat fédéral et n'entraînait nullement liberté politique, dont l'attribution aux régions est inadmissible dans un Etat intégral. Dans un second

discours (2 juin), le même député s'efforça de montrer que la Généralité telle que la voulait les projets était un véritable Etat souverain présentant un danger sérieux pour l'unité espagnole. Il insista sur le fait que, la Constitution n'étant pas fédérale, il n'y avait pas à tenir compte de projets établis à un moment où beaucoup espéraient que les Cortès déclareraient la République fédérale.

José Ortega y Gasset, lui (13 mai), après avoir affirmé que le « douloureux problème catalan » n'est en somme qu'un aspect particulier de ces problèmes essentiellement hispaniques que sont l'individualisme et le régionalisme (Admirall aurait dit le particularisme), s'éleva avec force contre ce « nationalisme particulariste » de la Catalogne qui la pousse à détourner ses regards de l'Espagne pour s'abandonner à des préoccupations égoïstes. Tout en se disant « provincialiste », l'orateur taxait d'« exagérations dangereuses » les doctrines catalanistes et ne voyait la solution possible du problème que dans l'affirmation de l'unité de l'Espagne et la consolidation de la souveraineté de l'Etat. Dans sa conclusion, reprenant l'idée qu'il développa dans son *España invertebrada*, le député déclarait que la grandeur de la Péninsule ne serait possible que si, les nationalismes particularistes disparaissant, les peuples ibériques consentaient enfin à s'adonner à cette grande entreprise commune : créer une nation.

Le particularisme, combattu par Ortega y Gasset le fut aussi par Martinez de Velasco, par R. Villanova, par Melquiadez Alvarez qui voyait dans l'attribution d'un Statut la reconnaissance du fait national catalan et un encouragement à son développement en même temps qu'un exemple pernicieux pour les autres peuples péninsulaires qui conduirait l'Espagne à cette « pluralité de nations » contraire à « l'unité espagnole qui a toujours existé ».

De leur côté, les députés catalans mirent toute leur ardeur à réclamer le maximum d'autonomie compatible avec la Constitution. Ils s'appliquèrent à démontrer que le projet de la Généralité, ratifié par un plébiscite, était par-

faitement conforme aux dispositions constitutionnelles et que par conséquent les Cortès devaient l'approuver sans réserve sous peine d'aller contre la volonté du peuple catalan. Ils soutenaient que l'article 12 de la Constitution n'autorisait nullement le Parlement à modifier le projet de Statut présenté par une région autonome.

Companys (6 mai), d'Abadal et Campalans (13 mai), Nicolau d'Olwer (19 mai) proclamèrent le désir de leur pays de « cheminer aux côtés de l'Espagne » et de collaborer loyalement à la grandeur hispanique. Hurtado (20 mai) prétendit que le Statut constituerait un pacte, non entre la Catalogne et l'Espagne, mais entre deux organismes de l'Etat espagnol ; il demanda pour sa patrie un régime de large autonomie qu'une République démocratique, donc soucieuse de satisfaire les aspirations des peuples la composant, ne pouvait lui marchander.

Xirau (19 mai) réfuta les conceptions d'Ortega y Gasset sur le « nationalisme particulariste » de la Catalogne en montrant comment, loin de se replier sur lui-même, ce pays avait toujours eu les yeux tournés vers l'Europe, vers l'extérieur, avide de modernisme et de progrès, et comment d'ailleurs sa personnalité ressortait de sa langue, de son droit, de son passé, s'imposait par elle-même au lieu d'être la création artificielle de quelques esprits arriérés.

Mais on pouvait se demander si la Catalogne était à même de recevoir un régime de *self-government* et de se charger de la marche de certains services sans qu'une répercussion dangereuse pour la collectivité hispanique pût en résulter. Maura (6 mai) insista pour que les services dont le transfert à la Généralité serait décidé, ne lui fussent attribués qu'après que le Parlement catalan en aurait fixé le fonctionnement d'une façon précise et en tenant compte des nécessités économiques générales. S. Roman (12 mai) réclama des Cortès une extrême prudence dans le choix des services transférés qui, d'ailleurs, ne seraient pas obligatoirement tous ceux dont la Constitution rendait la conces-

sion possible. Il souhaitait en même temps un contrôle serré de l'Etat sur la marche des services cédés.

Les représentants de la Catalogne s'efforcèrent de prouver que celle-ci était parfaitement apte à recevoir un régime d'autonomie, de vaste autonomie, et pouvait répondre de la bonne administration du maximum de services autorisé par les textes constitutionnels.

Ils furent soutenus dans leurs revendications par le régionaliste galicien Castelao, par le fédéraliste Franchy, qui s'appliqua à démontrer que la notion d'Etat intégral n'est pas incompatible avec une autonomie s'inspirant des principes fédéralistes, par Ossorio y Gallardo, qui affirma « les droits sacrés de l'idiome que nul ne peut nier », par le basque Aguirre. Mais le coup d'épaulement décisif devait leur venir du Président Azaña lui-même.

Prononcées après une série de discours dont le propre n'était pas toujours la netteté et la précision, les paroles de M. Azaña devaient produire une vive sensation. Le discours du Président, qui ne dura pas moins de trois heures, constitua en même temps qu'un exposé de l'attitude gouvernementale et une éloquente défense du Statut un résumé lucide et compréhensif de la question catalane, « problème espagnol que les Espagnols doivent résoudre », dont l'orateur rappela l'origine et le développement. Les points névralgiques, nous l'avons dit, étaient l'ordre public, les finances, la législation sociale et l'enseignement. En matière d'ordre public, M. Azaña préconisait la remise par le gouvernement espagnol au pouvoir régional du soin d'en assurer le maintien, sauf en cas de proclamation de l'état de siège. Dans l'ordre financier, il admettait la cession à la Généralité de certains impôts à déterminer par la suite. L'exécution des dispositions légales en matière sociale serait confiée à la Catalogne, l'Etat espagnol légiférant et conservant un droit d'inspection. Enfin, sur le terrain de l'enseignement, l'Etat maintiendrait ses établissements primaires et secondaires où les classes seraient faites en castillan, mais laisserait à la Généralité la liberté



de créer des écoles catalanes. Quant à l'Université de Barcelone, elle serait bilingue et dépendrait de la Généralité.

Cette thèse « claire, bien étayée, forte surtout de l'appui normalement acquis du bloc gouvernemental encore solide » fut « comme un radeau sur lequel on s'entasse sans s'inquiéter davantage après avoir failli sombrer dans la confusion » (13). M. Azaña eut quelque mérite et quelque courage à la soutenir en dépit de l'hostilité que manifestait alors le pays à l'égard de l'autonomie.

Le 3 juin, après les interventions d'Ortega y Gasset, de Maura et de Melquiadez Alvarez, auxquels répondit le Président du Conseil, et après le rejet d'une demande de retrait du projet pour nouvelle rédaction, déposée par Royo Villanova, la discussion « sur l'ensemble » fut déclarée close.

On passa alors à la discussion « par articles », au cours de laquelle s'affrontèrent à nouveau, sur les points particuliers du Statut, les orateurs qui avaient pris part aux débats sur l'ensemble. La lutte fut sévère, surtout autour des articles 5 (attributions de la Généralité) et 7 (enseignement). Les députés catalans cherchèrent à obtenir le plus de concessions possibles. Se gardant bien de faire échec aux dispositions qui ne les satisfaisaient pas, ils acceptèrent (sauf pour l'article 7, au vote duquel ils refusèrent de prendre part) ce qui n'était pour eux qu'un minimum d'autonomie, dans l'espoir de gagner plus tard de nouvelles attributions (14).

Le 9 septembre, l'ensemble fut approuvé par 314 voix contre 24. L'autorité du Président Azaña et la discipline parlementaire étaient parvenus à faire adopter à la presque unanimité un texte qui, en somme, ne satisfaisait personne.

---

(13) G. Blanc, op. cit., *Le Temps*, 25 juin 1932.

(14) Lire le compte rendu sténographié des séances dans les cinq volumes édités par la Généralité : « L'Estatut de Catalunya a les Constituents de la República ».

Le 10 septembre, Nicolau d'Olwer écrivait dans *La Publicitat* : « Le Statut sorti des Cortès Constituentes de la République n'est pas le Statut de Núria ; il n'est pas non plus celui que rendait possible la Constitution. Pourtant il reconnaît à la Catalogne une sphère de gouvernement propre beaucoup plus vaste que toutes celles que, au cours de ce siècle, nous avons pu parfois espérer obtenir. Il attribue à la législation du Parlement catalan le droit civil et la totalité du régime local ; — au gouvernement de Catalogne, le maintien de l'ordre public ; — aux Tribunaux catalans, intégralement, l'application de notre droit ; — au Président de la Généralité, la représentation du Gouvernement de la République en Catalogne. Sur de semblables bases, la Catalogne construira son avenir, pleinement responsable de sa grandeur ou de sa décadence.

Au lieu de perdre notre temps à protester et à réclamer une plus grande capacité, efforçons-nous de profiter de notre mieux de l'autonomie que nous possédons maintenant. »

Dans les pages qui suivent, nous allons examiner le contenu de cette autonomie « politico-administrative » concédée à la Catalogne par le Statut de septembre 1932.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### DISPOSITIONS GENERALES DU STATUT

#### § 1. — LA CATALOGNE REGION AUTONOME

Article premier. — *La Catalogne est organisée en région autonome à l'intérieur de l'Etat espagnol, conformément à la Constitution de la République et au présent Statut. Son organe représentatif est la Généralité, et son territoire est formé par le territoire des provinces de Barcelone, Gérone, Lleida et Tarragone au moment de la promulgation du présent Statut.*

*Références* : articles 11, 12, 13 et 22 de la Constitution espagnole.

*Précédents* : articles 1, 2 et 8 du Projet de loi sur les Mancomunautés provinciales (1912) ; — article 1<sup>er</sup> du Projet de Statut catalan de 1919 ; — art. 1, 2, 3 et 4 du Projet de la Commission parlementaire (1932).

*Statut de Núria* : art. 1, 2, 3 et 4.

\*\*\*

Le projet de Statut élaboré par la Généralité, fut rédigé en un moment où les Catalans espéraient fermement que

les Cortès Constituentes donneraient à l'Espagne une Constitution fédérale compatible avec l'existence d'Etats-membres correspondant aux diverses nationalités ibériques. Appliquant jusqu'au bout les principes de leur nationalisme et se conformant à la formule politique du Principe des Nationalités qui proclame pour toute nation consciente le droit de se constituer en Etat indépendant ou autonome, les rédacteurs du texte de Núria avaient défini la Catalogne « un Etat autonome au sein de la République espagnole ». Ils répondaient ainsi au désir de tous les Catalanistes de voir l'Espagne devenir une fédération de peuples ibériques dotés d'autonomie.

L'article 3, dont l'énoncé impliquait la disparition des anciennes provinces, définissait le territoire national, tandis que l'article 4 prévoyait la possibilité pour des régions voisines de s'unir à l'Etat catalan. Cette dernière disposition visait les Baléares et peut-être les terres valencien-

Enfin, l'article 2 établissait la nature du pouvoir politique dans lequel il voyait une émanation de la volonté du peuple. L'existence d'un Etat catalan n'était donc point, d'après cette conception, l'effet d'une concession d'un pouvoir étatique supérieur, mais bien un phénomène résultant des désirs d'un peuple.

Le point de vue de la Généralité ne pouvait être admis par les Cortès de Madrid, qui avaient auparavant voté une Constitution non fédérale admettant seulement la formation de régions autonomes sur le territoire espagnol. La Catalogne va devenir simplement l'une de ces régions par la formation en « groupement politico-administratif » des provinces catalanes qui ont « en commun des caractéristiques historiques, intellectuelles et économiques ». Le projet de Statut de 1919 prévoyait déjà cette organisation politico-administrative qu'avaient réclamée, sur un très large plan, les Bases de Manresa, tandis que la loi sur les Mancomunitats de 1912 n'avait autorisé l'union des provinces que pour des fins purement administratives.



Remarquons que, au contraire du projet de Núria, le texte voté par les Cortès, maintient, à la suite de la Constitution, la division de l'Espagne en provinces et considère la Catalogne comme formée par le territoire des « actuelles provinces » de Barcelone, Gérone, Lleida et Tarragone. Il refuse aux territoires qui en manifesteraient le désir la possibilité de s'unir à la région catalane. Cette disposition est conforme à l'esprit qui a inspiré la rédaction de l'article 13 de la Constitution en vertu duquel « la fédération des régions autonomes n'est admise en aucun cas ».

Enfin, les Cortès n'ont pas voulu insérer la disposition de Núria, qu'avait pourtant adoptée la Commission parlementaire et suivant laquelle « le pouvoir de la Généralité émane du peuple ». Cette déclaration d'essence démocratique ne pouvait s'harmoniser avec cette conception des parlementaires espagnols que le Statut n'était qu'une concession accordée à la Catalogne par le pouvoir central. Comme le notaient Massó i Escofet et Gay de Montellà (15), l'article 12 de la Constitution montre bien que le pouvoir que le Statut reconnaît à la Région autonome « ne procède pas de bas en haut, mais émane de l'Etat espagnol par l'intermédiaire de son Parlement ».

Le texte définitif a donc réduit à néant les prétentions des Catalans à voir leur pays devenir un Etat autonome au sein d'une République fédérale. En dépit des affirmations de MM. Sanchez Roman et Garcia Gallego (11 et 19 mai 1932), qui ont prétendu qu'« une région qui peut avoir ses Cortes et son Gouvernement propre est un véritable Etat », il faut bien reconnaître que les attributions concédées à la Généralité font de la Catalogne une communauté juridique qui prend seulement place parmi ces *Laender* que M. Jellinek définit « une division de l'Etat qui possède un ou plusieurs des éléments constitutifs de l'Etat indépendant et qui, par là, se distingue des ordinai-

---

(15) Massó i Escofet et Gay de Montellà. L'Estatut de Catalunya, p. 13.

res circonscriptions administratives, et qui, d'autre part, manque d'une puissance étatique basée sur la volonté propre » (16).

La Catalogne que l'on ne peut assimiler à un Etat-membre d'un Etat fédéral, d'abord parce que la République espagnole n'est pas fédérale et qu'ensuite la Généralité n'a pas les prérogatives d'un gouvernement d'Etat-membre, n'est qu'une de ces provinces (ou régions ou pays) d'un Etat unitaire que l'on a dotées d'une autonomie exécutive, législative, judiciaire et constitutionnelle variable suivant les Etats considérés et qui, pour la Catalogne, est loin d'être aussi large que celle que prévoyait le projet de la Généralité.

## § 2. — CO-OFFICIALITE DES IDIOMES

Article 2. — *Le catalan et le castillan sont langues officielles en Catalogne.*

*Cependant, le castillan sera la langue employée dans les relations officielles de la Catalogne avec le reste de l'Espagne, ainsi que pour les communications entre les autorités de l'Etat et celles de Catalogne.*

*Toute disposition ou résolution officielle édictée en Catalogne sera publiée dans les deux langues. Sa notification en sera faite de même à tous intéressés, si ceux-ci le demandent.*

*Sur le territoire catalan les citoyens, quelle que soit leur langue maternelle, auront droit de choisir la langue officielle qu'ils préféreront employer dans leurs relations avec les Tribunaux, les Autorités, les fonctionnaires de toutes classes, dépendant tant de la Généralité que de la République.*

*Tout écrit ou document rédigé en catalan qui sera pro*

---

(16) Jellinek. L'état moderne et son droit, p. 486.

*senté aux autorités judiciaires devra être accompagné d'une traduction en castillan, si une des parties le demande.*

*Les documents publics dressés par les notaires en Catalogne pourront être rédigés en castillan ou en catalan, et ils seront obligatoirement rédigés dans l'une ou l'autre des deux langues, sur demande de la partie intéressée. En tout cas, les officiers publics des deux parties établiront en castillan les exemplaires qui devront produire leurs effets hors du territoire catalan.*

*Références : art. 4 de la Constitution espagnole.*

*Précédents : Base 3 du Projet de Manresa (1892) ; art. 5 du Projet de la Commission parlementaire (1932).*

*Statut de Núria : art. 5.*

\*\*\*

Les rédacteurs du projet présenté par la Généralité s'inspirèrent des théories du catalanisme, de Prat de la Riba en particulier, qui voient dans la langue l'un des caractères fondamentaux d'une nation, pour déclarer dans leur article 5 : « Le catalan sera langue officielle en Catalogne ». Ils ne faisaient que reprendre la base 3 du projet de Manresa qui prétendait faire du catalan « l'unique langue qui, avec caractère officiel, sera employée en Catalogne ».

Mais alors que cette même base voulait que le catalan fût aussi le seul idiome usité dans les relations de la Généralité avec le pouvoir central, moins catégorique, le Statut de Núria admettait que le castillan fût la seule langue officielle employée entre Barcelone et Madrid.

Il était bien évident que les Cortès espagnoles se refuseraient à accepter les dispositions du projet. L'article 4 de la Constitution était formel lorsqu'il proclamait « le castillan idiome officiel de la République » et posait « le devoir de le savoir et le droit d'en faire usage, pour tout Espagnol, sans préjudice des droits que les lois de l'Etat reconnaîtront aux langues des diverses provinces ou régions ». Aussi, malgré les interventions nombreuses des

représentants de la Catalogne, le principe de coofficialité des langues fut-il établi par le Statut définitif. Ce principe donne aux individus domiciliés sur le territoire catalan la faculté d'utiliser l'une des deux langues dans leurs relations avec les Tribunaux, les Autorités, les fonctionnaires de toutes classes dépendant aussi bien de la République que de la Généralité.

Le Statut de Núria se bornait à déclarer que le castillan serait obligatoirement usité dans les rapports de la Généralité avec le Gouvernement central. Le texte des Cortès ajouta qu'il servirait également aux relations de la Généralité avec les Autorités de l'Etat, à l'intérieur même de la Catalogne. De sorte que le catalan sera employé uniquement entre organismes administratifs de la Généralité ou entre ses organismes administratifs et politiques. Cette disposition est un corollaire du troisième paragraphe de l'article 4 de la Constitution, ainsi conçu : « Il ne pourra être exigé de personne la connaissance ni l'usage d'aucune langue régionale », ce qui revient à dire que les Autorités de l'Etat à l'intérieur de la Catalogne n'ont pas à connaître le catalan. Et pourtant, ainsi que le remarquait Unamuno (23 juin 1932), la liberté laissée aux Catalans de s'exprimer en leur idiome maternel dans leurs rapports avec les Tribunaux, Autorités ou fonctionnaires de toutes classes dépendant « tant de la Généralité que de la République » semblait entraîner pour les fonctionnaires de l'Etat la nécessité de savoir parler la langue catalane. Logiquement, cette disposition eût dû permettre l'emploi de cette langue dans les relations des organismes administratifs ou politiques de la Généralité avec les représentants du Gouvernement de la République à l'intérieur des quatre provinces.

Remarquons que le projet catalan, guidé par un souci de libéralisme qui apparaît en bien d'autres articles du texte de Núria, garantissait aux citoyens de langue maternelle castillane le droit de se servir de leur idiome dans leurs relations avec les Tribunaux ou les organes de l'administration.



Les paragraphes 3, 5 et 6 de l'article 2 du Statut de 1932 contiennent l'exposé des autres conséquences de l'adoption du principe de coofficialité ; publication dans les deux langues des dispositions ou résolutions officielles, — rédaction en castillan d'un document écrit en catalan et présenté aux autorités judiciaires, sur demande de l'une des parties, — rédaction en l'une des deux langues ou en les deux des documents dressés par les officiers publics, à la volonté des parties, — rédaction en castillan des exemplaires devant produire effet hors de Catalogne.

Il semble bien, malgré le manque de précision du texte, que par Tribunaux, il faut entendre aussi bien Tribunaux civils qu'administratifs, ecclésiastiques ou militaires.

Avec Massó i Escofet et Gay de Montellà (17), remarquons que le Statut est muet sur l'attitude à prendre dans le cas où il sera fait appel devant le Tribunal Suprême de la République d'un procès dont toutes les pièces sont rédigées en catalan. Nous sortons du territoire régional, le paragraphe 4 de l'article 2 est inapplicable. Faut-il s'inspirer du dernier paragraphe, qui déclare que « les officiers publics des deux parties établiront en castillan les exemplaires devant produire leurs effets hors du territoire catalan » et, par analogie, présenter au Tribunal Suprême une rédaction en castillan ? Le cas ne manquera pas de se présenter dans la pratique. Il sera intéressant de noter alors la position adoptée par les pouvoirs publics.

Par cet article 2 du Statut, qui est venu compléter l'article 4 de la Constitution, l'Espagne a reconnu officiellement les droits linguistiques des nationalités ibériques. Avant de s'arrêter à une solution, les Constituants espagnols ont pu consulter une documentation assez riche fournie par les textes constitutionnels de divers Etats relativement au problème des langues.

Nous avons eu déjà l'occasion de préciser les dispositions prises en cette matière par les traités de Paix

---

(17) Op. cit., p. 17.

de 1919 et 1920 dans leurs articles se rapportant à des minorités nationales. Ces conventions déclaraient qu'« ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage pour tout ressortissant d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques. Nonobstant l'établissement par le gouvernement d'une langue officielle, des facilités seront données aux ressortissants de langue autre que la langue officielle pour l'usage de leur idiome soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux ».

Ces dispositions posent le principe de l'inégalité des langues et l'existence d'une seule langue d'Etat. De plus, elles ne parlent que de l'usage de l'idiome devant les tribunaux et pas dans les relations avec les autorités publiques.

Pour se conformer aux clauses des traités, les Etats intéressés ont dû introduire dans leurs Constitutions des articles relatifs à la question des langues. Certains l'ont fait avec une bonne volonté évidente, allant même plus loin que les conventions.

Le paragraphe 3 de l'article 128 de la Constitution tchécoslovaque déclare : « Les sujets de la République pourront, à l'intérieur des limites fixées par les lois générales, employer librement la langue qu'ils voudront, soit dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit en réunions publiques. »

L'article 129 décide que « les principes de droit linguistique de la République seront fixés par une loi particulière qui formera partie intégrante de la Charte constitutionnelle ». Cette loi particulière fut celle du 29 février 1920 « imprégnée, selon Mandelstam, d'un esprit remarquablement large et généreux ». Elle établit d'abord que le tchécoslovaque est langue officielle de la République. Son emploi est obligatoire dans les tribunaux, les administrations, les emplois et les organes de l'Etat et dans l'établissement du texte principal des papiers de l'Etat et des bi

lets de banque (art. 1). Cependant, la loi autorise, en faveur des minorités d'importantes dérogations ; elle permet l'usage de l'idiome minoritaire dans les relations avec les individus ignorant le tchécoslovaque (art. 1, parag. 3) et prescrit l'usage de la langue minoritaire en certains cas, non seulement devant les tribunaux et par les tribunaux eux-mêmes, mais aussi devant les autorités administratives et par ces autorités elles-mêmes, de même par les corps élus. L'application de ces règles est toutefois limitée aux agglomérations où 20 % au moins des citoyens tchécoslovaques appartiennent à une minorité linguistique (art. 2).

Dans ces agglomérations, les autorités, les tribunaux, les organismes de la République sont obligés d'accepter les instances rédigées en l'idiome minoritaire et de notifier les réponses, non seulement en langue tchécoslovaque mais aussi en l'idiome utilisé pour la rédaction de l'instance. Le ministère public est obligé, dans les mêmes conditions, d'utiliser la langue de l'accusé contre lequel s'exerce une action judiciaire. Le pouvoir exécutif statuera sur la langue à employer au cours du procès. Enfin, les tribunaux, les autorités et les organes de l'Etat feront usage dans leurs communications au public de la langue minoritaire à côté de la langue officielle (art. 2).

Les droits de cette dernière seront sauvegardés devant les autorités autonomes, les corps élus et toutes les organisations publiques, qui seront dans l'obligation d'accepter les instances orales et écrites présentées en langue tchécoslovaque et de leur donner suite ; cette langue peut toujours être employée dans leurs sessions et délibérations (art. 3, parag. 1 et 2). L'usage des autres idiomes est prescrit aux autorités autonomes, corps élus et organisations publiques dans les conditions déterminées par les tribunaux et les administrations (art. 3, parag. 4).

Si nous passons à la Constitution esthonienne, qui déclare dans son article 5 l'esthonien langue officielle, nous voyons qu'elle décide dans son article 22 : « Dans les localités où la majorité n'appartient pas aux Esthoniens, mais

aux membres d'une minorité ethnique, la langue usuelle des organes du Gouvernement autonome pourra être la langue de cette minorité ; mais chaque citoyen aura le droit de se servir de la langue de l'Etat devant ces organes. Les organes du gouvernement autonome local, où s'emploie la langue minoritaire, devront se servir de la langue nationale dans leurs relations avec les institutions du gouvernement central, de même qu'avec les autres organes du gouvernement autonome, dans lesquels ne s'emploie pas l'idiome de la même minorité ethnique. »

Le Statut du Territoire de Memel, placé sous la souveraineté de la Lithuanie, dispose, dans son article 27 : « La langue lithuanienne et la langue allemande seront reconnues au même titre comme langues officielles ». Le principe de coofficialité a donc été admis pour Memel.

La Constitution lithuanienne déclare d'ailleurs, dans son article 7 : « La langue officielle de l'Etat sera le lithuanien. L'emploi des langues locales sera réglementé par une loi ».

La Finlande, dans l'article 14 de la Constitution, prévoit que le finlandais et le suédois seront les langues nationales de la République. Le droit des citoyens finlandais à utiliser devant les tribunaux et devant les autorités administratives leur langue maternelle, finlandais ou suédois, et de recevoir les communications judiciaires dans la même langue sera garanti par voie législative. Les droits de la population de langue finlandaise et ceux de la population de langue suédoise seront sauvegardés d'après des principes identiques.

L'article 22 ajoute que les lois et décrets, les projets de lois transmis par le Gouvernement à la Chambre et les réponses, mémoires et autres documents adressés par la Chambre au Gouvernement seront rédigés dans les deux idiomes.

Enfin, l'article 75 contient une disposition qui mérite attention : « Toute recrue sera incorporée dans la mesure du possible, sauf manifestation de désir contraire, à des forces militaires dans lesquelles les hommes parlent la



même langue maternelle, afin de recevoir l'instruction dans cette même langue ».

Quant à la Constitution polonaise, elle reconnaît dans ses articles 109 et 110 le droit à l'usage de leur langue maternelle pour les citoyens d'une minorité ethnique. La convention germano-polonaise de mai 1922 a posé l'égalité complète des deux idiomes allemand et polonais en Haute Silésie.

La République allemande déclarait dans l'article 113 de la Constitution de Weimar que « les portions de population qui parlent un idiome différent de l'allemand ne pourront ni par la législation ni par l'administration être atteintes dans leur libre développement ethnique, notamment en ce qui concerne l'usage de leur langue maternelle dans l'enseignement aussi bien que dans leur administration intérieure ou dans leurs coutumes juridiques ».

L'article 8 de la Constitution autrichienne déclare l'allemand idiome officiel de la République, sans préjudice des droits que les lois fédérales reconnaissent aux minorités linguistiques.

Nous venons d'examiner les constitutions d'Etats nés de la guerre. Pour compléter cet aperçu de législation linguistique, voyons les dispositions contenues dans les textes constitutionnels d'Etats antérieurs.

A l'article 133 de la Charte canadienne, nous trouvons la disposition suivante : « Dans les débats des Chambres du Parlement du Canada et des Chambres législatives de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise sera facultatif ; mais l'usage des deux idiomes sera obligatoire dans les documents et publications relatifs à ces Chambres. N'importe laquelle des deux langues peut être employée par n'importe quelle personne en n'importe quel débat ou procès devant les tribunaux du Canada et devant ceux de Québec. »

La Constitution des Etats-Unis ne parle pas explicitement de la question, mais de l'opinion de divers auteurs, et notamment du catalan Rovira i Virgili, puisqu'elle ne

nie pas les droits linguistiques, on peut les ranger parmi les droits des Etats.

La Suisse, dans l'article 116 de sa Constitution fédérale proclame les trois idiomes parlés sur son territoire idiomes nationaux.

L'Irlande enfin, dispose dans l'article 4 de son texte constitutionnel, que la langue nationale de l'Etat libre sera l'irlandais, nonobstant la reconnaissance de l'anglais comme idiome officiel.

La solution apportée par les Cortès au problème de la langue en Catalogne n'a donc pas constitué une innovation puisque, avant eux, les rédacteurs du Statut de Memel et ceux des Constitutions finlandaise, canadienne et irlandaise avaient adopté le système de coofficialité des idiomes alors que la Constitution fédérale suisse posait le principe de l'existence de trois langues officielles.

### § 3. — DROITS INDIVIDUELS

Article 3. — *Les droits individuels sont ceux qui sont fixés dans la Constitution de la République espagnole. En aucune matière, la Généralité de Catalogne ne pourra établir une différence de traitement entre les ressortissants du pays et les autres Espagnols. Ceux-ci ne jouiront jamais en Catalogne de droits inférieurs à ceux des Catalans dans le reste du territoire de la République.*

*Références* : art. 25 à 41 de la Constitution espagnole.

*Précédents* : bases 4 et 16 de Manresa ; — art. 7 et 29 à 36 du projet de la Commission parlementaire (1932).

*Statut de Nùria* : art. 8, 29 et 30.



L'article 8 du texte de Nùria déclarait que « les droits individuels des citoyens seraient au moins ceux que fixerait la Constitution de la République espagnole ». L'arti-

de 29 précisait que « les règles généralement reconnues du droit des gens auraient pleine vigueur en Catalogne », tandis que l'article 30 établissait les principes de liberté de croyance et de conscience, de droit à la protection de la vie par les pouvoirs publics, d'égalité, devant la loi sans distinctions de naissance, de langue, de sexe ou de religion.

Les bases de Manresa n'avaient pas précisé la nature des droits des citoyens catalans ; l'article 16 se contentait de déclarer que ces droits seraient placés sous la sauvegarde du Pouvoir exécutif catalan, et l'article 4 prévoyait que « seuls les Catalans, soit de naissance, soit par naturalisation, pourraient entrer en Catalogne dans des carrières publiques, même dépendant du pouvoir central », et que « les situations militaires comportant juridiction seraient seulement exercées par des Catalans sur le territoire de la Catalogne ». Le Statut de Núria ne comportait pas de semblables restrictions.

La Commission parlementaire de 1932 ne voulut pas insérer dans son texte l'article 8 du projet de la Généralité. Elle fut amenée, ainsi que l'a expliqué le député Valle (28 juin), en raison de la prétention catalane à ne considérer les droits énumérés par la Constitution que comme un minimum (« les droits individuels seraient au moins ceux que fixerait la Constitution... »), elle fut amenée, disons-nous, à préciser que « en aucune matière, la Généralité ne pourra établir une différence de traitement entre les ressortissants du pays et les autres Espagnols », et que « ceux-ci ne jouiront jamais en Catalogne de droits inférieurs à ceux des Catalans dans le reste du territoire de la République ».

L'acquisition de la condition de Catalan ne peut donc entraîner celle de privilèges particuliers.

La Constitution espagnole donne dans ses articles 25 à 41 l'exposé des droits individuels qu'elle garantit à tout citoyen. Ce sont ceux que l'on rencontre dans toutes les Constitutions actuelles : liberté de croyance et de conscience (art. 27), droit d'être jugé par les juridictions compéten-

tes (art. 28), droit à la liberté, sauf en cas de délit (art. 29), droit d'établir son domicile en un lieu quelconque du territoire, droit d'émigrer (art. 31), inviolabilité de la correspondance (art. 32), droit de choisir sa profession, liberté du commerce et de l'industrie (art. 33), liberté d'opinions et de presse (art. 34), droit de pétition aux pouvoirs publics (art. 35), droits électoraux (art. 36), droit de réunion (art. 38), d'association (art. 39), droit d'accéder aux emplois publics (art. 40), droits des fonctionnaires (art. 41).

#### § 4. — CONDITION LEGALE DE CATALAN

Article 4. — *Par l'effet du régime autonome visé au présent Statut, seront considérés Catalans :*

1) *les individus qui le sont de naissance et n'ont pas acquis un domicile administratif hors de la région ;*

2) *les autres Espagnols qui acquerront un domicile administratif en Catalogne.*

*Références :* art. 23 et 24 de la Constitution ; — art. 15 du Code Civil espagnol.

*Précédents :* Constitutions 8 et 12, titre LXVIII, livre I, vol. I des Constitutions de Catalogne ; — art. 2 du Projet de 1919 ; — art. 8 du Projet de la Commission parlementaire (1932).

*Statut de Núria :* art. 9.

✱

On ne rencontre dans les Bases de Manresa aucune disposition relative à la condition légale de Catalan. Seul, l'article 4 parle incidemment des Catalans qui ont cette qualité « soit de naissance, soit par naturalisation ». Par contre, le projet de 1919 consacrait à cette question son article 2 qui déclarait citoyens catalans « tous ceux qui le sont aujourd'hui et ceux qui habitent en Catalogne depuis



plus de deux ans et jouissant de leurs droits civils et politiques en feront la demande ».

L'article 9 du Statut de la Généralité accordait la situation de citoyens catalans « à ceux qui la possèdent aujourd'hui et à ceux qui l'obtiendront par acquisition d'un domicile administratif en Catalogne ».

Le texte définitif du Statut est venu apporter quelques précisions en déclarant que seraient dans la condition légale de Catalans, d'une part, les individus qui le sont de naissance et n'ont pas un domicile administratif hors de la région autonome, d'autre part, les Espagnols acquérant un domicile administratif en Catalogne.

L'article 15 du Code Civil espagnol détermine dans son paragraphe second la condition nécessaire à l'acquisition d'un domicile dit administratif : il faut justifier de deux ans de résidence, dans les provinces ou territoires de droit foral, — de dix ans, dans les provinces ou territoires de droit commun. Pour la Catalogne, le délai sera donc de deux ans.

Les dispositions de l'article 4 du Statut sont conformes aux anciennes « Constituciones de Catalunya » (Titre LXVIII, liv. I, vol. 1). La Constitution huitième (*Maria, consort i lloctinent general d'Anfos IV, en les Corts de 1422, cap. 30...*) conférait la qualité de Catalan à tout individu « né en Catalogne ou qui, n'étant pas né dans ce pays, descend d'un père et d'un grand-père paternel nés et domiciliés en Catalogne ». La Constitution douzième (*Ferran II en les primeres Corts de Barcelona, any 1481, cap. 19..*) accordait la même condition à ceux qui « nés hors du Principat se sont comportés sur son territoire en toutes choses et toutes fonctions et bénéfices en véritables Catalans, comme s'ils étaient nés dans le Principat ».

Alors que le projet de 1919 et celui de Núria parlaient de « citoyens catalans », le Statut de 1932 supprimant le mot « citoyens » ne fait allusion qu'à la « condition de Catalans ». L'habitant de Catalogne visé par l'article 4

est donc un citoyen espagnol qui se trouve dans une situation légale particulière.

Les rédacteurs du Statut définitif qui n'ont pas voulu reconnaître le fait d'une nation catalane et former de celle-ci un Etat autonome, n'ont pu admettre l'existence d'une nationalité « régionale » s'ajoutant à la nationalité espagnole, superposition qu'avait parfaitement acceptée l'Allemagne dans ses Constitutions de 1871 et de 1919. La condition que prévoit le Statut est d'ordre purement administratif ; elle s'acquiert ou se perd par des considérations uniquement administratives. Un Catalan de naissance cessera de l'être légalement du jour où il aura depuis plus de deux ou dix ans (suivant les cas précisés dans l'art. 15 du Code Civil) un domicile hors de Catalogne, tandis que tout Espagnol en se fixant dans ce pays acquerra, après deux ans de résidence, la condition légale.

Quelle est la portée exacte de l'article 4 ? En insérant cette disposition, les Constituants ont-ils voulu donner une demi-satisfaction à la Catalogne, qui réclamait la reconnaissance d'une nationalité catalane ? ou bien ont-ils répondu à des nécessités précises en établissant cette « condition légale » ?

Remarquons tout d'abord qu'au point de vue « droits individuels », le Statut ne confère aux Catalans aucun avantage particulier puisque son article 3 déclare que les droits individuels sont ceux qui sont fixés dans la Constitution républicaine et qu'en aucune matière la Généralité ne pourra établir une différence de traitement entre les ressortissants du pays et les autres Espagnols.

Remarquons aussi que le Statut détermine un certain nombre de droits dont ne jouiront pratiquement que les individus de race catalane : liberté d'employer le catalan dans les relations avec les tribunaux, les autorités et les fonctionnaires de toutes classes, droit de recevoir l'enseignement dans des écoles de la Généralité, faculté de se réclamer du droit civil régional. Autant de dispositions qui ne suffisent pas à expliquer l'existence de l'article 4.

Il semble, en somme, que celui-ci ait voulu préciser dans quelles conditions et à quels sujets espagnols s'appliqueront les effets politiques (conditions d'élection et d'éligibilité en territoire catalan) et les effets administratifs et financiers du Statut. La présence de l'article 4 indique nettement que les citoyens espagnols non catalans de naissance ne seront pas automatiquement soumis aux lois fiscales et administratives de la Généralité par le fait qu'ils résident en territoire catalan, mais seulement après un délai de deux ans, par reconnaissance du domicile administratif (19). Dès lors, seuls seront électeurs ou éligibles et seront contribuables sur le territoire catalan et seuls subiront les décisions administratives de la Généralité, dans les limites fixées par le Statut, les sujets espagnols possédant la condition légale de Catalans conformément à l'article 4.

---

---

(19) Voir à ce propos Massó i Escofet, p. 27.

## CHAPITRE II

---

### ATTRIBUTIONS DE LA GENERALITE

Le Statut a apporté par ses articles 5 à 13 une solution au délicat problème de la répartition des compétences entre la région autonome et le pouvoir central. La Constitution, dans ses articles 14, 15, 16 et 18 avait déjà déterminé les principes auxquels devait obéir ce partage d'attributions.

Si les Constituants espagnols s'étaient décidés à appliquer à la jeune République les règles du fédéralisme pur, la division des compétences eût été relativement facile. Dans un Etat fédéral, en effet, il est un nombre à peu près constant d'attributions que les Etats-membres concèdent au pouvoir fédéral et dont on a donné maintes fois l'énumération. Appartiennent à la compétence fédérale : dans le domaine des affaires intérieures, la législation sur les poids et mesures, sur la monnaie, le service des postes, télégraphes et téléphones, la législation des douanes et la réglementation du commerce extérieur, la législation sur la faillite, la lettre de change, les droits d'auteurs, les brevets d'invention, les questions de naturalisa-



tion, de nationalité et d'immigration, les questions de frontières extérieures, la déclaration de l'état de siège, la législation financière générale, les affaires militaires (20) ; dans le domaine des affaires extérieures, le droit de guerre, de légation et représentation à l'étranger, le droit de conclure des traités d'intérêt général (21). Il faut encore rappeler ici cette définition de Proudhon : « Ce qui fait l'essence et le caractère du contrat fédératif, c'est que les contractants se réservent, en formant le pacte, plus de droits, de liberté, d'autorité, de propriété qu'ils n'en abandonnent. » Et, sans que nous fassions nôtre la théorie du partage de souveraineté dans l'Etat fédéral, nous voulons citer ces mots du même auteur : « Le contrat de fédération est un contrat synallagmatique et commutatif pour un ou plusieurs objets déterminés, mais dont la condition essentielle est que les contractants se réservent toujours une part de souveraineté et d'action plus grande que celle qu'ils abandonnent. » (22).

S'inspirant des principes du fédéralisme classique, les rédacteurs des Bases de Manresa avaient déterminé dans la Base 1, en six paragraphes, la liste des attributions reconnues au pouvoir central et précisaient dans la Base 6 : « La Catalogne sera l'unique souverain de son gouvernement intérieur. En conséquence, elle édictera librement ses lois organiques ; elle se chargera de sa législation civile, pénale, commerciale, administrative et de ses lois de procédure ; de l'établissement et de la perception des impôts, de la frappe de la monnaie, et elle possèdera toutes les attributions inhérentes à sa souveraineté qui n'appartiennent pas au pouvoir central en vertu de la Base 1. »

Ce furent encore les règles du fédéralisme pur qui guidèrent les députés chargés d'établir le texte de Núria. Mais ces mêmes principes ne pouvaient être adoptés par la Com-

---

(20) Mouskhelichvili, op. cit., pp. 275 à 278.

(21) Ibid., pp. 278 à 289.

(22) Proudhon, op. cit., p. 68.

mission parlementaire et par les Cortès qui s'étaient refusé à donner à la République espagnole un caractère fédéral. La Catalogne n'étant pas considérée comme un Etat-membre mais comme une simple région autonome, ses attributions ne pouvaient être aussi larges que l'aurait voulu la Généralité.

La division des compétences entre région, pays, territoire, province ou *Land* et l'Etat s'opère de diverses façons : généralement, les matières concédées à la législation régionale sont limitativement énumérées, les matières non énumérées tombant dans la compétence de l'Etat ; parfois, ce sont, au contraire, les attributions de l'Etat qui sont limitativement énumérées ; celles qui ne figurent pas sur la liste sont présumées relever de la compétence régionale.

Le Statut du Territoire de Memel énumère dans son article 5 les matières qui sont du ressort exclusif des pouvoirs locaux et pose, dans l'article 7, le principe de la compétence des organes de la République lithuanienne dans les matières non citées.

La Constitution de la Croatie-Slovanie, au contraire, énumérait d'abord les attributions du pouvoir transleithan (articles 6, 7, 8, 9 et 10), puis, déclarait que la Diète Croate pouvait légiférer sur toutes les matières non déclarées de la compétence centrale.

Le Gouvernement de la République allemande de Weimar était un gouvernement de pouvoirs énumérés. Les pouvoirs exclusifs et les pouvoirs concurrents étaient nettement indiqués dans des articles distincts. Quant à la République d'Autriche, sa Constitution détermine dans ses articles 10, 11, 12 et 15 les attributions de l'Etat central et celles des provinces : parfois, l'Etat a compétence absolue, tant législative qu'exécutive ; en d'autres matières, l'Etat légifère et les provinces veillent à l'exécution ; ailleurs, l'Etat possède seulement la législation d'ensemble, la législation de détail et l'exécution allant aux provinces ; enfin, en toutes autres matières, la compétence absolue est reconnue aux provinces.

Revenons en Espagne. Nous ne parlerons pas du projet Mancomunautaire de 1912, devenu ensuite loi et appliqué à la Catalogne. Nous savons qu'il ne tendait qu'à des fins purement administratives et conférait à la Mancomunitat l'exécution en certaines matières énumérées dans l'article 6. Le Statut de 1919, de nature politico-administrative, allait plus loin et confiait aux pouvoirs catalans la législation exclusive et l'exécution directe dans les matières énumérées dans l'article 6, en onze paragraphes (enseignement, droit civil, organisation judiciaire, organisation et réglementation du Notariat et des documents publics, travaux publics d'intérêt régional, téléphone, services forestiers et agronomiques, assèchement des marais et aménagement des terrains incultes, bienfaisance et santé publique, police et ordre public). Toutes les matières non citées étaient présumées appartenir à la compétence espagnole.

Les rédacteurs du projet de Núria, imbus des théories fédéralistes, énumérèrent, dans l'article 10 de leur Statut, les matières en lesquelles la législation exclusive et l'exécution directe appartiendraient au gouvernement de la République ; dans l'article 11, celles pour lesquelles la législation appartiendrait à la République et l'exécution à la Généralité (23) ; enfin, l'article 13, celles pour lesquelles le gouvernement catalan posséderait à la fois compétence législative et compétence exécutive. Il y avait donc là un système de triple énumération, système rigide et susceptible d'engendrer des conflits lorsque l'on se trouverait, plus tard, en présence d'une matière ne figurant sur aucune des trois listes.

Nous avons déjà dit à la suite de quels débats fiévreux les Cortès en étaient arrivés à régler la répartition des compétences entre l'Etat espagnol et les régions autonomes dans les articles 14 à 23 de la Constitution. L'article

---

(23) Toutefois, l'art. 12 précisait que si l'Etat ne légiférait pas, la Généralité pourrait se substituer à lui.

14 énumère les matières de la compétence exclusive de l'Etat ; l'article 15, celles pour lesquelles la législation appartient à l'Etat tandis que l'exécution peut en incomber à la région ; enfin, l'article 16 précise que les matières non rangées dans les listes précédentes pourront appartenir, quant à la législation et l'exécution, à la région autonome.

Le Statut de 1932 s'est évidemment conformé à cette division tripartite. Son article 5 a répondu aux dispositions de l'article 15 de la Constitution ; ses articles 10, 11 et 12, aux dispositions de l'article 16, mais en précisant les matières pour lesquelles législation et exécution sont du ressort de la Généralité. Les articles 6, 7 et 8 traitent des cas particuliers de la législation sociale, de l'enseignement et de l'ordre public.

Nous allons d'ailleurs aborder l'examen des articles 5 à 13 du Statut, qui ont été placés sous le titre : « Attributions de la Généralité ».

### § 1. — SERVICES ET MATIERES DELEGUES QUANT A L'EXECUTION

Article 5. — *Conformément à l'article 11 de la Constitution, la Généralité sera chargée de l'exécution de la législation de l'Etat dans les matières suivantes :*

- 1° *Effets des avis officiels et des documents publics ;*
- 2° *Poids et mesures ;*
- 3° *Régime minier et principes fondamentaux du régime des forêts, de l'agriculture et de l'élevage, en tant que liés à la défense de la richesse et la coordination de l'économie nationale ;*
- 4° *Chemins de fer, routes, canaux, téléphones et ports d'intérêt général, l'Etat reprenant les chemins de fer, assurant leur police et celle des téléphones, ainsi que l'exploitation directe de tous ces services ;*



5° Principes fondamentaux de la législation sanitaire intérieure ;

6° Régime des assurances générales et sociales, celles-ci soumises à l'inspection mentionnée à l'article 6 ;

7° Eaux, chasse et pêche fluviale, sans préjudice des dispositions de l'article 14 de la Constitution. Les communautés hydrographiques dont l'action s'étend hors de Catalogne dépendront uniquement de l'Etat ;

8° Régime de presse, d'associations, réunions et spectacles publics ;

9° Droits d'expropriation, sauf la faculté pour l'Etat d'exécuter par lui-même ses travaux particuliers ;

10° Socialisation des richesses naturelles et des entreprises économiques, la législation déterminant la propriété et distinguant les facultés de l'Etat et des régions ;

11° Services de l'aviation civile et de la radio-diffusion, sauf le droit pour l'Etat de coordonner les moyens de communication dans tout le pays.

L'Etat pourra installer des services de radio-diffusion pour son compte et exercer l'inspection sur ceux qui fonctionnent par concession à la Généralité.

Références. — Articles 14, 15, 16, 17, 18 et 21 de la Constitution.

Précédents. — Base 1 de Manresa ; base 6 ; articles 5, 6 et 8 du projet mancomunautaire (1912) ; articles 8, 10 et 11 du Projet de 1919 ; article 9 de la Commission parlementaire de 1932.

Statut de Nuria. — Articles 10, 11, 12, 36 et 37.

\*\*\*

Remarquons tout d'abord que l'on s'accorde à reconnaître à la Généralité la puissance réglementaire, le règlement n'étant en somme qu'un acte administratif. L'article 20 de la Constitution espagnole déclare d'ailleurs : « Les lois de la République seront exécutées dans les régions autonomes »

par leurs autorités respectives excepté celles dont l'application sera attribuée à des organismes spéciaux ou dont le texte en disposera autrement, et toujours conformément aux prescriptions du présent Titre I<sup>er</sup>. Le gouvernement de la République *pourra* édicter des règlements pour l'exécution de ses lois... ». La présence du mot *pourra* indique nettement que, dans le cas où l'Etat n'édicterait pas des règlements pour l'exécution des lois, il appartiendrait aux pouvoirs publics catalans de se substituer au gouvernement de la République et d'émettre des textes réglementaires.

Cela posé, passons à l'examen des différentes dispositions contenues dans l'article 5 du Statut.

Le paragraphe premier relatif à l'efficacité des communiqués officiels et des documents publics, a précisé le rôle joué par la Généralité dans les relations qu'elle entretient avec le pouvoir central. Il lui incombe le soin de porter à la connaissance des habitants de Catalogne les textes de lois ou de décrets et tous les documents publics édictés par l'Etat et qui entraînent effets sur tout le territoire de la République; donc en Catalogne.

A la Généralité appartiendra l'exécution des mesures législatives contenues dans la loi du 8 juillet 1892 et le règlement du 4 mai 1917 en matière de poids et mesures.

La rédaction du paragraphe 3 indique clairement, bien que certains en aient discuté, que l'expression « principes fondamentaux » (*bases mínimes*), s'applique à « forêts, agriculture et élevage », mais nullement au régime minier. Dans les trois matières auxquelles se rapporte les mots « principes fondamentaux », la Généralité pourra édicter la réglementation administrative qu'elle jugera nécessaire avec la plus grande liberté, l'Etat se contentant de poser seulement les règles essentielles, fondamentales de cette réglementation.

En ce qui concerne le régime minier, la Généralité ne fera qu'exécuter strictement les dispositions législatives qui jouent sur tout le territoire espagnol. Actuellement,

les textes légaux correspondant à cette matière sont contenus dans le décret-loi du 29 décembre 1868, dans l'article 339 du Code Civil et dans la loi du 24 juillet 1918, complétée par le règlement du 12 mars 1920, desquels il ressort que la propriété des gisements miniers appartient à l'Etat qui peut en accorder la concession à des particuliers, moyennant paiement d'un impôt spécial, en vue de l'exploitation.

Si nous consultons l'article 17 du Statut, nous y trouvons une disposition qui intéresse le régime minier : « Les droits de l'Etat en territoire catalan relatifs aux mines... sont transférés à la Généralité, sauf ceux qui se rapportent à des fonctions dont le service a été réservé au gouvernement de la République.

Les biens et droits ci-dessus énumérés ne pourront être aliénés, ni grevés, ni affectés à des fins de caractère particulier sans l'autorisation de l'Etat. »

Ce dernier paragraphe indique que l'Etat continue à être propriétaire des mines de Catalogne. Les droits qui ont été transférés à la Généralité sont appelés par les juristes catalans « droits relatifs », et consistent, par exemple, dans le droit de concession ou dans le droit de contrôle des exploitations.

Dans le même article 17, à la suite des lignes que nous venons de citer, nous rencontrons le paragraphe suivant : « Le régime des concessions des mines de potasse et des gisements pétrolifères sera soumis aux dispositions actuellement en vigueur, l'Etat gardant la liberté d'édicter de nouvelles limitations en ces matières. »

Les « dispositions actuellement en vigueur » sont celles de la loi du 24 juillet 1918, sur les mines de sels potassiques. L'examen de cette loi et du paragraphe 6 de l'article 17 du Statut conduit aux conclusions suivantes : la propriété des gisements de sels potassiques appartient à l'Etat en même temps que les droits de concession, d'exploitation, de régularisation et de vente des produits à base de sels potassiques (alors que pour tous autres gise-

ments miniers, ces droits sont concédés à la Généralité) ; en second lieu, l'Etat pourra toujours se réserver, sur le territoire catalan, les terrains qui renferment des gisements de sels potassiques ; enfin, en cas de conflit international, l'Etat pourra s'emparer de toutes les exploitations concédées moyennant indemnisation (24).

Passons maintenant au paragraphe 4 de l'article 5 du Statut. Il se rapporte aux chemins de fer, routes, canaux, téléphone et ports d'intérêt général. L'Etat conserve les droits de reprise et de police sur les chemins de fer et les téléphones, mais, en ces matières ainsi que pour les canaux, les routes et les ports, il abandonne à la Généralité le soin d'exécuter sa législation, encore qu'il se réserve l'exécution directe dans les parties des services énumérés dans cet article 5, paragraphe 4, qui sont d'un intérêt tout particulièrement général (défense nationale, exploitations minières). Ni la Constitution, ni le Statut n'ont précisé la nature de ces voies de communications pour lesquelles l'Etat entendait pouvoir se réserver l'exécution directe. C'est une lacune regrettable et qui peut engendrer des conflits.

Le député Santacruz (30 juin 1932) a prétendu que la concession à la Généralité de l'exécution des lois républicaines en matière de chemins de fer, routes, canaux, téléphones et ports était contraire au paragraphe 13 de l'article 14 de la Constitution, lequel donne à la compétence exclusive de l'Etat « le régime général des communications. » C'était oublier le paragraphe 6 de l'article 15 de la même Constitution qui accorde à la Généralité l'exécution directe dans les matières du paragraphe 4 de l'article 5 du Statut. D'ailleurs, l'expression « régime général » n'implique nullement législation et exécution à la fois ; elle se rapporte uniquement aux dispositions législatives qui régissent les voies de communications.

Le texte que nous étudions est à rapprocher du paragraphe a) de l'article 12 du Statut qui décide que la légis-

---

(24) Ibid. pp. 40 et 41.



lation exclusive et l'exécution directe iront à la Généralité en matière de chemins de fer, routes, canaux, ports et autres travaux publics, compte tenu des dispositions de l'article 15 de la Constitution.

De sorte qu'en résumé, la situation est la suivante :

a) En matière de chemins de fer, routes, canaux et ports : lorsque l'intérêt général sera en jeu, la législation appartiendra à l'Etat, l'exécution directe à la Généralité ; toutefois, l'Etat pourra se réserver l'exécution directe lorsque des raisons particulières d'intérêt général (défense nationale par exemple), l'exigeront ; en dehors des cas précités, la législation exclusive et l'exécution directe appartiendront au gouvernement catalan.

b) En matière de téléphones, la législation sera toujours de la compétence de l'Etat et l'exécution pourra être de celle de la Généralité.

L'organisation téléphonique, en effet, est, au premier chef, d'intérêt général ; le réseau régional n'est qu'une partie du réseau espagnol ; à tout moment, l'Etat doit pouvoir se trouver à même d'utiliser les installations téléphoniques qui se trouvent sur son territoire ; c'est pourquoi il a tenu à s'assurer la législation exclusive de cette matière dans tous les cas. De même que pour les chemins de fer, il a voulu aussi préciser son droit de reprise et son droit de police sur les communications téléphoniques.

A propos des canaux, certains juristes se sont demandés s'il fallait entendre par le mot « canal » simplement un synonyme de « moyen de communications par voie d'eau », ou bien de « élément transformateur de la richesse agricole ». C'est, qu'en effet, le paragraphe 14 de la Constitution dispose que « seront de la compétence législative et exécutive exclusive de l'Etat les utilisations hydrauliques... quand leurs eaux s'écoulent hors des régions autonomes ». De sorte que si les canaux sont considérés comme utilisations hydrauliques, lorsque leur cours pénétrera en territoire non catalan, on devra en attribuer la législation et l'exécution exclusives à l'Etat espagnol.

Massó i Escofet et Gay de Montellà estiment qu'en effet les canaux ne sont pas uniquement des voies de communications mais aussi des utilisations hydrauliques visées par l'article 14 de la Constitution (25).

Ces deux auteurs se demandent aussi si, dans le cas où législation et exécution sont du ressort de la Généralité, en vertu de l'article 12 du Statut, le gouvernement catalan doit se conformer à la législation de l'Etat en matière de canaux, c'est-à-dire aux lois de 1883, 1904 et 1911, ou bien s'il a toute liberté pour déterminer les principes fondamentaux qui dominent cette matière. Pour notre part, nous pensons que si les rédacteurs du Statut avaient entendu restreindre cette liberté, ils eussent employé, comme dans le paragraphe 3, l'expression « *bases mínimes* », pour bien préciser que la Généralité devrait faire siens les principes fondamentaux de la législation espagnole.

En ce qui concerne le régime des ports, il importe de noter qu'aussi bien dans ceux qui sont d'intérêt général que dans ceux d'intérêt régional ou local, le service de police et d'ordre public relève exclusivement de la compétence de l'Etat en vertu du paragraphe 16 de l'article 14 de la Constitution relatif à la police des frontières. La côte peut être considérée comme une frontière. De même, en vertu du paragraphe 8 du même article constitutionnel, les services douaniers de tous les ports de Catalogne appartiendront, quant à la législation et à l'exécution à l'Etat seul. Par contre, il faut penser qu'en conférant au pouvoir central la compétence exclusive en matière d'éclairage des côtes, le paragraphe 9 de l'article 14 de la Constitution a seulement voulu parler de l'éclairage des ports d'intérêt général.

Le paragraphe 7 de l'article 5 du Statut est relatif au régime des eaux, de la chasse et de la pêche fluviales. La législation est à l'Etat, l'exécution à la Généralité sauf, en vertu du paragraphe 14 de l'article 14 de la Constitution,

---

(25) Ibid., p., 46.

déjà cité, lorsqu'il s'agit d'utilisations hydrauliques dont les eaux s'écoulent hors du territoire régional, auquel cas l'exécution appartient aussi à l'Etat.

Le paragraphe 5 de l'article 17 du Statut transfère à la Généralité, ainsi que nous l'avons déjà dit, les droits de l'Etat en territoire catalan relatifs aux mines, à la chasse, à la pêche et aux eaux. Faut-il en déduire que la propriété des cours d'eau est concédée à la Catalogne ? Nous ne le pensons pas et nous adopterons la même attitude que pour les mines, car le même texte ajoute : « Ces biens et droits ne pourront être aliénés ni grevés, ni destinés à des fins particulières sans autorisation de l'Etat. » Cette restriction nous amène à estimer que l'Etat a entendu conserver la propriété de ces « biens et droits » et n'a concédé à la Généralité que des droits de gérance, d'occupation.

En déclarant que « les communautés hydrographiques dont l'action s'étend hors de Catalogne dépendront uniquement de l'Etat », le même article 5 (7°) a voulu donner au pouvoir central compétence absolue en matière de cours d'eau appartenant à ces communautés. Et cela entraîne une importante conséquence pour les rivières ou ruisseaux du bassin de l'Ebre qui relèvent de la Communauté Hydrographique de l'Ebre, dont le siège est à Saragosse. Le Sègre, avec lui ses affluents Noguera-Ribagorçana et Noguera-Pallaresa, ainsi qu'un grand nombre d'autres cours d'eau de moindre importance, qui parcourent un tiers environ de la Catalogne, vont être placés, par application de l'article 5, sous la compétence exclusive de l'Etat. Il en résulte une nouvelle et grave entorse à l'autonomie très large dont rêvaient les rédacteurs du Statut de Núria.

Pour ce qui se rapporte au régime de presse, d'associations, de réunions et de spectacles publics, il y a seulement à rappeler que, pour la première matière, c'est la loi de juillet 1883 qui joue, pour la seconde, la loi de juin 1887, pour la troisième, celle de juin 1880.

En donnant à la Généralité le droit d'expropriation, conformément aux dispositions législatives de l'Etat, le paragraphe 9 de l'article 5 n'a fait que lui mettre en mains le moyen de réaliser les pouvoirs exécutoires que le Statut lui confie dans les articles 5 et 12.

Enfin, les Constituants ont voulu réserver à l'Etat la législation, mais confier à la Généralité l'exécution des services d'aviation civile et de radiodiffusion ; le député Abad Conde a introduit une disposition selon laquelle « l'Etat pourra installer des services de radiodiffusion (en Catalogne), pour son compte et exercer l'inspection sur ceux qui fonctionnent par concession à la Généralité. »

La lecture du paragraphe 13 de l'article 14 de la Constitution qui donne à l'Etat compétence complète en matière de lignes aériennes, nous conduit à penser que les services d'aviation civile dont il est question dans l'article 5 du Statut sont uniquement ceux qui exercent leur activité à l'intérieur des frontières de la Catalogne.

Ainsi que l'ont remarqué Massó i Escofet et Gay de Montellà, le second alinéa du paragraphe 11 de l'article 5 (l'Etat pourra installer des services propres de radio...), a pour conséquence l'annulation de fait du droit concédé à la Généralité d'exercer sa compétence exécutive en matière de radiodiffusion.

« La chose est, en elle-même, fort grave, écrivaient les deux juristes... Il semble qu'il est dans les projets de la Direction Générale des Communications d'établir un puissant poste d'émission (en Catalogne) qui, pratiquement, mettra la Généralité dans l'impossibilité d'installer une station convenable. Il est impossible que deux postes opèrent en même temps en Catalogne » (26). Sinon, une situation regrettable sera créée par la coexistence de deux services publics et, d'autre part, des problèmes difficiles seront engendrés pour le recouvrement et la répartition des impôts payés par les auditeurs.

---

(26) Ibid., pp. 54 et 55.



Il eût été évidemment préférable de confier à la Généralité, sans restrictions, le soin d'installer une puissante station émettrice.

## § 2. — SERVICES RELATIFS A LA LEGISLATION SOCIALE

Article 6. — *La Généralité organisera tous les services que la législation sociale de l'Etat a établis ou pourra établir. Pour l'exécution des services et pour l'application des lois sociales, elle sera soumise à l'inspection du gouvernement, pour garantir leur exacte application et celle des traités internationaux relatifs à cette matière.*

*En relation avec ces facultés attribuées par l'article précédent, l'Etat pourra nommer des délégués afin de veiller à l'exécution des lois. La Généralité sera obligée de rectifier, sur demande de l'Etat, les erreurs dans l'exécution de ces lois.*

*Le Tribunal des Garanties Constitutionnelles statuera sur les conflits entre l'Etat et la Généralité, conformément à l'article 121 de la Constitution.*

*Références.* — Articles 46 et 47 de la Constitution.

*Précédents.* — Article 9 du Projet de 1919 ; article 9, paragraphe 1 de la Commission parlementaire de 1932.

*Statut de Núria.* — Articles 32 et 33.

\*\*\*

Le projet de la Généralité reconnaissait à l'Etat le pouvoir législatif en matière sociale et à la Généralité le pouvoir exécutif (article 11), mais il ajoutait qu'au cas où le gouvernement espagnol négligerait de légiférer, les autorités catalanes le feraient à sa place (article 12).

L'article 6 du Statut définitif n'est, en somme, qu'un paragraphe particulier de l'article 5 puisqu'il donne à la Généralité l'exécution des matières sociales sur lesquelles

l'Etat garde le droit exclusif de légiférer. Le gouvernement catalan devra donc organiser ses services de législation sociale conformément aux articles 46 et 47 de la Constitution. Le premier de ces textes pose notamment que « la législation sociale règlera : les cas d'assurance contre la maladie, les accidents, le chômage, la vieillesse, l'invalidité et la mort ; le travail des femmes et des enfants, et spécialement la protection à la maternité ; la journée de travail et le salaire minimum et familial ; les vacances annuelles rémunérées ; la situation de l'ouvrier espagnol à l'étranger ; les institutions coopératives ; les rapports économique-juridiques des facteurs qui contribuent à la production ; la participation des ouvriers dans la direction, l'administration et les bénéfices des entreprises, et tout ce qui concerne la défense des travailleurs. »

Quant à l'article 47, il déclare que « la République protégera l'habitant des campagnes, et, dans ce but, légifèrera, entre autres matières, sur le patrimoine insaisissable et exempt de tous impôts, sur le crédit agricole, l'indemnité pour perte de récolte, les coopératives de production et de consommation, les caisses de prévoyance, les écoles pratiques d'agriculture et les fermes-modèles, les travaux d'irrigation et les voies de communication rurales. »

Puisqu'il est question de coopératives dans les deux textes constitutionnels, notons que le paragraphe f) de l'article 12 du Statut confie à la Généralité la législation et l'exécution directe en ce qui touche aux coopératives, mutualités et greniers communaux.

Alors que le Statut de Núria prévoyait simplement que « l'exécution des lois sociales serait soumise à la haute inspection du gouvernement républicain », c'est-à-dire à un contrôle général et très large, l'article 6 exige au contraire pour l'Etat un droit de regard très sévère qui se traduit par l'attribution aux agents du pouvoir central des services de l'Inspection du Travail et par la faculté que

possède l'Etat de nommer des délégués chargés de veiller à l'exécution des lois en territoire catalan. Il résulte du texte de l'article 6 que le gouvernement espagnol devra organiser en Catalogne un corps de fonctionnaires chargés de la surveillance de l'exécution des lois sociales. C'est entre cet organisme et la Généralité que pourront surgir ces conflits dont parle le Statut et qu'il appartiendra au Tribunal des Garanties Constitutionnelles de résoudre.

L'autonomie régionale en matière de législation sociale se trouve considérablement réduite par l'effet des dispositions contenues dans cet article 6. Pourtant, la Généralité se voit attribuer le soin de veiller à l'organisation du travail, au fonctionnement, à la discipline et à la vie économique des organismes locaux et régionaux, au règlement des conflits sociaux, au contrôle et à l'organisation administrative du système paritaire, à la nomination du personnel des services sociaux. Il est hors de doute que le contrôle des élections au sein des organismes du travail relève de la compétence régionale.

### § 3. — ENSEIGNEMENT. — UNIVERSITE COLLATION DES GRADES

Article 7. — *La Généralité de Catalogne pourra créer et maintenir, par ses propres ressources et indépendamment des institutions d'enseignement de l'Etat, tous les centres d'enseignement qu'elle estimera utiles, de quelque degré et de quelque ordre qu'ils soient. La Généralité sera chargée des services des Beaux-Arts, Musées, Bibliothèques, conservation de monuments et archives, sauf de la Couronne d'Aragon. Si la Généralité le propose, le Gouvernement de la République pourra accorder à l'Université de Barcelone un régime d'autonomie. Dans ce cas, cette Université s'organisera comme Université unique, régie par un patronat qui offrira aux langues et à la culture tant castillanes que catalanes les mêmes garanties ainsi que l'égalité des*

*droits entre professeurs et entre élèves. Les justifications et les conditions requises par l'Etat pour la délivrance de titres, conformément à l'article 69 de la Constitution, seront les mêmes pour tous les élèves des centres d'enseignement de l'Etat et de la Généralité.*

*Références.* — Articles 48, 49 et 50 de la Constitution.

*Précédents.* — Base 15 de Manresa ; article 6, 6° du Projet mancomunautaire (1912) ; article 6, a) du projet de 1919 ; article 10 de la Commission parlementaire de 1932.

*Statut de Nürja.* — Articles 31 et 34.

\*\*

Les groupements nationaux ont toujours placé au premier rang de leurs revendications leur droit à un enseignement autonome. Aussi les traités de 1919 et 1920 relatifs aux minorités se sont-ils préoccupés de la question de l'enseignement pour la résolution de laquelle ils ont édicté quelques principes.

Ces documents internationaux distinguent les enseignements privé et public. En matière d'enseignement privé, les individus appartenant à un groupement national, au même titre que n'importe quel sujet de l'Etat, ont le droit de créer et diriger à leurs frais des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y employer leur langue et d'y enseigner leur religion.

En matière d'enseignement public, les conventions minoritaires prescrivent, moyennant la réunion de certaines conditions, l'usage de la langue minoritaire dans les écoles de l'Etat et déterminent les moyens propres à assurer l'exercice de ce droit.

L'article 9 du traité conclu entre la Pologne et les Puissances alliées stipule que, dans le domaine de l'Instruction publique, le gouvernement polonais, dans les villes ou districts où réside une proportion considérable de sujets d'idiomes autres que le Polonais, prendra des mesures convenables pour assurer aux enfants de ces sujets, dans les



écoles primaires, l'instruction en leur propre langue, cette stipulation n'empêchant pas le gouvernement polonais de rendre l'enseignement du polonais obligatoire dans ces établissements.

Des dispositions analogues se retrouvent dans les Constitutions et les lois des Etats nés de la grande guerre. La Constitution tchécoslovaque consacre à cette question ses articles 130 et 131 ; les lois tchèques, ainsi que les lois autrichiennes, stipulent que l'on pourra ouvrir une école publique « minoritaire » dans chaque ville où se trouvent quarante enfants de la minorité allemande.

En Hongrie, des textes législatifs prévoient que dans les établissements de l'Etat l'enseignement primaire sera donné en hongrois, mais en des circonstances déterminées, cette langue pourra être remplacée par un autre idiome. Dans les écoles où l'enseignement est donné en hongrois, il est permis d'enseigner la doctrine religieuse dans la langue maternelle de l'élève.

La Pologne possède des écoles primaires purement minoritaires ; d'autre part, l'enseignement secondaire et professionnel sont donnés dans des centres bilingues.

L'article 12 de la Constitution esthonienne veut que l'enseignement soit donné aux minorités dans les écoles primaires, en langue maternelle. L'autonomie des institutions d'enseignement supérieur est assurée par voie législative. En vertu de l'article 21, les minorités ont le droit de fonder des institutions autonomes pour la conservation et le développement de leur culture propre.

En Lithuanie, les minorités ont le droit d'imposer à leurs membres des contributions destinées à subvenir aux besoins de leurs institutions culturelles et elles reçoivent une part équitable des sommes que l'Etat et les administrations autonomes consacrent aux nécessités de l'instruction publique, si elles ne sont pas satisfaites par les établissements généraux qu'entretiennent l'Etat et les administrations autonomes.

La Constitution yougoslave déclare que les minorités

nationales recevront leur enseignement primaire dans leur langue maternelle, suivant les conditions prescrites par la loi.

La convention germano-polonaise pour la Haute-Silésie (mai 1922) a apporté, en matière d'enseignement, des dispositions intéressantes. Elle satisfait les désirs minoritaires tant dans l'enseignement primaire que dans l'enseignement moyen ou supérieur, grâce à l'institution d'écoles primaires, moyennes ou supérieures appelées écoles minoritaires ; grâce aussi à l'institution de classes minoritaires fonctionnant dans les écoles publiques de langue officielle, de cours minoritaires comprenant l'enseignement de la langue minoritaire et l'enseignement religieux en cette langue. Ces divers organismes sont confiés, en principe, à des professeurs appartenant aux minorités considérées.

Cette convention de 1922 contient un article remarquable consacré au respect du sentiment national allemand ou polonais : « Les parties contractantes s'engagent à interdire dans les écoles de leur portion de territoire plébiscité l'usage de livres et d'objets d'enseignement par l'image qui puissent blesser les sentiments nationaux ou religieux d'une minorité. De la même façon, chaque partie prendra les mesures nécessaires pour empêcher que, dans les leçons données à l'école, les qualités nationales et culturelles de l'autre partie ne soient injustement rabaissées aux yeux des élèves » (article 133 de la Convention).

Citons enfin une disposition contenue dans l'accord finno-suédois relatif aux îles d'Aland. L'article 2 de la Convention déclare : « La Landstung et les Communes d'Aland ne sont, en aucun cas, obligés d'entretenir ou de subventionner d'autres écoles que celles où la langue d'enseignement est le suédois. Dans les établissements scolaires de l'Etat, l'enseignement se fera également dans la langue suédoise. Sans le consentement de la commune intéressée, la langue finnoise ne peut être enseignée dans les écoles primaires entretenues ou subventionnées par l'Etat ou par la commune.



Les nationalistes catalans ont toujours souligné l'importance qu'il y avait pour leur patrie à acquérir l'autonomie de son enseignement, celle-ci constituant le moyen le plus sûr de développer la personnalité de la Catalogne. Aussi, les rédacteurs du projet de Manresa ne manquèrent-ils point d'introduire, à la base 15, la disposition suivante : « L'enseignement public, à ses divers degrés et dans ses différentes branches, devra être organisé d'une manière adéquate aux nécessités et au caractère de la civilisation catalane. » Et elle confiait à la commune, à son défaut, à la *comarca*, le soin d'organiser l'enseignement primaire, la *comarca* recevant la mission d'établir des écoles pratiques d'arts, d'agriculture, etc.

La loi mancomunautaire donnait à la Mancomunitat la possibilité de créer et d'entretenir des établissements d'enseignement technique (arts, agriculture, industrie, commerce) et des institutions scolaires (article 6, 6° et 7°).

Quant au projet de Statut de 1919, il abandonnait aux pouvoirs publics de Catalogne la législation et l'exécution directe en matière d'enseignement. Le paragraphe a) de l'article 6 s'exprimait en ces termes : « L'enseignement à tous ses degrés ainsi que les autres services d'Instruction Publique et des Beaux-Arts, sauf le régime de la propriété intellectuelle (appartiendront, quant à la législation et à l'exécution, au pouvoir régional). L'attribution de ces services en tant qu'ils se rapportent à l'enseignement, sera soumise aux conditions suivantes :

1° Le nombre d'écoles primaires et d'écoles normales qu'entretient actuellement l'Etat en Catalogne et leur dotation pourront être augmentés mais non diminués.

2° L'enseignement primaire sera gratuit et obligatoire pour tous les élèves de Catalogne.

3° L'enseignement du castillan sera obligatoire dans tous les établissements primaires.

4° Il sera fixé un minimum de connaissances que devront posséder ceux qui obtiendront un titre pour l'exercice de certaines professions déterminées. »

Les aspirations catalanistes, que satisfaisait ce projet de 1919, ont été clairement exposées par Joan Estelrich dans un livre récent duquel nous extrayons les lignes suivantes : « Comment doit se traduire, à notre avis, notre autonomie en matière d'enseignement ? Si l'autonomie devait réellement exister, l'Etat espagnol devrait transférer au pouvoir catalan toutes les fonctions relatives à l'enseignement que l'Etat a jusqu'à présent exercées en Catalogne. Notre attitude pédagogique dérive de notre attitude civile. Nous sommes catalanistes, nous sommes libéraux, nous sommes espagnols. Comme catalanistes, nous réclamons tout notre enseignement en catalan, ou mieux, le libre exercice de la liberté catalane. Comme libéraux, nous voulons que là où, sur le territoire de Catalogne, il existe des centres suffisamment importants de citoyens de langue castillane, ceux-ci puissent recevoir, s'ils le désirent, l'enseignement en castillan. Comme espagnols, nous voulons que tous nos concitoyens et compatriotes connaissent bien la langue officielle de l'Etat. En nos écoles ou instituts catalans, l'enseignement du castillan serait obligatoire. En les écoles ou instituts castillans de Catalogne, l'enseignement du catalan devrait être obligatoire. Voilà la formule la plus libérale et la plus généreuse d'un accord. Tous les étudiants arriveraient ainsi à l'Université parlant et connaissant bien les deux langues. Il existerait une seule Université, plus catalane, plus universelle et plus libre » (27).

Guidés par ces mêmes principes, les rédacteurs de *Núria* insérèrent dans le premier paragraphe de l'article 13 une disposition tendant à accorder à la Généralité compétence absolue en matière d'« enseignement à tous ses degrés et ordres » et de « services d'Instruction publique,

---

(27 J. Estelrich. *Catalanismo y Reforma hispanica*, pp. 197-198.



Beaux-Arts, Musées, Archives, Bibliothèques et Conservation des monuments ». Le même article ajoutait que « pour la concession de titres professionnels comportant validité sur tout le territoire de la République, les programmes et les enseignements scolaires devraient satisfaire aux principes fondamentaux établis par la législation générale. »

Mais avant que ne vienne devant les Cortès la discussion du Statut catalan, la Constitution fut votée. Elle disposait dans son article 4 que le castillan est langue officielle de la République, que « tout Espagnol a le devoir de la savoir et le droit d'en faire usage » et enfin qu'« il ne pourra être exigé de personne la connaissance ni l'usage d'aucune langue régionale. » Son article 48 déclarait le service de l'enseignement « attribution essentielle de l'Etat », tandis que l'article 50 concédait aux régions autonomes la faculté d'organiser l'enseignement en leur propre langue, conformément aux dispositions définies dans leurs Statuts, mais en précisant : « L'étude de la langue castillane est obligatoire ; elle sera employée aussi comme instrument d'enseignement dans tous les centres d'instruction primaire et secondaire des régions. Dans celles-ci, l'Etat pourra créer ou maintenir des établissements d'enseignement à tous les degrés, dans la langue officielle de la République. » Enfin, l'article 49 prévoyait que les titres académiques ou professionnels seraient exclusivement délivrés par l'Etat.

S'inspirant de ces données, la Commission parlementaire décida, dans son article 10, que « la Généralité pourrait créer les centres d'enseignement qu'elle jugerait opportuns, compte tenu des restrictions de l'article 50 de la Constitution et indépendamment des institutions culturelles de l'Etat. »

Nous avons eu l'occasion de dire dans quelle atmosphère passionnée se déroulèrent les débats parlementaires sur le problème de l'enseignement et comment les députés catalans refusèrent de prendre part au vote de l'article 7 du Statut. Au cours de ces débats, une nouvelle tendance se

fit jour, réclamant une organisation mixte et une Université bilingue.

Si nous résumons, nous dirons que trois théories se trouvaient en présence : une première, celle des Catalans, qui demandait un seul service d'enseignement dépendant de la Généralité et une seule Université, catalane évidemment ; une deuxième, qui réclamait la coexistence de deux services d'enseignement et de deux Universités, services et Universités respectivement catalans et castillans ; une troisième enfin, qui voulait l'application d'un système hybride comportant services et Universités mixtes.

Au cours de la discussion aux Cortès, les représentants catalans s'étaient ralliés à la conception des deux Universités, mais ils continuèrent à réclamer pour le reste de l'organisation de l'enseignement la compétence absolue de la Généralité. Le vote de l'article 7 du Statut vint leur enlever l'espoir de voir la Catalogne posséder son Université catalane et délivrer elle-même les titres académiques ou professionnels.

De sorte qu'à l'heure actuelle, la situation est la suivante :

1° *En matière d'instruction primaire et secondaire.* La Généralité pourra créer et maintenir, avec ses propres ressources, à côté des établissements scolaires de l'Etat, tous les centres d'enseignement qu'elle estimera utiles, de quelque degré et de quelque ordre qu'ils soient.

Dans les écoles dépendant de la Généralité, l'enseignement pourra être donné en langue catalane. Il pourra aussi être donné en castillan. L'étude de cette dernière langue sera obligatoire dans ces établissements.

2° *En matière d'enseignement universitaire et d'enseignement technique.*

Les institutions techniques qui ont dépendu de l'Etat jusqu'à la promulgation du Statut et sont considérées comme annexes de l'Université de Barcelone subiront, sans aucun doute, le même régime que cette Université.

Après avoir déclaré, au début de l'article 7, que la Généralité pourra « créer et maintenir tous les centres d'enseignement qu'elle jugera utiles, *de quelque degré et de quelque ordre qu'ils soient* », le Statut établit, quelques mots plus loin, que « si la Généralité le propose, le Gouvernement de la République pourra accorder à l'Université de Barcelone un régime d'autonomie. Dans ce cas, cette Université s'organisera comme *Université unique*, régie par un Patronat qui offrira aux langues et à la culture tant castillanes que catalanes, les mêmes garanties ainsi que l'égalité des droits entre professeurs et élèves. »

Ainsi donc, contrairement à ce que semblait poser le début de l'article, la Généralité ne pourra pas créer et maintenir une Université catalane fonctionnant à côté de l'Université de l'Etat.

Conformément aux dispositions du Statut, la Généralité n'a pas manqué de demander la constitution de l'Université de Barcelone en Université autonome, ce qui lui a été accordé par le Décret en date du 1<sup>er</sup> juin 1933 (28). Le 1<sup>er</sup> juillet suivant, un nouveau Décret désignait les membres qui composeraient le Patronat universitaire à raison de cinq représentants de l'Etat espagnol et de cinq représentant de la Catalogne (Pompeu Fabra, Domènec Barnès, A. Pi i Sunyer, J. Balcells et J. Xirau) (29).

Le Patronat commença par élaborer le Statut de l'Université autonome qui fut approuvé par un Ordre du Ministre de l'Instruction Publique du 7 septembre 1933 et par un Décret en date du 28 août du Conseil de la Généralité (30).

Au Patronat, qui joue le rôle de trait-d'union entre l'Etat et la Généralité, incombent les fonctions d'organisation, de

(28) *Gaceta de Madrid*, 2 juin 1933, — et *Butlletí de la Generalitat de Catalunya*, 8 juin 1933.

(29) *Gaceta de Madrid*, 7 juillet 1933, et *Butlletí de la Generalitat*, 4 juillet 1933.

(30) *Gaceta de Madrid* 8 septembre 1933 et *Butlletí*, 14 septembre.

surveillance et d'administration de l'Université. C'est elle qui désigne les professeurs et le personnel subalterne.

La représentation de l'Université appartient à un Recteur, élu par le Conseil Général de l'Université, et qui assume la présidence de ce Conseil en même temps que de la *Junta Universitaria*. Celle-ci, formée du Recteur, de trois professeurs par Faculté, d'un « ajudant » (31) et d'un étudiant, établit les plans d'études, le règlement intérieur et de budget annuel et intervient dans les questions d'ordre disciplinaire. Le Conseil Général est formé par le Recteur, les professeurs titulaires et agrégés, un représentant des professeurs libres par Faculté, quatre « ajudants » par Faculté et les représentants des étudiants envoyés par chaque Comité de Faculté. Ce Conseil a pour mission d'élire le Recteur, de nommer les docteurs « honoris causa », de suggérer au Patronat des propositions et des initiatives.

A l'Université, les cours sont donnés, soit en catalan, soit en castillan, au gré des professeurs (32).

### 3° En matière de collation des grades et titres.

L'article 49 décide que la collation des titres académiques et professionnels appartiendra exclusivement à l'Etat qui déterminera les épreuves et formalités nécessaires pour les obtenir, même dans le cas où les certificats d'études proviendront de centres d'instruction de régions autonomes (33).

(31) L'art. 41 du Statut universitaire dit : « Les fonctions d'*ajudant* seront exercées par des licenciés inscrits à des chaires, Séminaires, Laboratoires ou Cliniques et chargés de certains travaux par les professeurs agrégés ».

(32) Pour l'organisation universitaire, consulter « La Universitat autònoma i el Patronat universitari », de T. Carreras i Artau.

(33) L'étude des dispositions de l'article 7 a été présentée par Massó i Escofet et Gay de Montellà, dans « l'Estatut de Catalunya », pages 60 à 65.



§ 4. — ORDRE PUBLIC

Article 8. — *En matière d'ordre public, conformément aux numéros 4, 10 et 16 de l'article 14 de la Constitution, appartiennent exclusivement à la compétence de l'Etat tous les services de sécurité publique en Catalogne de caractère suprarrégional ou extrarégional, la police des frontières, l'immigration, l'émigration et le régime des étrangers, le régime de l'extradition et de l'expulsion. Appartiennent à la compétence de la Généralité tous les autres services de police et d'ordre interne de la Catalogne.*

*Pour la coordination permanente des deux catégories de services, leur aide mutuelle, l'information et le transfert de ceux qui correspondent à la Généralité, il se créera en Catalogne, conformément à l'article 20 de la Constitution, une Junta de Seguretat composée de représentants du Gouvernement et de la Généralité, et par les autorités supérieures qui, dépendant de l'un et de l'autre, ont une fonction sur le territoire régional. Cette Junta interviendra dans toutes les questions de régularisation des services, la répartition des forces et la nomination et séparation du personnel.*

.....

*En ce qui concerne le personnel des services de Police et d'ordre interne de Catalogne, la proposition de nomination émanera des représentants de la Généralité à la Junta.*

Article 9. — *Le Gouvernement de la République, dans l'usage de ses facultés et dans l'exercice de ses fonctions constitutionnelles, pourra assumer la direction des services compris dans l'article précédent et intervenir dans le maintien de l'ordre public en Catalogne dans les cas suivants :*

1° *Sur demande de la Généralité ;*

2° De sa propre initiative quand il estime compromis l'intérêt général de l'Etat ou sa sécurité.

Dans les deux cas, le Comité de Sécurité de Catalogne sera entendu avant que l'intervention du Gouvernement prenne fin.

Pour la déclaration de l'état de guerre, ainsi que pour le maintien, la suspension ou le rétablissement des droits et des garanties constitutionnelles, sera appliquée la loi générale d'ordre public, qui sera en vigueur en Catalogne comme dans tout le territoire de la République.

Toutes les dispositions de l'Etat quant à la fabrication, vente, transport, détention ou emploi d'armes et explosifs seront aussi en vigueur en Catalogne.

Références. — Articles 14 (4°, 10°, 16°), 76 (d) et 80 de la Constitution espagnole.

Précédents. — Base 13 de Manresa ; article 6 (k) du Projet de 1919 ; article 11 (i) de la Commission parlementaire de 1932.

Statut de Nuria. — Article 13 (i).



Il résulte de l'article 8 du Statut et des articles 14 et 76 de la Constitution que, en matière de police et d'ordre civil, tous les services purement régionaux seront organisés par la Généralité ; au contraire les services de sécurité publique de caractère suprarégional ou extrarégional seront de la compétence législative et exécutive de l'Etat en même temps que le régime d'extradition, d'immigration et d'émigration et la police des frontières et des étrangers. Il appartient, en outre, à tout moment, au Président de la République, d'ordonner les mesures urgentes que nécessitent la défense de l'intégrité et la sécurité de l'Etat.

Le Statut et la Constitution envisagent la sécurité publique sous trois aspects différents : elle est tantôt régionale, tantôt extrarégionale, tantôt suprarégionale.

La sécurité publique régionale comporte l'existence de

tous les services de police et d'ordre public que nécessite le maintien de l'ordre à l'intérieur de la Catalogne. Elle est du domaine de la compétence de la Généralité. Celle-ci pourra créer et organiser des corps de police ; l'Etat ne retirera les siens que lorsqu'il le jugera convenable.

La sécurité publique de caractère extrarégional, réservée à l'Etat en vertu de l'article 14 de la Constitution, comprend les services qui ont pour but d'assurer la liaison entre la police régionale et celle du reste de l'Espagne.

Quant à la sécurité suprarégionale, il a été beaucoup discuté sur la question de savoir à quels services elle se rapportait. Il nous semble pourtant que l'interprétation ne peut faire de doute. Selon nous, les services suprarégionaux sont relatifs à la police des frontières, à l'exécution des mesures se rapportant à l'extradition, à l'immigration, à l'émigration et à la surveillance des étrangers. A l'appui de cette opinion, nous pouvons citer le second paragraphe de l'article 8 qui prévoit la création d'une *Junta de Seguretat* « par la coordination permanente des deux catégories de services, leur aide mutuelle, l'information et le transfert de ceux qui correspondent à la Généralité ». Les deux catégories ne peuvent être que les services de police régionale d'une part, et les services de police suprarégionale d'autre part.

Le texte de l'article 8 est suffisamment précis sur la composition et les fins de cette *Junta de Seguretat* pour que nous n'ayons pas à insister.

Le Statut de Núria décidait, dans son article 13, paragraphe i), que « la Généralité pourrait requérir l'aide des forces de la République, l'aide sollicitée cessant à la demande de la Généralité ». Le Statut de 1932, adoptant le texte de la Commission parlementaire avec une légère modification (suppression de la phrase « l'intervention cessera sur la demande de la Généralité » qui, dans le projet de la Commission, s'ajoutait à l'expression « sur demande de la Généralité », au 1°), a déclaré que les forces policières de la République interviendraient : 1° Sur demande de la

Généralité ; 2° Sur l'initiative de l'Etat, quand il estimera compromis l'intérêt général ou sa sécurité. Dans les deux cas, l'intervention ne cessera qu'après avis de la *Junta de Seguretat*.

§ 5. — REGIME LOCAL. — AUTONOMIE MUNICIPALE

Article 10. — *Appartient à la compétence de la Généralité la législation sur le régime local. La pleine autonomie sera accordée aux Municipalités et aux autres Corporations administratives que l'on créera, pour l'administration et la direction de leurs intérêts particuliers, et les ressources nécessaires aux services compétents leur seront concédés. Cette législation ne pourra réduire l'autonomie municipale au-dessous des limites établies par la loi générale de l'Etat.*

*La Généralité pourra établir dans la Catalogne les démarcations territoriales qu'elle estime opportunes.*

*Références.* — Articles 8 et 9 de la Constitution.

*Précédents.* — Base 5 de Manresa ; bases 10 et 11.



Cet article 10 renferme les mêmes dispositions que l'article 13, b) du Statut de Nùria et que l'article 11, a) du texte de la Commission parlementaire.

Deux principes s'en dégagent : 1° La Généralité reçoit des attributions législatives et exécutives en matière d'organisation du régime local. Elle pourra établir en Catalogne les démarcations territoriales qu'elle jugera convenables. 2° La Généralité devra accorder aux Municipalités pleine autonomie et respecter les limites établies par les lois générales de l'Etat.

Ce sont les mêmes conceptions que l'on rencontrait dans le projet de Statut de 1919, à l'article 6, paragraphe B.



Tous les parlementaires ne furent pas d'accord lorsqu'il s'agit d'accorder à la Généralité le droit de réglementer le régime local en vigueur sur son territoire. Les uns voulaient, en effet, que fût réservé à l'Etat le soin de déterminer la compétence municipale. Les autres, que cette tâche incombât uniquement à la Généralité. D'autres, enfin, que revînt aux seules Municipalités la détermination de leur autonomie et de leurs attributions. Ce fut finalement la deuxième opinion qui prévalut, avec cependant des restrictions.

La Généralité aura donc compétence exclusive pour l'organisation du régime local en Catalogne, avec toutefois l'obligation de respecter le principe de l'autonomie municipale posé par la Constitution et le Statut.

N'est-elle pas également tenue de se conformer à l'article 9 de la Constitution, qui veut que « toutes les communes de la République élisent leurs Conseils municipaux au suffrage universel, égal, direct et secret » ? Si, de toute évidence, puisque le texte constitutionnel précise que cette disposition s'applique à toutes les municipalités. Le Statut a simplement omis de le rappeler.

On peut aussi se demander si la Généralité n'est pas obligée de maintenir en Catalogne la division provinciale. Le député catalan Lluhi prétendait que le fait pour des provinces de s'unir en un groupement politico-administratif implique la disparition de ces circonscriptions administratives. A quoi on a pu répliquer que la rédaction de l'article 22 de la Constitution ne peut laisser aucun doute quant à la nécessité pour une région autonome de laisser subsister la division provinciale ; cet article déclare en effet que « toute province ou partie de province faisant partie d'une région autonome pourra renoncer à son régime et revenir à celui d'une province reliée au pouvoir central ». Le Statut intérieur de la Catalogne est muet sur ce point aussi bien que le Statut catalan.

La seconde règle qui se dégage de l'article 10 vise la concession aux municipalités d'une « pleine autonomie »,

conformément à l'article 9 de la Constitution, qui pose que « toutes les communes de la République seront autonomes en ce qui concerne les matières de leur compétence ». Le Statut a précisé que le même régime s'appliquerait aux corporations administratives que l'on créera pour l'administration et la direction des intérêts particuliers communaux et que les ressources nécessaires aux services compétents seraient concédées aux Municipalités et à leurs corporations administratives.

Déjà le projet de Manresa, qui faisait de la commune et de la « *comarca* » naturelle les bases de la division territoriale (base 5), établissait, à la base 11, que seraient concédées à la Municipalité toutes les attributions nécessitées par la gestion de ses intérêts propres et exclusifs. Quant au projet de Statut de 1919, il déclarait : « La loi municipale reconnaîtra aux Municipalités pleine autonomie pour le gouvernement et la direction des intérêts particuliers des communes, sans autres limitations que celles posées par la loi municipale. La reconnaissance aux Municipalités des ressources nécessaires aux services de leur compétence sera admise, et ces ressources ne pourront être ni diminuées ni limitées par le régime tributaire de l'Etat, de la région ou de la province ; leurs finances ne pourront pas être grevées du coût des services que leur imposent l'Etat, la région ou la province » (Art. 6, B).

L'article 10 du Statut de 1932 comporte l'application des mêmes directives.

Qu'arrivera-t-il en cas de conflit de compétence entre la Généralité et une Municipalité ? Il semblerait résulter de l'article 15 du Statut que l'intervention du Tribunal des Garanties constitutionnelles qui a « même étendue de compétence en Catalogne que dans le reste de la République » s'impose. Ce serait ne pas tenir compte de l'article 11 du Statut qui consacre la juridiction propre du Tribunal de Cassation de Catalogne « sur les affaires civiles et *administratives*, dont la *législation exclusive appartient à la Généralité* », ce qui est le cas en matière de régime local.

§ 6. —DROIT CIVIL. ORGANISATION JUDICIAIRE

Article 11. — *La Généralité a pleins pouvoirs législatifs en matière civile, sauf pour ce qui est prévu par le numéro 1 de l'art. 15 de la Constitution. De même en matière administrative selon le présent Statut.*

*La Généralité organisera l'administration de la Justice dans toutes les juridictions, sauf dans les juridictions militaire et navale, conformément aux principes de la Constitution et des lois de procédure et organiques de l'Etat.*

*Le Généralité nommera les Juges et Magistrats ayant juridiction en Catalogne, moyennant concours entre ceux qui sont inscrits au tableau général d'avancement de l'Etat. La nomination des Magistrats au Tribunal de Cassation de Catalogne appartiendra à la Généralité, conformément aux règles qu'établira son Parlement. L'organisation et le fonctionnement du Ministère fiscal appartient intégralement à l'Etat, conformément à ses lois générales. Les fonctionnaires de la Justice Municipale seront désignés par la Généralité, suivant les règles qu'elle établira. Les nominations des secrétaires judiciaires et du personnel auxiliaire de l'Administration de Justice seront faites par la Généralité, conformément aux lois de l'Etat.*

*Le Tribunal de Cassation de Catalogne aura juridiction propre sur les-matières civiles et administratives pour la législation exclusive desquelles compétence est attribuée à la Généralité.*

*Le Tribunal de Cassation interviendra dans les recours relatifs à la validité des documents se rapportant au droit privé catalan qui doivent être inscrits sur les Registres de la Propriété. De la même façon, il interviendra dans les conflits de compétence et de juridiction entre autorités judiciaires de Catalogne. Dans les autres matières, il pourra y avoir recours en Cassation devant le Tribunal Suprême de la République, selon les lois de l'Etat. Le Tribunal Suprême résoudra aussi les conflits de compétence et de*

juridiction entre les Tribunaux de Catalogne et ceux du reste de l'Espagne.

*Les employés chargés des Registres de la Propriété seront nommés par l'Etat.*

*Les notaires seront désignés par la Généralité suivant concours, en conformité avec les lois de l'Etat. Quand il y aura à pourvoir au remplacement de notaires abandonnant leur charge, le concours entre notaires admettra la candidature, à égalité de droits, de tous les notaires, aussi bien de ceux exerçant en Catalogne que de ceux exerçant dans le reste de l'Espagne.*

*Dans tous les concours organisés par la Généralité, la connaissance de la langue et du droit catalans sera exigée, sans que nul puisse invoquer l'exception de nationalité ou de domicile.*

*Les employés du Fisc et des Registres désignés pour la Catalogne devront connaître la langue et le droit catalans.*

*Références : art. 15 (1°) et 95 de la Constitution.*

*Précédents : base 8 de Manresa ; — art. 6, D du Projet de 1919 ; — art. 11 (c) de la Commission parlementaire de 1932.*

*Statut de Núria : art. 13 (d).*

\*  
\*\*

De l'article 11 du Statut, et de l'article 15, 1°, de la Constitution, il découle que, en matière civile, la Généralité a pleins pouvoirs législatifs, sauf en ce qui concerne la forme du mariage, la réglementation des enregistrements et des hypothèques, les bases des engagements contractuels se rapportant aux statuts personnel, réel et formel, — en matière administrative, la Généralité peut librement légiférer dans les domaines énumérés dans l'article 12 du Statut.

Remarquons que les pouvoirs législatifs en matière civile se réduisent en somme à peu de chose, presque uniquement au droit successoral et aux institutions matrimoniales.



La Généralité, qui n'intervient nullement dans les juridictions militaire et navale, a reçu la charge d'organiser l'administration judiciaire de son territoire, mais en se conformant aux dispositions législatives générales de l'Etat. Celles-ci sont contenues dans les lois du 15 septembre 1870 (Organisation du pouvoir judiciaire), du 14 octobre 1882, qui est venue compléter la précédente, du 3 février 1881 (Juridiction civile), du 5 août 1907 (Justice municipale), des 17 septembre 1882 et 20 avril 1883 (Justice criminelle) et du 22 juin 1894 (Juridiction contentieuse et administrative).

Le paragraphe 3 de l'article 11 confère à la Généralité la nomination des juges et magistrats ayant juridiction sur le territoire catalan, mais il ajoute « moyennant concours entre les juges et magistrats inscrits au tableau général d'avancement de l'Etat ». De sorte qu'en fait il n'y a absolument rien de changé au régime antérieur au Statut.

Toutefois, la Généralité aura toute latitude dans le choix et la nomination des membres du Tribunal de Cassation de Catalogne, ainsi que dans la nomination des fonctionnaires de Justice municipale, des secrétaires judiciaires et des employés auxiliaires de l'Administration de Justice.

Les paragraphes 4 et 5 de la disposition statutaire que nous étudions en ce moment insistent sur les rôles du Tribunal de Cassation de Catalogne. Quelle est la nature de la juridiction exercée par ce Tribunal ? est-elle purement territoriale, ou bien uniquement personnelle, ou enfin « *ratione materiæ* » ?

Elle ne peut être ni personnelle ni territoriale, l'article 95 de la Constitution déclarant qu'« il ne pourra être établi aucune juridiction spéciale pour raisons de personnes ou de lieux ». La compétence « *ratione personæ* » et la compétence « *ratione loci* » ne peuvent appartenir qu'à une seule juridiction, celle du Tribunal Suprême de la République, qui est la Cour de Cassation de l'Etat. Le Tribunal de Cassation de Catalogne ne sera donc compétent que « *ratione materiæ* » et pour les matières civiles et admi-

nistratives qui sont du ressort de la Généralité ou pour celles dont la législation exclusive appartient à cet organisme (34).

Soulignons, sans insister, que l'article 11 précise que le Ministère fiscal relèvera exclusivement de l'Etat quant à son organisation et à son fonctionnement. Soulignons aussi que le même texte distingue les « registradors » de la propriété, qui seront nommés par l'Etat, et les notaires qui le seront par la Généralité, moyennant concours pour lequel est posé le principe de l'égalité de tous les citoyens espagnols faisant preuve d'une connaissance suffisante de la langue et du droit catalans.

#### § 7. — SERVICES ET MATIERES DELEGUES QUANT A LA LEGISLATION

Article 12. — *Dans les matières suivantes, la législation et l'exécution appartiennent à la Généralité de Catalogne :*

a) *législation et exécution des chemins de fer, routes, canaux, ports et autres travaux publics de Catalogne, compte tenu de ce qu'indique l'article 15 de la Constitution ;*

b) *services des forêts, de l'agriculture et de l'élevage ; syndicats et coopératives agricoles ; politique et action sociale agrariennes, sauf pour ce qui est prévu par le paragraphe 5 de l'article 15 de la Constitution, et la réserve quant aux lois sociales visées au numéro 1 du même article ;*

c) *bienfaisance ;*

d) *santé intérieure, sauf pour ce qui est prévu au numéro 7 de l'art. 15 de la Constitution ;*

e) *établissement et organisation de bourses de marchandises et valeurs, conformément aux normes générales du Code de Commerce ;*

---

(34) Ibid. pages 82 et 83.

f) *coopératives, mutualités et greniers communaux, avec la réserve, quant aux lois sociales, citée au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 15 de la Constitution.*

*Références* : art. 15, 16, 19 et 20 de la Constitution.

*Précédents* : bases 1 et 6 de Manresa ; — art. 6 et 7 du Projet de 1919 ; — art. 11 de la Commission parlementaire de 1932.

*Statut de Nuria* : art. 10, 12 et 13.



Cet article 12 permet de parler d'une autonomie catalane. Les dispositions contenues dans l'article 5, qui ne confiaient à la Généralité que des fonctions exécutives, n'étaient que des mesures de décentralisation. Dès qu'apparaît la faculté pour une communauté juridique de légiférer, on peut véritablement dire que cette communauté jouit d'une autonomie variable suivant l'étendue des matières sur lesquelles la législation est possible.

Il faut reconnaître que l'autonomie catalane n'est pas considérable : elle s'exprime en six paragraphes qui renferment tous, sauf le troisième, d'importantes restrictions.

Le premier accorde à la Généralité le droit de législation et d'exécution directe en matière de chemins de fer, routes, canaux, ports et autres travaux publics en Catalogne, compte tenu des dispositions de l'article 15 de la Constitution. Or, cet article déclare, dans son paragraphe 6, que « les chemins de fer, routes, canaux... et ports d'intérêt général » relèveront de l'Etat, quant à la législation, et pourront relever des régions autonomes, quant à l'exécution, « l'Etat demeurant libre d'assurer la réversion et la police des chemins de fer, et l'exécution directe qu'il aura pu se réserver ».

Ainsi donc, dans les matières ci-dessus énumérées qui seront d'intérêt purement local, la Généralité aura compétence absolue. Mais l'Etat pourra-t-il exercer, aussi bien

sur les chemins de fer, routes, etc... d'intérêt local que d'intérêt général, ses droits de réversion et de police ? Il nous semble que l'article 15 de la Constitution n'a voulu viser que les services et matières d'intérêt général. Et pourtant, Massó i Escofet et Gay de Montellà, après avoir reconnu que, logiquement, les droits d'inspection et de vigilance sur les chemins de fer d'intérêt local devraient appartenir à la Généralité, puisqu'elle possède à la fois la législation et le soin de l'exécution, ajoutaient : « Il est (pour-tant) hors de doute que l'inspection des chemins de fer, c'est-à-dire la faculté d'inspection au moyen d'inspecteurs techniques et administratifs, et la fonction de police appartiennent à l'Etat, si l'on tient compte du paragraphe déjà cité (parag. 6 de l'art. 15) de la Constitution de la République, qui réserve à l'Etat, sans exceptions, les fonctions de police des chemins de fer » (36).

La restriction insérée dans le paragraphe b) de l'article 12 du Statut est imposée par le paragraphe 5 de l'article 15 de la Constitution qui déclare qu'appartiennent à la législation de l'Etat et, éventuellement, à l'exécution de la région, « les bases minima réglementant les bois et forêts, l'agriculture et l'élevage en ce qui concerne la défense de la richesse et la coordination de l'économie nationale ». Elle résulte aussi, pour ce qui se rapporte surtout à la politique et à l'action sociale agraires et aux syndicats et coopératives agricoles, des dispositions du paragraphe 1 de l'article 15 de la même constitution, qui réservent à l'Etat la législation exclusive en matière de législation sociale.

Le Statut semble donner à la Généralité pleins pouvoirs législatifs et exécutifs, dans le domaine de la bienfaisance, puisque le paragraphe c) de l'article 12 cite cette matière sans indiquer de limitations. En réalité, le Parlement catalan, lorsqu'il légifèrera sur ce chapitre devra tenir compte des lois sociales de l'Etat et de certains autres textes légaux, tels que les articles 35 à 39 du Code Civil espagnol

---

(36) Ibid. p. 89.



relatifs à l'existence des personnes juridiques, au rang desquelles il faut placer les institutions de bienfaisance, la loi de juin 1849, les décrets de mars 1899 et de septembre 1912, et les institutions de janvier 1885, mars 1899 et juillet 1913 sur le régime des fondations.

L'article 15 de la Convention déclare, dans son paragraphe 7, que « les bases minima de la législation sanitaire intérieure » seront déterminées par le législateur espagnol, tandis que l'exécution de ces dispositions appartiendra à la compétence régionale. La Généralité possède donc le pouvoir seulement exécutif en ce qui concerne ces bases minima, mais elle se voit attribuer à la fois compétence législative et compétence exécutive pour toutes mesures sanitaires intérieures se conformant aux principes fondamentaux déterminés par le pouvoir législatif central. Rappelons qu'en vertu de l'article 14, paragraphe 15, de la Convention, l'Etat conserve toutes latitudes en ce qui se rapporte à la « défense sanitaire touchant aux intérêts extra-régionaux ».

Le paragraphe de l'article 12 qui a trait à l'établissement et à l'organisation de bourses de marchandises ou de valeurs, conformément aux règles générales posées par le Code de Commerce espagnol semble devoir être d'une importance particulière pour le marché économique catalan. L'article 74 du Code de Commerce décide en effet que « tous », commerçants ou non, peuvent contracter, sans intervention d'agents de change officiels, les opérations sur les effets publics ou sur les valeurs industrielles ou mercantiles ; mais de tels contrats n'auront d'autre valeur que celle qu'engendre leur forme ». Avec le régime statutaire, il sera possible de donner une valeur officielle aux transactions effectuées par le « Marché Libre des Valeurs » (*Mercat Lliure de Valors*), qui groupe autour du marché boursier les banques et les banquiers et les agents de change libres, les uns apportant des capitaux, les autres leur expérience et leur esprit d'organisation. Ainsi, « de la même façon que le développement et l'expansion de la bourse

de Barcelone ne sont pas possibles sans l'adoption de la collaboration des éléments composant le Marché Libre, il est également utile et nécessaire pour la formalité des opérations et pour que les titres jouissent du privilège de la non « *reivindicatio* », que puissent intervenir les agents de change et de bourse, garants de la transaction opérée et chargés de l'enregistrement des actes passés » (37).

Enfin, la dernière disposition de l'article 12 est relative aux coopératives, mutualités et greniers communaux. En ce domaine, la Généralité disposera des pouvoirs législatif et exécutif, à condition toutefois de se conformer au paragraphe 1 de l'article 15 de la Constitution, qui pose la compétence législative de l'Etat en matière sociale et confie au pouvoir central seul le soin de surveiller l'exécution des lois sociales sur tout le territoire de la République.

La Catalogne avait grand intérêt à obtenir la disparition du dernier paragraphe de l'article 12, car les coopératives et les mutualités connaissent depuis quelques années un développement considérable dans ce pays.

#### § 8. — TRAITES ET CONVENTIONS RELATIFS A LA GENERALITÉ

Article 13. — *La Généralité de Catalogne prendra les mesures nécessaires pour l'exécution des Traités et Conventions se référant à des matières qui lui sont totalement ou partiellement attribuées. Si elle ne le fait pas dans un délai opportun, le Gouvernement de la République prendra lesdites mesures. Le Gouvernement de la République exercera en tout cas une surveillance sur l'exécution de ces traités et conventions, ainsi que sur les principes du droit des gens. Appartiendront à la compétence exclusive de*

---

(37) *Ibid* p. 92.

*l'Etat toutes les matières ayant ce caractère, la participation officielle aux Expositions et Congrès internationaux, les relations avec les Espagnols résidant à l'étranger ou de situation analogue.*

\*\*

Certains se sont demandé, en présence de cet article, si sa rédaction n'impliquait pas le droit pour la Généralité de conclure des traités internationaux. A notre avis, la réponse doit être immédiatement négative, et il n'y a pas à se demander, avec Massó i Escofet et Gay de Montellà, quelle est la situation internationale d'une région autonome (35). En règle générale, des Etats-membres d'un Etat fédéral possèdent une personnalité internationale extrêmement réduite, souvent nulle ; a fortiori doit-on refuser à une région autonome, dont l'autonomie est d'ailleurs bien diminuée, semblable personnalité.

L'article 13 du Statut vise uniquement l'application en territoire catalan par la Généralité des dispositions contenues dans les Traités et Conventions conclus par l'Etat espagnol. La Généralité agira en cette circonstance comme un organe exécutif du pouvoir central dont la zone de compétence correspond au territoire catalan..

Les principaux accords internationaux à l'exécution desquels le Parlement catalan devra se conformer lorsqu'il légiférera sont les suivants : en matière de Santé publique, accord de la Haye (1912), sur le trafic des stupéfiants, et de la Conférence de Paris (juin 1926) ; — en matière judiciaire, les accords relatifs à la reconnaissance et à l'exécution des décisions des tribunaux étrangers, ainsi qu'à l'assistance internationale dans les domaines des droits civil, commercial et pénal ; — en matière de transports, accords de Paris (1926) sur la circulation automobile et différentes conventions relatives aux routes et chemins de fer ; — en matière d'aviation civile et de trans-

---

(35) Ibid., pages 94 et 95.

ports aériens, accords de Varsovie (1929) et conventions hispano-allemande (1927), française (1928), italienne (1928) ; — en matière fiscale, accords hispano-britanniques (1924), français (1926), italiens (1927) ; — en matière de poids et mesures, conventions de Sèvres (1921) ; — en matière de législation sociale, traités et conventions adoptés dans les Conférences Générales du Travail de Washington, Gênes et Genève.

---



## CHAPITRE III

---

### DE LA GÉNÉRALITÉ

#### § 1. — CONSTITUTION POLITIQUE

Article 14. — *La Généralité sera composée du Parlement, du Président de la Généralité et du Conseil exécutif.*

*Les lois internes de Catalogne régleront le fonctionnement de ces organismes, en accord avec le Statut et la Constitution.*

*Le Parlement, qui exercera les fonctions législatives, sera élu pour un temps ne dépassant pas 5 ans, au suffrage universel, direct, égal et secret.*

*Les députés sont inviolables au sujet des votes et opinions émises dans l'exercice de leur charge.*

*Le Président de la Généralité représentera la Catalogne. Il représentera la région dans les relations avec la République, et l'Etat dans les fonctions dont l'exécution est réservée au pouvoir central.*

*Le Président sera élu par le Parlement de Catalogne et il pourra déléguer temporairement ses fonctions exécutives (mais non représentatives) à l'un des Conseillers. Le*

*Président et les Conseillers exerceront les fonctions exécutives, et seront obligés de donner leur démission dans le cas où le Parlement leur refuserait sa confiance. Les uns et l'autre sont responsables devant le Tribunal des Garanties, civilement et pénalement, des infractions à la Constitution, au Statut et aux lois.*

*Précédents* : bases 7 et 9 de Manresa ; — art. 4 du Projet mancomunautaire de 1912 ; — art. 3, 16 à 34 du Projet de 1919 ; — art. 14 à 17 de la Commission parlementaire de 1932.

*Statut de Nùria* : art. 14 à 19.



Les deux juristes catalans, auteurs de l'*Estatut de Catalunya*, que nous avons déjà cités à plusieurs reprises, voient dans la communauté juridique de Catalogne un semi-Etat, et dans la Généralité non un pouvoir, mais plutôt « un ensemble d'organes d'un pouvoir ». A l'appui de cette opinion, ils invoquent le fait que ni le législatif ni l'exécutif ne jouissent de la plénitude législative ou exécutive, et, d'autre part, le fait que le Président de la Généralité et les Conseillers du Gouvernement catalan sont responsables devant le Gouvernement de la République de leurs infractions à la Constitution, au Statut et aux lois, — le fait enfin que la Constitution et le Statut donnent au Gouvernement de la République la faculté d'annuler toute initiative qu'il considère comme contraire aux lois de l'Etat (38).

Sans doute, les attributions dont dispose la Généralité en font un pouvoir limité, mais un pouvoir tout de même, un pouvoir régional, qui comporte une branche législative et une branche exécutive. La fonction législative est exercée par le Parlement et la fonction exécutive par le Conseil de la Généralité, que préside le Président de la Géné-

---

(38) Ibid. p. 104.

ralité. La fonction judiciaire n'est pas une fonction du pouvoir régional puisque, d'après l'article 11 du Statut, elle est simplement concédée à la Généralité par l'Etat.

L'article 14 se borne à énumérer les divers organes composant le Gouvernement catalan et à définir sommairement leurs attributions respectives. La loi sur le Statut intérieur de la Catalogne, en date du 26 mai 1933, a apporté des précisions en la matière.

La fonction législative appartient au Parlement, composé de députés élus pour cinq ans au suffrage universel, direct, égal et secret. Le Statut divisait le territoire catalan en cinq circonscriptions électorales : Barcelone-cité, Barcelone-circonscription, Gérone, Lleida, Tarragone, chacune élisant un député par quarante mille habitants, avec minimum de quatorze députés par circonscription. Les représentants du peuple catalan, dotés de l'immunité parlementaire, sont inattaquables pour les opinions qu'ils émettent ou pour les paroles qu'ils prononcent dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Président de la Généralité ou vingt pour cent des électeurs inscrits peuvent demander la dissolution du Parlement. La proposition doit être soumise à un referendum populaire et pour être suivie d'effet elle doit être approuvée par la majorité des électeurs ayant pris part au vote, à condition que le nombre total de ces électeurs soit au moins de 40 pour cent du nombre des électeurs inscrits. En cas d'échec du referendum, le Président, s'il l'a provoqué, devra démissionner.

Dans l'intervalle des sessions ou après la dissolution du Parlement, les pouvoirs législatifs seront attribués, sous réserve de ratification par le Parlement au moment de sa réunion, à une Députation formée de quinze députés qui, en même temps que quinze suppléants, seront désignés par les divers groupes parlementaires, proportionnellement au nombre de leurs membres.

La fonction exécutive est exercée par le Président de la Généralité et par le Conseil Exécutif. Le Président, élu

par le Parlement, est responsable devant lui en tant que représentant de la Catalogne, — et responsable devant le Gouvernement de la République en tant que représentant de l'Etat. Il choisit et nomme les Conseillers de la Généralité, il détermine les lignes générales de la politique catalane.

Le Conseil Exécutif se compose du Président de la Généralité et d'un nombre variable de Conseillers, choisis et nommés par lui. Chaque Conseiller se trouve à la tête d'un service public différent. Les membres du Conseil ne font pas forcément partie du Parlement. Devant un vote de défiance de ce dernier, le Conseil devra démissionner.

Les décrets et règlements émanant du Conseil Exécutif seront signés du Président de la Généralité et du Conseiller appartenant au département administratif intéressé.

Les Conseillers devront soumettre à la délibération du Conseil tout projet de loi qu'ils désirent présenter au Parlement.

Les textes semblent indiquer que le Président de la Généralité sera, en même temps, Président du Conseil. Pourtant, sous la Présidence de Macià, on a vu la Présidence du Conseil être confiée à un homme politique autre que lui. Avec l'arrivée de M. Companys à la tête de la Généralité, les deux Présidences ont été réunies dans les mêmes mains.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la Catalogne s'est donnée, par l'intermédiaire de son Parlement et dans les limites prévues par le Statut d'autonomie, une Constitution intérieure dénommée Statut intérieur. Il est intéressant de noter dans quelles conditions cette charte peut recevoir des modifications.

Les conditions suivant lesquelles peuvent s'opérer la révision des constitutions internes des régions ou provinces ou pays qui en possèdent, varient avec les états. Parfois l'organe législatif de la région est le seul qualifié pour apporter des changements ; c'est le cas des *Laender* autrichiens. Parfois, ce sera le pouvoir central qui aura compé-



tence, mais, sous condition de ratification par la diète ou le parlement provincial, ainsi que cela est prévu pour les îles d'Aland et l'était autrefois pour la Finlande. Ailleurs, l'initiative et le droit de révision appartiendront exclusivement au pouvoir régional, sous condition d'acceptation par le pouvoir central ; ce procédé est en usage dans le Territoire de Memel. Enfin, le droit de modification peut n'être que de la compétence exclusive de l'Etat dominant ; c'est ce qui se produisait pour l'Alsace-Lorraine dans l'Empire allemand, et ce qui se produit pour la Russie subcarpathique.

Dans son article 82, le Statut intérieur de la Catalogne déclare qu'il pourra être révisé sur l'initiative du Président de la Généralité ou du cinquième des députés du Parlement catalan. La demande de révision devra être approuvée par les deux tiers du Parlement, et c'est ce dernier qui procédera aux modifications constitutionnelles. Solution logique puisque c'est le Parlement lui-même qui a donné à la Catalogne sa Constitution.

## § 2. — CONFLITS DE COMPETENCE

Article 15. — *Tous les conflits de compétence entre les autorités de la République et celles de la Généralité ou entre des organismes en dépendant seront résolus par le Tribunal des Garanties Constitutionnelles ; ce tribunal aura la même étendue de compétence en Catalogne que dans le reste de la République.*

*Précédents* : base 1 de Manresa ; — art. 9 du Projet mancomunautaire (1912) ; — art. 4 et 5 du Projet de 1919 ; — art. 27 et 28 de la Commission parlementaire de 1932.

*Statut de Núrria* : art. 27 et 28.

\*\*\*

Cet article du Statut prévoit deux catégories de conflits : ceux qui peuvent survenir entre les Autorités de l'Etat et

celles de la Généralité, — et ceux qui peuvent se produire entre les services de l'Etat et ceux de la Généralité. Dans le premier cas, le conflit peut être dit « de constitutionnalité » (39) et concerne les infractions commises par le Gouvernement central ou par le pouvoir régional aux principes établis par la Constitution et par le Statut. Le Tribunal des Garanties Constitutionnelles, chargé de la résolution des conflits, devra apprécier si une disposition législative ou réglementaire prise par l'Etat ou par la Généralité est constitutionnelle ou non. Lorsqu'il y aura conflit entre les services relevant de Madrid et ceux dépendant de Barcelone, le Tribunal aura à déterminer à la compétence de quel organisme appartient la matière litigieuse.

Il convient de noter ici que, dans son article 6, paragraphe 2, le Statut décide que « la Généralité sera obligée de rectifier, sur demande de l'Etat, les erreurs dans l'exécution de ces lois (*il s'agit des lois sociales*). Le Tribunal des Garanties statuera sur les conflits entre l'Etat et la Généralité, conformément à l'article 121 de la Constitution ». Il est hors de doute que cette disposition s'applique à toutes les matières énumérées dans l'article 5 et pour lesquelles l'exécution est confiée à la Catalogne par l'Etat, qui conserve le droit de légiférer.

Mais le Statut ne décide rien en ce qui concerne la carence éventuelle de la Généralité dans la législation et l'exécution des services énumérés dans l'article 16 et des matières visées par les articles 10 et 11.

Remarquons que nous n'avons pas considéré que l'article 15, lorsqu'il parle des conflits de compétence « entre des organismes dépendant » de la République et de la Généralité, visait les conflits survenant entre deux organismes de cette dernière. Que se produit-il alors en effet ? Ou bien il s'agit de deux organismes qui se disputent la compétence sur une matière dont la législation relève de l'Etat :

---

(39) Ibid. p. 108.

il y aura intervention du Tribunal des Garanties Constitutionnelles ; — ou bien la matière litigieuse appartient quant à sa législation, à la Généralité, et alors ce sera au Tribunal de Cassation de Catalogne à intervenir, en vertu de l'article 11 du Statut, paragraphe 4.

Soulignons, en terminant que, d'après l'article 12 de la Constitution, le Tribunal des Garanties sera compétent pour résoudre les conflits pouvant surgir entre régions autonomes.

---

## CHAPITRE IV

---

### FINANCES

#### § 1. — FINANCES REGIONALES

Article 16. — *Les finances de la Généralité sont constituées par :*

- a) *Le produit des impôts que l'Etat cède à la Généralité ;*
- b) *Un pourcentage sur divers impôts non cédés par l'Etat ;*
- c) *Les impôts, droits et taxes perçus par les anciennes députations provinciales de Catalogne et ceux que la Généralité imposera.*

*Les ressources des finances de la Généralité seront calculées d'après les règles suivantes :*

- 1° *Le coût des services cédés par l'Etat ;*
- 2° *Un pourcentage sur la quantité résultant de l'application de la règle précédente en raison des frais imputables aux services cédés et qui ne produisent pas de paiements en Catalogne ou les produisent dans une quantité inférieure au coût des services ;*



3° Une somme égale à l'augmentation des budgets futurs de la République pour les services correspondant à ceux, qui seront transférés à la Généralité.

L'Etat cèdera à la Généralité :

I) Les contributions territoriales, rustiques et urbaines, avec les majorations prévues et dont une partie doit être ristournée aux municipalités ;

II) L'impôt sur les droits réels, les personnes juridiques et les transmissions des biens avec leurs majorations et avec l'obligation d'appliquer les mêmes types de contributions établis dans les lois de l'Etat ;

III) Le 20 % des droits sur les biens communaux, le 10 % de l'impôt sur les poids et mesures, le 10 % du revenu des forêts, le produit de la taxe de superficie et l'impôt établi sur les exploitations minières ;

IV) Une participation dans le produit des contributions industrielles et des impôts sur le chiffre d'affaires en Catalogne, dans une mesure égale à la différence entre la quantité des contributions, les majorations cédées en vertu des règles précédentes et le coût total des services que l'Etat transfère à la région.

Tous les cinq ans, il sera procédé, par une Commission de techniciens nommés par le Ministre des Finances de la République et par la Généralité à une révision des concessions faites dans cet article. Les impôts cédés aussi bien que les services transférés à la Généralité seront calculés avec une augmentation ou une diminution égale à celle que les uns et les autres auront subi dans les finances de la République. La nomination de cette Commission sera soumise à l'approbation du Conseil des Ministres. A n'importe quel moment, le Ministre des Finances de la République pourra faire une révision extraordinaire du régime financier exposé dans ce titre en commun accord avec la Généralité et, si l'entente n'était pas possible, la réforme serait soumise à l'approbation des Cortès à la majorité absolue.

*Précédents.* — Article 7 du Projet de Mancomunitat ; articles 12, 13, 14 et 15 du Projet de 1919 ; articles 17 à 27 de la Commission parlementaire de 1932.

*Statut de Núria.* — Articles 19 à 26.

\*\*

La question de la répartition des attributions entre l'Etat et la Généralité en matière financière est d'une importance capitale qu'explique suffisamment l'aspect économique sous lequel nous est apparu précédemment le problème catalan. La Catalogne s'est toujours plaint, en effet, de verser dans les caisses de l'Etat, sous forme d'impôts, de taxes et de droits divers, des sommes considérables allant jusqu'à représenter le quart de la contribution totale de l'Espagne, alors qu'en retour, elle ne recevait pour l'entretien de ses services et la réalisation de ses entreprises et de ses initiatives que des subventions dérisoires. Le Catalan avait la pénible impression de travailler pour le reste de la Péninsule qui s'obstinait dans l'indolence, et de ne pouvoir, par manque de crédits suffisants, mettre à exécution tous ses projets. D'autre part, il ne s'agissait pas de reconnaître à la Catalogne une certaine autonomie précisée par le Statut pour ensuite ne pas lui donner les moyens financiers nécessaires à la concrétisation des droits que lui confère la loi.

Une fois de plus, les points de vue espagnol et catalan allaient accuser des divergences profondes résultant toujours de ce fait que les Catalans veulent voir leur pays devenir un Etat autonome au sein d'une république fédérale, alors que les Espagnols ne veulent considérer la Catalogne que comme une simple région dotée d'une autonomie politico-administrative, politiquement restreinte.

Les Bases de Manresa étaient fort laconiques sur la question financière. Toutefois, le paragraphe f) de l'article 1 décidait que « la formation du budget annuel des dépenses » serait de la compétence de l'Etat espagnol ; « en cas

d'insuffisance des ressources procurées par les douanes, les dépenses seraient réparties entre les régions proportionnellement à leur richesse. » Et la base 6 mentionnait, parmi les attributions exclusives de la Catalogne, « l'établissement et la perception des impôts. »

Le projet de 1919 et le Statut de Núria s'inspirant tous deux des principes fédéralistes, portaient de cette idée que la région doit contribuer à couvrir les dépenses centrales proportionnellement à sa richesse ou à sa population. La région se chargeait seule de l'établissement et du recouvrement des impôts sur son territoire ; elle abandonnait à *l'Etat central le produit des contributions indirectes*, tandis qu'elle-même conservait celui des contributions directes. En cas d'insuffisance des contributions indirectes pour atteindre la somme due à l'Etat central, la région prélevait sur ses propres ressources le complément nécessaire ; si, au contraire, l'apport de ces mêmes contributions était supérieur à la somme due, l'Etat abandonnait l'excédent à la région.

Les Cortès, amenés à se prononcer sur la question catalane alors que la Constitution déjà votée s'était refusé à admettre une République fédérale, ne pouvaient accepter le système fédéral des représentants de la Généralité. La Commission parlementaire avait, dans ses travaux préparatoires, décidé que « *la Catalogne contribuerait à supporter les charges de l'Etat énumérées dans les articles 14 et 18 de la Constitution avec le produit de toutes les contributions*, impôts, taxes, droits et propriétés qui constituent les Finances de la République, à l'exception de toutes les ressources fiscales transférées à la Généralité » (article 17).

C'était donc poser le principe de la conservation par l'Etat de tous les droits fiscaux en territoire catalan avec toutefois la concession à la Généralité de certaines ressources nécessitées par le régime d'autonomie. L'article 16 du Statut a précisé la nature des revenus accordés à la Catalogne ; ceux-ci auront pour base *le coût des services cédés*

par l'Etat à la Généralité, *augmenté des ressources prévues par les 2° et 3° de l'article* : un pourcentage sur la quantité résultant de l'application de la règle précédente en raison des frais imputables aux services cédés et qui ne produisent pas de paiements en Catalogne ou les produisent dans une quantité inférieure au coût des services ; une somme égale à l'augmentation des budgets futurs de la République pour les services correspondant à ceux qui seront transférés à la Généralité.

Le Statut s'inspirait, en somme, des dispositions financières du projet sur les Mancomunitats de 1912. Celui-ci, qui n'abandonnait aux régions que des attributions administratives, déclarait dans son article 7 que la Mancomunitat recevait, pour l'organisation des services concédés, des ressources adaptées au coût de ces services, soit sous forme de subventions, soit sous forme de dotation de la Mancomunitat en recettes propres à l'Etat. Cette dotation consistait en la cession totale ou partielle d'un ou plusieurs impôts ou contributions.

Avant que le Statut vint en discussion devant les Cortès, deux Commissions furent désignées, l'une par le gouvernement central, l'autre par la Généralité, afin de déterminer numériquement les conséquences des dispositions envisagées par le Statut de Núria. La Commission espagnole remit le rapport A, la Commission catalane le rapport B (40). Toutes deux arrivèrent à des résultats analogues, pas tout à fait semblables numériquement pour la raison que les techniciens espagnols s'étaient basés sur les chiffres du recouvrement de 1930 alors que les Catalans avaient pris la moyenne des années 1927, 1928, 1929 et 1930.

Le rapport A a résumé ses travaux en sept tableaux qui donnent les totaux suivants :

---

(40) La première se composait de MM. F. de Cárdenas, J. de Lara et A. Viñuales ; — la seconde de MM. R. Campallans, P. Coromines et G. Virgili.



*Tableau n° 1.* — Recettes cédées à la Généralité en vertu de l'article 20 du projet de Statut présenté par la Catalogne : 208.600.367 pesetas.

*Tableau n° 2.* — Recettes déterminées par les articles 22 et 25 : 28.393.758 pesetas.

*Tableau n° 3.* — Recettes destinées à couvrir les dépenses des services généraux, en vertu des articles 19 et 20 : 2.044.735.292 pesetas.

*Tableau n° 4.* — Services dont la législation et l'exécution appartiennent à la Généralité. Coût : 47.868.349 pesetas.

*Tableau n° 5.* — Services dont la législation appartient à l'Etat et l'exécution à la Généralité. Coût : 20.758.245 pesetas.

*Tableau n° 6.* — Services indéfinis. Coût : 1.492.274 pesetas.

*Tableau n° 7.* — Dépenses générales et coût des services de caractère général résultant de l'article 10 (législation et exécution à l'Etat) : 2.555.605.441 pesetas.

Quant au rapport B, il présente ses résultats dans des tableaux desquels nous extrayons les chiffres suivants :

*Tableau I.* — Recettes transférées à la Généralité : 134.242.410 pesetas.

*Tableau II.* — Déductions pour participation des organismes locaux (Municipalités, par exemple) : 14.836.255 pesetas.

*Tableau III.* — Recettes du timbre : 75.908.709 pesetas.

*Tableau IV.* — Recettes des impôts « d'utilités » ; 74.497.566 pesetas.

*Tableau V.* — Recettes diverses : 19.705.000 pesetas.

*Tableau VI.* — Dépenses payées en Catalogne pour les services du Statut : 92.089.288 pesetas.

*Tableau VII.* — Différence entre les recettes et les dépenses : 27.316.821 pesetas.

*Tableau VIII.* — Comparaison entre les dépenses non statutaires et les dépenses statutaires :

Total des dépenses non statutaires pour 1929 : 2.425.936.402 ; pour 1932 : 2.631.049.326 pesetas.

Budget total (obligations ferroviaires exceptées), pour 1929 : 3.370.104.025 ; pour 1932 : 4.169.662.278 pesetas.

Reste pour les dépenses statutaires, pour 1929 : 994.167.622 ; pour 1932 : 1.538.613.052 pesetas (41).

Le Ministère des Finances désigna de son côté une Commission qui lui fournit un rapport que nous appellerons rapport C.

Si nous considérons les résultats obtenus par les trois Commissions en ce qui concerne les contributions que nous retrouverons, avec une importance essentielle, dans le Statut définitif, nous pouvons dresser le tableau comparatif suivant dans lequel les nombres désignent des millions de pesetas :

RECETTES DE LA CATALOGNE SUR LES BASES  
DU STATUT DE NURIA (42)

|                                            | RAPPORT A RAPPORT B RAPPORT C |       |       |
|--------------------------------------------|-------------------------------|-------|-------|
| Contribution territoriale                  | 44,7                          | 42,2  | 54,9  |
| » industrielle                             | 48,4                          | 47,6  | 54,6  |
| Droits réels .....                         | 41,1                          | 40,6  | 38,4  |
| Utilités .....                             | 90,7                          | 79,5  | 86,4  |
| Autres revenus .....                       | 1,0                           | 0,9   | 0,9   |
| Totaux                                     | 225,9                         | 210,8 | 235,2 |
| Déductions (Municipalités, Députations) .. | 15,5                          | 14,8  | 15,4  |
| Reste                                      | 210,4                         | 196,0 | 219,8 |

(41) J. Alzina. L'economia de la Catalunya autònoma, pages 31 à 55.

(42) Massó i Escofet et Gay de Montellà Op. cit. p. 140.

Ainsi donc, les recettes de la Généralité s'élevaient à 196, 210,4 ou 219,8 millions d'après les rapports B, A ou C. Les dépenses résultant de l'entretien des services transférés se montaient à 92 millions suivant le rapport B (tableau VI), 69 suivant le rapport A (tableaux n<sup>os</sup> 4, 5 et 6), 79 suivant le rapport C. De sorte que la différence entre les recettes et le coût des services se chiffrait respectivement par 104, 141, 4 et 140,8 millions de pesetas.

Mais il ne faut pas oublier que, en cas d'insuffisance du produit des impôts indirects prélevés en Catalogne par l'Etat, la Généralité devait verser dans les caisses de la République une compensation qui, pour les années envisagées par les techniciens, s'élevait à 50 millions environ. De sorte que, en tenant compte de cette disposition, il faudrait ramener les différences entre recettes et dépenses à 54, 91,4 ou 90,8 millions, respectivement.

Il faut enfin noter que, de l'avis unanime des économistes, la concession à la Généralité de certains services entraînera, par suite de l'ample développement que veut leur donner le gouvernement catalan, une augmentation sensible du coût de ces services. L'évaluation de ce surcroît de dépenses n'a pu évidemment être calculé, mais il est à prévoir qu'il grèverait sérieusement le budget régional.

Ainsi qu'il a été dit, la Commission parlementaire n'accepta pas les dispositions du projet de Núria. Elle voulut simplement concéder à la Généralité les moyens financiers destinés à subvenir à l'entretien des services cédés. Cette dotation s'élevait à 133 millions (pour 1930). Or, d'après le rapport B, le coût des services se monte à 92 millions. D'autre part, la Catalogne devant fournir, à titre de consignations, 5,8 millions représentant le 11 % des dépenses de l'Etat auxquelles elle ne participe pas, et 21,2 millions correspondant aux sommes que donne la Généralité pour compléter les consignations inférieures à ce qu'elles devraient être, compte tenu du pourcentage de la population catalane par rapport à la population espagnole totale (11%), soit en tout 27 millions, les dépenses de

la Généralité arrivaient ainsi au total de 119 millions. La Catalogne ne disposait donc, d'après le projet de la Commission, que de la somme de  $133 - 119 = 14$  millions pour l'amélioration et l'extension de ses divers services, somme évidemment insuffisante.

Mis en présence des propositions de la Commission parlementaire, les représentants catalans décidèrent de présenter, par l'intermédiaire des députés Lluhi et Xirau, un vœu particulier qui, en somme, ne différait pas sensiblement du texte de la Commission. Le vœu remplaçait la participation de la Généralité sur les revenus du timbre par le produit de l'impôt sur les droits réels, ce qui revenait à substituer à un apport de 108 ou 128 millions (suivant le rapport B ou le rapport C) un revenu de 115 ou 132 millions.

Finalement, les Cortès adoptèrent les solutions renfermées dans l'article 16 du Statut. Les finances de la Généralité sont constituées par :

1° *Le produit des impôts que l'Etat cède à la Généralité.*

Ces impôts cédés sont :

a) *Les contributions territoriales, rustiques et urbaines*, avec les majorations prévues et dont une partie doit être ristournée aux municipalités ;

b) *L'impôt sur les droits réels*, les personnes juridiques et les transmissions de biens.

2° *Un pourcentage sur divers impôts non cédés par l'Etat.*

a) Le 20 % des droits sur les biens communaux ; le 10 % de l'impôt sur les poids et mesures ; le 10 % du revenu des forêts ; le produit de la taxe de superficie et de l'impôt établi sur les exploitations minières.

b) Une participation dans le produit des contributions industrielles et d'utilités (43) en Catalogne dans une me-

---

(43) Par impôts d'utilités, il faut entendre les patentes et impôts sur le chiffre d'affaires.



sure égale à la différence entre la quantité des contributions avec majoration cédées en vertu des règles précédentes, et le coût total des services que l'Etat transfère à la Généralité.

c) Une participation de 20 % sur les revenus du *timbre*.

Si tous ces apports étaient insuffisants, l'Etat consentirait à la Généralité une participation supplémentaire sur les revenus du timbre dans la proportion convenable.

3° *Les contributions perçues par les anciennes Députations de Catalogne, et celles que la Généralité imposera.*

Concrétisons ces principes en utilisant les chiffres établis dans le rapport B par exemple. Nous avons dit que les dépenses de la Généralité, dans les conditions du Statut actuel, étaient de l'ordre de 120 millions.

Pour couvrir ces dépenses, la Catalogne aura à sa disposition :

1° *Le produit des impôts cédés à la Généralité :*

|                                                          |                 |
|----------------------------------------------------------|-----------------|
| Contributions territoriales, rustiques et urbaines ..... | 42.195.062 ptas |
| Impôt sur les droits réels .....                         | 40.651.091 »    |
|                                                          | <hr/>           |
|                                                          | 82.846.153 ptas |

2° *Pourcentage sur divers impôts non cédés :*

|                                                                                                     |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 20 % des droits sur les biens communaux                                                             | 68.852 ptas     |
| 10 % de l'impôt sur les poids et mesures                                                            | 31.077 »        |
| 10 % du revenu des forêts .....                                                                     | 71.484 »        |
| Taxe de superficie et impôt sur les mines                                                           | 799.493 »       |
| Participation dans le produit des contributions industrielles et d'utilités (20 % au maximum) ..... | 27.800 »        |
| 20 % sur les revenus du timbre .....                                                                | 15.181.741 »    |
|                                                                                                     | <hr/>           |
|                                                                                                     | 16.181.447 ptas |

Impôts cédés et pourcentage sur les impôts non cédés rapporteront donc à la Catalogne une somme de 99.027.600 pesetas, insuffisante pour arriver à couvrir les 120 millions de dépenses. La Généralité pourra alors demander à l'Etat de lui accorder une participation convenable sur le reste des revenus du timbre. Elle pourra ainsi arriver à couvrir les frais engendrés par l'exploitation des divers services concédés, mais il lui sera impossible de réaliser des économies sur les apports fiscaux mentionnés ci-dessus.

3° *Le produit des impôts, droits et taxes des anciennes Députations de Catalogne*, autorisés par le Statut provincial du 20 mars 1925, et *le revenu des impôts que la Généralité créera* conformément aux dispositions de l'article 17 du Statut.

Le paragraphe IV de l'article 16 prévoit que les calculs se rapportant aux impôts, droits et taxes énumérés dans cet article seront effectués au moment de la transmission. C'est là la tâche de la Commission mixte créée dans la disposition transitoire du Statut et réglementée par le Décret du 21 novembre 1932.

Il semble que le coefficient d'augmentation prévu dans le 3° de l'article 16 ne sera fixé qu'au moment des révisions quinquennales à l'occasion desquelles tant les impôts cédés que les services transférés seront calculés avec une augmentation ou une diminution égale à celle que l'on aura votée, pour les uns et les autres, dans les budgets de la République (44). La Commission chargée des révisions quinquennales sera composée conformément aux décisions de l'article 16 et à la loi que prendra le pouvoir central relativement à sa constitution et à son fonctionnement.

Massó i Escofet et Gay de Montellà font remarquer avec juste raison que « pendant les premiers cinq ans d'application du Statut, les chiffres que la Commission mixte a

---

(44) Massó i Escofet et Gay de Montellà. Op. cit. p. 117.

établis ne souffriront aucune modification bien que, d'après le paragraphe IV de l'article 16, le calcul en ait été fait *au moment de la transmission*, de sorte que toutes les économies que la Généralité peut réaliser sur les dépenses occasionnées par les services transférés et toutes les augmentations dérivant des impôts cédés seront au bénéfice de la Généralité. Au contraire, les accroissements de dépenses et les diminutions dans la rentrée des contributions seront à son préjudice. De même, les apports des participations sur les impôts industriels et d'utilités ou sur les revenus du timbre pourront augmenter ou diminuer suivant la marche du recouvrement et seront en faveur des finances catalanes ou contre elles, puisque le mode de perception une fois fixé, on ne pourra le modifier jusqu'à la révision quinquennale » (45).

Les deux auteurs que nous venons de citer se sont demandé si la Généralité avait le droit d'augmenter la charge des impôts qui lui ont été transférés. Dans le paragraphe III, l'article 16 précise que la Généralité sera tenue d'appliquer sur son territoire les mêmes modes d'imposition que l'Etat en matière de droits réels ; il faut donc répondre négativement à la question des juristes catalans. Aucune restriction n'étant imposée par le texte en ce qui concerne la contribution territoriale, il semble bien que la Généralité ait toutes latitudes ; en réalité, il ne lui sera pas d'un grand profit d'augmenter le rendement de cette contribution, car la prochaine Commission quinquennale ne manquera pas de diminuer d'autant la participation sur les revenus de l'impôt d'utilités et sur le rapport du timbre (46).

Qu'arrivera-t-il si l'Etat réduisant le tarif des droits réels, la Généralité, tenue à se conformer à cette mesure, enregistre une diminution sensible dans ses recettes ? Ou bien si l'Etat, augmentant au contraire son tarif, la Généralité vote un accroissement de recettes ?

---

(45) Ibid. pages 118-119.

(46) Ibid. pages 119-120.

Faudra-t-il que, dans le premier cas, la République accorde une compensation à la Généralité et que, dans le second cas, ce soit l'inverse ? Il semble que la solution doive être fournie par le Ministre des Finances de la République se livrant à une révision extraordinaire, d'accord avec Barcelone, conformément aux règles posées par le dernier paragraphe de l'article 16 (47).

## § 2. — DISPOSITIONS FINANCIERES DIVERSES

Finances locales. — Article 17 : *L'administration des Finances de la République respectera les recettes actuelles des Finances locales de Catalogne et n'imposera pas de nouvelles contributions à leurs tributs. La Généralité pourra créer de nouvelles contributions qui ne s'appliqueront pas aux matières déjà grevées en Catalogne par la République, et elle pourra donner une nouvelle organisation à ses recettes.*

Cette disposition de l'article 17 du Statut renferme deux prescriptions, l'une relative à l'obligation pour l'Etat de ne pas toucher à l'organisation des moyens par lesquels les organismes locaux de la région autonome peuvent se procurer leurs ressources au moment de l'entrée en vigueur du Statut ; l'autre se rapportant à la liberté laissée à la Généralité de créer des impôts nouveaux sur son territoire, à la condition toutefois de ne pas frapper les matières déjà atteintes par les dispositions fiscales de la République.

Ainsi que le faisaient remarquer Massó i Escofet et Gay de Montellà : « Si l'on tient compte qu'à l'heure actuelle l'Etat grève presque toutes les matières imposables dans

---

(47) Pour ce qui a trait au régime financier du Statut nous avons consulté avec le plus grand intérêt l'ouvrage de Massó i Escofet et Gay de Montellà, *Op. cit.*, pages 113 à 122, et celui de Jaume Alzina, *Op. cit.*, pages 23 à 76.



les divers aspects de la production, de la circulation et de la consommation, il sera très difficile pour la Généralité de trouver des matières imposables non grevées pour établir de nouveaux impôts ; ses possibilités se réduiront à augmenter les prélèvements sur les impôts, taxes et droits de caractère local, ou bien à les ordonner sur des bases nouvelles », ainsi que le permet le premier paragraphe de l'article 17 (48).

Nouveaux tributs. — Article 17 (suite) : *Les nouveaux tributs qu'établira la Généralité ne pourront être un obstacle aux nouvelles impositions créées par l'Etat et, en cas d'incompatibilité, ces tributs devront être absorbés par ceux de l'Etat avec compensation correspondante. En aucun cas, l'organisation fiscale de la Généralité ne pourra gêner le développement de l'impôt sur le revenu qui sera tribut de l'Etat.*

Recouvrement des impôts. — Article 17 (suite) : *Les Finances de la Généralité pourront se charger du recouvrement des impôts de la République à condition que celle-ci consigne dans son budget les contributions, impôts et prélèvements divers que l'Etat doit percevoir en Catalogne, exception faite des monopoles et des douanes et de leurs annexes. L'Etat se réserve toutefois le droit de percevoir ses tributs et de les organiser librement sur le territoire catalan.*

Ce dernier paragraphe ajoute une nouvelle fonction exécutive à toutes celles qu'énumérait déjà l'article 5 du Statut. L'Etat garde toutefois compétence exclusive en matière de monopoles et de douanes que l'on peut considérer comme d'intérêt général. Il précise aussi qu'il se réserve le droit d'intervenir à tout instant pour reprendre à son propre compte le recouvrement des impôts et celui d'organiser en toute indépendance son organisation fiscale en Catalogne.

---

(48) Ibid. page 124.

Emprunts. — Article 17 (suite) : *La Généralité pourra émettre un emprunt ; mais ni la Généralité ni ses organismes locaux ne pourront faire appel au crédit étranger sans l'autorisation des Cortès de la République. Si l'Etat émet un emprunt dont le produit total ou partiel est destiné à la création ou à l'amélioration de services transférés à la Généralité, celle-ci fixera les travaux et services qu'elle se propose de réaliser et d'entretenir avec la participation qui lui est accordée dans l'emprunt au-dessous d'une limite qui ne pourra dépasser le chiffre proportionnel de la population de Catalogne comparée à celle de toute l'Espagne.*

Il ressort des lignes précédentes que, d'une part, la Généralité pourra se procurer des ressources extraordinaires au moyen de l'émission d'un emprunt, à la condition qu'elle ne fasse point appel aux capitaux étrangers, et que, d'autre part, l'Etat pourra émettre un emprunt dont le produit sera affecté aux services transférés à la Généralité, aux conditions déterminées dans le paragraphe que nous venons de citer.

Dans son article 26, le Statut de Nùria prévoyait de la même façon la possibilité pour l'Etat de recourir à l'emprunt pour l'entretien des services passés à la Généralité, mais la part abandonnée à cette dernière devait être calculée d'après le chiffre de la population catalane. Le Statut définitif a seulement déclaré que le chiffre déterminant la proportion de la population catalane par rapport à celle de toute l'Espagne serait un maximum pour le chiffre représentant la participation accordée à la Catalogne dans le produit de l'emprunt. De plus, le paragraphe 4 de l'article 17 met la Généralité dans l'obligation de porter à la connaissance du gouvernement central les travaux et services auxquels sont destinées les sommes provenant de l'emprunt.

Biens de la Généralité. — Article 17 (suite) : *Les droits de l'Etat en territoire catalan relatifs aux mines, cours d'eau, à la chasse, à la pêche ; les biens d'usage public et*

*ceux qui, sans être d'utilité commune, appartiennent en propre à l'Etat et sont destinés à quelque service public ou à l'exploitation de la richesse nationale, sont transférés à la Généralité, exceptés ceux qui sont affectés à des services réservés au pouvoir central. Lesdits biens et droits sont inaliénables ; ils ne pourront être ni grevés, ni affectés à des fins particulières sans l'autorisation de l'Etat.*

*Le régime des concessions des mines de potasse et des gisements pétrolifères continuera à être soumis aux dispositions actuelles, à moins que l'Etat n'édicte une nouvelle législation.*

En étudiant l'article 5, paragraphe 3, nous avons précisé la signification de cette disposition relative aux mines de potasse et gisements pétrolifères. Nous avons aussi rencontré des applications de ce paragraphe 5 de l'article 17 à propos de l'examen des paragraphes 3 et 7 de l'article 5 du Statut relatifs respectivement au régime minier et au régime des eaux, de la chasse et de la pêche fluviales.

L'article 25 du Statut proposé par la Catalogne déclarait que tous les biens et droits visés par le paragraphe que nous étudions devenaient « propriété » de la Généralité. Le Statut des Cortès a substitué à cette expression celle de « sont transférés à la Généralité » et il a précisé, chose que ne faisait évidemment pas le texte de Núria, que « lesdits biens et droits sont inaliénables ; ils ne pourront être ni grevés ni affectés à des fins particulières sans l'autorisation de l'Etat. » Ce qui revient à dire que l'Etat est le seul véritable propriétaire de ces droits et biens dont la jouissance et la gérance appartiennent à la Généralité. Les Cortès se refusèrent à admettre la rédaction de l'article 25 du projet catalan parce qu'ils virent dans le fait de donner à la Généralité des droits de propriétaire une atteinte aux préceptes constitutionnels qui présentent l'Etat comme l'unique détenteur des droits attachés au domaine public espagnol.

Le Tribunal des Comptes. — Article 17 (suite) : *Le Tribunal des Comptes de la République contrôlera annuelle-*

*ment la gestion de la Généralité quant au recouvrement des impôts qui lui est délégué par la République et quant à l'exécution de ses services, étant entendu qu'il s'agit toujours de services qui figurent au budget de l'Etat.*

Le Tribunal des Comptes ne contrôlera évidemment pas le recouvrement des impôts qui appartiennent exclusivement à la Généralité.

Cette disposition finale de l'article 17 est une conséquence de celle que l'on trouve au paragraphe 3 du même article et qui confère à la Généralité le soin de recouvrer les impôts en territoire catalan pour le compte de l'Etat.

---



## CHAPITRE V

---

### MODIFICATIONS AU STATUT

Article 18. — *Le présent Statut pourra être modifié :*

a) *Sur l'initiative de la Généralité, moyennant referendum des Municipalités et approbation du Parlement de Catalogne ;*

b) *Sur l'initiative du Gouvernement de la République et sur la proposition du quart des voix des Cortès.*

*Dans l'un et l'autre cas, pour que soit acceptée la loi de réforme du Statut, il faudra les deux tiers des voix des Cortès. Si la résolution des Cortès est repoussée par le referendum de Catalogne, pour l'adoption de la réforme, la ratification des Cortès ordinaires sera nécessaire, après la réunion de celles qui l'auront déjà accordée.*

*Références.* — Articles 22 et 66 de la Constitution.

*Précédents.* — Article 3 (2° et 3°) du Projet de 1912 ; article 37 de la Commission parlementaire.

♦♦

L'article 18 du Statut est mal rédigé et son interprétation délicate. A notre avis, qui est aussi celui de la plupart

des juristes catalans, il faut comprendre ainsi le texte de cet article : « Le présent Statut pourra être modifié :

» a) Sur initiative de la Généralité moyennant referendum des Municipalités et approbation du Parlement de Catalogne ;

» b) Sur initiative du Gouvernement de la République ou sur proposition du quart des voix des Cortès. Dans l'un et l'autre cas (initiative du Gouvernement et proposition des Cortès), pour que soit acceptée la loi de réforme, etc. ».

Ce quart des voix et ces deux tiers des voix des Cortès dont il est question dans l'alinéa b) s'entendent des voix de tous les députés inscrits au Parlement espagnol, et pas seulement des parlementaires présents au moment des votes.

Le même alinéa b) parle d'un « referendum de Catalogne », auquel sera soumise la résolution des Cortès. Les rédacteurs ont omis de préciser la nature de ce referendum. Est-ce un referendum des Municipalités, comme dans l'alinéa a), ou bien un referendum populaire analogue à celui que prévoit l'article 12 de la Constitution pour l'adoption d'un Statut régional. Il semble bien que le législateur a voulu faire sienne cette dernière façon de voir.

L'article 18 ne prévoit pas le cas d'initiative populaire. Pourtant l'article 66 de la Constitution décide que « le peuple pourra faire soumettre à sa décision, par voie de « referendum », les lois votées par le Parlement. Il suffira pour cela que la demande en soit formulée par les quinze pour cent du corps électoral.

» Ne seront pas soumis à ce referendum : la Constitution et ses lois complémentaires... »

C'est donc qu'il faut considérer le Statut comme une de ces lois complémentaires à la Constitution. Il est surprenant que l'on n'ait point accordé un droit d'initiative au peuple catalan, en matière de révision statutaire, alors que l'on a fait appel à son opinion lors de l'attribution du texte lui conférant son autonomie.

## CHAPITRE VI

---

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

*Dans un article unique, le Statut a posé que « le Gouvernement de la République aurait faculté, dans les deux mois suivant la promulgation du Statut, pour établir les règles auxquelles devraient obéir l'inventaire des biens et droits et l'adaptation des services qui passent sous la compétence de la Généralité, et pour confier l'exécution de ces règles à une Commission mixte désignée par moitié par le Conseil des Ministres et par moitié par le Gouvernement de la Généralité. Cette Commission devrait prendre des décisions avec l'avis favorable des deux tiers au moins de ses membres ; en cas de nécessité, les conflits seraient résolus par le Président des Cortès de la République. »*

La Commission mixte prévue par cet article du Statut a été constituée par le décret en date du 21 novembre 1932. Celui-ci a précisé ses attributions et les règles auxquelles elle a dû se conformer dans l'exécution de ses fonctions.

L'article 10 du décret a confié à la Commission le soin de procéder à la formation de l'inventaire de tous les biens, meubles et immeubles et droits appartenant à l'Etat sur le territoire catalan et qui sont transférés à la Généralité. L'article 14 lui demande de déterminer les biens et

droits des services qui passent à la Généralité sans aucune limitation, ceux des services qui sont soumis à la restriction contenue dans le paragraphe 5 de l'article 17 du Statut, et enfin ceux des services pour lesquels ne se concède que l'usufruit.

Les articles 17, 18 et 19 chargent la Commission de procéder à l'adaptation des services transférés à la nouvelle organisation et d'assurer la coordination de ces services et de ceux qui demeurent de la compétence centrale. Le Décret déclare que l'adaptation des services doit être progressive et ne s'effectuer qu'au fur et à mesure que se constituent les organismes nécessaires à leur bon fonctionnement.

L'article 23 décide que « la cession des contributions, impôts et ressources mentionnés dans l'article 16 du Statut de Catalogne devra s'effectuer au fur et à mesure que s'exécuteront les accords de la Commission mixte relatifs à la cession des services. »

Il ajoute que, pour l'adaptation du personnel de l'Etat actuellement en service dans les organismes qui passent sous la compétence de la Généralité, on observera les règles suivantes :

a) Reconnaissance en faveur de ce personnel des mêmes droits qu'autrefois.

b) Maintien en Catalogne au service de la Généralité, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

La Commission mixte, réunie dès décembre 1932, a établi toute une série de décisions qui ont été promulguées en Catalogne sous forme de décrets du Président de la Généralité et qui se sont échelonnées de janvier à décembre 1933. Notons les décrets du 31 janvier sur les finances locales et du 13 février sur les finances provinciales ; du 26 janvier sur les assurances sociales ; du 2 août sur les services de bienfaisance ; du 8 septembre et du 6 novembre sur les services sanitaires ; du 25 octobre sur l'administration de Justice ; de décembre sur les routes et chemins ; des 17 novembre et 10 décembre sur l'Ordre public.



## CONCLUSION

---

« — Monsieur, me dit-il à peu près, l'attitude à notre égard des républicains espagnols est, pour la Catalogne qui leur avait fait confiance, une déception cruelle. Ceux qui considèrent notre problème avec le plus de bienveillance n'y ont rien compris et ne peuvent sans doute pas le comprendre. Cette « incompréhension absolue » de l'Espagne est terrible, car elle n'admet point de solution.

» Dans ce sanctuaire de la culture catalane qu'est l'Institut d'Estudis Catalans, sous les rangées de livres qui couvrent les murs du petit bureau de Pompeu Fabra, dans la lumière d'une grande fenêtre qui éclairait le noble visage de ce grand homme modeste, le sentiment d'une immense désillusion nationale m'a étreint. » (1)

Ces lignes de P.-J. Roudin traduisent exactement la profonde et pénible déception qu'a éprouvée la Catalogne en présence du Statut substitué à celui de Núria en dépit de l'affirmation solennelle de la volonté de tout un peuple. Interprétant les sentiments de ses compatriotes devant les Cortès, le Président Companys pouvait déclarer : « Je ne veux pas commettre l'injustice de dire que le problème

---

(1) P.-J. Roudin, reportage sur l'autonomie catalane paru dans *Méditerranée*, septembre 1932.

catalan en est au même point qu'avant, mais il faut reconnaître que les républicains de Catalogne avaient nourri une grande confiance à l'égard des républicains espagnols et que le déroulement de la discussion du Statut leur a causé une certaine angoisse qui est fortement préjudiciable à l'unité spirituelle de l'Espagne. Le Gouvernement de la République a voulu connaître, au moyen d'un suffrage, l'opinion du peuple catalan, et celui-ci a manifesté sa volonté par plus de 80 pour cent des voix électorales du pays ; aux yeux de tous, le Statut plébiscité était un document mesuré, discret et prudent ; et, pourtant, ce Statut mesuré, discret et prudent, est devenu méconnaissable et n'intéresse plus la Catalogne maintenant que la Chambre s'est livrée à une obstruction systématique dans la discussion d'un texte qui est le postulat essentiel de l'avènement de la République. » (2)

Le projet élaboré par les représentants de la Généralité, application rigoureuse du Principe des Nationalités, dérivait directement des doctrines du nationalisme catalan que résume la formule : *Catalunya pels Catalans*, — la Catalogne aux Catalans. Les Cortès se refusèrent à reconnaître le fait de la nation catalane et ne purent dès lors que voter un texte bien différent de celui de Núria.

Nous avons noté, au cours de l'examen des dispositions statutaires, les nombreuses divergences qui, à chaque instant, se manifestaient entre les désirs catalans et la volonté castillane. Résumons-les rapidement.

La Généralité demandait pour la Catalogne le droit de s'ériger en Etat autonome au sein d'une Fédération ibérique ; la Chambre déclara qu'il ne pouvait être question que de région dotée d'une autonomie politico-administrative et née de l'union de provinces limitrophes ayant en commun des caractéristiques historiques, intellectuelles et économiques ; elle se garda d'entrer dans des considérations nationales. L'article 4 du Statut précise cette atti-

---

(2) Discours aux Cortès. 2 août 1932.

tude lorsqu'il renonce à admettre légalement l'existence d'une nationalité catalane superposée à la nationalité espagnole et fait de la situation de Catalan une simple condition légale uniquement subordonnée à un facteur d'ordre administratif, l'élection d'un domicile. Le Statut de la Généralité réclamait, en outre, la reconnaissance du catalan comme langue officielle unique sur son territoire, avec toutes latitudes pour les citoyens espagnols résidant en Catalogne d'user de leur langue maternelle ; les Cortès posèrent le principe de la coofficialité des idiomes.

La question délicate de la répartition des attributions entre pouvoir central et pouvoir régional était également envisagée de façons bien différentes par Barcelone et par Madrid. Les oppositions les plus sensibles apparurent en matière de législation sociale, d'enseignement, d'organisation judiciaire et surtout dans le domaine financier.

La Généralité réclamait la liberté de légiférer sur le terrain social ; elle s'estimait particulièrement apte à prendre des mesures législatives adaptées à la mentalité du pays et à résoudre, avec un esprit catalan, les conflits du travail qui surgissent si fréquemment sur son territoire. Le Statut définitif, lui, a attribué aux Cortès la compétence exclusive en matière de législation sociale et, tout en conférant au pouvoir régional la compétence exécutive, il a laissé à l'Etat un droit de contrôle permanent et minutieux.

En adoptant l'article 7, les Constituants ont admis l'activité de deux enseignements parallèles mais distincts, celui de la République et celui de la Généralité, que les contribuables catalans seront obligés d'entretenir en même temps. Ils n'ont pas voulu partager le point de vue, pourtant libéral, du texte de Núria. Quant au système de l'Université autonome qui, il faut l'avouer, donne à la Catalogne la possibilité de transformer cette institution en organisme purement catalan de fait, il n'en est pas moins hybride et inharmonieux. Il est assez étrange que, dans une même Université, les maîtres puissent professer à leur fan-

taisie en castillan ou en catalan. La même chaire pourra, avec ce régime, être occupée une année par un professeur qui donnera ses cours en un idiome, l'année suivante, par un autre maître qui enseignera la même matière en une autre langue. La composition du Patronat montre, d'autre part, que l'Etat a entendu conserver une large influence sur la vie universitaire catalane.

Quant à l'organisation de l'administration judiciaire, la Généralité disposerait, en ce domaine, d'une assez large compétence si l'article 11 du Statut ne soumettait les magistrats, dont la nomination appartient au gouvernement régional, aux règles du tableau d'avancement de l'Etat.

La Catalogne peut s'estimer satisfaite des concessions qui lui ont été accordées en matière d'ordre public et d'organisation de la police. Les Cortès ont cependant tenu à attribuer au pouvoir central le droit d'intervenir de sa propre initiative quand il estime compromis l'intérêt général de l'Etat ou sa sécurité, c'est-à-dire, en somme, quand bon lui semble.

L'article 5 énumère les divers chapitres pour lesquels la Généralité reçoit les fonctions d'exécution, la législation appartenant exclusivement à l'Etat ; ces dispositions n'aboutissent qu'à une simple décentralisation administrative. Seul, l'article 12 permet de parler d'une autonomie régionale comportant des attributions à la fois législatives et exécutives, mais cette compétence qui ne se rapporte qu'à six branches se trouve considérablement réduite par les restrictions mentionnées à chaque paragraphe.

Pénétrons sur le terrain financier. Au désir de voir la Généralité se charger de la répartition et du recouvrement de tous les impôts en Catalogne pour son propre compte et verser ensuite à l'Etat le produit des contributions indirectes, les Constituants ont répondu en ne cédant au pouvoir catalan que les ressources fiscales juste suffisantes pour assurer le fonctionnement des services transférés augmentées des revenus des anciennes Députations provinciales.



Le budget catalan se compose actuellement : d'une part, des dépenses et recettes de caractère strictement régional : dépenses provinciales, de l'ordre de 65 millions, d'après le premier budget, et recettes provenant des contributions établies par les Députations, de l'ordre de 53 millions, ce qui donne un déficit de 12 millions ; d'autre part, d'une somme de 119 millions de dépenses représentant le coût des services concédés et couvertes par les recettes fiscales attribuées à la Généralité ; mais ces dernières ressources ne permettent pas d'obtenir un excédent appréciable des recettes sur les dépenses. D'ailleurs, s'il apparaît à une époque un excédent ou un déficit, il durera un, deux, trois ou quatre ans, mais il disparaîtra au bout de cinq ans au maximum, au moment de la révision quinquennale.

Les finances de la Généralité dépendront donc du chiffre que la Commission mixte fixera pour les dépenses, et ce chiffre changera tous les cinq ans ; son évaluation s'effectuera en prenant comme base l'augmentation ou la diminution enregistrée dans les finances de la République pour le produit des impôts et le coût des services correspondant respectivement aux impôts cédés et aux services transférés à la Généralité. Cela revient à dire que « le centre de gravité des finances catalanes sera toujours hors de portée du Parlement régional. Il sera à la merci d'une Commission de techniciens qui se baseront non sur les nécessités de la Catalogne, mais sur des chiffres fournis par les budgets de la République, c'est-à-dire en définitive sur des considérations étrangères à la région. »

De multiples contingences pourront d'ailleurs jouer à chaque révision quinquennale. Si le recouvrement des droits réels et territoriaux varie dans le même sens et dans des proportions semblables en Catalogne et dans le reste de l'Espagne, le calcul de la Commission sera correct ; il n'en sera pas de même si les variations sont de sens contraire, si l'on note par exemple une augmentation de recettes en Catalogne et une diminution ailleurs. Et si nous envisageons le coût des services inscrits au budget de la

République et correspondant aux services transférés, nous arrivons à cette conclusion que, en cas de baisse en Espagne, la Généralité par contre-coup devra réduire le coût de ses propres services ou bien maintenir le *statu quo* mais grâce aux produits d'impôts nouveaux.

Les facultés du Parlement catalan dans l'ordre financier se borneront à pouvoir augmenter les impositions provinciales, ou établir une nouvelle organisation de ses ressources, ou créer de nouveaux tributs avec les restrictions prévues. Les budgets de la Généralité ne permettront donc pas de grandes réalisations ; à la rigueur, les pouvoirs régionaux pourront avoir recours à l'emprunt, mais celui-ci se trouve réglementé par des dispositions excessivement rigides (3).

En résumé, le Statut a bien reconnu à la Catalogne certaines libertés et certains droits, il a donné à la Généralité le pouvoir de gérer divers services ; il n'a oublié qu'une chose, mais capitale et qui annule toutes les concessions : fournir aux Catalans les moyens financiers d'organiser leur autonomie, autonomie bien parcimonieuse d'ailleurs et que les Cortès n'ont acceptée qu'à contre-cœur. Ainsi que le notait M. Guíllerm « d'une façon générale, les débats ont montré que la plupart des articles du Statut tendant à donner à la Catalogne des compétences quelque peu étendues, alors que l'attribution en était expressément prévue par la Constitution, ont rencontré à maintes reprises une violente opposition » (4).

Un député catalan nous le disait, le Statut n'est qu'une façade, et il faut encore ajouter qu'il a été profondément dénaturé par les divers décrets dits de « transfert des services », émanés de la Commission mixte et qui, par ailleurs, ont opéré ce transfert sans ordre rationnel.

---

(3) Conférence sur les Finances donnée à l'Académie de Législation et jurisprudence de Barcelone (13 février 1933) par C. Masó i Escofet. Voir le recueil « Conferències sobre l'Estatut de Catalunya », publié par l'Académie pages 38-40.

(4) Guíllerm. Op. cit. p. 29.

Sans doute, la Catalogne a la possibilité d'organiser son ordre public et sa justice, c'est déjà quelque chose ; — elle possède un Parlement et un Conseil Exécutif, qui constituent l'armature d'un Etat en puissance, c'est beaucoup. Mais si l'on ne considère que les facultés de *self-government* que lui accorde le Statut, nous sommes bien obligé de les trouver restreintes. Aussi ne partageons-nous pas du tout l'opinion de M. René Richard, qui écrivait un jour : « S'ils (les Catalans) le veulent, ils peuvent annuler complètement les droits que s'est réservé l'Etat central. Bien mieux, les autorités provinciales, disposant de l'administration, auront tout pouvoir, en pratique, de mener la vie dure aux institutions qui leur déplaisent. Verra-t-on la Société de Genève saisie un jour des plaintes de minorités espagnoles en Catalogne ? Cela sera ou ne sera pas, selon la seule volonté des Catalans... L'unité nationale est mise à leur disposition, à leur merci » (5). Les Catalans ne veulent pas mettre en péril l'unité espagnole ; mais le voudraient-ils, nous ne pensons pas que le Statut pourrait leur en donner les moyens, puisque par lui-même il est incapable de satisfaire leurs aspirations seulement autonomistes. Il ne laisse en somme à la Généralité qu'une liberté d'action correspondant à une délégation de services. Dès lors l'indignation castillane en face du système des autonomies provinciales, « funeste héritage du cabinet Azaña » et devant « la folie du Statut catalan, aussi difficile à modifier que dangereuse à maintenir » (6), paraît bien exagérée.

Selon le député Royo Villanova, la Constitution espagnole serait « une Constitution catalane, que la Catalogne triomphante aurait imposée à toute l'Espagne ». Certes, sans le fait catalan cette constitution eût été sûrement centralisatrice et unitaire, mais de là à affirmer que la

---

(5) R. Richard. Les yeux qui s'ouvrent. *Je suis partout*. 4 juin 1932.

(6) R. Richard. Le paradoxe catalan. *Je suis partout*.

Généralité a imposé ses conceptions, il y a un abîme. « Si l'Espagne nouvelle avait dû s'organiser suivant le désir de la Catalogne, aujourd'hui la Péninsule serait une union des Républiques ibériques » (7).

Or, les Cortès n'ont pas voulu admettre la naissance de ces républiques ibériques ; ils n'ont entendu faire de la Catalogne qu'une région à autonomie réduite, en laquelle il est juridiquement impossible, bien que certains aient prétendu le contraire, de reconnaître une organisation étatique. La région, en effet, est constituée sous la souveraineté espagnole, qui se marque par l'intrusion continuelle du pouvoir central dans les affaires de Catalogne ; son autonomie n'existe que dans les limites fixées par la Constitution et le Statut ; elle ne repose que sur celui-ci qui n'est, en définitive, qu'une loi espagnole substituée au texte de *Núria*, expression authentique de la volonté catalane.

La Constitution espagnole a seulement rendu possible ce régionalisme ou provincialisme au sein d'un Etat unitaire que nous avons précisé dans notre Introduction. Les régions autonomes ne possèdent aucun trait d'un Etat-membre d'un Etat fédéral ; nous les rangeons même assez bas dans l'échelle des *Laender*, si nous classons ceux-ci par ordre de *self-government* croissant. Il nous importe peu de savoir si la Constitution de 1931 « suggère l'idée fédéraliste », si elle est « fédérable », si elle est une application du « fédéralisme rationalisé » ; juridiquement, un seul fait compte pour nous : elle n'est pas fédérale et, comme M. Posada, l'éminent juriste espagnol, nous pensons que l'on doit « considérer comme équivoque toute interprétation fédéraliste de l'organisation nationale établie par la Constitution » (8). Les raisons en sont bien simples. Tout d'abord, les Constituants n'ont pas voulu faire œuvre fédérale puisqu'ils ont repoussé cet adjectif au cours de

---

(7) J. Carbonell. *La constitució nova d'Espanya*. Oc. nov. déc. 1931, page 153.

(8) Posada. *La Constitution espagnole*, page 137.



leurs discussions sur la teneur de l'article 1. De plus, pour reprendre les termes de M. Posada, « il n'y a rien dans la Constitution qui indique l'aspiration à transformer l'Etat, traditionnellement unitaire, en établissant un régime fédératif sur la base de l'existence préalable d'Etats-membres qui stipulent ou contractent une fédération avec leur Etat. Ce qui aurait réclamé une nouvelle structure générale et la reconnaissance comme Etats de régions géographiques qui n'ont pas l'esprit régional ou qui l'ont intégré comme élément constructif de l'esprit national de l'Espagne indestructible. En somme, il eût été nécessaire d'appliquer un critérium analogue à celui qui est appliqué par exemple au Brésil, s'organisant comme Etats-Unis du Brésil, et selon lequel chacune des anciennes provinces constitue un Etat ». Enfin, autre argument, la Constitution écarte l'hypothèse fédéraliste, — entre régions, — quand, dans l'article 13, elle interdit l'union des régions autonomes, et lorsque, dans l'article 17, elle prohibe la différence de traitements par les régions entre naturels et autres Espagnols, et lorsqu'elle déclare que les matières qui ne sont pas attribuées dans leurs Statuts aux régions sont considérées comme appartenant à la compétence de l'Etat. « Et non seulement cela, dans les articles 19 et 20 de sérieuses réserves sont faites en faveur de la compétence de l'Etat, dans des circonstances exceptionnelles ; dans l'article 21, est déclarée la supériorité du droit de l'Etat dans les conditions qu'il indique ; et, en dernier lieu, dans l'article 22 est admise l'hypothèse bien peu fédéraliste de la renonciation par une des provinces à continuer d'être région autonome ou à faire partie d'une région autonome constituée. Aussi la province, circonscription réputée souvent pure création artificielle par son origine et qui, après environ un siècle d'histoire, continue d'être considérée comme une œuvre arbitraire et artificielle comme si le 19<sup>e</sup> siècle s'était écoulé en dehors de l'histoire d'Espagne, la province apparaît mise en relief constamment (art. 10, 11, 12) dans cette ébauche d'organisation constitutionnelle conçue sans dou-

te, pour une bonne part, sous les pressions régionalistes, surtout catalanes » (9).

Il est donc hors de doute que la Constitution nouvelle de l'Espagne n'est nullement fédérale, et cela par la volonté castillane qui veut continuer, aux dépens de l'intérêt ibérique, à assurer l'hégémonie de Madrid sur les peuples péninsulaires. Mais en se refusant à bâtir une République fédérale et en s'acharnant à sauvegarder la prédominance de la Castille sur les régions véritablement actives, riches et modernes de l'Espagne, les Constituants ont élaboré un régime d'organisation étatique dont ils ont déjà pu constater les vices et dont on peut prévoir la faillite prochaine. Car la concession du Statut à la Catalogne, en raison des divergences profondes qui le séparent des désirs catalans, ne peut être considérée comme une solution définitive apportée au problème du catalanisme. D'ici peu, celui-ci se posera à nouveau, et il en sera ainsi jusqu'à réalisation complète des programmes de Manresa et de Núria. Or, tant que la question de l'autonomie catalane, et plus généralement la question des autonomies nationales des peuples ibériques, sera pendante, l'Espagne vivra dans l'instabilité. C'est ce qu'exprimait Francesc Cambó lorsqu'il déclarait en 1919 : « La politique espagnole n'entre pas dans une phase nouvelle tant que le problème de la Catalogne ne sera pas résolu » (10).

Le moyen de résoudre la question des autonomies nationales sans compromettre l'unité espagnole, les Cortès de 1931 l'avaient à leur disposition ; il leur suffisait d'ériger leur République en Etat fédéral. Ils ne l'ont point voulu.

Et pourtant, tout contribue à faire de la Péninsule un terrain particulièrement propice à l'expérience fédérale. En ce pays où « la tendance séparatiste est en quelque sorte congénitale », en cette Espagne, « réfractaire à la

---

(9) Posada. Op. cit. p. 137-138.

(10) Discours à Gérone, 17 novembre 1919.

centralisation aussi bien sous la République que sous la Monarchie », et dans laquelle se manifeste « un esprit particulariste toujours vivace, qui l'a si longtemps maintenue dans un état de morcellement et de divisions intestines » (11), un seul régime peut assurer la survivance d'une unité espagnole « faite de contrastes » : c'est le fédéralisme dans lequel beaucoup voient un gage de durée pour l'unité de la Péninsule (12).

M. Charles Maurras écrivait naguère : « L'avenir catalan postule un statut de profonde autonomie pour la Catalogne. L'avenir catalan postule aussi une union à la vie économique et spirituelle de l'Espagne » (13). Nous dirons que l'avenir de l'Espagne postule des statuts de profonde autonomie pour la Catalogne, pour les Baléares, pour Valence, pour les Pays Basques, la Navarre, la Galice, et ultérieurement pour les régions, encore politiquement amorphes, qui pourraient se montrer dignes dans le futur d'une autonomie étendue, — nous dirons aussi que l'avenir de ces nations ibériques postule leur union économique et spirituelle sous le signe de la grandeur hispanique. Seul le fédéralisme, mais le fédéralisme pur, classique, basé sur des considérations nationales, et non pas un pseudo-fédéralisme, est apte à assurer l'avenir de l'Espagne puisqu'il assurera l'avenir des peuples la composant.

Mais la Castille, qui a repoussé toute conception fédérale en 1931, acceptera-t-elle jamais la transformation de l'Etat espagnol en Etat fédéral ? Elle est trop avide de domination et jalouse de son hégémonie pour y consentir. D'autre part, qui dit fédération dit entente, amitié. Or, si nous considérons seulement la Castille et la Catalogne, on constate que « des passions farouches, des affections, des aversions, venues du fond de l'histoire, inscrites au cœur

---

(11) Louis Bertrand, *Histoire d'Espagne*, pages 509 et sqq.

(12) J. Hugonnot. *L'Espagne terre des contrastes. Terre-Air-Mer*, septembre-octobre 1933, pages 156 à 167.

(13) Ch. Maurras. *Heur et Malheur du colonel Macià. Action française*, 26 décembre 1933.

et au sang, créent deux esprits publics à peu près hostiles » et l'on peut se demander si les intérêts suffiront jamais « même pavoisés d'aphorismes fédéralistes, à faire l'amitié là où règnent avec la jalousie et l'envie, de véritables inimitiés. » (14).

Il appartient aux Catalans qui ont un Statut, aux Basques qui vont en avoir un, aux Navarrais, aux Valenciens, aux Galiciens, aux Baléares qui peuvent en obtenir un aussi, d'accroître encore davantage la vitalité des régions périphériques de la Péninsule, peuplées d'hommes vaillants et animés d'un esprit moderne. Il leur appartient de faire la preuve de leurs capacités politiques et administratives. Il est de leur devoir de s'entendre pour une action commune et d'unir leurs efforts pour relever une Espagne déchue et la replacer au rang qu'elle occupait jadis parmi les puissances européennes. Et, lorsque ces nations ibériques, jeunes, ardentes et fortes, auront assuré la grandeur de l'Espagne, de « l'Espagne magnanime » que chantait Mistral, ayant ainsi répondu magnifiquement à la calomnieuse accusation de séparatisme, elles auront le droit de parler haut dans la Péninsule et d'imposer leur volonté qui se traduira par la transformation en Etat fédéral d'une Espagne régénérée, puisant dans sa nouvelle organisation une vitalité plus grande pour l'accomplissement des hautes destinées auxquelles elle peut encore prétendre.

---

(14) Ch. Maurras. Dictionnaire politique et critique. Fascicule 19 - page 371.



## APPENDICE

### DISPOSITIONS ESSENTIELLES DE TEXTES LEGAUX OU DE PROJETS ANTERIEURS AU STATUT DE 1932 ET RELATIFS A L'AUTONOMIE DE LA CATALOGNE

#### BASES DE MANRESA (1892)

*Base 1.* — Attributions du Pouvoir central :

- a) les relations internationales ;
- b) l'armée de terre et de mer, la défense nationale et l'enseignement militaire ;
- c) les relations économiques de l'Espagne avec les autres pays et, par conséquent, la fixation du régime douanier ;
- d) la construction et l'entretien des chemins, chemins de fer, canaux et ports d'intérêt général. En cas d'intérêt interrégional, les régions pourront s'entendre librement entre elles, le Pouvoir central n'intervenant qu'en cas de désaccord. Les voies de communication d'intérêt régional seront de l'exclusive compétence régionale. Mêmes solutions pour les postes et télégraphes ;
- e) la résolution des conflits interrégionaux ;
- f) la formation du budget annuel des dépenses ; celles-ci, en cas d'insuffisance des revenus des Douanes, devront être réparties entre les régions en proportion de leurs richesses.

*Base 3.* — La langue catalane sera la seule langue qui pourra être employée en Catalogne avec un caractère officiel ainsi que dans les relations de cette région avec le Pouvoir central.

*Base 4.* — Seuls les Catalans, soit de naissance, soit de naturalisation, pourront occuper en Catalogne des charges publiques, même administratives et gouvernementales, dépendant du Pouvoir central.

*Base 5.* — La division territoriale... aura pour base la comarca naturelle et la commune.

*Base 6.* — La Catalogne sera l'unique souverain de son gouvernement intérieur ; en conséquence, elle établira librement ses lois organiques ; seront de sa compétence exclusive : la législation en matière civile, pénale, commerciale, administrative et en matière de procédure, — l'établissement et la perception des impôts, — la frappe de la monnaie.

*Base 7.* — Le pouvoir législatif régional résidera dans les Corts.

*Base 8.* — Le pouvoir judiciaire sera organisé en rétablissant l'ancienne Audience de Catalogne... On établira des tribunaux inférieurs et toutes les causes et procès devront être jugés en Catalogne... en dernière instance.

*Base 9.* — Le pouvoir exécutif sera exercé par cinq ou sept hauts fonctionnaires nommés par les Corts et qui seront à la tête des diverses branches de l'administration.

*Base 10.* — On reconnaîtra à la région naturelle la plus grande latitude possible en matière d'attributions administratives pour gouverner ses intérêts et satisfaire ses nécessités...

*Base 11.* — On concèdera à la commune toutes les attributions dont elle a besoin pour l'administration de ses intérêts propres et exclusifs...

*Base 13.* — La conservation de l'ordre public sera confiée au *Somatent*. Pour le service actif permanent, on créera un corps semblable à la Garde civile. Toutes ces forces dépendront absolument du pouvoir régional.

*Base 15.* — L'enseignement public à ses différents degrés sera organisé d'une manière appropriée aux nécessités et au caractère de la civilisation catalane.

L'enseignement primaire dépendra de la commune, à son défaut, de la comarca ; en chaque comarca, suivant les caractéristiques agricoles, industrielles, commerciales,... on créera des écoles pratiques.

PROJET DE LOI, APPROUVÉ DÉFINITIVEMENT LE 17 OCTOBRE 1912  
SUR LES MANCOMUNITATS PROVINCIALES

**Article 1.** — Les provinces représentées par leurs Députations pourront se grouper (*mancomunarse*) pour des fins exclusivement administratives.

L'initiative de la constitution d'une Mancommunauté appartiendra au Gouvernement, sur le désir des Députations ou d'une ou plusieurs municipalités réunissant au moins 10 % des habitants des provinces devant se grouper.

Le groupement qui aura demandé la constitution de la Mancommunauté invitera les Corporations provinciales à examiner le vœu et à élire leurs représentants qui rédigeront, une fois réunis, un projet indiquant :

- 1) les provinces à grouper ;
- 2) les facultés et services qui appartenant exclusivement aux députations provinciales, appartiendront maintenant à la Mancommunauté ;
- 3) les facultés et services qui, appartenant à l'Administration centrale en matière d'œuvres publiques, d'instruction ou de bienfaisance, pourront être concédés à la Mancommunauté ;
- 4) la durée de la Mancommunauté, celle-ci pouvant être constituée pour un temps déterminé ou au contraire illimitée.
- 5) les dispositions à prendre en cas d'achèvement de la Mancommunauté ou de retrait d'une province.

... Les Députations provinciales devront, séparément, déclarer si elles acceptent les accords pris en assemblée générale. La majorité absolue sera nécessaire en chaque députation.

**Article 2.** — Pour que la Mancommunauté puisse se constituer, il faudra que le Gouvernement ait eu connaissance des accords précédents et ait concédé son autorisation.

Une Mancommunauté constituée pourra demander et obtenir l'extension de ses attributions à condition que les deux tiers des conseillers des provinces soient de cet avis.

**Article 3.** — L'association ne peut être obligatoire pour aucune province.

N'importe quelle province peut demander à se retirer d'une Mancommunauté dont elle faisait partie. Il lui faudra, pour se retirer, l'autorisation du Gouvernement et l'approbation des conseillers de ses Municipalités ou des Cortès, selon les cas.

Une province pourra demander son incorporation dans une Mancommunauté déjà existante. Il faudra, pour que le Gouverne-

ment donne son autorisation, accord entre la Junta de la Mancomunidad et la Députation de la province intéressée.

*Article 4.* — Les intérêts de la Mancomunidad seront régis par un Conseil Général de Députés provinciaux, présidé par le Gouverneur Civil, et se réunissant deux fois par an, — et par un Conseil permanent que présidera également le Gouverneur.

*Article 5.* — Une fois constituée, la Mancomunidad aura pleine capacité juridique pour arriver aux buts explicitement indiqués dans l'accord....

*Article 6.* — Le Gouvernement pourra déléguer aux Mancomunautés l'exécution, à l'intérieur des provinces mancomunautés, des fonctions que la loi attribue normalement à l'Administration centrale dans des matières suivantes :

- 1) routes et chemins ;
- 2) chemins de fer, tramways, ports, canaux ;
- 3) communications télégraphiques et téléphoniques interurbaines (à l'exception des lignes d'intérêt général) ;
- 4) reboisement et exploitation des montagnes ;
- 5) monuments nationaux ;
- 6) enseignement technique des arts et des instituts agricoles, industriels, commerciaux ;
- 7) édifices scolaires ;
- 8) bienfaisance et hygiène publique ;
- 9) archives, musées, bibliothèques.

Le Gouvernement abandonnera à la Mancomunidad les revenus des services délégués.

*Article 7.* — Les Mancomunautés pourront faire entrer dans leur budget les matières suivantes :

- 1) revenus des biens propres et produits des exploitations ;
- 2) donations ;
- 3) subventions volontaires des Municipalités et des Députations ;
- 4) revenus actuellement attribués aux Municipalités et aux Députations et que celles-ci cèdent volontairement, en tout ou partie, à la Mancomunidad ;
- 5) revenus que perçoit cette dernière en raison des services qu'elle exploite ou des exploitations qu'elle concède ;
- 6) revenus provenant de particuliers spécialement intéressés à des travaux ou services déterminés entretenus avec les fonds de la Mancomunidad, dans l'un des deux cas suivants :



a) lorsque par l'effet de ces travaux se produit une augmentation déterminable de la valeur de certains fonds ou une amélioration du rendement des exploitations ;

b) lorsque les travaux ou services entretenus par la Mancommunauté bénéficient ou sont spécialement nés de la présence de certaines collectivités ou personnes, même dans le cas où ne se produit pas une augmentation déterminable de valeur.

L'Etat pourra venir en aide à la Mancommunauté pour l'entretien des services qu'il lui a transférés, soit sous forme de subventions, soit sous forme de dotation en recettes propres à l'Etat.

La dotation consistera en la cession totale ou partielle à la Mancommunauté de un ou plusieurs impôts ou contributions de l'Etat.

*Article 8.* — Sans préjudice des attributions qui appartiennent au Gouvernement en ses fonctions d'inspection, il pourra :

1) annuler une ou plusieurs des délégations attribuées à la Mancommunauté lorsque celle-ci violera l'une des conditions imposées par le Gouvernement ;

2) dissoudre les Mancommunautés qui outrepasseront leurs capacités.

*Article 9.* — Recours contre les actes ou accords de la Mancommunauté, soit devant le Ministre de l'Intérieur soit devant le Tribunal Suprême, suivant les cas.

#### PROJET DE STATUT DE CATALOGNE DE 1919

*(transformé en projet de loi présenté aux Cortès)*

*Article 1.* — Territoire de Catalogne : provinces actuelles de Barcelonè, Gérone, Tarragone, Lleida.

*Article 3.* — Le Gouvernement de la Catalogne, représenté par un Parlement, un Pouvoir exécutif et un Gouverneur Général, dirigera avec pleine et définitive autorité la vie intérieure de la Catalogne.

*Article 6.* — Le Parlement régional aura faculté pour légiférer, et le Pouvoir exécutif pour faire exécuter les lois et organiser les services relatifs à la vie intérieure de Catalogne dans tous les domaines non réservés à la souveraineté exclusive du Pouvoir central et spécialement sur les matières suivantes :

A) L'enseignement à tous ses degrés et les autres services d'Instruction publique et des Beaux-Arts, sauf le régime de la propriété

intellectuelle. L'attribution de ces services sera soumise aux conditions suivantes :

1) le nombre d'écoles primaires et de maîtres qu'entretient en ce moment l'Etat en Catalogne et les sommes qui leur sont attribuées pourront être augmentés non diminués ;

2) l'enseignement primaire sera gratuit et obligatoire ;

3) l'enseignement du castillan sera obligatoire en toutes les écoles primaires ;

4) on fixera un minimum de connaissances exigées de ceux qui obtiendront un titre de capacité pour l'exercice de certaines professions.

B) Le régime des Municipalités et Provinces... La loi municipale reconnaîtra aux Municipalités pleine autonomie pour le gouvernement local et la direction des intérêts particuliers.

C) Le droit civil catalan, exception faite des préceptes du Code Civil qui, suivant l'art. 12 de ce Code sont applicables en Catalogne.

D) L'organisation de l'administration de justice.

E) L'organisation de la publicité des actes et du notariat.

F) Tous les travaux publics, sauf chemins de fer, canaux et ports d'intérêt général espagnol.

G) Les services téléphoniques.

H) Tous les services forestiers et agronomiques.

I) La mise en valeur des terres incultes et le dessèchement des marais.

J) Bienfaisance et santé publique.

K) Police et ordre public intérieur, sauf en cas de proclamation de l'état de siège.

*Article 8.* — En matière de mines, eaux, pêche, chasse, postes et télégraphes, bien que le pouvoir législatif corresponde au Parlement espagnol, l'exécution sur le territoire catalan appartiendra au gouvernement régional.

*Article 9.* — L'exécution des dispositions relatives à la législation sociale à l'intérieur de la Catalogne appartiendra au gouvernement régional.

*Article 10.* — Toutes les dispositions relatives à la limitation du droit de propriété dans l'intérêt public appartiendront, quant à leur exécution, au gouvernement régional.

*Article 12.* — Les contributions directes, sauf celles provenant d'impôts prélevés hors du territoire catalan ou ayant pour base l'exercice de facultés propres au Pouvoir central, appartiendront au Gouvernement de Catalogne. Celui-ci aura pleine liberté pour organiser et déterminer ces contributions.

*Article 13.* — Si, de la liquidation du Budget général de l'Etat, résulte que les dépenses de l'Etat hors de Catalogne, en ces matières pour lesquelles le Statut a donné compétence au Pouvoir régional, ont été inférieures au produit, hors de Catalogne, des contributions qui, selon l'art. 12, appartiennent au Pouvoir régional, le Ministère des Finances de l'Etat espagnol recevra des finances autonomes catalanes une part proportionnelle à la différence. Dans le cas contraire ce sera le Ministère qui abandonnera à la Catalogne cette part proportionnelle.

Ladite part sera déterminée tous les cinq ans par une Commission mixte.

*Article 14.* — Si, en n'importe quel budget de l'Etat, couvert totalement ou partiellement par l'émission d'un emprunt, certaines sommes sont destinées aux services attribués par ce Statut au Pouvoir régional, il sera transmis aux Finances régionales une part de l'emprunt ou de son produit proportionnelle aux sommes pré-citées.

#### PROJET DE STATUT DIT DE NÚRIA (1931)

*Article 1.* — La Catalogne est un Etat autonome au sein de la République espagnole.

*Article 2.* — Le pouvoir de Catalogne émane du peuple et est représenté par la Généralité.

*Article 3.* — Territoire : provinces de Barcelone, Gérone, Lleida, Tarragone.

*Article 4.* — Si d'autres territoires manifestent le désir de s'unir à la Catalogne, il faudra :

a) que l'union soit demandée par les trois quarts des Municipalités du territoire intéressé ;

b) que les habitants de ce territoire manifestent leur volonté par plébiscite ;

c) que l'union soit approuvée par le Parlement de Catalogne et par celui de la République.

*Article 5.* — Le catalan sera langue officielle de la Catalogne, mais dans les relations avec le Gouvernement de la République la langue castillane sera officielle.

Le Statut intérieur garantira le droit pour les citoyens de langue maternelle castillane à employer devant les Tribunaux et devant les administrations leur langue maternelle.

De la même façon, les citoyens de langue maternelle catalane auront le droit d'employer cette langue dans leurs relations avec les organismes officiels de la République en Catalogne.

*Article 10.* — La législation exclusive et l'exécution directe appartiendront au Pouvoir de la République dans les matières suivantes :

- a) relations internationales et avec l'Eglise ;
- b) régime douanier ;
- c) l'armée, la marine de guerre, l'aviation militaire et la défense du pays ;
- e) fixation des droits constitutionnels ;
- d) déclaration de guerre, fixation des frontières ;
- f) finances de la République ;
- g) inscription des navires marchands et éclairage des côtes ;
- h) système monétaire et circulation fiduciaire ;
- i) postes, télégraphes, câbles sous-marins, radio-communications ;
- j) colonies et protectorats ;
- k) santé publique extérieure ;
- l) émigration, immigration, passeports, extradition.

*Article 11.* — La législation appartiendra à la République, et l'exécution à la Généralité, dans les matières suivantes :

- a) législation pénale, commerciale ouvrière et procédure. Quant à la législation civile, les formes légales du régime matrimonial et les prescriptions relatives aux registres civils ;
- b) chemins de fer, canaux et autres travaux publics d'intérêt général ;
- c) régime et concessions d'installations électriques sur l'Ebre intéressant l'intérêt général ;
- d) installation des lignes de transmission électrique d'intérêt général ;
- e) assurances sociales et générales ;



- f) levée des tributs et monopoles de la République ;
- g) législation minière — celle des eaux, de la pêche et de la chasse ;
- h) propriété littéraire, industrielle et artistique ;
- i) régime de presse, d'association et de réunion ;
- j) droit d'exproprier ;
- k) poids et mesures et trafic des métaux précieux.

**Article 13.** — La Généralité de Catalogne aura la législation exclusive et l'exécution directe dans les matières suivantes :

a) l'enseignement à tous ses degrés et les services de l'instruction publique, des Beaux-Arts, des Musées, Archives, Bibliothèques et Conservation des monuments ;

b) le régime municipal et la division territoriale. La loi de régime local reconnaîtra aux organismes locaux pleine autonomie pour la direction de leurs intérêts particuliers ;

c) la réglementation du droit civil et la législation hypothécaire (sauf exception a) de l'art. 11) ;

d) l'organisation judiciaire ;

e) l'organisation du notariat et la nomination des employés des Registres de la propriété ;

f) législation et exécution des chemins de fer, chemins, canaux, ports et autres travaux publics (sauf ceux d'intérêt général) ;

g) services forestiers et agronomiques, syndicats et coopératives agricoles, politique et action sociale agraires ;

h) bienfaisance et santé publique intérieure ;

i) police et ordre public intérieur. La Généralité pourra requérir l'aide de la force armée de la République. L'aide cessera sur la demande de la Généralité ;

j) l'organisation des services d'aviation civile et de radio-diffusion ;

k) établissement et réglementation des centres de tractations de marchandises et valeurs ;

l) coopératives et mutualités ;

m) trésorerie de la Généralité ;

n) matières concernant exclusivement la vie intérieure de Catalogne, excepté celles qui, pour la législation, ou pour la législation et l'exécution, appartiennent à la République.

*Article 19.* — La Catalogne contribuera au paiement des services généraux de la République avec le produit des contributions indirectes, avec le rendement des propriétés et droits de l'Etat que celui-ci ne transmet pas à la Catalogne avec les bénéfices des monopoles, avec les revenus des services rétribués.

*Article 20.* — Le Ministère des Finances de la République cèdera aux Finances catalanes, avec les limitations et sous les conditions fixées en ce Statut, les contributions directes que perçoit actuellement l'Etat en Catalogne, et il n'imposera pas dorénavant, en Catalogne, de nouvelles contributions directes.

*Article 21.* — Si la République supprime toutes les contributions indirectes, ou seulement quelques-uns, sans les remplacer par d'autres également indirectes, la Catalogne apportera au Budget de la République la part proportionnelle lui correspondant par habitant, afin de suppléer ainsi à la diminution de recette qui pourrait se produire. Semblable apport sera fait lorsque les recettes attribuées à la République par l'art. 19 seront insuffisantes pour couvrir les dépenses entraînées par les matières énumérées aux art. 10 et 11. Au contraire, lorsque les recettes attribuées à la République seront en excès sur les dépenses, la différence, suivant la même proportion, sera cédée à la Catalogne.

*Article 23.* — Les revenus que pourra utiliser la Généralité pour la formation de son budget seront tous ceux qu'ont possédé jusqu'à présent les Députations de Catalogne, ceux qui lui sont attribués dans ce Statut par le Gouvernement de la République et ceux qui résulteront de la nouvelle répartition qu'elle fera des uns et des autres, ainsi que de ceux que lui rapporteront les nouvelles contributions directes qu'elle pourra créer.

*Article 24.* — Les Finances de la Généralité se substitueront à celles de la République pour la liquidation, le recouvrement et la répartition des impôts actuels de contributions directes. De même elles recouvreront, comme déléguées des Finances de la République, les contributions et revenus généraux, sauf les monopoles et les douanes, qui sont perçus sur le territoire catalan.

*Article 25.* — Les droits de l'Etat en territoire catalan relatifs aux mines, aux eaux, à la chasse, à la pêche ; les biens d'usage public et ceux qui, sans être d'intérêt commun, appartenaient primitivement à l'Etat et étaient destinés à quelque service public ou à l'entretien de la richesse nationale, deviendront propriété de la Généralité.

*Article 26.* — L'accroissement de la Dette publique de l'Etat espagnol par de nouvelles émissions dont le produit doit être totale-

ment ou partiellement destiné à subvenir aux services réservés à la Généralité, sera compensé par l'attribution d'une part du produit de la nouvelle émission égale à la proportion existant entre la population totale de l'Espagne et celle du territoire catalan.

PROJET DE STATUT ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE  
(1931-32)

*Article 1.* — La Catalogne est une région autonome de la République espagnole.

*Article 2.* — Le pouvoir de Catalogne émane du peuple et est représenté par la Généralité...

*Articles 3 et 4.* — Analogues aux art. 3 et 4 du Statut de Núrria.

*Article 5.* — L'idiome catalan sera, comme le castillan, langue officielle en Catalogne. Dans les relations officielles entre la Catalogne et le reste de l'Espagne, de même qu'entre les autorités de l'Etat et celles de Catalogne, la langue officielle sera le castillan.

Devant les tribunaux et les organismes administratifs les citoyens de langue maternelle non catalane pourront faire usage de la langue officielle qu'ils voudront. De même, les citoyens de langue catalane auront le droit de la parler et de l'écrire dans leurs relations avec les organismes officiels de la République en Catalogne.

Toute disposition officielle à l'intérieur de la Catalogne devra être publiée ou notifiée dans les deux idiomes.

*Article 9.* — La législation appartiendra à l'Etat espagnol, et l'exécution à la Généralité, pour les matières suivantes :

- 1) comme e) de l'art. 11 du Statut de Núrria ;  
ajouter toutefois à la fin : « et à l'hypothèque » ; ajouter aussi le paragraphe : « L'exécution des lois sociales sera soumise à la haute inspection du Gouvernement de la République... » ;
- 2) comme h) de l'art. 11 de Núrria ;
- 3) efficacité des communiqués officiels et documents publics ;
- 4) comme k) de l'art. 11 de Núrria ;
- 5) régime minier et bases minima sur les montagnes, l'agriculture, l'élevage, en tant qu'ils intéressent la défense de la richesse et la coordination de l'économie nationale ;
- 6) comme b) de l'art. 11 de Núrria ;
- 7) santé publique intérieure ;

- 8) comme e) de l'art. 11 de Núria ;
- 9) comme g) de l'art. 11 de Núria ;
- 10) comme i) de l'art. 11 de Núria ;
- 11) comme j) de l'art. 11 de Núria ;
- 12) socialisation des richesses naturelles et entreprises économiques ;
- 13) organisation des services d'aviation civile et de radio-diffusion de la Catalogne.

*Article 10.* — La Généralité pourra créer les centres d'enseignement qu'elle jugera opportuns, en respectant les dispositions de l'art. 50 de la Constitution et indépendamment des institutions culturelles de l'Etat.

*Article 11.* — La législation exclusive et l'exécution directe appartiendront à la Généralité dans les matières suivantes :

- a) comme b) de l'art. 13 de Núria ;
- b) comme c) de l'art. 13 de Núria ;
- c) comme d) de l'art. 13 de Núria ;
- d) comme e) de l'art. 13 de Núria ;
- e) comme f) de l'art. 13 de Núria ;
- f) comme g) de l'art. 13 de Núria ;
- g) bienfaisance ;
- h) santé publique intérieure ;
- i) la police et l'ordre public intérieur. L'Etat possédera les facultés que lui accordent les bases 4 et 16 de l'art. 14 de la Constitution. L'Etat interviendra en outre dans les deux cas suivants : à la demande de la Généralité, l'intervention cessant sur la demande de celle-ci ; — sur sa propre initiative quand il estime compromis l'intérêt général ;
- j) comme k) de l'art. 13 de Núria ;
- k) comme l) de l'art. 13 de Núria ;
- l) comme m) de l'art. 13 de Núria ;
- m) comme n) de l'art. 13 de Núria ;

*Article 17.* — La Catalogne contribuera à supporter les charges de l'Etat prévues dans les art. 14 et 18 de la Constitution, y compris l'intérêt et l'amortissement des emprunts, — avec le produit de toutes les contributions, impôts, droits et propriétés qui se rapportent aux Finances de la République, exceptés ceux que ce Statut transfère à la Généralité.



*Article 18.* — La République cède à la Généralité les contributions et impôts suivants :

- a) contribution territoriale, rustique et urbaine ;
- b) contribution industrielle ;
- c) produit de l'impôt de superficie et des contributions minières ;
- d) 20 % des droits sur les biens communaux ;
- e) 10 % des produits forestiers ;
- e) 10 % des poids et mesures ;
- g) 5 % de l'administration ;
- h) une participation de 53 % dans l'impôt du timbre.

*Article 19.* — Les Finances de la République respecteront les charges actuelles des finances locales sans les soumettre à de nouveaux impôts..

*Article 20.* — Le recouvrement des impôts sur le revenu de la richesse mobilière s'effectuera en Catalogne par les soins de la Généralité. Celle-ci versera aux Finances de la République :

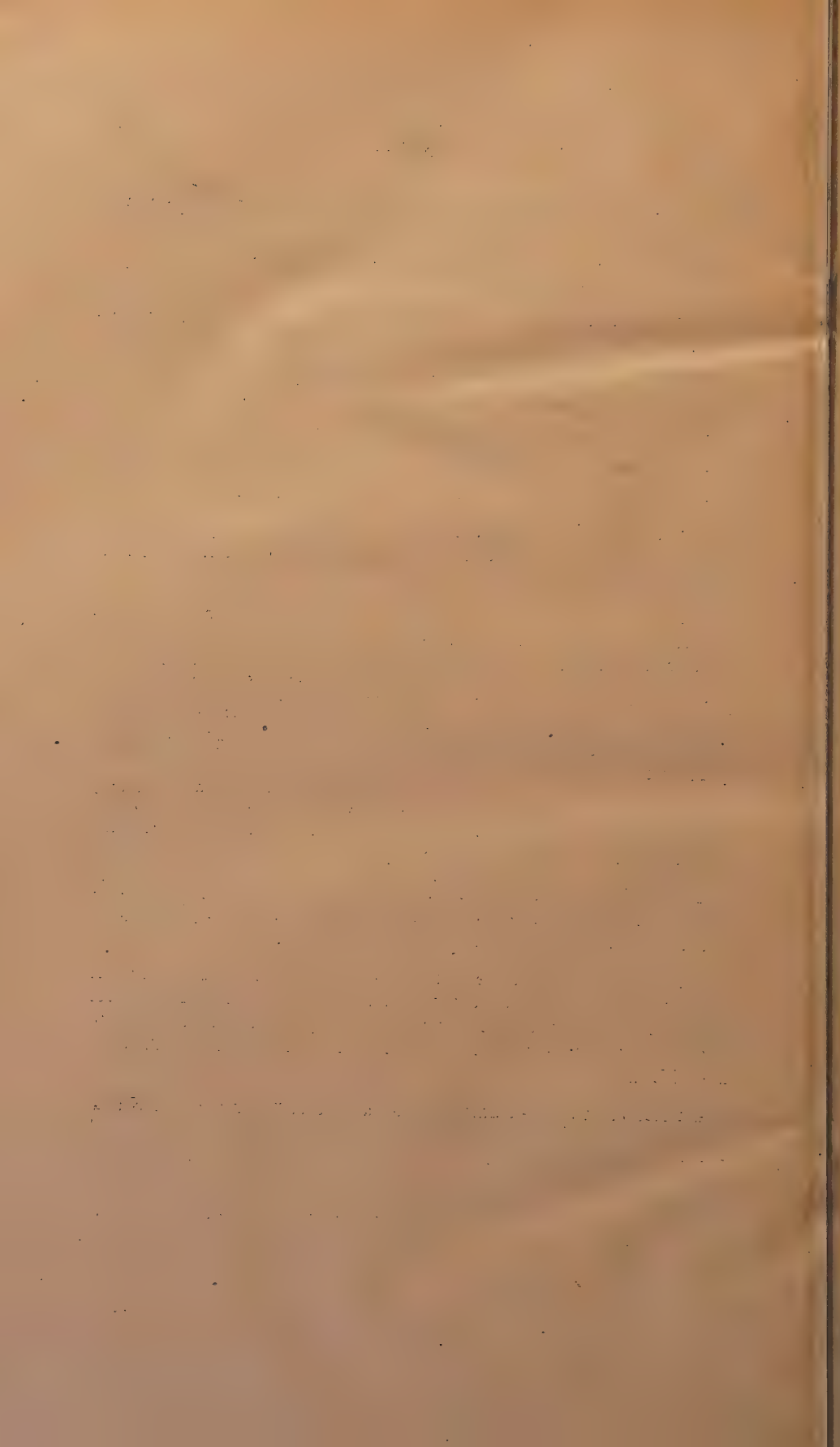
- a) une part annuelle, révisible tous les cinq ans ;
- b) une part additionnelle variable consistant en un tant pour cent de l'excès de recouvrement obtenu en chaque exercice sur la part fixe.

*Article 21.* — L'impôt du timbre sera recouvré par la Généralité (sauf pour les P. T. T.). La Généralité versera à la République une part annuelle révisible tous les cinq ans.

*Article 22.* — La Généralité recouvrera, par délégation de la République, toutes les contributions, impôts et taxes que l'Etat peut recouvrer en Catalogne, à l'exception des monopoles et des douanes.

*Article 24.* — La Généralité pourra employer comme recettes de son budget tous les revenus possédés jusqu'à présent par les Députations catalanes, les revenus prévus par l'art. 18 et les nouveaux revenus non prévus qu'elle sera amenée à établir, d'accord avec l'Etat.

*Articles 25 et 26.* — Analogues aux art. 25 et 26 du texte de Núrria.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### 1°) OUVRAGES DIVERS

#### a) français

- ALTAMIRA (Rafaël). — *Histoire d'Espagne*. Paris, A. Colin, 1931.
- AMADE (Jean). — *Origines et premières manifestations de la Renaissance littéraire en Catalogne au XIX<sup>e</sup> siècle*. Toulouse, Privat ; Paris, Didier, 1924.
- ... *Bibliographie critique* (pour l'étude du précédent ouvrage) Privat, Didier, 1924.
- *L'idée régionaliste*. Perpignan, 1912.
- ANDRÉ (Marius). — *La vie harmonieuse de Mistral*, Paris, Plon, 1928.
- BAIE (EUG.). — *Le droit des nationalités*. Paris, Alcan, 1915.
- BENDA (Julien). — *Esquisse d'une Histoire des Français dans leur volonté d'être une nation*. Paris, N. R. F. 1932.
- BERTRAND (J. J. A.). — *La littérature catalane contemporaine*. Paris, Belles-Lettres, 1932.
- *Barcelone, cité d'art et de sciences*. Barcelone, Librairie française, 1932.
- BERTRAND (Louis). — *Histoire d'Espagne*, Paris, Fayard, 1932.
- BÉRAUD (Henri). — *Emeutes en Espagne*. Paris. Edit. de France, 1931.
- BROUSSE (G.). — *La question catalane*. Perpignan. 1928.
- BOREL. — *Etude sur la souveraineté et l'Etat fédératif*. Berne 1886.

- CAMBÓ (F.). — *Les dictatures*. Paris, Alcan, 1930.
- CHARLES-BRUN. — *Le régionalisme*, Paris, Bloud, 1911.
- DARESTE, DELPECH, LAFERRIÈRE. — *Les Constitutions modernes*, Paris, Sirey, 1932 (article : *Espagne*).
- DUGUIT (L.). — *Traité du Droit constitutionnel*, 2<sup>e</sup> éd., 5<sup>e</sup> volume. Paris, 1921-23.
- DURAND (Ch.). — *Les Etats fédéraux*. Paris, Sirey, 1930.
- DWELSHAUVERS (G.). — *La Catalogne et le problème catalan*. Paris, Alcan, 1926.
- ESTELRICH (Jean). — *La question des minorités et la Catalogne*. Genève, Payot 1929.
- FALCON (C.). — *Critique de la Révolution espagnole*. Paris, Stock, 1932.
- FALGAIROLLE (A. de). — *L'Espagne en République*. Paris, Charpentier-Fasquelle, 1933.
- HAMILTON. — *Le Fédéralisme*.
- HAURIOU (M.). — *Etude sur la décentralisation*. Paris, Dupont, 1892.
- LABORDE. — *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, Paris, 1834.
- LA GRASSERIE (R. de). — *Du fédéralisme*, Paris, 1907.
- LAMANDÉ (A.). — *L'Espagne écartelée*. Paris, Portiques, 1931.
- LA MAZIÈRE (A.). — *Nouvelle Espagne*. Paris, Baudinière, 1933.
- LE FUR. — *Etat fédéral et Confédération d'Etats*. Paris, 1896.
- *Races, Nationalités, Etats*. Paris, 1922.
- MARVAUX (A.). — *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1915.
- MAURRAS (Ch.). — *Dictionnaire politique et critique*. Paris, Cité des Livres, 1933 (Articles : *Espagne et Catalogne*, p. 367 ; — *La question catalane*, p. 369 ; — *Fédérateurs absents ou tyranniques*, p. 371).
- MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.) et REALE (E.). — *L'Espagne*, Paris, Delagrave, 1933.
- NORMANDY (G.). — *La question catalane*. Paris, 1908.
- ORTEGA Y GASSET (J.). — *Essais espagnols*. Paris, Le Cavalier, 1932.
- PICARD-BLOCH (G.) et MOCH (J.). — *L'Espagne républicaine*. Paris, Rieder, 1933.



- PONS (J. S.). — *La littérature catalane en Roussillon aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Paris, Champion, 1929.
- POSADA (A.). — *La nouvelle constitution espagnole*. Paris, Sirey, 1932.
- PROUDHON (J.). — *Du Principe fédératif*. Paris, 1863.
- RENAN (E.). — *Qu'est-ce qu'une nation ?* Paris, 1882.
- REDSLOB (R.). — *Le principe des nationalités*. Paris, Sirey, 1930.
- UNAMUNO (M. de). — *Avant et après la Révolution*. Paris, Rieder, 1933.

b) Catalans

- ACADÈMIA DE JURISPRUDÈNCIA i Legislació de Catalunya. — *Confèrencies sobre l'Estatut*. Barcelona, 1933.
- AIGUADER I MIRÓ (J.). — *Catalunya i la revolució*. Barcelone. La Sageta, 1931.
- Album meravella*. 4 volumes. Barcelone. Edit. Ibérica, 1928-1933.
- ALMIRALL (V.). — *Lo Catalanisme*. Barcelone, 1886.
- ALZINA (J.). — *L'Economia de la Catalunya autònoma*. Barcelone, 1933.
- AMADES (J.). — *La Sardana*. Barcelone, La Sardana, 1930.
- AULESTIA Y PIJOAN (A.). — *Historia de Catalunya*. Barcelone, 1887.
- AYMARI I BAUDINA (L.). — *Amb els braços oberts*. Barcelone, Poliglota, 1932.
- BALDELLÓ (F.). — *Cançoners populars religiosos de Catalunya*. Barcelone, 1932.
- BOFILL I MATAS (J.). — *Una política catalanista*. Barcelone, Catalonia, 1933.
- CANALS (S.). — *La solidaritat catalana*, Madrid, 1907.
- CAMBÓ (F.). — *Catalunya i la solidaritat*, Barcelone 1910.
- *Per la concòrdia*, Barcelone 1930.
- CARRERAS I ARTAU (T.). — *La Universitat autònoma de Barcelona, i el Patronat universitari*. Barcelone, Bosch, 1933.
- DURAN I VENTOSA. — *Regionalisme i Federalisme*. Barcelone, Enciclopedia catalana 1922.
- ESTELRICH (J.). — *La qüestió de les minories nacionals*. Barcelone, Catalonia 1929.

- *De la dictadura à la republica*. Barcelone, Catalonia, 1931.
- *L'autonómia en perill*. Barcelone, Catalonia, 1932.
- ESTEVE (Marti). — *El règim juridic de Catalunya*, Barcelone, Enciclopèdia catalana 1919.
- FABREGAS (J. P.). — *Les possibilitats économiques d'una Catalunya independent*. Barcelone 1932.
- FONT I SOLSONA (J.). — *Notes històriques sobre el Decret de Nova Planta*, Barcelone 1933.
- LLIGA CATALANA. — *Un partit. Una política*. Barcelone 1933.
- *Història d'una política*. Barcelone 1933.
- LLIGA REGIONALISTA. — *Las mancomunitats*, Barcelone, 1912.
- MANCOMUNITAT DE CATALUNYA. — *Per l'autonómia de Catalunya*.
- *L'obre realitzada*.
- MARGALL (J.). — *El sentiment de pàtria*. Obres completes. T. 13, Barcelone, Sala Parès, 1932.
- MASPONS I ANGLASELL (F.). — *L'espèrit del dret public català*. Barcelone, 1932.
- MASSÓ I ESCOFET - GAY DE MONTELLA. — *L'Estatut de Catalunya*, Barcelone, Bosch, 1933.
- MONTSIA (B.). — *Els catalans jutjats pels altres*. Barcelona, Barcino, número 27.
- MONTOLIU (M. DE). — *Manual d'Història critica de la literatura catalana moderna*, Barcelone, Pedagogia, 1922.
- OLWER (Nicolau d'). — *Expansio de Catalunya en la Mediteranea oriental*. Barcelone, Barcino.
- PERUCHO (A.). — *Catalunya sota la dictadura*, Badalona, Troa, 1930.
- PI SUNYER (C.). — *L'Aptitud económica de Catalunya*. 2 vol., Barcelona, Enciclopèdie Catalunya, 1927-29.
- PRAT DE LA RIBA (E.). — *La nacionalitat catalana*, Barcelone, Ales esteses, 1930.
- *Nacionalisme*, Barcelone.
- *Doctrina catalanista*. Lectura popular.
- ROSSELL I VILAR. — *La Raça*, Barcelone, Catalonia, 1930.
- ROVIRA I VIRGILI (A.). — *El principi de les nacionalitats*, Barcelone Barcino, número 77.
- *La Constitució interior de Catalunya*, Barcelone, Barcino número 87.

- *Història dels moviments nacionalistes*, Barcelone 1912-1914.
- *Història nacional de Catalunya*, Barcelone 1922-24.
- *Catalunya i la Republica*, Barcelone, Catalonia, 1931.
- *Nacionalisme i Federalisme*, Barcelone, 1917.
- SILVESTRE (M. S.). — *Història sumària de la literatura catalana*, Barcelone, Balmès 1932.
- TORRAS I BAGÈS. — *La tradició catalana*, Barcelone, Ibérica, 1913.
- VALLÈS I PUJALS (J.). — *Elogi de Catalunya*, Barcelone, Catalunyay, 1928.
- VALLS I TABERNER (F.). — *Paraules del moment*, Barcelone, 1930.
- VILA (P.). — *Resum de geografia de Catalunya*, Barcelone, Barcino.
- VALLS I TABERNER I SOLDEVILA. — *Història de Catalunya*, Barcelone. Edit. Pedagogia, 1933.

c) *espanyols*

- CAPMANY (A. de). — *Memorias históricas sobre la Marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona*, 4 vol. Madrid, 1779-82.
- CORTADA (J.). — *Catalunya y los Catalans*, S. Grevasi, 1860.
- ESTELRICH (J.). — *Catalanismo y Reforma hispánica*, Barcelone, Muntaner y Simon, 1932.
- LARCEGUI (F. de S.). — *Cataluña y la nacionalidad catalana*, Madrid, agencia general, 1927.
- LLORENS (E.). — *La autonomia en la integracion politica*, Madrid, Edit. Derecho privado, 1932.
- MASPONS I ANGLASELL. — *La Generalidad de Cataluña y la Republica española*, Barcelone, C. I. B., 1932.
- MADOZ (P.). — *Diccionario geografico - estadistico - histórico de España*, Madrid, 1846.
- PI Y ÀRIMON. — *Barcelona antigua i moderna*, 2 vol., 1854.
- PI Y MARGALL. — *El federalismo*, Madrid, Agencia general, 1932.
- ROMANI Y PUIGDENGOLAS. — *Antigüedad del regionalismo español*, Barcelone, 1890.
- SERRANO (N. P.). — *La Constitucion española*, Madrid, 1932.

d) anglais

AUBREY F. G. BELL. — *A Pilgrim to Spain*. Londres, 1924.

O' SHEA. — *Guide to Spain and Portugal*, 1899.

2° THESES

ARSITCH. — *Le fédéralisme et la Constitution allemande de 1919*. Bordeaux, 1923.

ASCOLI (C. A. d'). — *La constitution espagnole de 1931*. Paris, 1932.

BAELEN. — *Principaux traits du développement économique de l'Espagne*. Montpellier, 1924.

BEC (R.). — *La dictature espagnole de Primo de Rivera*. Montpellier, 1933.

BOURGEOIS (N.). — *Proudhon, le fédéralisme et la paix*. Paris, 1926.

BRUN (L.). — *Le problème des minorités devant le droit international*. Grenoble, 1923.

ERDSTEIN. — *Le statut des minorités*. Paris, 1932.

FAUCON. — *Le Statut de l'Etat libre d'Irlande*. Paris, 1929.

FREIXE (G.). — *La question catalane*. Paris, 1911.

FRIEDMAN (S.). — *Le problème des minorités ethniques et sa solution par l'autonomie et la personnification*. Toulouse, 1927.

GINOUILHAC (P.). — *La Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie*. Montpellier, 1920.

GUILLERM (A.). — *La constitution républicaine espagnole de 1931*. Paris, 1933.

HÉLIARD (M.). — *Le Statut international du territoire de Memel*. Paris, 1932.

LAVONDÈS (R.). — *La question catalane*. Montpellier, 1908.

MERCIER (P.). — *La formation de l'Etat tchécoslovaque*. Paris, 1922.

MONTBEL (De). — *Condition politique de la Croatie-Slovénie*. Toulouse, 1909.

MOUSKHELICHVILI. — *La théorie juridique de l'Etat fédéral*. Paris, 1931.

PICARD (E.). — *La fédération australienne*. Paris, 1920.

PUGET (H.). — *Le gouvernement local en Espagne*. Toulouse, 1920.



- POUMARÈDE. — *Les usages de Barcelone*. Toulouse, 1920.
- POPOVICI. — *La question des îles d'Aland*. Paris, 1923.
- PRAILAUNÉ (de). — *L'unitarisme et le fédéralisme dans la Constitution allemande de 1919*, Paris, 1922.
- ROUYS. — *La Constitution de la République Argentine*. Toulouse, 1927.
- TRAZIT (R.). — *La Constitution de l'Autriche de 1920*. Toulouse, 1925.
- VERDIER. — *La Constitution fédérale de la République d'Autriche*. Paris, 1924.
- WANG (S. C.). — *De la répartition des compétences dans les Constitutions fédérales*. Paris, 1920.
- ZARZTOUT-SUKIENNICKA (H.). — *Le Fédéralisme en Europe Orientale*. Paris, 1926.

### 3° CONFERENCES

- POMMIER (R.). — *La musique catalane*. Radio-Béziers, 20-10-1931.
- VILAR (P.). — *Le port de Barcelone*. Association des grands ports français, 3-5-1933.

### 4° DOCUMENTS

- BUTLLETI OFICIAL de la Generalitat de Catalunya. Barcelone, an I, vol. 1 et 2, janvier à décembre 1933.
- CAMARA OFICIAL de comercio y navegacion de Barcelona. *Memorial comercial del año 1930* (tome I).
- DELIBERACIONS de la primera assemblea general de delegats de la Unió catalanista tinguda a Manresa. Barcelone, 1900.
- DIARIO DE SESIONES. Années 1931 et 1932. Madrid (Compte rendu des sessions-aux Cortès de Madrid).
- GENERALITAT DE CATALUNYA. *L'Estatut de Catalunya a les Constituents de la República*. Oficina de Madrid, 1932, 5 vol. (Comptes rendus sténographiés).
- *La intervenció dels Representants de Catalunya en la Constitució de la República*. Oficina de Madrid, 1932, 3 vol. (Comptes rendus sténographiés).

- *Instrucció publica. Idioma.* Madrid, 1932.
- *L'obra de Cultura.* Barcelone, 1932.
- *Textos legals a Catalunya.* Barcelone, 1933.

MEMORIA DE DEFENSE de los intereses morales y materiales de Cataluña presentada à S. M. el Rey Alfonso XII. Barcelone, 1885.

MISSATGE à la Reyna Regenta. Barcelone, 1888.

PARLAMENT DE CATALUNYA. *D'ari de Sessions.* Barcelone, année 1933, n<sup>os</sup> 18 à 66.

UNIÓ CATALANA. *Elements per a l'estudi de l'Estatut de Catalunya.* Barcelone. Edit. Poliglota, 1931.

UNIÓ CATALANISTA. *Manifeste à l'opinion internationale sur les revendications nationales de la Catalogne.* Barcelone, 1932.

#### 5° ARTICLES DE REVUES

- ANTOINE (M.). — Le mouvement séparatiste catalan. *Le Correspondant*, 1926, tome 305.
- BARTEL (P.). — Où va l'Espagne ? *Revue hebdomadaire*, 9-4-1932.
- CAMPALANS (R.). — Vers l'Espagne fédérale. *Le Fédéraliste*, août-septembre 1933.
- CARBONELL (J.). — L'hora nacional de Catalunya. *Oc*, juillet-août 1931.
- La constitució nova d'Espanya. *Oc*, nov.-déc. 1931.
- CARRÉ DE MALBERG. — Condition juridique de l'Alsace-Lorraine. *Revue du Droit Public*, 1914.
- DUCH D'ENTRAIGUES (J.). — El senyor Cambó i la Renaixença catalana. *Oc*, janv.-fév. 1932 et mars-avril 1932.
- DOMINIQUE (P.). — Contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. *Pamphlet*, 17-2-1933.
- FALGAIROLLE (A. de). — Mistral, la Catalogne et l'Hispano-Amérique. *Latinité*, sept-oct. 1930.
- GAY DE MONTELLA (R.). — L'Estatut de Catalunya i les obres publiques i serveis d'execució delegats. *Revista jurídica de Catalunya*, vol. 38, 1932.
- GÉRIN-RICARD (de). — Dans la Catalogne libre. *Revue hebdomadaire*, 5-9-1931.

- GIRAUD. — Droit des Nationalités, sa valeur, son application. *Revue de Droit International Public*, 1924.
- HERRIOT (E.). — Les forces spirituelles de l'Espagne. *Conferencia* 5-3-1932.
- HUGONNOT (J.). — L'Espagne, terre des contrastes. *Terre. Air. Mer.*, 1933, tome LX, sept.-oct. 1933.
- L. J. — Le Statut de la Catalogne. *Europe Nouvelle*, 17-9-1932.
- LE FUR. — Nationalités et Etats. *Revue de Droit International et de législation comparée*, 1921.
- MASPONS I ANGLASELL (F.). — L'autonómia universitària. — *L'Universitat catalana*, n° 14, 1933.
- MENDIZABAL-VILLALBA (A.). — Huit ans de l'Histoire d'Espagne. Comment s'est écroulée une monarchie. *Les Documents de la Vie intellectuelle*, juillet-août 1931 et sept. 1931.
- MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.). — La nouvelle constitution espagnole. *Revue Politique et Parlementaire*, janvier 1932.
- NICOLAS (A.). — Situation politique et économique de l'Espagne. *Le Capital*, 5-4-1932.
- NADAL I MAILLOL (H.). — L'Estatut que ens donen. *Ressorgiment de Buenos-Aires*, avril-juin 1932.
- POSADA (A.). — La Constitution espagnole de 1931. *Revue de Droit Public*, 1932.
- PRAT DE LA RIBA (E.). — El federalisme. *Revista jurídica de Catalunya*, 1897.
- ROUDIN (P. J.). — L'autonomie catalane. *Méditerranée*, sept. 1933.
- ROIG I BERGADA. — De l'Estatut. Judicatura i Ministeri public. *Revista jurídica de Catalunya*, 1932, vol. 38.
- SERBAS (P. de). — Le problème catalan. *Le Correspondant*, 1927, tome 309.
- VALLS-TABERNER (F.). — Precedents i fonts de l'Estatut de Catalunya. *Revista jurídica de Catalunya*, 1932, vol. 38.
- VILAR (P.). — Le port de Barcelone. *Annales de Géographie*, juillet 1929.
- X... — La Força de Catalunya. *Ressorgiment de Buenos-Aires*, avril-juin 1932.

6<sup>e</sup>. ARTICLES DE JOURNAUX

- AUDEMA (R.). — La Catalogne autonome. *Petit Méridional*, 5-8-1931.
- AZÉMA (P.). — La Généralité de Catalogne. *Le Sud*, 6-7-1931.  
— Le Statut catalan. *Le Sud*, 26-7-1931.
- BACHES (J.). — L'amitié catalane. *L'Eclair*, 18-8-1933.  
— La politique catalane. *L'Eclair*, 29-8-1933.  
— Barcelone et Madrid. *L'Eclair*, 22-9-1933.
- BARTHE (R.). — La culture catalane. *Petit Méridional*, 12-4-1933.
- BAUDIN (L.). — Une enquête sur l'Espagne nouvelle. *Je suis partout*, 1-10-1932.
- BLANC (G.). — Vers la solution du problème catalan. *Le Temps*, 17-5-1932.  
— Autour du Statut catalan. *Le Temps*, 25-6-1932.
- BONNAFOUS (J.). — La Révolution en Ibérie. *Petit Méridional*, 29, 30 4-1931, et 1, 3 5-1931.
- BRION (M.). — La vie littéraire à l'étranger. *Nouvelles littéraires*, 26-8-1933.
- BRUEYS (F.). — L'Espagne au tournant. *L'Eclair*, 10-9-1931.
- DUBECH (L.). — Impressions d'Espagne. *Action française*, mai-juin 1932.
- DUPEYROUX (H.). — La nouvelle Constitution espagnole. *Le Sud*, 28-1-1932.
- FALGAIROLLE (A. de). — La « Generalitat » de Catalunya. *Je suis partout*, 25-4-1931.
- FONTENILLE (G.). — Un exemple pour la jeunesse occitane : Palestra. *Petit Méridional*, 12-4-1932.
- J'É SUIS PARTOUT, numéro spécial sur l'Espagne, 23-4-1932.
- LAMOUREUX (L.). — Le président Macià nous déclare.... *Je suis partout*, 5-9-1931.  
— Ecoles catalanes. *Nouvelles littéraires*, 10-9-1932.
- LONGUET (J.). — Chez le Président Azaña. *Vu*, 7-12-1932.
- MASPONS I ANGLASELL. — La discussió de l'Estatut. *Claris*, 1932, n° 1 à 9.
- MAURRAS (C.). — Les libertés catalanes. *Action française*, avril 1931.  
— Heur et malheur du colonel Macià. *Action française*, 26-12-1933.



- METRIOS. — Les finances de l'Estatut. *Publicitat*, avril 1932.
- MOCH (J.). — De Macià à Companys. *Petit Méridional*, 3-1-1934.
- MONZIE (A. de). — Le problème des minorités en Europe. *Petit Méridional*, 1931.
- PEYRAS (Cl.). — A propos du Statut catalan. *L'Eclair*, 20-9-1932.
- RICHARD (R.). — Fédéralisme et autonomie. *Je suis partout*, juillet 1931.
- La République espagnole tente de se définir. *Je suis partout*, 26-9-1931.
- Les yeux qui s'ouvrent. *Je suis partout*, 4-6-1932.
- L'Espagne contre le Statut. *Je suis partout*, 6-8-1932.
- Le triomphe de Macià. *Je suis partout*, 26-11-1932.
- Le paradoxe catalan. *Je suis partout*, 9-12-1933.
- RIEU-VERNET. — Le Statut catalan. *La Dépêche*, de Toulouse, 12-7-1932.
- ROUQUETTE (P.). — La question ibérique. *Vasco*. Collection 1930.
- TRABAL (J. A.). — Vella i trista historia del monarquisme militar. *Publicitat*, 3-9-1932.
- X... — La politique catalane et espagnole. *La France*, de Bordeaux, 12-6-1932.

## 7° COLLECTIONS DE JOURNAUX

### a) français

*Action Française* — *L'Eclair* — *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales* — *Je suis partout* — *Le Journal* — *Le Petit Méridional* — *Le Sud* — *Le Temps* — *Vasco*

### b) catalans

*Claris* — *Fullo oficial del dilluns* — *La humanitat* — *El Mati* — *La nació catalana* — *La nau* — *Nosaltres sols* — *L'Opinió* — *La Publicitat* — *La rambla* — *Le Veu de Catalunya*.

### c) espagnols

*A. B. C.* — *El Liberal* — *Luz* — *Mundo gráfico* — *El sol*.

*Vu, Montpellier, le 22 février 1934*

Le Président,  
H. DUPEYROUX.

*Vu : Montpellier, le 23 février 1934*

Le Doyen  
G. MORIN.

*Vu et permis d'imprimer :*

*Montpellier, le 23 février 1934,*

Le Recteur,  
TAILLIART.

## TABLE DES MATIERES

---

|                                                                                           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| AVANT-PROPOS .....                                                                        | 7  |
| INTRODUCTION .....                                                                        | 13 |
| I. — <i>Le problème posé par l'existence de groupements<br/>          nationaux</i> ..... | 13 |
| II. — <i>Solutions possibles du problème.</i> .....                                       | 33 |

### PREMIERE PARTIE

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| LA NATION CATALANE .....                                  | 53  |
| Chapitre premier. — <i>La terre catalane</i> .....        | 54  |
| Chap. II. — <i>La race catalane</i> .....                 | 58  |
| Chap. III. — <i>La langue catalane.</i> .....             | 69  |
| Chap. IV. — <i>L'histoire de la Catalogne</i> .....       | 73  |
| Chap. V. — <i>Le droit catalan</i> .....                  | 87  |
| Chap. VI. — <i>Coutumes et traditions catalanes</i> ..... | 95  |
| Chap. VII. — <i>La culture catalane</i> .....             | 104 |

|                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|
| Chap. VIII. — <i>Aspects de la Catalogne actuelle</i> .....              | 109 |
| § 1. — Vie économique .....                                              | 109 |
| I. Agriculture .....                                                     | 109 |
| II. Industrie .....                                                      | 111 |
| III. Commerce .....                                                      | 114 |
| IV. Finances .....                                                       | 119 |
| § 2. — Vie intellectuelle .....                                          | 121 |
| I. Les organisations culturelles .....                                   | 121 |
| II. Les hommes, les idées, les œuvres .....                              | 128 |
| § 3. — Vie sociale .....                                                 | 134 |
| § 4. — Vie politique .....                                               | 138 |
| Chapitre-Conclusion. — <i>Existence d'une nationalité catalane</i> ..... | 145 |

## DEUXIEME PARTIE

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| LE CATALANISME .....                                   | 151 |
| Chapitre premier. — <i>Histoire du mouvement</i> ..... | 152 |
| § 1. — Renaissance économique .....                    | 152 |
| § 2. — Renaissance littéraire .....                    | 154 |
| § 3. — Renaissance politique .....                     | 159 |
| Chap. II. — <i>Espagne et Catalogne</i> .....          | 193 |

## TROISIEME PARTIE

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| LE STATUT CATALAN DE 1932 .....                                              | 205 |
| Section I. — <i>Histoire</i> .....                                           | 205 |
| § 1. Le pacte de Saint-Sébastien .....                                       | 205 |
| § 2. Le 14 avril ; la République catalane ; la Généralité de Catalogne ..... | 207 |
| § 3. Elaboration du Statut .....                                             | 208 |
| Section II. — <i>La Constitution espagnole</i> .....                         | 210 |



|                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Section III. — <i>Le Statut Catalan</i> .....                                   | 229 |
| Chapitre premier. — Dispositions générales du Statut .....                      | 239 |
| § 1. La Catalogne région autonome .....                                         | 239 |
| § 2. Coofficialité des idiomes .....                                            | 242 |
| § 3. Droits individuels .....                                                   | 250 |
| § 4. Conditions légales de Catalan .....                                        | 252 |
| Chap. II. — Attributions de la Généralité .....                                 | 256 |
| — § 1. Services et matières délégués quant à l'exécution .....                  | 260 |
| § 2. Services relatifs à la législation sociale ....                            | 269 |
| § 3. Enseignement. Université. Collation des grades .....                       | 271 |
| § 4. Ordre public .....                                                         | 281 |
| § 5. Régime local. Autonomie municipale .....                                   | 284 |
| § 6. Droit civil. Organisation judiciaire .....                                 | 287 |
| § 7. Services et matières déléguées quant à la législation et l'exécution ..... | 290 |
| § 8. Traités et conventions relatifs à la Généralité .....                      | 294 |
| Chap. III. — De la Généralité .....                                             | 297 |
| § 1. Constitution politique .....                                               | 297 |
| § 2. Conflits de juridiction .....                                              | 301 |
| Chap. IV. — Finances .....                                                      | 304 |
| § 1. Finances régionales .....                                                  | 304 |
| § 2. Dispositions financières diverses .....                                    | 316 |
| Chap. V. — Modifications au Statut .....                                        | 321 |
| Chap. VI. — Dispositions transitoires .....                                     | 323 |
| CONCLUSION .....                                                                | 325 |
| APPENDICE .....                                                                 | 337 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                             | 351 |







MONTPELLIER  
IMPRIMERIE MARI-LAVIT

1, Rue de Sauvages, 1

1934







